Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 SEPTEMBRE 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2026/SEPT/142	**OBJET : PRÉSENTATION DES DÉCISIONS MUNICIPALES N°2026/125 À N°2026/151 ET DES CONVENTIONS N°2026/001 À N°2026/023**
Date du conseil municipal 15/09/2026	
Date de la convocation 09/09/2026	
Date de l'affichage 09/09/2026	

L'an deux mille vingt-six, le quinze septembre à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, en suite des convocations adressées le neuf septembre deux mille vingt-six.

Étaient présents :
Clotilde **LAGOUTTE**, Maire

Abdelhakim **LACHHAB**, Maureen **BONNET-KHOUILDI**, Michel **BILLOUT,** Pascale **DESPLATS**, Guy-Bertrand **TCHIKAYA**, Voahangy **HUÉ**, Mohamed **NOURO**, Sylvie **GALLOCHER**, Maires-adjoints.

Julien **BOUDET**, Ijou **HAMMOUTI**, Mohammed **KHERBACH**, Prescilia **HENRY**, Lucie **BOURELY**, Romaine **BOKASSA-KIBOZI**, Adama **OUATTARA**, Catherine **MOLINA**, José **MORILLA**, Gérard **ESNAULT**, Pascal **BOURGET**, Nolwenn **LE BOUTER**, Jules **NOUGA NOUGA**, Isabelle **WALCZYNSKI**, Stéphane **MOLINES**, Angélique **RAPPAILLES**, Cyril **AKPAMA**, Conseillers municipaux.

Étaient représentés :
Dramane **TRAORE** pouvoir à Ijou **HAMMOUTI**
Frédérique **HOUREUX** pouvoir à Maureen **BONNET-KHOUILDI**
Catherine **LORMANN-D'HOKER** pouvoir à Nolwenn **LE BOUTER**

Pascale **DESPLATS** a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

2026/SEPT/142

DÉLIBÉRATION

OBJET : PRÉSENTATION DES DÉCISIONS MUNICIPALES N°2026/125 À N°2026/151 ET DES CONVENTIONS N°2026/001 À N°2026/023

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
À L'UNANIMITÉ (par **29** voix **POUR)**

ARTICLE UNIQUE : Prend acte des décisions municipales et des conventions prises par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, en vertu de la délibération n°2026/MARS/027 du 20 mars 2026 en application des articles L.2122-22 et L.2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'il suit :

NUMERO	INTITULE DE L'ACTE
125	SIGNATURE D'UN CONTRAT AVEC LA SOCIETE INDUSTRIELLE DU FROID ET CUISSON (IDFC) DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DU MATERIEL DE CUISSON, DES INSTALLATIONS DU MATERIEL FRIGORIFIQUE, DES INSTALLATIONS DU MATERIEL ELECTROMECANIQUE.
126	SIGNATURE DU MARCHE N°10/2023 – MARCHE DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET REHABILITATION ENERGETIQUE DU CENTRE DE LOISIRS LA JOUERIE – LOT N°3 CFO CFA SSI – AVENANT N°2
127	REACTUALISATION DES LOYERS DES LOGEMENTS COMMUNAUX
128	MISE A DISPOSITION D'UN MINIBUS COMMUNAL AU PROFIT DE L'ASSOCIATION INCIPIT
~~129~~	~~REACTUALISATION DES LOYERS DES LOGEMENTS COMMUNAUX~~ - Doublon
130	FIXATION D'UN TARIF POUR UNE SORTIE ORGANISEE AU PARC ASTERIX PAR LE SERVICE JEUNESSE
131	ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU COLUMBARIUM – CASE- MODULE E- CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°89
132	SIGNATURE DES CONTRATS DE MAINTENANCE POUR LA VERIFICATION DES ASCENSSEURS, MONTE CHARGES ET MONTE ESCALIERS - SOCIETE TK ELEVATOR
133	SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE AU PROJET EDUCATIF « ORCHESTRE A L'ECOLE » POUR LES ECOLES ELEMENTAIRES DES ROSSIGNOTS ET NOAS ENTRE LA COMMUNE DE NANGIS, L'ECOLE DE MUSIQUE DE NANGIS ET L'INSPECTRICE DE L'EDUCATION NATIONALE CIRCONSCRIPTION DE PROVINS
134	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOGEMENTS DEPENDANTS DU PARC IMMOBILIER DE LA COMMUNE DE NANGIS AU C.C.A.S. DE NANGIS POUR TOUT CAS D'URGENCE
135	SIGNATURE DU MARCHE N°10/2023 – MARCHE DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET REHABILITATION ENERGETIQUE DU CENTRE DE LOISIRS LA JOUERIE – LOT N°4 CVC/PLOMBERIE– AVENANT N°4
136	DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS VERT 2026 POUR LA RENOVATION DE LA HALLE DES SPORTS A NANGIS

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

137	LA MISE A DISPOSITION D'UN AUTOCAR DE 59 PLACES par LA SOCIETE LOSAY VOYAGES-TRANSPORT DE LA MATERNELLE NOAS VERS RESTAURANT MUNICIPAL COUR EMILE ZOLA
138	SIGNATURE DU CONTRAT DE MAINTENANCE POUR LA VERIFICATION DES EXTINCTEURS DE LA VILLE DE NANGIS- SOCIETE CHUBB
139	SIGNATURE D'UN BAIL POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS A COMPTER DU 1er JUILLET 2026
140	SIGNATURE DU MARCHE 2025TVX004 – MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE DU CHATEAU – LOT N°2 TRAVAUX DE COUVERTURE ET D'ETANCHEITE – AVENANT N°1
141	CONVENTION ATELIER CHANTIER D'INSERTION (ACI) AVEC L'ASSOCIATION INITIATIVES 77 – ENTRETIEN DIVERS DES ESPACES PUBLICS
142	AVENANT N°1 AU BAIL N°2026/DAF/N°139 POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS A COMPTER DU 1er AOÛT 2026
143	DECISION DU MAIRE PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT (ANAH) POUR L'OPERATION PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DU RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU) A NANGIS
144	ACHAT CONCESSION DE 30 ANS AU CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°154
145	ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°127
146	ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU COLUMBARIUM – CASE MODELE E- CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°90
147	SIGNATURE DU MARCHE 2025TVX004 – MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE DU CHATEAU – LOT N°2 TRAVAUX DE COUVERTURE ET D'ETANCHEITE – AVENANT N°2
148	TARIFS DE REPRODUCTION DE DOCUMENTS A COMPTER DU 1ER JUILLET 2026
149	GUICHET UNIQUE : AVENANT N°8 A LA DÉCISION N°2009/031 DU 21 DECEMBRE 2009 PORTANT CRÉATION DE LA REGIE DE RECETTES POUR LE GUICHET UNIQUE – AJOUT DE L'ENCAISSEMENT DE PHOTOCOPIES À COMPTER DU 20 AOÛT 2026
150	TARIFICATION DES ACTIVITES JEUNESSE AU 1ER SEPTEMBRE 2026
151	FIXATION À TITRE EXCEPTIONNEL D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC À L'EURO SYMBOLIQUE POUR LES FOOD-TRUCKS – JUILLET ET AOÛT 2026

NUMERO	INTITULE DE L'ACTE
001	CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS -COMITE DES ŒUVRES SOCIALES
002	AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SITUES AU 4 RUE ARISTIDE B

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

003	CONVENTION MISE A DISPOSITION CMA LOUIS ARAGON JARDINS OUVRIERS
004	CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU BENEFICE DE L'ECOLE DE MUSIQUE DE NANGIS
005	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE LA BERGERIE ET DE MATERIEL JEUDI 7 MAI ET JEUDI 21 MAI 2026-LYCEE HENRI BECQUEREL
006	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE MUNICIPALE- PERIODE 2026-2031 FEDERATION DE SEINE ET MARNE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
007	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND (77370 NANGIS) AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CFDT 2026-2031
008	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CFTC 2026-2031
009	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CGT 2026-2031
010	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DES ROSSIGNOTS-PERIODE 2026- CENTRE DE THEATRE DE L'OPPRIME - AUGUSTO BOAL
011	CONVENTION DE MISE A DISPOSTION DU GYMNASE ET DU RESTAURANT MUNICIPAL DE NANGIS A L'UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE DE SEINE-ET-MARNE USEP 77 DU 1ER AU 2 JUIL 2026- RONDE CYCLOTOURISTE DEPARTEMENTALE
012	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA GALERIE D'EXPOSITION DU MERCREDI 1ER JUILLET AU LUNDI 31 AOUT 2026 - EXPOSITION DE PEINTURES MME NICOLE TARDIF
013	CONVENTION MAD DE LA SALLE DULCIE SEPTEMBER SAMEDI 27 JUIN 2026 OHN
014	CONVENTION MAD DE STRUCTURES MUNICIPALES - PERIODE 2026/2031 ASSOCIATION MUSULMANE DE NANGIS
015	CONVENTION MAD CENTRE MUNICIPAL D'ACTIVITES LOUIS ARAGON DU VENDREDI 19 JUIN 2026- DOMICILE SERVICES 77
016	CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION MAD PERIODE SCOLAIRE 2026/2027 ASSOCIATION DU TENNIS DE TABLE
017	CONVENTIN RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MAD PERIODE SCOLAIRE 2026-2027 NANGIS NATATION
018	CONVENTION DE MISE A DISPOSTION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS POUR L'ASSOCIATION NANGIS BOXING PERIODE 2026-2031
019	RENOUVELLEMENT PAR TACITE RECONDUCTION DE MAD STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS 2026-COQUELICOT BLEU
020	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRATUITE LUCIE MOUGEY MARDI 7 JUILLET 2026 POUR ASSOCIATION RUGBY NANGIS ET PAYS BRIARD
021	CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS- PERIODE SCOLAIRE 2026/2027- POUR LE CENTRE SOCIAL ASSOCIATIF COLI'BRIE
022	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CENTRE MUNICIPAL D'ACTIVITES LOUIS ARAGON-VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2026 - FEDERATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

023	MAD DE LA SALLE LUCIE MOUGEY VENDREDI 28 AOUT 2026 - FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE MAROC ET TUNISIE FNACA

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

Le secrétaire de séance

Pascale DESPLATS

Certifié exécutoire compte-tenu de
la télétransmission en Sous-Préfecture
le
Et de la transmission ou notification et de la
publication le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Nangis
République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/ REST/ 125

OBJET : CONTRAT DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DES MATERIELS DE CUISSON, FRIGORIFIQUE ET ELECTROMECANIQUE, AVEC LA SOCIETE INDUSTRIELLE DU FROID ET CUISSON (IDFC).

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de renouveler le contrat de maintenance des installations du matériel de cuisson, des installations du matériel frigorifique, des installations du matériel électromécanique.

CONSIDÉRANT le contrat n° 34375/26* proposé par la société Industrielle du froid et cuisson enregistrée sous le SIRET 332 111 947 00021, domiciliée à : Z. I. 1270 avenue Saint Just, 77000 VAUX-LE-PENIL, incluant 2 lots :

- Lot 1 : restaurant municipal, restaurant école les Roches, restaurant école les Rossignots,
- Lot 2 : salle Dulcie SEPTEMBER, Salle Louis ARAGON,

Pour un montant total de 3 249.13€ HT/an.

DECIDE

Article 1 : Approuve le contrat n° 34375/26* proposé par la société Industrielle du froid et cuisson enregistrée sous le SIRET 332 111 947 00021, domiciliée à : Z I 1270 avenue Saint Just, 77000 VAUX-LE-PENIL.

Article 2 : Dit que Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an et que son renouvellement donnera lieu à un nouvel examen et cela en fonction du vieillissement et adjonction de matériel, sans pouvoir excéder trois ans.
Pendant cette période, à la fin de l'expiration de ce contrat, celui-ci est prolongé par tacite reconduction, sauf partie dénonçant le contrat au moins trois mois avant l'échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
077-217701471-20260925-DEC-2026-125-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Réf. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget en section de fonctionnement.

Article 4 : Signe le contrat et toutes les pièces s'y rapportant.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une dure de 3 mois, à compter de la signature de ladite décision.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Service financier,
- Direction Éducation Jeunesse,
- Restaurant Municipal,
- La société IDFC.

Fait à Nangis, le 17/06/2026

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le .....
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

VILLE DE NANGIS -77

CONTRAT N° 34375/26*

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :

Pour :

MAIRIE DE NANGIS
RESTAURANT MUNICIPAL
RESTAURANT LES ROCHES
RESTAURANT LES ROSSIGNOTS

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 1 / OBJET

Le présent contrat a pour but d'assurer ; **Les dépannages**, ainsi qu'un contrôle, nettoyage, révision et remise en état régulier,

DES INSTALLATIONS DU MATERIEL DE CUISSON,
DES INSTALLATIONS DU MATERIEL FRIGORIFIQUE,
DES INSTALLATIONS DU MATERIEL ELECTROMECANIQUE.

Comprenant, **01 VISITE** annuelle.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-147-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 2 / PRESENTATION DE LA SOCIETE

Afin de mieux vous servir, la maintenance sera assurée par :

MATERIEL DE CUISSON / M.LAPORTE / M.DOUCET / M .LOUIS / M. CHARTIER

MATERIEL FRIGORIFIQUE / M. CHARTIER / M.DOUCET/ M. LOUIS

MATERIEL DE LAVERIE / M.DOUCET / M.LAPORTE / M .LOUIS / M. CHARTIER

SERVICE COMMERCIAL / M.DELCAMBRE PASCAL.
M.GOMBERT CHRISTOPHE.

EFFECTIF : **28 PERSONNES.**

QUALIFICATIONS

Voir **ANNEXE 2.**

AGREMENT QUALICUISINE : 1.2.3.4.5.6.7.D 4 d.

AGREMENT SNEFCCA : 8 Etoiles.

AGREMENT QUALICLIMA FROID : N° 18544.

AGREMENT QUALIBAT : 7323.

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 3 / DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Ne sont compris dans ce contrat que le matériel cité
En **ANNEXE 1.**

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 4/ OBLIGATIONS DE LA SOCIETE I.D.F.C.

4.1. La société **I.D.F.C.** s'engage à effectuer **: 01 VISITE PAR AN,** pour l'ensemble du matériel, cité à **l'annexe 1** à des dates précises, qu'elle devra préciser au client, quelques jours à l'avance, afin que celui-ci puisse laisser libre et accessible les lieux des travaux.

4.2. Les dates retenues pour chaque visite étant :

1ère visite prévue :

4.3. Chaque visite sera établie de manière continue sans interruption.

4.4. La société **I.D.F.C.** s'engage à effectuer les dépannages dans les **06 heures ouvrables**, suivant l'appel téléphonique reçu avant 10 heures du matin, sinon le lendemain suivant cet appel, sauf en cas d'urgence, c'est-à-dire :
Cellule de refroidissement, matériel de cuisson, absolument nécessaire pour la préparation des repas de midi

Alors la société **I.D.F.C.** s'engage à effectuer les interventions dans les **04 heures ouvrables** suivant l'appel téléphonique.

Toute demande de dépannage téléphonique devra être obligatoirement confirmée par Télécopie ou par courriel en mentionnant précisément :

Le détail de la demande,
L adresse,
Les jours et Horaires d'ouverture,

4.5. La société **I.D.F.C.** établira en fin de chaque visite, un rapport détaillé sur chaque matériel ressortant distinctement les anomalies et éventuellement les gros travaux à prévoir.

4.6. Lors de chaque visite, la société **I.D.F.C.** établira un planning d'intervention quelques jours à l'avance en coordination avec le chef de l'établissement, afin de pouvoir intervenir sans gène sur chaque matériel.

4.7. Les horaires d'interventions des techniciens pendant chaque visite seront du **LUNDI au VENDREDI de :**

6 Heures à 18 Heures.

En cas de force majeure, une journée pourra être reportée à un samedi, afin de pouvoir effectuer d'éventuelles grosses réparations (vérins ou paliers par exemple).

4.8. Chaque technicien devra remplir chaque jour un bon d'intervention suivant les Modalités de **L'ARTICLE 5.**

4.9. Les éventuels frais de déplacements et de main-d'oeuvre provoqués par des dépannages en-dehors des visites de contrat d'entretien **sont prévus** dans le montant forfaitaire de ce présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 5 / CONTROLE DES DEPLACEMENTS ET DES FOURNITURES

5.1. DEPLACEMENTS :

Lorsque le personnel de la société **I.D.F.C.** se rend en cuisine, soit pour procéder à une visite d'entretien ou à un dépannage, il doit obligatoirement remplir, détailler et faire signer un bon d'intervention
Du **CHEF DE CUISINE** ou à son remplaçant cité au paragraphe **4.8.** En mentionnant :

LA DATE DE L'INTERVENTION
LE MOTIF DE L'INTERVENTION
LE DETAIL DE L'INTERVENTION
LE TEMPS PASSE.
LE DETAIL DES FOURNITURES

5.2. PIECES DETACHEES :

Les éventuelles pièces détachées ainsi que les éventuelles petites fournitures nécessaires à l'entretien ou au dépannage sont fournies par le technicien et mentionnées sur les bons d'interventions, celles-ci n'étant pas comprises dans le montant forfaitaire du présent contrat

Les remplacements éventuels de pièces détachées ne s'effectueront qu'après validation d'un devis préalablement présenté par nos soins sous 24 heures suivant l'intervention

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

5.3. REGLEMENTATION FLUIDES FRIGORIGENES :

RAPPEL NOUVELLE REGLEMENTATION DU 07/05/2007

Le règlement européen 842/2006, ainsi que le décret français du 7 Mai 2007, complété par l'arrêté de la même date prévoit que les détenteurs d'équipements contenant des fluides frigorigènes sont tenus, d'une part de faire procéder périodiquement à un contrôle d'étanchéité, d'autre part, de tenir à la disposition de l'administration les documents attestant que ces obligations ont été remplies et que les interventions ont été réalisées :

Pour les fluides CFC, HCFC, et HFC, la fréquence de principe des vérifications est de :

1) Pour les équipements de 2 à 30 kg : une fois tous les 12 mois
2) Pour les équipements de 30 à 300 kg : une fois tous les 6 mois
3) Pour les équipements de plus de 300 kg : une fois tous les 3 mois

L'application de ces dispositions réglementaires pourra faire l'objet de contrôles de la part des administrations concernées.
Le texte envisage des amendes prévues pour les contraventions de 5ème classe à l'encontre des détenteurs en cas de non-observation des dispositions ci-dessus (pour les personnes morales : 7500 € au plus et en cas de récidive : 15000€ au plus selon les articles 131-41 et 132-15 du code pénal).

Par ailleurs, les clauses générales des contrats d'assurance stipulant que l'assuré s'engage à respecter la législation en vigueur, la non-production des documents attestant du contrôle d'étanchéité peu remettre en cause votre indemnisation en cas de sinistre.

Ces dispositions devant être prises à la seule initiative du détenteur des installations concernées, dans le cadre de notre partenariat et du présent contrat, nous vous soumettons sous forme d'option une proposition vous permettant de mettre en œuvre le respect de ces obligations réglementaires.

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 6 / NE SONT PAS COMPRIS AU PRESENT CONTRAT

6.1. Les éventuelles recharges en fluides frigorigènes effectuées lors des dépannages ou des visites d'entretien.

6.2. La fourniture des pièces détachées

6.3. Les capteurs et hottes d'extractions, ainsi que les caniveaux de sol.

6.4. Les bacs dégraisseurs de sol, ainsi que les caniveaux de sol.

6.5. L'adjonction de nouveau matériel autre que le matériel cité en **ANNEXE 1.**

6.6. Le nettoyage de toutes parties accessibles des appareils à savoir : (façade de matériel de cuisson, miroirs, enjoliveurs, clayettes, portes de chambres froides, toutes parties en acier inoxydable).

6.7. Le matériel acier inoxydable (table, plonge, chariot, ETC...).

6.8. Le détartrage éventuel de tout élément chauffant (circuit d'eau + double enveloppe).

6.9. Les incidents provoqués par incendie, malveillance, coupure de courant, tension anormale, manque d'eau ou eau anormalement corrosive.

6.10. Tous travaux de raccordement de matériel neuf.

6.11. Tous travaux se rapportant aux lignes d'alimentation des fluides.

6.12. Tous petits travaux annexes se rapportant aux prestations diverses : branchement électrique, pose d'accessoires supplémentaires.

6.13. Tous travaux ne se rapportant pas à l'entretien du matériel cité en **ANNEXE 1.**

6.14. La mise aux normes éventuelle des matériels nécessitant.

6.15. La remise en état totale ou partielle de matériels suite à des dégâts ou avaries graves consécutives à la faute, la malveillance, la négligence de la part ou du fait du client ou des tiers

6.16. La remise en état totale ou partielle de matériels suite à un incendie, une humidité permanente ou accidentelle (lavage à grande eau des matériels fonctionnant à l'électricité)

6.17. La remise en état totale ou partielle de matériels des matériels frigorifiques à refroidissement par eau en cas de défaillance de distribution de l'eau de refroidissement

6.18. Les Machines à café

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 7 / ARRET ET PERTURBATION

Quelques soient les causes provoquant soit un arrêt des installations, soit une perturbation dans leur fonctionnement, la société **I.D.F.C**. ne sera en aucun cas être responsable par les pertes éventuelles des denrées en résultant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 8 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS PENDANT LES VISITES

8.1. MATERIEL DE CUISSON ENERGIE GAZ:

Dépose des brûleurs.
Nettoyage et décapage des brûleurs.
Mise en peinture haute température.
Débouchage des orifices.
Réfection et nettoyage des supports de brûleurs.
Mise en peinture des supports de brûleurs.
Réglages des débits gaz.
Réglages des débits d'air.
Dépose et nettoyage des veilleuses.
Réglages des veilleuses.
Dépose et contrôle des thermocouples.
Démontage des robinets de gaz.
Graissage des robinets de gaz.
Vérification des bobines d'alimentation.
Vérification et réglages des manettes.
Réfection et fixation des robinets de gaz.
Vérification étanchéité canalisations gaz.
Remise en peinture des canalisations gaz.
Vérification des vannes d'arrêt.
Graissage des vannes d'arrêt.
Vérification et réglage des détendeurs gaz.
Vérification et réglage des blocs de sécurité.
Nettoyage et essais des piezzo d'allumage.
Vérification et renforcement des châssis si nécessaire.
Réfection fixation tôle d'habillage inox.
Réfection fixation isolation par laine de roche.
Réfection mise de niveau des appareils.
Vérification et étanchéité des blocs mélangeurs.
Remplacement joints et clapets si nécessaire.
Réfection palier de mélangeur.
Réglage des vérins de basculement.
Graissage du bloc réducteur.
Graissage des organes de fermeture et charnière.
Réglage des ressorts de couvercle.
Réglage des sécurités des portes.
Etanchéité des portes de fours.
Réfection et vérification des réfractaires.
Vérification des circuits électriques de commande et d'allumage.
Dégraissage et nettoyage des parties inaccessibles par le personnel.
Réglages des niveaux d'automaticité de cuve.
Graissage des robinets de vidange.
Réglages des ralentis.
Nettoyage des mitres d'évacuation.
Mise en service et essais généraux.
Contrôle des températures et temps de chauffe.
Vérification des soupapes de sécurités.

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

8.2. MATERIEL DE CUISSON ENERGIE ELECTRICITE :

Dépose des résistances de chauffe.
Nettoyage des portes inaccessibles sous les résistances.
Vérification et réfection des branchements des résistances.
Nettoyage et grattage des résistances.
Vérification câblage électrique.
Réfection par câble haute température.
Réfection isolation câble haute température par gaine haute température.
Resserrage de toutes connexions électriques.
Resserrage du sertissage des cosses.
Contrôle et réglage des thermiques de sécurité.
Contrôle du câblage.
Réfection des câbles douteux.
Vérification et essais de chaque sécurité.
Graissage des charnières et organes nécessitant.
Contrôle des paliers de turbines.
Contrôle des intensités.
Contrôle des sens de rotation.
Vérification des mises de niveau des appareils.
Graissage des paliers de sauteuses.
Graissage du bloc réducteur.
Réglage des ressorts de couvercle.
Réglage des sécurités de portes.
Etanchéité des portes de fours.
Dégraissage et nettoyage des portes inaccessibles par le personnel.
Réglages des niveaux de cuves et des automaticités.
Graissage des robinets de vidange.
Vérification étalonnage des thermostats de sécurité.
Vérification étalonnage des thermostats de régulation.
Mise en service et essais généraux.
Contrôle des mises à la terre.
Contrôle des températures et temps de chauffe.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

8.3. MATERIEL FRIGORIFIQUE :

Vérification des câblages électriques.
Resserrage des contacts électriques.
Vérification et calibrage des thermiques.
Vérification et réglages des pressostats de régulation.
Vérification et réglages des détendeurs.
Remplacement des filtres déshydrateur.
Contrôle du fluide frigorifique.
Vérification étanchéité des circuits frigorifiques.
Nettoyage et soufflage des condenseurs à air.
Vérification et étalonnage des thermostats.
Vérification et étalonnage des thermomètres.
Réglage et remise à l'heure des pendules de dégivrage.
Contrôle des Silentblocs compresseurs.
Contrôle des mises à la terre.
Contrôle et graissage des ventilateurs (condenseurs et évaporateurs).
Nettoyage des bacs et écoulement de dégivrage.
Réglage des vannes à eau.
Contrôle des rendements frigorifiques.
Vérification électrique des groupes (ampérage, intensité).
Vérification des fusibles et calibrage.
Essais de compresseur par tirage au vide.
Contrôle des voyants lumineux.
Réglage des vannes de régulation.
Vérification des supports d'évaporateurs.
Réglage du pressostat de sécurité.
Contrôle visuel de l'état des évaporateurs.
Contrôle et niveau d'huile frigorifique.
Contrôle et réglages des pressostats d'huile.
Contrôle d'écoulement des eaux de condensats.
Descente en température et réglages.

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-125-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

8.4. MATERIEL ELECTROMECANIQUE:

Vérification des contacts électriques.
Resserrage des bornes.
Contrôle et réglages des organes de sécurité et régulation.
Graissage des pièces mobiles
Contrôle des mises à la terre
Vérification des intensités absorbées
Contrôle de l'état des outils de coupe
Contrôle des étanchéités
Contrôle des fixations au sol
Vérification des moteurs électriques
Vérification des transmissions mécaniques
Vérification des systèmes d'automatiste
Vérification des systèmes de relevage
Contrôle des éléments de protection des utilisateurs
Vérification des nouvelles Normes en vigueur

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 9 / DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée d'UN **AN.**
Son renouvellement donnera lieu à un nouvel examen et cela en fonctionnement du vieillissement et adjonction de matériel, sans pouvoir excéder trois ans

Pendant cette période, à la fin de l'expiration de ce contrat, celui-ci est prolongé par tacite reconduction, sauf partie dénonçant le contrat au moins **TROIS MOIS** avant l'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 10 / CLAUSE GENERALE

Ce contrat ne dispense aux utilisateurs, d'apporter à leurs installations les soins d'un bon père de famille, et de prendre toutes mesures conservatrices en cas d'accident ou d'incident, avant que la société **I.D.F.C.**, n'ait été en mesure d'intervenir.

ARTICLE 11 / BORDEREAU DE PRIX

BORDEREAU DE PRIX.

		EURO	Nbre de VISITES	EURO
	MONTANT HT PAR VISITE	3249,13		
	MONTANT HT ANNUEL		1	3249,13
	TOTAL HT			3249,13
	TVA 20%			649,83
	TOTAL TTC			3898,96

A titre indicatif en cas d'intervention **HORS CONTRAT**

FRAIS DE MAIN-D'OEUVRE : 92.20 €. H.T.
FRAIS DE DEPLACEMENTS : 51.70 €. H.T.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 12 / REGLEMENTS

Par chèque à réception de facture, n'excédant pas le délai de **30 JOURS**, ou toute autre sorte de règlement défini d'un commun accord, lors de la signature du présent contrat.

ECHEANCES: EN DEBUT DE VISITE A TERME A ECHOIR.

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 13 / PERSONNES HABILITEES

13.1 A DEMANDER LES DEPANNAGES TELEPHONIQUES :

NOM	QUALIFICATION	TELEPHONE	POSTE

13.2 A SIGNER LES BONS D'INTERVENTIONS :

NOM	QUALIFICATION	TELEPHONE	POSTE

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 14 / ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige au sujet de l'exécution du présent contrat, il sera fait **ATTRIBUTION DE JURIDICTION au TRIBUNAL DE COMMERCE DE MELUN, seul compétent** pour statuer sur les différents qui pourraient en résulter, même en cas de pluralité du défenseur, qu'il s'agisse d'une action fondée sur un quasi-délit, par application des **ARTICLES 1382 et suivant du CODE CIVIL.**

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ARTICLE 15 / GARANTIE

Ce présent contrat est établi suivant les conditions générales de visite et de garantie du **SNEFCCA**, ci-joint en annexe.

ARTICLE 15 BIS. /ASSURANCES

Ci-joint en annexe 2, polices d'assurances valables pour l'exercice en cours.

ARTICLE 16 / SIGNATURE

Ce présent contrat est établi en **DEUX EXEMPLAIRES.**

Ces exemplaires seront paraphés et signés aux endroits demandés.

Un exemplaire sera remis à la société **I.D.F.C.**

LE CLIENT
Date ; Bon pour accord &
Acceptation des conditions générales de vente.

LA DIRECTION

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ANNEXE 1

LISTE DU MATERIEL :

LOT 1
RESTAURANT MUNICIPAL

ZONE CUISSON
01 SIMPLE SERVICE 4 FEUX
02 SAUTEUSES
01 MARMITE BAIN MARIE
03 FRITEUSES GAZ
01 FOUR MIXTE 20 GN 1/1
01 FOUR MIXTE 20 GN 2/1
01 ARMOIRE FRROIDE POSITIVE 650 L

ZONE PREPARATIONS FROIDES
01 EQUIPEMENT FROGORIFIQUE
02 ARMOIRES FROIDES POSITIVE
01 COUPE LEGUME
01 BATTEUR MELANGEUR

ZONE LEGUMERIE
01 TRANCHEUR
01 COUPE LEGUMES
01 ESSOREUSE

ZONE CHAMBRES FROIDES
01 CHAMBRE FROIDE POSITIVE BOF
01 CHAMBRE FROIDE POSITIVE VIANDES
01 CHAMBRE FROIDE POSITIVE FRUITS ET LEGUMES
01 CHAMBRE FROIDE NEGATIVE
01 CONGELATEUR COFFRE

SALLE A MANGER ETAGE
01 REFROIDISSEUR D'EAU
01 FONTAINE REFRIGEREE MURALE
01 ARMOIRE FROIDE POSITIVE 650 L
01 ETUVE STATIQUE
01 ETUVE MOBILE

SALLE A MANGER MATERNELLE RDC
01 FONTAINE REFRIGEREE

SALLE A MANGER PRIMAIRE RDC
01 FONTAINE REFRIGEREE
01 COUPE PAIN

DIVERS
01 ETUVE MOBILE

LAVERIE VAISSELLE
01 MACHINE A LAVER A AVNACEMENT AUTOMATIQUE

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ECOLE LES ROSSIGNOTS

01 CONGELATEUR COFFRE
01 ARMOIRE FROIDE GN 2/1
01 ARMOIRE A COTEAUX
01 COUPE PAIN
01 PLONGE
03 TABLES MOBILES
02 LAVES MAINS
01 FONTAINE REFRIGEREE
01 DESINSECTISEUR
01 MICRO-ONDES
01 LAVE VAISSELLE
01 ADOUCISSEUR
02 FOURS DE REMISE EN T°
01 CHAMBRE FROIDE
01 CLIMATISEUR LOCAL DECHETS

LOT 2
SALLE DULCIE SEPTEMBER

01 ARMOIRE FROIDE ABS BLANCHE MEP
01 FOUR DE REMISE EN T° AIR'T 15 NIVEAUX GN1/1
01 LAVE MAINS
01 PLONGE DOUBLE BACS
01 ELEMENT DE CUISSON 2 PLAQUES AMBASSADE
01 LAVE VERRES FRANSTAL – HORS SERVICE

SALLE LOUIS ARAGON

01 CUISINIERE ELECTRIQUE 4 PLAQUES + FOUR
01 FOUR DE REMISE EN T° AIR'T 10 NIVEAUX GN1/1
01 ARMOIRE DOUBLE PORTES – 1 PORTE HORS SERVICE HMI THIRODE
01 TABLE TOP
01 REFRIGERATEUR WHIRPOOL
01 MACHINE A CAPOT HMI THIRODE

LE CLIENT
Date ; Bon pour accord &
Acceptation des conditions générales de vente.

la Maire
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

LA DIRECTION

I.D.F.C
INDUSTRIELLE DU FROID ET DE CUISSON
1270, av. Saint-Just - Z.I. Vaux-le-Pénil
77000 MELUN - R.C. MELUN 332 111 947 00021
Tél : 01 64 39 36 30 - E-mail : contact@idfc.fr

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

ECOLE LES ROCHES

01 CONGELATEUR COFFRE
01 ARMOIRE FROIDE GN 2/1
01 ARMOIRE A COTEAUX
01 COUPE PAIN
01 PLONGE
03 TABLES MOBILES
02 LAVES MAINS
01 FONTAINE REFRIGEREE
01 DESINSECTISEUR
01 MICRO-ONDES
01 LAVE VAISSELLE
01 ADOUCISSEUR
02 FOURS DE REMISE EN T°
01 CHAMBRE FROIDE
01 CLIMATISEUR LOCAL DECHETS

I.D.F.C

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/126

OBJET : SIGNATURE DU MARCHE N°10/2023 – MARCHE DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET REHABILITATION ENERGETIQUE DU CENTRE DE LOISIRS LA JOUERIE – LOT N°3 CFO CFA SSI – AVENANT N°2

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122 et L.2122-23,

VU le Code de la commande publique, notamment en ses articles, articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n°2024/ST/JFP/10 en date du 12 janvier 2024, portant attribution du marché de restructuration et de rénovation énergétique du centre de loisirs La Jouerie, lot 3 CFO CFA SSI, à la Société CHASTRAGNAT, Siret n°353 803 786 0022,

CONSIDÉRANT l'impossibilité pour la Société CHASTRAGNAT d'intervenir sur le poste de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) relevant du lot CVC, les prestations correspondantes sont retirées du périmètre du marché. Cette modification entraîne une moins-value d'un montant de 6 000,00 € HT, soit 7 200,00 € TTC, conformément au devis en date du 10 mars 2026.

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des prestations complémentaires relatives à l'installation d'un coffret étanche IP55 à proximité de la pompe à chaleur d'un montant de 2 011.80 € HT, soit 2 414.16 € TTC, conformément au devis en date du 20 mars 2026

CONSIDÉRANT les devis précités, par lesquels la Société CHASTRAGNAT (SIRET n° 353 803 786 0022) propose ces modifications du marché,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260325-DEC-2026-126-DR
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant n° 2 au marché n° 10/2023, lot 3 CFO CFA SSI, relatif de restructuration et de rénovation énergétique du centre de loisirs La Jouerie, conclu avec la Société CHASTRAGNAT (SIRET n° 353 803 786 0022).

Article 2 : Autorise la signature dudit avenant, ayant pour objet la modification de la répartition des prestations entre les cotraitants au titre de la tranche ferme, sans incidence sur le montant initial du marché.

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget de l'exercice concerné.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Article 5 : Dit que la présente décision du Maire sera publiée sur le site internet de la Ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Services Techniques,
- les intéressés.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipale et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 24 juin 2026

La Maire,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le.....
Et de la publication ou notification le .....

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/06/2026
Date de réception préfecture : 26/06/2026

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Ref. 201 524 Berger Levrault (1309)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 2
Marché n°10/2023 – Travaux de restructuration et rénovation énergétique du Centre de Loisirs la Jouerie Lot n°3 – CFO CFA SSI

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Commune de Nangis
Rue Maréchal de Lattre de Tassigny
77370 NANGIS

Madame Clotilde Lagoutte
La Maire

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Lot n°3 : CFO CFA SSI
Titulaire : S.A.R.L CHASTRAGNAT
Adresse : 5 rue Habert – 77130 MONTEREAU
Coordonnées : 01.64.32.83.63 – electricite-chastragnat@wanadoo.fr
Siret : 353 803 786 0022

C - Objet du marché public

- Objet du marché public:

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Travaux de restructuration et de rénovation énergétique du Centre de Loisirs la Jouerie

- Date de la notification du marché public : 22 janvier 2024

- Durée d'exécution du marché public : durée initiale fixée à un an à compter de sa notification (article 4.1 du CCAP), matérialisée par l'ordre de service de démarrage des prestations en date du 12 février 2024. Cette durée a ensuite été prolongée par les ordres de mission n° 1 à 5, jusqu'au 20 mai 2026.

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 26 770.58 €
  - Montant HT : 133 852.90 €
  - Montant TTC : 160 623.48 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/08/2026
Date de réception préfecture : 26/08/2026

D - Objet de l'avenant

■ Le présent avenant est conclu dans les circonstances suivantes :

Le présent avenant trouve son fondement à l'article R2194-8 du Code de la commande publique :

« Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies ».

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Considérant l'impossibilité pour le titulaire d'intervenir sur le poste de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) relevant du lot CVC, les prestations correspondantes sont supprimées du périmètre du marché.

Cette modification entraîne une moins-value d'un montant de 6 000,00 € HT, soit 7 200,00 € TTC, conformément à l' annexe.

Par ailleurs, il s'est avéré nécessaire de réaliser des prestations complémentaires relatives à l'installation d'un coffret étanche IP55 à proximité de la pompe à chaleur.

Ces prestations supplémentaires s'élèvent à un montant de 2 011,80 € HT, soit 2 414,16 € TTC, conformément au devis joint en annexe.

En conséquence, l'incidence financière de ces modifications se traduit par une moins-value globale de 3 988,20 € HT sur le montant initial du marché.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant n°1 : Phase 02

- Taux de la TVA (20%) : 1 499.42 €
- Montant HT : 7 497.10 €
- Montant TTC : 8 996.52 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 5.6010 %

Montant de l'avenant n°2 :

- la partie sur le poste GTB (partie CVC) (moins-value)
  - Taux de la TVA (20%) : 1 200.00 €
  - Montant HT : 6 000.00 €
  - Montant TTC : 7 200.00 €
- l'installation d'un coffret étanche IP55 (plus-value)
  - Taux de la TVA (20%) : 402.36 €
  - Montant HT : 2 011.80 €
  - Montant TTC : 2 414.16 €
  - % d'écart introduit par l'avenant : 2.6214 %

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-125-DR
Date de télétransmission : 26/06/2026
Date de réception préfecture : 26/06/2026

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA (20%) : 27 472.36 €
- Montant HT : 137 361.80 €
- Montant TTC : 164 834.16 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-125-DR
Date de télétransmission : 26/06/2026
Date de réception préfecture : 26/06/2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : NANGIS..... , le .....

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Clotilde LAGOUTTE
Madame la Maire

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 26/08/2026
Date de réception préfecture : 26/08/2026

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260625-DEC-2026-125-DE
Date de télétransmission : 26/06/2026
Date de réception préfecture : 26/06/2026

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE
Ets CHASTRAGNAT

5, rue Habert, BP 30044, 77872 MONTEREAU Cedex, téléphone : 01 64 32 83 63
mail : electricite-chastragnat@wanadoo.fr

Montereau, Le 10 mars 2026

MAIRIE DE NANGIS

RUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY

77370 NANGIS

AFFAIRE : Restructuration et rénovation énergétique du Centre de loisirs La Jouerie.

OBJET : MOINS VALUE

Moins-Value sur posteGTB (Partie CVC).

Montant H.T.	6 000,00 €
TVA 20%	1 200,00 €
Moins-value TTC	**7 200,00 €**

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/08/2026
Date de réception préfecture : 26/08/2026

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE
Ets CHASTRAGNAT

5, rue Habert, BP 30044, 77872 MONTEREAU Cedex, téléphone : 01 64 32 83 63
mail : electricite-chastragnat@wanadoo.fr

Montereau, Le 20 mars 2026

MAIRIE DE NANGIS

RUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY

77370 NANGIS

AFFAIRE : Restructuration et rénovation énergétique du Centre de loisirs La Jouerie.

OBJET : Devis n° 2026/03/20-01
Branchement pompe à chaleur

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/08/2026
Date de réception préfecture : 26/08/2026

Etablissements CHASTRAGNAT

DESIGNATION	QTE	P.U.H.T	P.T.H.T
Fourniture et pose à proximité de la pompe à chaleur, d'un coffret IP55 avec un disjoncteur calibré à 100A pour la protection et coupure de la PAC, dont le sectionneur sans pouvoir de coupure est à 125A.			
Coffret étanche IP55 avec presse étoupe	1	397,00	397,00 €
Disjoncteur mégnétothermique 4X100A	1	692,80	692,80 €
Liaison câble 5G16mm² entre le coffret et la PAC	1	342,00	342,00 €
Pose et câblage	ens		580,00 €
TOTAL H.T.			2 011,80 €
TVA 20%			402,36 €
TOTAL T.T.C			2 414,16 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-175-DR
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/127

OBJET : REACTUALISATION DES LOYERS DES LOGEMENTS COMMUNAUX

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, modifiée et complétée,

VU la délibération n°2019/JUIL/097 en date du 1/07/2019 par laquelle le conseil municipal a décidé la réactualisation des loyers des logements communaux – année 2019,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le budget communal,

CONSIDERANT la nécessité de revaloriser le montant des loyers des logements communaux par rapport à l'indice de référence des loyers en vigueur,

DECIDE

Article 1 : Décide que le montant mensuel des loyers des logements communaux, sera fixé comme suit :

- Logement de type F3 : 486.40 €
- Logement de type F3 de plus de 90 m2 : 812.63 €
- Logement de type F4 : 591.30 €
- Pavillon de type F4 : 637.41 €
- Logement de type F1 : 319.26 €
-

Article 2 : Dit que le montant mensuel des loyers des logements communaux venant à être mis à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) dans le cadre de ses missions en matière d'hébergement d'urgence, sera fixé comme suit :

- Logement de type F3 : 389.12 €
- Logement de type F3 de plus de 90 m2 : 650.10 €
- Logement de type F4 : 473.04 €
- Pavillon de type F4 : 509.93 €
- Logement de type F1 : 255.41 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-127-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Dit que les recettes sont inscrites au budget communal en section fonctionnement.

Article 4 : Dit que les montants des loyers fixés aux articles 1 et 2 seront révisés annuellement, en fonction de l'évolution de l'Indice de Référence des Loyers (IRL) publié par l'INSEE, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce que le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Direction des Finances,
- Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.),
- La Direction Générale.

Fait à Nangis, le 07 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte-tenu de sa
Télétransmission en sous-préfecture
Le.....
Et de la transmission ou notification et publication
Le.....

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de Madame la Maire de Nangis. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260707-DEC-2026-127-DR
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DGS/DSG/128

OBJET : Mise à disposition d'un minibus communal au profit de l'association INCIPIT

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-21, L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU la délibération du Conseil municipal portant délégation d'attributions au Maire,

VU la demande formulée par l'association INCIPIT, représentée par son président, Monsieur Junior MUZINGA FERREIRA, dont le siège est situé 8 promenade Ernest Chauvet, 77370 Nangis, pour un séjour de randonnée en Savoie du 4 au 6 juillet 2026,

CONSIDÉRANT que cette mise à disposition répond à un intérêt public local et demeure compatible avec les besoins du service ;

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention ci-annexée, relative à la mise à disposition à titre gratuit d'un minibus communal au profit de l'association INCIPIT représentée par son président, Monsieur Junior MUZINGA FERREIRA, dont le siège est situé promenade Ernest Chauvet, 77370 Nangis.

Article 2 : Dit que la mise à disposition est consentie pour le déplacement organisé à compter du 6 juillet 2026, conformément à ladite convention.

Article 3 : Dit que le prêt est réalisé à titre gratuit. Les frais de carburant, péages, stationnement et contraventions sont supportés par l'association.

Article 4 : Dit que la maire est autorisée à signer la convention et tout document à intervenir dans cette affaire.

Article 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publiée sur le site internet de la ville de Nangis pour une durée de trois mois, è compter de la signature de ladite décision.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-128-DR
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 6 : Copie de cet acte sera transmise à

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Services techniques
- Service financier

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le
La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture Le .....
Et de la publication ou notification Le .....

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-123-DR
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DGS/DSG/128

OBJET : Mise à disposition d'un minibus communal au profit de l'association INCIPIT

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée par décision municipale n° ..... du .....,

Ci-après dénommée « la commune »,

D'une part,

et,

L'association INCIPIT, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 8 promenade Ernest Chauvet, 77370 Nangis, représentée par son Président, Monsieur Junior MUZINGA FERREIRA, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'association »,

D'autre part,

La Commune et l'Association étant ci-après désignées ensemble « les Parties »,

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Par courrier électronique du 29 juin 2026, l'Association a sollicité auprès de la Commune la mise à disposition d'un minibus communal en vue de l'organisation d'un séjour de randonnée avec bivouac, du 4 au 6 juillet 2026, à destination de la Haute-Savoie. La Commune, considérant que cette demande répond à un intérêt public local et demeure compatible avec les nécessités du service, a décidé d'y donner une suite favorable, dans les conditions définies ci-après.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-128-DR
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives, matérielles, financières et juridiques dans lesquelles la Commune met gracieusement à la disposition de l'Association un véhicule de type minibus lui appartenant, pour les besoins du séjour de randonnée mentionné en exposé.

Article 2 – Désignation du véhicule

Le véhicule mis à disposition est le minibus communal suivant :

- Marque et modèle : .....
- Immatriculation : .....
- Nombre de places : .....
- Kilométrage au départ : sera consigné dans l'état des lieux prévu à l'article 7.

Le véhicule est remis avec le plein de carburant, sa carte grise, son attestation d'assurance de la Commune, ainsi que les équipements de sécurité obligatoires (triangle de signalisation, gilets haute visibilité, roue de secours ou kit de réparation, extincteur le cas échéant).

Article 3 – Durée de la mise à disposition

Le véhicule est mis à disposition de l'Association du vendredi 4 juillet 2026 au dimanche 6 juillet 2026, selon les horaires de remise et de restitution fixés d'un commun accord entre les Parties et consignés dans l'état des lieux visé à l'article 7. Toute prolongation doit faire l'objet d'un accord préalable et écrit de la Commune.

Article 4 – Conditions relatives au conducteur

Seul(s) le ou les conducteur(s) préalablement désigné(s) par l'Association et acceptés par la Commune est (sont) autorisé(s) à conduire le véhicule. Chaque conducteur doit impérativement, avant la remise des clés :

- être titulaire du permis de conduire de catégorie B depuis au moins cinq (5) ans à la date de la mise à disposition ;
- présenter l'original de son permis de conduire en cours de validité, ainsi qu'un relevé d'information intégral (relevé de points) à jour, ne faisant apparaître aucune restriction ou invalidation ;
- remettre une copie de ces documents à la Commune, qui les conserve pour la durée de la présente convention.

L'Association s'engage à ne confier la conduite du véhicule qu'à des personnes remplissant ces conditions et garantit la Commune contre toute conséquence résultant du non-respect de cette obligation.

Article 5 – Obligations de l'Association

L'Association s'engage à :

- utiliser le véhicule exclusivement pour les besoins du déplacement mentionné en exposé, à l'exclusion de tout autre usage, notamment commercial ;

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

- ne pas sous-louer, prêter ou céder l'usage du véhicule à un tiers, quel qu'il soit ;
- respecter le Code de la route et l'ensemble des réglementations applicables à la circulation et au stationnement ;
- assurer l'entretien courant du véhicule pendant la durée de la mise à disposition (niveaux, pression des pneumatiques) et signaler sans délai à la Commune toute anomalie, panne, incident ou accident survenu pendant l'utilisation ;
- acquitter directement l'ensemble des frais liés à l'utilisation du véhicule : carburant, péages, frais de stationnement, amendes et contraventions, qui restent en tout état de cause à sa charge exclusive ;
- restituer le véhicule propre, dans l'état où il lui a été remis, avec le plein de carburant effectué, à la date, à l'heure et au lieu convenus ;
- fournir à la Commune, préalablement à la remise des clés, l'attestation d'assurance prévue à l'article 8 ;
- informer immédiatement la Commune de tout événement de nature à compromettre la bonne exécution de la présente convention.

Article 6 – Obligations de la Commune

La Commune s'engage à :

- mettre le véhicule à disposition en bon état de fonctionnement, à jour de son contrôle technique et de son entretien, muni des équipements de sécurité obligatoires ;
- remettre à l'Association les documents afférents au véhicule (carte grise, attestation d'assurance de la Commune) ;
- procéder, contradictoirement avec l'Association, à l'état des lieux d'entrée et de sortie prévu à l'article 7.

La Commune ne saurait être tenue responsable des conséquences d'un usage du véhicule non conforme à sa destination ou aux stipulations de la présente convention.

Article 7 – État des lieux

Un état des lieux contradictoire du véhicule est établi et signé par les deux Parties lors de la remise des clés, puis lors de la restitution du véhicule. Cet état des lieux précise notamment le kilométrage, le niveau de carburant, l'état intérieur et extérieur du véhicule, ainsi que la présence et l'état des équipements de sécurité et accessoires. Il est annexé à la présente convention et fait foi entre les Parties. Toute différence constatée entre l'état des lieux d'entrée et celui de sortie, non justifiée par l'usure normale, engage la responsabilité de l'Association dans les conditions de l'article 9.

Article 8 – Assurance

Le véhicule est assuré par la Commune au titre de sa flotte automobile pour les risques de responsabilité civile obligatoire.

Préalablement à la mise à disposition, l'Association doit impérativement remettre à la Commune une attestation d'assurance, en cours de validité, garantissant sa responsabilité civile ainsi que les dommages pouvant résulter de l'utilisation du véhicule pendant la durée de la présente convention (dommages au véhicule, aux tiers et aux occupants transportés). À défaut de production de cette attestation, le véhicule ne sera pas remis à l'Association.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

En cas de sinistre ou d'accident, l'Association s'engage à établir, le cas échéant avec le tiers impliqué, un constat amiable, à en informer immédiatement la Commune et à lui transmettre tout document utile dans les meilleurs délais.

Article 9 – Responsabilité

L'Association est responsable, à compter de la remise des clés et jusqu'à la restitution du véhicule constatée par l'état des lieux de sortie, de tout dommage causé au véhicule, à des tiers ou à des biens du fait de son utilisation, ainsi que de toute perte, vol ou dégradation survenant pendant cette période, sous réserve des cas de force majeure ou de vice propre du véhicule dûment établis.

À ce titre, l'Association supporte, dans les conditions prévues par son contrat d'assurance, les franchises éventuellement applicables ainsi que, plus généralement, tout coût de remise en état non pris en charge par les assurances respectives des Parties.

La responsabilité de la Commune ne pourra être recherchée qu'en cas de faute prouvée résultant d'un défaut d'entretien du véhicule qui lui serait exclusivement imputable.

Article 10 – Gratuité de la mise à disposition

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux, sans contrepartie financière au profit de la Commune. Elle ne donne lieu à aucune facturation autre que, le cas échéant, le remboursement des frais visés à l'article 5, qui demeurent à la charge exclusive de l'Association.

Article 11 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, sans indemnité, en cas de manquement de l'Association à quelconque de ses obligations, après mise en demeure restée sans effet, sauf urgence. Elle peut également être résiliée par la Commune, à tout moment et sans préavis, en cas de nécessité impérieuse liée aux besoins du service communal ou de force majeure, l'Association en étant alors informée dans les meilleurs délais.

Article 12 – Litiges et voies de recours

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable, tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle, Case postale 8630, 77008 Melun Cedex).

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, tout recours contentieux à l'encontre de la présente convention ou de la décision du Maire qui l'approuve peut-être introduit auprès de cette juridiction dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'Association et de l'accomplissement des mesures de publicité applicables.

Un recours gracieux peut également être formé, dans ce même délai de deux mois, auprès de Madame la Maire de Nangis. Ce recours gracieux a pour effet de proroger le délai de recours contentieux, qui recommence à courir à compter de la réponse expresse de l'administration

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-122-DR
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

ou, à défaut de réponse, à compter du rejet implicite né du silence gardé pendant deux mois par l'administration.

Article 13 – Pièces annexées

Sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

- l'état des lieux d'entrée et de sortie du véhicule ;
- la copie du ou des permis de conduire et relevés d'information des conducteurs désignés ;
- l'attestation d'assurance de l'Association couvrant l'utilisation du véhicule.

Fait à Nangis, le 03/07/2026

(En deux exemplaires)

La Commune de Nangis,
La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

L'Association INCIPIT,
Le Président,

Junior MUZINGA FERREIRA

INCIPIT
Promenade Ernest-Chauvet
77370 Nangis
Tél. 07 53 49 38 34
Siret 911 687 895 00019 - APE 94.99Z

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260705-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 06/07/2026
Date de réception préfecture : 06/07/2026

Nangis

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

DECISION DU MAIRE

N°2026/SMJ/DEJ/CL/DSG/130

OBJET : Fixation d'un tarif pour une sortie organisée au parc Astérix par le service jeunesse

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22, 2° ;

VU la délibération n° 2026/MARS/027 du Conseil municipal du 20 mars 2026 portant délégation de pouvoirs au Maire, notamment son 2° l'autorisant à fixer les tarifs des droits prévus au profit de la commune n'ayant pas un caractère fiscal, dans la limite de 5 000 € ;

CONSIDERANT la volonté de la commune de favoriser l'accès des jeunes aux activités proposées par le service Jeunesse ;

DÉCIDE

Article 1 : Dit que la participation des adhérents inscrits à la sortie organisée au Parc Astérix le 28 juillet 2026 est fixée exceptionnellement à 10 € par participant.

Article 2 : Dit que le coût restant de cette activité est pris en charge par le budget du service Jeunesse en section de fonctionnement.

Article 3 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publiée sur le site internet de la ville de Nangis pour une durée de trois mois, è compter de la signature de ladite décision.

Article 4 : Copie de cet acte sera transmise à

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Direction Education Enfance Jeunesse
- Service Jeunesse
- Service finances

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260908-DEC-2026-130-DR
Date de télétransmission : 08/09/2026
Date de réception préfecture : 08/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 6 juillet 2026.
La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
en sous-préfecture Le .....
Et de la publication ou notification Le .....

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut foire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun dons le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260705-DEC-2026-140-DE
Date de télétransmission : 08/09/2026
Date de réception préfecture : 08/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/AG/131

OBJET : ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU COLUMBARIUM – CASE- MODULE E- CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°89

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du Maire n°2025/AG/N°420 en date du 26 novembre 2025 relative aux tarifs des cimetières à compter de l'année 2026,

CONSIDÉRANT la demande présentée le 15 juin 2026 par Monsieur HAELTERMAN Jean-Michel, demeurant à La Chapelle La Reine (77760) 46 rue du Général de Gaulle, en vue d'obtenir l'achat d'une case au columbarium – module E- au sein du site cinéraire du cimetière communal « nouveau », à l'effet d'y fonder la sépulture familiale HAELTERMAN,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Dit qu'à compter du 15 juin 2026, une case pouvant contenir trois urnes de taille standard d'environ 20 cm de diamètre maximum sur une hauteur de 35 cm.

ARTICLE 2 : Dit que la case porte le numéro 89 et est accordée pour 30 années.

ARTICLE 3 : Dit que cette concession a été accordée au titre d'une concession nouvelle.

ARTICLE 4 : Dit que ladite concession a été accordée moyennant la somme de 1288,00€ (mil deux cent quatre-vingt-huit euros) et a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n°G3635334 du 16 juin 2026.

ARTICLE 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-131-DE
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

ARTICLE 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la directrice du service des affaires générales,
- Monsieur HAELTERMAN Jean-Michel.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la loi.

Fait à Nangis, le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



Certifié exécutoire compte-tenu de sa télétransmission en sous-préfecture

Le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260905-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 05/09/2026
Date de réception préfecture : 05/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

DECISION DU MAIRE

N°2026/ST/132

OBJET : SIGNATURE DES CONTRATS DE MAINTENANCE POUR LA VERFIFICATION DES ASCENSSEURS, MONTE CHARGES ET MONTE ESCALIERS– SOCIETE TK ELEVATOR

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame le Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de renouveler les contrats de maintenance,

CONSIDERANT les offres n° OFPO0190022.4 pour la maintenance d'un ascenseur à l'hôtel de ville, n° OFP0190010.1 pour les ascenseurs de la Résidence pour Personnes âgées, n°OFP0190022.5 pour l'ascenseur du restaurant municipal, n°OFP0190022.3 pour l'ascenseur de la médiathèque, n°OFP0190022.2 pour le monte-charge du restaurant municipal, n°OFP0190022.1 pour le monte escalier du cinéma, proposées par la société TK ELEVATOR FRANCE, SIRET n°722 024 742 00172, pour un montant de 7 444.21 € HT,

CONSIDERANT les contrats proposés par la société TK ELEVATOR,

DECIDE

Article 1 : Approuve les contrats de maintenance proposés par la société TK ELEVATOIR sise 20 rue Francois Cevert – 49000 ANGER- :

- N° OFPO0190022.4 relatifs à la maintenance d'un ascenseur à l'hôtel de ville pour un montant de 1 316.92 € HT

- N° OFP0190010.1 pour les ascenseurs de la Résidence pour Personnes âgées pour un montant de 2 137.36 € HT

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-132-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

- N°OFP0190022.5 pour l'ascenseur du restaurant municipal pour un montant de 1 171.42 € HT,

- N°OFP0190022.3 pour l'ascenseur de la médiathèque pour un montant de 1185.06 € HT,

- N°OFP0190022.2 pour le monte-charge du restaurant municipal pour un montant de 1 233.45 € HT,

- N°OFP0190022.1 pour le monte escalier du cinéma pour un montant de 400.00 € HT.

Article 2 : Approuves les contrats sont signés pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

Article 3 : Dit que les dépenses sont inscrites au budget, en section de fonctionnement.

Article 4: Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature de ladite décision.

Article 5 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Provins
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la Directrice du service financier,
- Madame la Directrice des services techniques,
- La société TK Elevator

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 10 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le / / 2026
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703811-20260725-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

ASCENSEURS RPA

TKE

VOTRE CONTRAT

Ascenseurs

Offre OFP0190010.1

CCAS de Nangis - renouvellement de contrat
2 MAIL PIERRE BRITAUD
77370 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Client N° 7739791

Offre OFP0[illegible]0.1 du 17/06/2026 – CCAS de Nangis - renouvellement de contrat

CCAS DE NANGIS SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU
SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com



CONNAISSEZ-VOUS MAX?

Notre nouveau service de maintenance prédictive pour ascenseurs et escaliers mécaniques!

N'hésitez pas à contacter votre agence pour en savoir plus!

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190010.1 du 17/06/2026 – CCAS de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Entre le Client :	ET	TK Elevator France S.A.S :
CCAS DE NANGIS SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU 77370 NANGIS N° SIRET : 21770327100098 SIRET Chorus : 26770882400011 TVA Intracommunautaire : FR95217703271		Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742 Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité
Ci-après désigné comme « Le Client »		Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques : 2 appareils type Ascenseur

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
AM046388	Ascenseur	Entrée 2 Mail Pierre Britaud	400kg	1,00m/s	4	Non
AM046389	Ascenseur	Entrée 2 Mail Pierre Britaud	1000kg	0,63m/s	4	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC	Dont part étendue TTC
AM046388	01/04/2026	01/04/2026	1 068,68	10%	1 175,55	
AM046389	01/04/2026	01/04/2026	1 068,68	10%	1 175,55	

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
AM046388	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h
AM046389	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 2 137,36 EUR HT (deux mille cent trente-sept euros trente-six)
2 351,10 EUR TTC (deux mille trois cent cinquante et un euros dix)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190010.1 du 17/06/2026 – CCAS de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Type de Contrat	Minimal
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du Contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du Contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. P = 0,98 × (ICC / ICC°) + 0,02 x (ICHT-IME / ICHT-IME°) Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : P = 0,98 × (1764,25 / 1730,75) + 0,02 x (127,00 / 125,30) = 1,01924 soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manière Trimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre Contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance et leurs deux annexes Réf : « CONDITIONS TK SAE 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

CCAS DE NANGIS SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU
SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU
77370 NANGIS

À NANGIS le 23/6/26
Mme le MAire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC2026-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

(Cachet et signature)

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Attestation de TVA Réduite Simplifiée

Cette attestation est à retourner uniquement pour les Contrats concernant des bâtiments d'habitation de plus de 2 ans et/ou des appareils destinés aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Offre OFP0190010.1 du 17/06/2026 – CCAS de Nangis - renouvellement de contrat

IDENTIFICATION DU CLIENT

Client n°	7739791
Nom **Adresse**	CCAS DE NANGIS SERVICE RESIDENCE DU CHATEAU 77370 NANGIS
Agence de maintenance	477 - Agence IDF Francilienne

NATURE DES LOCAUX

Je soussigné,

Mme Le MAIRE cLaTiLDE LAGoutte

agissant en qualité de :

☐ Propriétaire ☐ Gestionnaire ☐ Occupant/Exploitant ☒ Autre : LA MAIRE

☐ Atteste que les immeubles sont achevés depuis plus de deux ans et qu'ils sont à usage d'habitation à 100% ou dans une proportion de millièmes *. Ils sont soumis à un taux de TVA de 10%.

☐ Atteste que les appareils du tableau récapitulatif ci-joint sont spécifiquement conçus pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite. Ils sont soumis à un taux de TVA de 5.5%.

Cette attestation est valable pour l'année 2026 à compter du 17/06/2026, pour l'ensemble des appareils de l'offre OFP0190010.1 du 17/06/2026 (Taux de TVA précisé dans le tableau récapitulatif des appareils, modifications éventuelles à apporter par vos soins dans celui-ci).

Si besoin de renseignements, merci de nous préciser :

La personne à contacter : Mr FiLATof DoRiAN

Téléphone : 06 71 89 19 80 / 01 64 60 52 04

Mail : DoRiAN.FiLATof@MAiRiE-NANGiS.FR

- Inférieur à 50%, deux factures, une à taux réduit pour la part habitation et une au taux légal

- supérieur ou égal à 50%, une facture à taux réduit

À NANGiS le 7/7/26

Mme LA MAiRE cLaTiLDE LAGoutte

MAIRIE DE NANGIS SEINE-ET-MARNE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260715-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 15/07/2026
Date de réception préfecture : 15/07/2026

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance | Les interventions | La communication | Les pièces de remplacement

La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Conformément à la réglementation, les visites de maintenance préventive sont organisées avec une fréquence maximale de 6 semaines entre chaque visite.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.

Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

Dépannage
Le dépannage des installations est réalisé par TKE 5 jours sur 7 de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Les interventions de dépannage sont réalisées dans un délai maximum de 6 heures à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com

Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Les pièces de remplacement

La liste des pièces « Minimale » incluses au Contrat conformément à l'arrêté du 18/11/2004, comprenant les consommables, petites fournitures et main d'œuvre, figure en Annexe 2

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- 12 visites par an : La fréquence des visites de maintenance est de 4 semaines.
- De nuit : les visites d'une fréquence maximale de 6 semaines sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle quinquennal

L'accompagnement du contrôle quinquennal par TKE, pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Télésurveillance

Entretien, dépannage, réparation du dispositif de télésurveillance installé sur l'appareil. Sont également compris les additionnels du centre de veille et d'exploitation 24h/24 de ces systèmes de téléservice, archivage des informations. Ce service inclut également la maintenance des logiciels et matériels permettant l'exploitation du dispositif précité.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos ascenseur(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces incluses dans le Contrat « Etendu »

La liste des pièces incluses figure en Annexe 2 et définie comme « Etendu ».

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MAX

Mise en place de la maintenance connectée telle que définie ci-dessous après étude de faisabilité des appareils : le Service MAX permet de bénéficier des services connectés du groupe TKE. Il repose sur l'installation d'un boîtier MAX sur l'appareil, permettant dans un premier temps la collecte de données de fonctionnement des appareils équipés et l'envoi de ces données dans le Cloud Microsoft Azure. Les données seront ensuite analysées par TKE et son partenaire Microsoft et permettront en fonction du service choisi :

SERVICES ASSOCIES	MAX PLUS	MAX PRO
Connexion IoT MAX	X	X
Mise sous monitoring 24h/24 et 7j/7 de l'appareil	X	X
Faculté de détection en temps réel des pannes et déclenchement des interventions, étant précisé que l'appel au service client reste nécessaire	X	X
Assistance virtuelle pour une résolution des pannes plus rapide	X	X
Communication au client en temps réel des informations collectées par MAX sur le portail Client dédié MAX et les applications smartphones et tablettes correspondantes de TKE	X	X
Dépannage prioritaire pour une prise en charge plus rapide		X
Contact direct de(s) appelants avant et après intervention (appel ou SMS)		X
Accompagnement personnalisé annuel (Analyse des données, planning prévisionnel des visites de maintenance, bilan de patrimoine personnalisé		X
Durée de prise en charge étendue à 5 ans au titre du contrat des pièces électroniques vétustes de la marque TK Elevator		X

a) Conditions d'interventions : les interventions auront lieu dans les mêmes délais, jours et plages horaires que celles définies ou souscrites sur option au Contrat de Maintenance. Les délais de remise en service sont également ceux définis dans le Contrat de Maintenance.

b) Moyens de collecte des données : Les données sont collectées par le biais du boîtier MAX installé par TKE, permettant la collecte des données 24h/24. Ce boîtier reste la propriété de TKE, sauf dans les cas où le boîtier est acheté par le Client. Le Client autorise TKE à collecter les données et à les exploiter. Les données collectées, exploitables par TKE conjointement avec son partenaire Microsoft, restent la propriété de TKE.

c) Limite de responsabilité : Le Service MAX est conditionné à la bonne réception du boîtier. TKE ne pourra être tenu responsable en cas de couverture insuffisante ou d'utilisation malveillante du boîtier. A l'issue du Contrat, TKE ne sera pas responsable du matériel installé.

d) Conditions tarifaires : Le prix de l'Option est défini dans le Contrat principal ou dans l'avenant au Contrat de Maintenance signé des deux Parties.

e) Durée : Le service MAX est souscrit pour une durée indéterminée et résiliable à tout moment par le Client en informant par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de 3 (trois) mois. La résiliation de ce service n'impacte pas le Contrat de Maintenance qui se poursuit indépendamment.

À compter de la résiliation, le Service sera désactivé et les données collectées resteront la propriété de TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Établies conformément aux :
Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 – JO du 10 septembre 2004
Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 – JO du 8 mai 2012
Arrêté du 18 novembre 2004 – JO du 28 novembre 2004
Code de la Construction : Articles R.134-6 et suivants
Afnor FDP 82-022 version février 2025

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.
Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

- Les visites, conformément à l'Annexe 1, en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires.
- L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à 6 semaines.
- La vérification, à chacune de ces visites, de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.
- L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes.
- Le nettoyage annuel de la cuvette de l'appareil, du toit de cabine et du local des machines.
- La lubrification et le nettoyage des pièces le nécessitant.
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil que le contrôle technique obligatoire aura identifié.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Le dépannage des appareils et la remise en service : sont réalisés par TKE tous les jours de l'année, selon les options choisies par le Client. Il a lieu dans le cadre du Contrat de Maintenance standard, 5j/7 du lundi au vendredi hors jours fériés, de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai d'intervention de 6h (dans la plage horaire) à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués en cabine est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de la centrale d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

Les pièces figurant dans la liste « Minimale » prévues en Annexe 2 sont incluses dans la version standard du Contrat de Maintenance. Le Client pourra souscrire à l'option « Etendu » du Contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans la liste « Etendu » en Annexe 2. TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées en Annexe 2 (liste « Minimale » ou « Etendue » selon l'option souscrite), lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées en Annexe 2 sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées en Annexe 2, à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles, selon les fabricants, pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'ascenseur et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléalarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amianté.

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.
Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.
Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état des appareils. Sauf mise en œuvre des conditions de l'article 18.2, l'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.
Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.
Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers.

Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger constaté. Le fait devra être immédiatement signalé par email ou Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le Client s'engage à ce que les appareils soient conformes à la réglementation en vigueur.
En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.

Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au Contrat. Les éventuelles remises à niveau et mises en conformité nécessaires constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Un état des lieux de sortie

Sur demande expresse du Client adressée par écrit à l'Agence au moins 3 semaines avant l'échéance du Contrat, un état des lieux de sortie est établi contradictoirement par les Parties. Seules les réserves relevant des obligations contractuelles et témoignant d'une dégradation anormale de l'appareil au regard de son état initial seront levées par TKE avant la date d'échéance du Contrat. Toute réclamation ultérieure est exclue. Cet état des lieux est facturé au taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur lors de sa réalisation.

8.4. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.
Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.
Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.5. Plan d'entretien

TKE remet au Client, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Les opérations d'entretien des appareils et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'appareil et de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs et du Client (conditions d'accès et d'environnement, présence d'amiante, plomb, fiches descriptives des risques).

8.6. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com
Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

8.7 Demande d'information spécifique

Sur demande du Client adressée par écrit à son Agence, le Client ou son représentant pourra convenir d'un rendez-vous avec TKE à l'occasion d'une visite de maintenance en vue d'échange d'informations utiles, en fin de visite. Pour des raisons de sécurité, le Client ou son représentant ne pourra en aucun cas participer à la visite de maintenance avec le technicien de TKE.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable adressée en LR/AR au plus tard dans les 15 jours de la constatation du manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux Conditions Particulières s'entend aux conditions économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, droits ou charges similaires ou mesures commerciales imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales

seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat.

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal, exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.
À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.
Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L.215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le Contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*
  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.
  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.
  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données et mise à jour des logiciels

15.1 Collecte des données techniques

Afin d'assurer le bon fonctionnement de certains services (MAX, EOX), le Client autorise TKE ou un tiers mandaté par TKE, à collecter, stocker, traiter et analyser les données concernant, notamment l'état technique et opérationnel des appareils, l'utilisation et le comportement des appareils aux fins d'assurer la maintenance opérée par TKE (ci-après : « les Données »).
Ces Données issues de la technologie créée par TKE sont l'unique propriété de TKE.

Les Données, en application de la réglementation européenne des données, sont accessibles selon les conditions contractuelles figurant dans l'Accord consultable à l'adresse suivante : https://www.tkelevator.com/fr-fr/reglement-eu-sur-les-donnees.
Le Client, dans le cadre du Contrat de maintenance, dispose d'un droit d'utilisation non exclusif des Données qui lui sont mises à dispositions par TKE dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance des appareils. Pendant une durée de trois ans après la divulgation des Données, le Client doit garder les Données confidentielles et restreindre la divulgation des Données uniquement aux personnes et aux tiers qui ont besoin d'en connaître.

15.2 Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.
Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.
Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne. Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

15.3 Mise à jour des Logiciels

Le fonctionnement des services MAX et de l'ascenseur EOX dépend des logiciels installés dans l'appareil ("Logiciels"). Ces Logiciels développés par TKE sont la propriété de TKE, en vertu de la loi sur les droits d'auteur applicable.
Le Client consent à l'installation des mises à jour nécessaires au bon fonctionnement des Logiciels.
A cet effet, il accorde à TKE l'accès aux Logiciels dans la mesure où cela est nécessaire pour installer de nouvelles mises à jour et exécuter les services de maintenance. La mise à jour des Logiciels et leur maintenance peuvent être réalisées également à distance par TKE.
Dans le cas où le Client détecterait un dysfonctionnement d'un appareil suite à une mise à jour des Logiciels, il doit en informer immédiatement TKE et interdire l'usage de l'appareil jusqu'à intervention de TKE.
Le Client ne doit pas, par lui-même ou par un tiers, (a) faire de l'ingénierie inverse, décompiler, désassembler, décrypter, réassembler, recompiler ou autrement traduire les Logiciels ou créer ou tenter de créer le code source des Logiciels, ou effectuer toute opération pour découvrir le code source des Logiciels, ou (b) modifier, améliorer ou créer des œuvres dérivées des Logiciels ou autrement altérer les Logiciels. Toute modification, amélioration, travail dérivé ou autre amélioration des Logiciels effectuée par le Client est strictement interdite. En tout état de cause elle deviendra la propriété exclusive de TKE et TKE ne pourra être tenu responsable des dysfonctionnements causés.

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.
En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.
En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE, agissant comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- En cas d'interruptions et/ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les

substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;

- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc.
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation et dommages causés au tiers et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Article 18. Résiliation / Suspension

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Résiliation pour travaux importants en application de l'article R. 134-7-II du code de la construction et de l'habitation

Le Client qui confie les travaux importants suivants tels que listés dans l'article ci-dessous à une entreprise différente de TKE, pourra résilier le contrat de l'appareil concerné par les travaux moyennant un préavis de 3 mois avant la date de début des travaux, par courrier adressé en LR/AR auquel sera joint la commande des travaux justifiant la résiliation. TKE se réserve le droit de réclamer toute information complémentaire aux fins de preuve des travaux engagés. La résiliation anticipée du Contrat entrainera le règlement d'une indemnité correspondant à 70% du montant du Contrat restant à courir. Seul l'appareil concerné par les travaux pourra faire l'objet d'une résiliation. Si le Contrat en cours porte sur plusieurs appareils, un avenant sera signé par les Parties afin de constater la résiliation de l'appareil en question.

Toute résiliation irrégulière au regard des conditions du présent article entraînera la poursuite du Contrat. A défaut, il sera fait application des conditions de résiliation anticipée telle que prévues par l'article 18.3 des présentes conditions.

Liste des travaux importants :

- Le remplacement complet de la cabine ;
- La modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
- La modification du nombre ou de la situation des niveaux
- desservis, ou l'adjonction d'une ou plusieurs portes palières ;
- Le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- Le remplacement de l'armoire de commande ;
- Pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
- Pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- La modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau ;
- L'adjonction de variateur de vitesse ;
- L'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence ;

18.3. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.4. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un Contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps
un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse
où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 1. OPERATIONS D'ENTRETIEN MINIMALES INCLUSES (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUES)

Opérations minimales d'entretien	Intervalle maximum	Fréquence minimale	Fréquence minimale
Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	6 semaines	semestrielle	annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté-éclairage)			X
Antirebond & contact[1]			X
Amortisseurs	X		
Moteur d'entraînement & convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique			X
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Frein		X	
Armoire de commande			X
Limiteurs de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension[1]			X
Poulies de déflexion /renvoi/mouflage		X	
Guides cabine & contrepoids / vérin		X	
Coulisseaux ou galets cabine & contrepoids / vérin			X
Câblage électrique			X
Cabine	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques,...)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières			
1 - Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X		
Porte de cabine			
1 - Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Vérification du dispositif de réouverture	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositifs hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
1 - Vérification du fonctionnement	X		
2 - Vérification de la chaîne de sécurité			X
3 - Vérification des fusibles			X
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau / fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques	X		
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression			X

[1]Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 2. PIECES INCLUSES

Organes	Pièces[1]	Minimal	Étendu
Cabine	Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore	X	X
	Paumelles de porte	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Coulisseaux de cabine, y compris garnitures	X	X
	Galets de suspension	X	X
	Interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur)	X	X
	Dispositif mécanique de réouverture de porte	X	X
	Sur la cabine et contrepoids		
	Câblages électriques ou électroniques		X
	Opérateur de porte		X
	Dispositif de commande de manœuvre d'inspection		X
	Tout dispositif de réouverture de porte sans choc		X
	Parachutes, rollers		X
	Dispositif de demande de secours et son système de batterie		X
	Signalétique de position et de direction		X
	Garde pieds mobile		X
	Dispositifs antidérive hydrauliques		X
Paliers	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Serrures	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Paumelles de porte, galets de suspension	X	X
	Patins de guidage des portes	X	X
	Boutons d'appel y compris voyants lumineux	X	X
	Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières	X	X
	Aux paliers		
	Signalisation de position et de direction		X
	Dispositif de manœuvre pompiers		X
	Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières (déverrouillage illicite)		X
Machinerie	Balais du moteur	X	X
	Tous fusibles (condensateur, sonde thermique et coupleur)	X	X
	Sur le moteur et le générateur		
	Roulements		X
	Paliers		X
	Bobinages, rotor et stator		X
	Sur le treuil		
	Arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements et coussinets		X
	Sur le frein : mâchoires, garnitures, bobines		X
Gaine	Coulisseaux de contrepoids	X	X
	Câbles ou chaîne de traction, de limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages (à l'exception des câbles plats/gainés, des courroies de traction)		X
	Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course		X
	Câbles souples pendentifs		X
	Poulies de renvoi		X
	Amortisseurs		X
	Sur le vérin, joints d'étanchéité		X
Éclairage	Ampoules cabine, machinerie et gaine	X	X
	Eclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs)	X	X
Armoire Commande	Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles		X
	Transformateurs		X
	Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages		X
	Cartes et composants électroniques		X
	Dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts indirects		X
Centrale Hydraulique	Distributeur		X
	Electrovannes		X
	Pompes et joints		X
	Filtres et joints distributeur		X
	Appoint d'huile		X
Divers	Limiteur de vitesse		X
	Poulies de tension du limiteur de vitesse		X
	Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée		X

[1]Pièces prises en charge uniquement en cas de défaillances techniques et non en cas de vandalisme, usage anormal ou usure. La vétusté peut atteindre les composants à compter des délais suivants : 30 ans pour les pièces mécaniques, 20 ans pour les pièces électromécaniques et 10 ans pour les pièces électroniques.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

7739791

Numéro d'affaire

OFP0190010.1

Adresse d'installation

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VOTRE CONTRAT

Equipement Technique

Offre OFP0190022.1

Ville de Nangis - renouvellement de contrat

AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

FAUTEUIL CINÉMA

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MOVE BEYOND

Client N° 7715266

Offre OFP0190022.1 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de Contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC2026-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.1 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE – Divers

Entre le Client : **ET** **TK Elevator France S.A.S :**

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros
Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France
SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B
BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX
N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742

Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité

Ci-après désigné comme « Le Client »

Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques :

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
AMT9138X	Divers	Cinéma la Bergerie	230kg	0,10m/s	2	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC
AMT9138X	01/07/2026	01/07/2026	400,00	20%	480,00

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
AMT9138X	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 400,00 EUR HT (quatre cents euros)
480,00 EUR TTC (quatre cent quatre-vingts euros)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.1 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Divers

Type de Contrat	Directive machine sans pièces
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. P = 0,98 x (ICC / ICC°) + 0,02 x (ICHT-IME / ICHT-IME°) Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : P = 0,98 x (1764,25 / 1730,75) + 0,02 x (127,00 / 125,30) = 1,01924 soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manière Trimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance Réf : « CONDITIONS TK DI 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

À NANGIS le 7/7/26
Mme LA MAIRE CLOTILDE LAGOUTTE

(Cachet et signature)

MAIRIE DE NANGIS SEINE-ET-MARNE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE


La maintenance


Les interventions


La communication



La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Une gamme de maintenance comprenant 2 visites annuelles.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.



Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com



Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- 4 visites par an : La fréquence des visites de Maintenance est trimestrielle soit tous les 3 mois.
- 6 visites par an : La fréquence des visites de Maintenance est de tous les 2 mois.
- De nuit : les visites sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 5j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au vendredi hors jours fériés.
- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-17h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-17h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 6h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 6h à compter de la réception de la demande auprès de le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos appareil(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces incluses dans le Contrat « Avec pièces et avec dépannage »

- Cabine : boutons d'envoi, paumelles de porte, contacts de porte, ferme-portes automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique.
- Paliers : ferme-portes mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel.
- Balais du moteur et fusibles.
- Gaine : câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ; câbles souples pendentifs ; poulies de renvoi ; impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course, parachute de sécurité.
- Machinerie : moteur (roulements, paliers, bobinages, balais, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenages, poulies, paliers, roulements, coussinets), frein (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages, régulateur de vitesse et fusibles de protection.

Dépannage inclus dans le Contrat « Avec pièces et avec dépannage »

- Dépannage 5j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au vendredi hors jours fériés.
- Dépannage 8h-17h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-17h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. En dehors de cette plage horaire, il démarrera à l'entrée dans la plage horaire.
- Dépannage sous 6h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 6h à compter de la réception de la demande auprès de le centre d'appels Proxi-Line.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.

Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Elles s'appliquent aux :

- Aux monte-charges accessibles ou non accessibles CE quelle que soit la vitesse
- Aux équipements d'appareils élévateurs dont la vitesse est inférieure à 0,15 m/sec (de type Equipements pour Personnes à Mobilité Réduite)
- Aux équipements techniques divers.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

Les visites, en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires, sont réalisées deux fois par an, soit une visite semestrielle par an.

A chaque visite, TKE effectue :

- Des essais de fonctionnement consistant à faire mouvoir l'habitacle dans ses limites de course.
- Le contrôle des éléments cités ci-dessous :
  - Les éléments de l'habitacle ;
  - Les organes de service et de signalisation ;
  - Le dispositif de demande de secours (spécifique aux élévateur de personnes);
  - Les dispositifs contrôlant ou assurant l'arrêt et le maintien à l'arrêt de l'habitacle ;
  - Les dispositifs limitant les mouvements de l'habitacle ;
  - L'éclairage normal

Par ailleurs, lors de la première visite semestrielle, TKE vérifie et contrôle :

- Les accès aux points d'intervention ;
- Les dispositifs prévus pour assurer la protection des personnes
- Les dispositifs de verrouillage des protecteurs mobiles ;
- Les dispositifs assurant les réserves de sécurité lors des interventions dans le volume de déplacement des équipements ;
- La gaine, les éléments de protection de la gaine ;
- Les suspentes et leurs attaches ;
- Les mécanismes de levage
- L'éclairage normal et de secours de l'habitacle ;
- La présence de la fiche signalétique mentionnant les risques d'intervention dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil.

Lors de la seconde visite semestrielle, TKE vérifie et contrôle suivant :

- Les accès aux points d'intervention ;
- Les dispositifs prévus pour assurer la protection des personnes
- Les dispositifs de verrouillage des protecteurs mobiles ;
- Les dispositifs assurant les réserves de sécurité lors des interventions dans le volume de déplacement des équipements ;
- La gaine, les éléments de protection de la gaine;
- Le système de freinage
- Les éléments de guidage;
- Les suspentes et leurs attaches ;
- L'efficacité du fonctionnement du dispositif parachute ou de l'équipement assurant une fonction équivalente.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Sauf options spécifiques souscrites, toutes les prestations de dépannage des appareils sont facturées. Elles ont lieu 5 jours sur 7 du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai de 6 heures (dans la plage horaire).
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de le centre d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées selon l'option souscrite, lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

Le Client peut souscrire à l'option « Avec pièces et avec dépannage » du contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans « descriptif et conditions des options disponibles ».

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées dans « descriptif et conditions des options disponibles » sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées dans « descriptif et conditions des options disponibles » à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Le remplacement des éléments structurels de l'Equipement Directive Machine (structure cabine, arcades, parois, plancher, vantaux et encadrements de portes, guides et attaches,...), les pièces d'ornement et de confort (ventilateur, tapis, ameublement cabine,...), les composants du bâtiment (canalisations électriques fixes, tableau d'arrivée de courant, batteries des systèmes de secours, compresseurs d'air, canalisations hydrauliques, dispositif d'évacuation d'eau en cuvette,...), le remplacement du fluide des appareils hydrauliques.
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'appareil et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléalarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amiantifère.
- La fourniture des charges nécessaires aux essais et vérifications.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.

Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.

Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état des appareils. L'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.

Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.

Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers. Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger constaté. Le fait devra être immédiatement signalé par email ou Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Le Client s'engage à ce que les appareils soient conformes à la réglementation en vigueur.

En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.

Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.

Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.

Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.4. Plan d'entretien

TKE remet au Client, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Les opérations d'entretien des appareils et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'appareil et de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs et du Client (conditions d'accès et d'environnement, présence d'amiante, plomb, fiches descriptives des risques).

8.5. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com

Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

8.6 Demande d'information spécifique

Sur demande du Client adressée par écrit à son Agence, le Client ou son représentant pourra convenir d'un rendez-vous avec TKE à l'occasion d'une visite de maintenance en vue d'échange d'informations utiles, en fin de visite. Pour des raisons de sécurité, le Client ou son représentant ne pourra en aucun cas participer à la visite de maintenance avec le technicien de TKE.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans [illegible] imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux Conditions Particulières s'entend aux conditions économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, droits ou charges similaires ou mesures commerciales imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).
Le prix sera révisé annuellement, sur la base de la formule de révision précisée aux Conditions Particulières. En cas de remplacement d'un indice, il lui sera substitué l'indice de remplacement. En cas de disparition d'un indice, les Parties conviendront de nouvel indice de substitution d'un commun accord avec effet rétroactif à la date de la disparition de l'indice.

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal, exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.
À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.
Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L.215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les Contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*
  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.
  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des Contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.
  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent également certains Contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux Contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.
Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.
Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne.
Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.
En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.
En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE qui n'agit ni comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue :

- En cas d'interruptions et/ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;
- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc...
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation, de bénéfices, de clientèle, et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC2026142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 18. Résiliation / Suspension

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.3. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de Contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de Contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

7715266

Numéro d'affaire

OFP0190022.1

Adresse d'installation

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



VOTRE CONTRAT

Ascenseurs

Offre OFP0190022.5

Ville de Nangis - renouvellement de contrat
AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 15/09/2026
Date de réception préfecture : 15/09/2026

Client N° 7715266

Offre OFP0190022.5 du 17/06/2026 Ville de Nangis - renouvellement de contrat

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com



CONNAISSEZ-VOUS MAX?

Notre nouveau service de maintenance prédictive pour ascenseurs et escaliers mécaniques!

N'hésitez pas à contacter votre agence pour en savoir plus!

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC 2026 142 DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.5 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Entre le Client :	ET	TK Elevator France S.A.S :
VILLE DE NANGIS HOTEL DE VILLE BP 55 77370 NANGIS N° SIRET : 21770327100015 SIRET Chorus : 21770327100015 TVA Intracommunautaire : FR95217703271		Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742 Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité
Ci-après désigné comme « Le Client »		Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques :

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
AM060490	Ascenseur	Entrée COUR EMILE ZOLA	1000kg	0,60m/s	2	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC	Dont part étendue TTC
AM060490	01/04/2026	01/04/2026	1 171,42	20%	1 405,70	

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
AM060490	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 1 171,42 EUR HT (mille cent soixante et onze euros quarante-deux)
1 405,70 EUR TTC (mille quatre cent cinq euros soixante-dix)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.5 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Type de Contrat	Minimal
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du Contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du Contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. P = 0,98 x (ICC / ICC°) + 0,02 x (ICHT-IME / ICHT-IME°) Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : P = 0,98 x (1764,25 / 1730,75) + 0,02 x (127,00 / 125,30) = 1,01924 soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manière Trimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre Contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance et leurs deux annexes Réf : « CONDITIONS TK SAE 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

À NANGIS le 16/06/2026
Mme LA MAIRE DÉLÉGUÉE

(Cachet et signature)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance | Les interventions | La communication | Les pièces de remplacement

La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Conformément à la réglementation, les visites de maintenance préventive sont organisées avec une fréquence maximale de 6 semaines entre chaque visite.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.

Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

Dépannage
Le dépannage des installations est réalisé par TKE 5 jours sur 7 de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Les interventions de dépannage sont réalisées dans un délai maximum de 6 heures à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com

Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Les pièces de remplacement

La liste des pièces « Minimale » incluses au Contrat conformément à l'arrêté du 18/11/2004, comprenant les consommables, petites fournitures et main d'œuvre, figure en Annexe 2

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- 12 visites par an : La fréquence des visites de maintenance est de 4 semaines.
- De nuit : les visites d'une fréquence maximale de 6 semaines sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle quinquennal

L'accompagnement du contrôle quinquennal par TKE, pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Télésurveillance

Entretien, dépannage, réparation du dispositif de télésurveillance installé sur l'appareil. Sont également compris les additionnels du centre de veille et d'exploitation 24h/24 de ces systèmes de téléservice, archivage des informations. Ce service inclut également la maintenance des logiciels et matériels permettant l'exploitation du dispositif précité.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos ascenseur(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces incluses dans le Contrat « Etendu »

La liste des pièces incluses figure en Annexe 2 et définie comme « Etendu ».

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MAX

Mise en place de la maintenance connectée telle que définie ci-dessous après étude de faisabilité des appareils : le Service MAX permet de bénéficier des services connectés du groupe TKE. Il repose sur l'installation d'un boîtier MAX sur l'appareil, permettant dans un premier temps la collecte de données de fonctionnement des appareils équipés et l'envoi de ces données dans le Cloud Microsoft Azure. Les données seront ensuite analysées par TKE et son partenaire Microsoft et permettront en fonction du service choisi :

SERVICES ASSOCIES	MAX PLUS	MAX PRO
Connexion IoT MAX	X	X
Mise sous monitoring 24h/24 et 7j/7 de l'appareil	X	X
Faculté de détection en temps réel des pannes et déclenchement des interventions, étant précisé que l'appel au service client reste nécessaire	X	X
Assistance virtuelle pour une résolution des pannes plus rapide	X	X
Communication au client en temps réel des informations collectées par MAX sur le portail Client dédié MAX et les applications smartphones et tablettes correspondantes de TKE	X	X
Dépannage prioritaire pour une prise en charge plus rapide		X
Contact direct de(s) appelants avant et après intervention (appel ou SMS)		X
Accompagnement personnalisé annuel (Analyse des données, planning prévisionnel des visites de maintenance, bilan de patrimoine personnalisé		X
Durée de prise en charge étendue à 5 ans au titre du contrat des pièces électroniques vétustes de la marque TK Elevator		X

a) Conditions d'interventions : les interventions auront lieu dans les mêmes délais, jours et plages horaires que celles définies ou souscrites sur option au Contrat de Maintenance. Les délais de remise en service sont également ceux définis dans le Contrat de Maintenance.

b) Moyens de collecte des données : Les données sont collectées par le biais du boîtier MAX installé par TKE, permettant la collecte des données 24h/24. Ce boîtier reste la propriété de TKE, sauf dans les cas où le boîtier est acheté par le Client. Le Client autorise TKE à collecter les données et à les exploiter. Les données collectées, exploitables par TKE conjointement avec son partenaire Microsoft, restent la propriété de TKE.

c) Limite de responsabilité : Le Service MAX est conditionné à la bonne réception du boîtier. TKE ne pourra être tenu responsable en cas de couverture insuffisante ou d'utilisation malveillante du boîtier. A l'issue du Contrat, TKE ne sera pas responsable du matériel installé.

d) Conditions tarifaires : Le prix de l'Option est défini dans le Contrat principal ou dans l'avenant au Contrat de Maintenance signé des deux Parties.

e) Durée : Le service MAX est souscrit pour une durée indéterminée et résiliable à tout moment par le Client en informant par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de 3 (trois) mois. La résiliation de ce service n'impacte pas le Contrat de Maintenance qui se poursuit indépendamment.

À compter de la résiliation, le Service sera désactivé et les données collectées resteront la propriété de TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Établies conformément aux :
Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 – JO du 10 septembre 2004
Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 – JO du 8 mai 2012
Arrêté du 18 novembre 2004 – JO du 28 novembre 2004
Code de la Construction : Articles R.134-6 et suivants
Afnor FDP 82-022 version février 2025

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.
Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

- Les visites, conformément à l'Annexe 1, en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires.
- L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à 6 semaines.
- La vérification, à chacune de ces visites, de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.
- L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes.
- Le nettoyage annuel de la cuvette de l'appareil, du toit de cabine et du local des machines.
- La lubrification et le nettoyage des pièces le nécessitant.
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil que le contrôle technique obligatoire aura identifié.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Le dépannage des appareils et la remise en service : sont réalisés par TKE tous les jours de l'année, selon les options choisies par le Client. Il a lieu dans le cadre du Contrat de Maintenance standard, 5j/7 du lundi au vendredi hors jours fériés, de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai d'intervention de 6h (dans la plage horaire) à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués en cabine est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de la centrale d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

Les pièces figurant dans la liste « Minimale » prévues en Annexe 2 sont incluses dans la version standard du Contrat de Maintenance. Le Client pourra souscrire à l'option « Etendu » du Contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans la liste « Etendu » en Annexe 2. TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées en Annexe 2 (liste « Minimale » ou « Etendue » selon l'option souscrite), lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées en Annexe 2 sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées en Annexe 2, à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles, selon les fabricants, pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'ascenseur et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléalarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amianté.

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.
Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.
Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état des appareils. Sauf mise en œuvre des conditions de l'article 18.2, l'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.
Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.
Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers.

Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger constaté. Ce fait devra être immédiatement signalé par email ou Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le Client s'engage à ce que les appareils soient conformes à la réglementation en vigueur.
En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.

Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au Contrat. Les éventuelles remises à niveau et mises en conformité nécessaires constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Un état des lieux de sortie

Sur demande expresse du Client adressée par écrit à l'Agence au moins 3 semaines avant l'échéance du Contrat, un état des lieux de sortie est établi contradictoirement par les Parties. Seules les réserves relevant des obligations contractuelles et témoignant d'une dégradation anormale de l'appareil au regard de son état initial seront levées par TKE avant la date d'échéance du Contrat. Toute réclamation ultérieure est exclue. Cet état des lieux est facturé au taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur lors de sa réalisation.

8.4. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.
Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.
Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.5. Plan d'entretien

TKE remet au Client, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Les opérations d'entretien des appareils et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'appareil et de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs et du Client (conditions d'accès et d'environnement, présence d'amiante, plomb, fiches descriptives des risques).

8.6. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com
Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

8.7 Demande d'information spécifique

Sur demande du Client adressée par écrit à son Agence, le Client ou son représentant pourra convenir d'un rendez-vous avec TKE à l'occasion d'une visite de maintenance en vue d'échange d'informations utiles, en fin de visite. Pour des raisons de sécurité, le Client ou son représentant ne pourra en aucun cas participer à la visite de maintenance avec le technicien de TKE.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable adressée en LR/AR au plus tard dans les 15 jours de la constatation du manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux ~~Conditions Particulières s'entend aux conditions~~ économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, ~~droits ou charges similaires ou mesures commerciales~~ imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat.

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal, exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.
À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.
Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le Contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*
  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.
  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.
  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données et mise à jour des logiciels

15.1 Collecte des données techniques

Afin d'assurer le bon fonctionnement de certains services (MAX, EOX), le Client autorise TKE ou un tiers mandaté par TKE, à collecter, stocker, traiter et analyser les données concernant, notamment l'état technique et opérationnel des appareils, l'utilisation et le comportement des appareils aux fins d'assurer la maintenance opérée par TKE (ci-après : « les Données »).
Ces Données issues de la technologie créée par TKE sont l'unique propriété de TKE.

Les Données, en application de la réglementation européenne des données, sont accessibles selon les conditions contractuelles figurant dans l'Accord consultable à l'adresse suivante : https://www.tkelevator.com/fr-fr/reglement-eu-sur-les-donnees.
Le Client, dans le cadre du Contrat de maintenance, dispose d'un droit d'utilisation non exclusif des Données qui lui sont mises à dispositions par TKE dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance des appareils. Pendant une durée de trois ans après la divulgation des Données, le Client doit garder les Données confidentielles et restreindre la divulgation des Données uniquement aux personnes et aux tiers qui ont besoin d'en connaître.

15.2 Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.
Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.
Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne. Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

15.3 Mise à jour des Logiciels

Le fonctionnement des services MAX et de l'ascenseur EOX dépend des logiciels installés dans l'appareil ("Logiciels"). Ces Logiciels développés par TKE sont la propriété de TKE, en vertu de la loi sur les droits d'auteur applicable.
Le Client consent à l'installation des mises à jour nécessaires au bon fonctionnement des Logiciels.
A cet effet, il accorde à TKE l'accès aux Logiciels dans la mesure où cela est nécessaire pour installer de nouvelles mises à jour et exécuter les services de maintenance. La mise à jour des Logiciels et leur maintenance peuvent être réalisées également à distance par TKE.
Dans le cas où le Client détecterait un dysfonctionnement d'un appareil suite à une mise à jour des Logiciels, il doit en informer immédiatement TKE et interdire l'usage de l'appareil jusqu'à intervention de TKE.
Le Client ne doit pas, par lui-même ou par un tiers, (a) faire de l'ingénierie inverse, décompiler, désassembler, décrypter, réassembler, recompiler ou autrement traduire les Logiciels ou créer ou tenter de créer le code source des Logiciels, ou effectuer toute opération pour découvrir le code source des Logiciels, ou (b) modifier, améliorer ou créer des œuvres dérivées des Logiciels ou autrement altérer les Logiciels. Toute modification, amélioration, travail dérivé ou autre amélioration des Logiciels effectuée par le Client est strictement interdite. En tout état de cause elle deviendra la propriété exclusive de TKE et TKE ne pourra être tenu responsable des dysfonctionnements causés.

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.
En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.
En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE ne pourra être recherchée comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue :

- En cas d'interruptions et/ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;

- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc.
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation et dommages causés au tiers et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Article 18. Résiliation / Suspension

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Résiliation pour travaux importants en application de l'article R. 134-7-II du code de la construction et de l'habitation

Le Client qui confie les travaux importants suivants tels que listés dans l'article ci-dessous à une entreprise différente de TKE, pourra résilier le contrat de l'appareil concerné par les travaux moyennant un préavis de 3 mois avant la date de début des travaux, par courrier adressé en LR/AR auquel sera joint la commande des travaux justifiant la résiliation. TKE se réserve le droit de réclamer toute information complémentaire aux fins de preuve des travaux engagés. La résiliation anticipée du Contrat entrainera le règlement d'une indemnité correspondant à 70% du montant du Contrat restant à courir. Seul l'appareil concerné par les travaux pourra faire l'objet d'une résiliation. Si le Contrat en cours porte sur plusieurs appareils, un avenant sera signé par les Parties afin de constater la résiliation de l'appareil en question.

Toute résiliation irrégulière au regard des conditions du présent article entraînera la poursuite du Contrat. A défaut, il sera fait application des conditions de résiliation anticipée telle que prévues par l'article 18.3 des présentes conditions.

Liste des travaux importants :

- Le remplacement complet de la cabine ;
- La modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
- La modification du nombre ou de la situation des niveaux
- desservis, ou l'adjonction d'une ou plusieurs portes palières ;
- Le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- Le remplacement de l'armoire de commande ;
- Pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
- Pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- La modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau ;
- L'adjonction de variateur de vitesse ;
- L'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence ;

18.3. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.4. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un Contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps
un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse
où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 1. OPERATIONS D'ENTRETIEN MINIMALES INCLUSES (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUES)

Opérations minimales d'entretien	Intervalle maximum	Fréquence minimale	Fréquence minimale
Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	6 semaines	semestrielle	annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté-éclairage)			X
Antirebond & contact[1]			X
Amortisseurs	X		
Moteur d'entraînement & convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique			X
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Frein		X	
Armoire de commande			X
Limiteurs de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension[1]			X
Poulies de déflexion /renvoi/mouflage		X	
Guides cabine & contrepoids / vérin		X	
Coulisseaux ou galets cabine & contrepoids / vérin			X
Câblage électrique			X
Cabine	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques,...)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières			
1 - Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X		
Porte de cabine			
1 - Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Vérification du dispositif de réouverture	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositifs hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
1 - Vérification du fonctionnement	X		
2 - Vérification de la chaîne de sécurité			X
3 - Vérification des fusibles			X
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau / fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques	X		
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression			X

[1]Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 2. PIECES INCLUSES

Organes	Pièces[1]	Minimal	Étendu
Cabine	Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore	X	X
	Paumelles de porte	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Coulisseaux de cabine, y compris garnitures	X	X
	Galets de suspension	X	X
	Interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur)	X	X
	Dispositif mécanique de réouverture de porte	X	X
	Sur la cabine et contrepoids		
	Câblages électriques ou électroniques		X
	Opérateur de porte		X
	Dispositif de commande de manœuvre d'inspection		X
	Tout dispositif de réouverture de porte sans choc		X
	Parachutes, rollers		X
	Dispositif de demande de secours et son système de batterie		X
	Signalétique de position et de direction		X
	Garde pieds mobile		X
	Dispositifs antidérive hydrauliques		X
Paliers	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Serrures	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Paumelles de porte, galets de suspension	X	X
	Patins de guidage des portes	X	X
	Boutons d'appel y compris voyants lumineux	X	X
	Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières	X	X
	Aux paliers		
	Signalisation de position et de direction		X
	Dispositif de manœuvre pompiers		X
	Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières (déverrouillage illicite)		X
Machinerie	Balais du moteur	X	X
	Tous fusibles (condensateur, sonde thermique et coupleur)	X	X
	Sur le moteur et le générateur		
	Roulements		X
	Paliers		X
	Bobinages, rotor et stator		X
	Sur le treuil		
	Arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements et coussinets		X
	Sur le frein : mâchoires, garnitures, bobines		X
Gaine	Coulisseaux de contrepoids	X	X
	Câbles ou chaîne de traction, de limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages (à l'exception des câbles plats/gainés, des courroies de traction)		X
	Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course		X
	Câbles souples pendentifs		X
	Poulies de renvoi		X
	Amortisseurs		X
	Sur le vérin, joints d'étanchéité		X
Éclairage	Ampoules cabine, machinerie et gaine	X	X
	Eclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs)	X	X
Armoire Commande	Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles		X
	Transformateurs		X
	Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages		X
	Cartes et composants électroniques		X
	Dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts indirects		X
Centrale Hydraulique	Distributeur		X
	Electrovannes		X
	Pompes et joints		X
	Filtres et joints distributeur		X
	Appoint d'huile		X
Divers	Limiteur de vitesse		X
	Poulies de tension du limiteur de vitesse		X
	Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée		X

[1]Pièces prises en charge uniquement en cas de défaillances techniques et non en cas de vandalisme, usage anormal ou usure. La vétusté peut atteindre les composants à compter des délais suivants : 30 ans pour les pièces mécaniques, 20 ans pour les pièces électromécaniques et 10 ans pour les pièces électroniques.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

7715266

Numéro d'affaire

OFP0190022.5

Adresse d'installation

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



VOTRE CONTRAT

Ascenseurs

Offre OFP0190022.4

Ville de Nangis - renouvellement de contrat
AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703771-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Client N° 7715266

Offre OFP018[illegible]22.4 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com



CONNAISSEZ-VOUS MAX?

Notre nouveau service de maintenance prédictive pour ascenseurs et escaliers mécaniques!

N'hésitez pas à contacter votre agence pour en savoir plus!

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 15/09/2026
Date de réception préfecture : 15/09/2026

Offre OFP0190022.4 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Entre le Client : ET TK Elevator France S.A.S :

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS
N° SIRET : 21770327100015
SIRET Chorus : 21770327100015
TVA Intracommunautaire : FR95217703271

Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros
Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France
SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B
BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX
N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742

Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité

Ci-après désigné comme « Le Client » Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques :

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
CA526401	Ascenseur	HOTEL DE VILLE	450kg	1,00m/s	2	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC	Dont part étendue TTC
CA526401	01/07/2026	01/07/2026	1 316,92	20%	1 580,30	

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
CA526401	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 1 316,92 EUR HT (mille trois cent seize euros quatre-vingt-douze)
1 580,30 EUR TTC (mille cinq cent quatre-vingts euros trente)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.4 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Type de Contrat	Minimal
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du Contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du Contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. $P = 0{,}98 \times (ICC / ICC^0) + 0{,}02 \times (ICHT\text{-}IME / ICHT\text{-}IME^0)$ Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : $P = 0{,}98 \times (1764{,}25 / 1730{,}75) + 0{,}02 \times (127{,}00 / 125{,}30) = 1{,}01924$ soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manière Trimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre Contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance et leurs deux annexes Réf : « CONDITIONS TK SAE 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

À NANGIS
Mme LA MAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

(Cachet et signature)

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance | Les interventions | La communication | Les pièces de remplacement

La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Conformément à la réglementation, les visites de maintenance préventive sont organisées avec une fréquence maximale de 6 semaines entre chaque visite.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.

Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

Dépannage
Le dépannage des installations est réalisé par TKE 5 jours sur 7 de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Les interventions de dépannage sont réalisées dans un délai maximum de 6 heures à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com

Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Les pièces de remplacement

La liste des pièces « Minimale » incluses au Contrat conformément à l'arrêté du 18/11/2004, comprenant les consommables, petites fournitures et main d'œuvre, figure en Annexe 2

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- 12 visites par an : La fréquence des visites de maintenance est de 4 semaines.
- De nuit : les visites d'une fréquence maximale de 6 semaines sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle quinquennal

L'accompagnement du contrôle quinquennal par TKE, pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Télésurveillance

Entretien, dépannage, réparation du dispositif de télésurveillance installé sur l'appareil. Sont également compris les additionnels du centre de veille et d'exploitation 24h/24 de ces systèmes de téléservice, archivage des informations. Ce service inclut également la maintenance des logiciels et matériels permettant l'exploitation du dispositif précité.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos ascenseur(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces incluses dans le Contrat « Etendu »

La liste des pièces incluses figure en Annexe 2 et définie comme « Etendu ».

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MAX

Mise en place de la maintenance connectée telle que définie ci-dessous après étude de faisabilité des appareils : le Service MAX permet de bénéficier des services connectés du groupe TKE. Il repose sur l'installation d'un boîtier MAX sur l'appareil, permettant dans un premier temps la collecte de données de fonctionnement des appareils équipés et l'envoi de ces données dans le Cloud Microsoft Azure. Les données seront ensuite analysées par TKE et son partenaire Microsoft et permettront en fonction du service choisi :

SERVICES ASSOCIES	MAX PLUS	MAX PRO
Connexion IoT MAX	X	X
Mise sous monitoring 24h/24 et 7j/7 de l'appareil	X	X
Faculté de détection en temps réel des pannes et déclenchement des interventions, étant précisé que l'appel au service client reste nécessaire	X	X
Assistance virtuelle pour une résolution des pannes plus rapide	X	X
Communication au client en temps réel des informations collectées par MAX sur le portail Client dédié MAX et les applications smartphones et tablettes correspondantes de TKE	X	X
Dépannage prioritaire pour une prise en charge plus rapide		X
Contact direct de(s) appelants avant et après intervention (appel ou SMS)		X
Accompagnement personnalisé annuel (Analyse des données, planning prévisionnel des visites de maintenance, bilan de patrimoine personnalisé		X
Durée de prise en charge étendue à 5 ans au titre du contrat des pièces électroniques vétustes de la marque TK Elevator		X

a) Conditions d'interventions : les interventions auront lieu dans les mêmes délais, jours et plages horaires que celles définies ou souscrites sur option au Contrat de Maintenance. Les délais de remise en service sont également ceux définis dans le Contrat de Maintenance.

b) Moyens de collecte des données : Les données sont collectées par le biais du boîtier MAX installé par TKE, permettant la collecte des données 24h/24. Ce boîtier reste la propriété de TKE, sauf dans les cas où le boîtier est acheté par le Client. Le Client autorise TKE à collecter les données et à les exploiter. Les données collectées, exploitables par TKE conjointement avec son partenaire Microsoft, restent la propriété de TKE.

c) Limite de responsabilité : Le Service MAX est conditionné à la bonne réception du boîtier. TKE ne pourra être tenu responsable en cas de couverture insuffisante ou d'utilisation malveillante du boîtier. A l'issue du Contrat, TKE ne sera pas responsable du matériel installé.

d) Conditions tarifaires : Le prix de l'Option est défini dans le Contrat principal ou dans l'avenant au Contrat de Maintenance signé des deux Parties.

e) Durée : Le service MAX est souscrit pour une durée indéterminée et résiliable à tout moment par le Client en informant par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de 3 (trois) mois. La résiliation de ce service n'impacte pas le Contrat de Maintenance qui se poursuit indépendamment.

À compter de la résiliation, le Service sera désactivé et les données collectées resteront la propriété de TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Établies conformément aux :
Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 – JO du 10 septembre 2004
Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 – JO du 8 mai 2012
Arrêté du 18 novembre 2004 – JO du 28 novembre 2004
Code de la Construction : Articles R.134-6 et suivants
Afnor FDP 82-022 version février 2025

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.
Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

- Les visites, conformément à l'Annexe 1, en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires.
- L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à 6 semaines.
- La vérification, à chacune de ces visites, de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.
- L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes.
- Le nettoyage annuel de la cuvette de l'appareil, du toit de cabine et du local des machines.
- La lubrification et le nettoyage des pièces le nécessitant.
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil que le contrôle technique obligatoire aura identifié.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Le dépannage des appareils et la remise en service : sont réalisés par TKE tous les jours de l'année, selon les options choisies par le Client. Il a lieu dans le cadre du Contrat de Maintenance standard, 5j/7 du lundi au vendredi hors jours fériés, de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai d'intervention de 6h (dans la plage horaire) à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués en cabine est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de la centrale d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

Les pièces figurant dans la liste « Minimale » prévues en Annexe 2 sont incluses dans la version standard du Contrat de Maintenance. Le Client pourra souscrire à l'option « Etendu » du Contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans la liste « Etendu » en Annexe 2. TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées en Annexe 2 (liste « Minimale » ou « Etendue » selon l'option souscrite), lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées en Annexe 2 sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées en Annexe 2, à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles, selon les fabricants, pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'ascenseur et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléalarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amianté.

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.
Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.
Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état des appareils. Sauf mise en œuvre des conditions de l'article 18.2, l'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.
Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.
Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers.

Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger constaté. Le fait devra être immédiatement signalé par email ou Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le Client s'engage à ce que les appareils soient conformes à la réglementation en vigueur.
En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.

Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au Contrat. Les éventuelles remises à niveau et mises en conformité nécessaires constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Un état des lieux de sortie

Sur demande expresse du Client adressée par écrit à l'Agence au moins 3 semaines avant l'échéance du Contrat, un état des lieux de sortie est établi contradictoirement par les Parties. Seules les réserves relevant des obligations contractuelles et témoignant d'une dégradation anormale de l'appareil au regard de son état initial seront levées par TKE avant la date d'échéance du Contrat. Toute réclamation ultérieure est exclue. Cet état des lieux est facturé au taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur lors de sa réalisation.

8.4. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.
Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.
Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.5. Plan d'entretien

TKE remet au Client, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Les opérations d'entretien des appareils et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'appareil et de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs et du Client (conditions d'accès et d'environnement, présence d'amiante, plomb, fiches descriptives des risques).

8.6. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com
Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

8.7 Demande d'information spécifique

Sur demande du Client adressée par écrit à son Agence, le Client ou son représentant pourra convenir d'un rendez-vous avec TKE à l'occasion d'une visite de maintenance en vue d'échange d'informations utiles, en fin de visite. Pour des raisons de sécurité, le Client ou son représentant ne pourra en aucun cas participer à la visite de maintenance avec le technicien de TKE.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable adressée en LR/AR au plus tard dans les 15 jours de la constatation du manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux Conditions Particulières s'entend aux conditions économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, droits ou charges similaires ou mesures commerciales imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales

seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat.

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal, exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.
À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.
Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L.215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le Contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*
  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.
  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.
  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données et mise à jour des logiciels

15.1 Collecte des données techniques

Afin d'assurer le bon fonctionnement de certains services (MAX, EOX), le Client autorise TKE ou un tiers mandaté par TKE, à collecter, stocker, traiter et analyser les données concernant, notamment l'état technique et opérationnel des appareils, l'utilisation et le comportement des appareils aux fins d'assurer la maintenance opérée par TKE (ci-après : « les Données »).
Ces Données issues de la technologie créée par TKE sont l'unique propriété de TKE.

Les Données, en application de la réglementation européenne des données, sont accessibles selon les conditions contractuelles figurant dans l'Accord consultable à l'adresse suivante : https://www.tkelevator.com/fr-fr/reglement-eu-sur-les-donnees.
Le Client, dans le cadre du Contrat de maintenance, dispose d'un droit d'utilisation non exclusif des Données qui lui sont mises à dispositions par TKE dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance des appareils. Pendant une durée de trois ans après la divulgation des Données, le Client doit garder les Données confidentielles et restreindre la divulgation des Données uniquement aux personnes et aux tiers qui ont besoin d'en connaître.

15.2 Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.
Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.
Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne.
Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

15.3 Mise à jour des Logiciels

Le fonctionnement des services MAX et de l'ascenseur EOX dépend des logiciels installés dans l'appareil ("Logiciels"). Ces Logiciels développés par TKE sont la propriété de TKE, en vertu de la loi sur les droits d'auteur applicable.
Le Client consent à l'installation des mises à jour nécessaires au bon fonctionnement des Logiciels.
A cet effet, il accorde à TKE l'accès aux Logiciels dans la mesure où cela est nécessaire pour installer de nouvelles mises à jour et exécuter les services de maintenance. La mise à jour des Logiciels et leur maintenance peuvent être réalisées également à distance par TKE.
Dans le cas où le Client détecterait un dysfonctionnement d'un appareil suite à une mise à jour des Logiciels, il doit en informer immédiatement TKE et interdire l'usage de l'appareil jusqu'à intervention de TKE.
Le Client ne doit pas, par lui-même ou par un tiers, (a) faire de l'ingénierie inverse, décompiler, désassembler, décrypter, réassembler, recompiler ou autrement traduire les Logiciels ou créer ou tenter de créer le code source des Logiciels, ou effectuer toute opération pour découvrir le code source des Logiciels, ou (b) modifier, améliorer ou créer des œuvres dérivées des Logiciels ou autrement altérer les Logiciels. Toute modification, amélioration, travail dérivé ou autre amélioration des Logiciels effectuée par le Client est strictement interdite. En tout état de cause elle deviendra la propriété exclusive de TKE et TKE ne pourra être tenu responsable des dysfonctionnements causés.

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.
En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.
En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE ne saurait être recherchée comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue.

- En cas d'interruptions et/ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;

- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc.
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation et dommages causés au tiers et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Article 18. Résiliation / Suspension

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Résiliation pour travaux importants en application de l'article R. 134-7-II du code de la construction et de l'habitation

Le Client qui confie les travaux importants suivants tels que listés dans l'article ci-dessous à une entreprise différente de TKE, pourra résilier le contrat de l'appareil concerné par les travaux moyennant un préavis de 3 mois avant la date de début des travaux, par courrier adressé en LR/AR auquel sera joint la commande des travaux justifiant la résiliation. TKE se réserve le droit de réclamer toute information complémentaire aux fins de preuve des travaux engagés. La résiliation anticipée du Contrat entrainera le règlement d'une indemnité correspondant à 70% du montant du Contrat restant à courir. Seul l'appareil concerné par les travaux pourra faire l'objet d'une résiliation. Si le Contrat en cours porte sur plusieurs appareils, un avenant sera signé par les Parties afin de constater la résiliation de l'appareil en question.

Toute résiliation irrégulière au regard des conditions du présent article entraînera la poursuite du Contrat. A défaut, il sera fait application des conditions de résiliation anticipée telle que prévues par l'article 18.3 des présentes conditions.

Liste des travaux importants :

- Le remplacement complet de la cabine ;
- La modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
- La modification du nombre ou de la situation des niveaux
- desservis, ou l'adjonction d'une ou plusieurs portes palières ;
- Le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- Le remplacement de l'armoire de commande ;
- Pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
- Pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- La modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau ;
- L'adjonction de variateur de vitesse ;
- L'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence ;

18.3. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.4. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un Contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps

un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse

où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 1. OPERATIONS D'ENTRETIEN MINIMALES INCLUSES (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUES)

Opérations minimales d'entretien	Intervalle maximum	Fréquence minimale	Fréquence minimale
Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	6 semaines	semestrielle	annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté-éclairage)			X
Antirebond & contact[1]			X
Amortisseurs	X		
Moteur d'entraînement & convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique			X
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Frein		X	
Armoire de commande			X
Limiteurs de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension[1]			X
Poulies de déflexion /renvoi/mouflage		X	
Guides cabine & contrepoids / vérin		X	
Coulisseaux ou galets cabine & contrepoids / vérin			X
Câblage électrique			X
Cabine	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques,...)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières			
1 - Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X		
Porte de cabine			
1 - Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Vérification du dispositif de réouverture	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositifs hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
1 - Vérification du fonctionnement	X		
2 - Vérification de la chaîne de sécurité			X
3 - Vérification des fusibles			X
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau / fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques	X		
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression			X

[1]Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 2. PIECES INCLUSES

Organes	Pièces[1]	Minimal	Étendu
Cabine	Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore	X	X
	Paumelles de porte	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Coulisseaux de cabine, y compris garnitures	X	X
	Galets de suspension	X	X
	Interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur)	X	X
	Dispositif mécanique de réouverture de porte	X	X
	Sur la cabine et contrepoids		
	Câblages électriques ou électroniques		X
	Opérateur de porte		X
	Dispositif de commande de manœuvre d'inspection		X
	Tout dispositif de réouverture de porte sans choc		X
	Parachutes, rollers		X
	Dispositif de demande de secours et son système de batterie		X
	Signalétique de position et de direction		X
	Garde pieds mobile		X
	Dispositifs antidérive hydrauliques		X
Paliers	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Serrures	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Paumelles de porte, galets de suspension	X	X
	Patins de guidage des portes	X	X
	Boutons d'appel y compris voyants lumineux	X	X
	Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières	X	X
	Aux paliers		
	Signalisation de position et de direction		X
	Dispositif de manœuvre pompiers		X
	Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières (déverrouillage illicite)		X
Machinerie	Balais du moteur	X	X
	Tous fusibles (condensateur, sonde thermique et coupleur)	X	X
	Sur le moteur et le générateur		
	Roulements		X
	Paliers		X
	Bobinages, rotor et stator		X
	Sur le treuil		
	Arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements et coussinets		X
	Sur le frein : mâchoires, garnitures, bobines		X
Gaine	Coulisseaux de contrepoids	X	X
	Câbles ou chaîne de traction, de limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages (à l'exception des câbles plats/gainés, des courroies de traction)		X
	Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course		X
	Câbles souples pendentifs		X
	Poulies de renvoi		X
	Amortisseurs		X
	Sur le vérin, joints d'étanchéité		X
Éclairage	Ampoules cabine, machinerie et gaine	X	X
	Eclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs)	X	X
Armoire Commande	Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles		X
	Transformateurs		X
	Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages		X
	Cartes et composants électroniques		X
	Dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts indirects		X
Centrale Hydraulique	Distributeur		X
	Electrovannes		X
	Pompes et joints		X
	Filtres et joints distributeur		X
	Appoint d'huile		X
Divers	Limiteur de vitesse		X
	Poulies de tension du limiteur de vitesse		X
	Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée		X

[1]Pièces prises en charge uniquement en cas de défaillances techniques et non en cas de vandalisme, usage anormal ou vétusté.
La vétusté peut atteindre les composants à compter des délais suivants : 30 ans pour les pièces mécaniques, 20 ans pour les pièces électromécaniques et 10 ans pour les pièces électroniques.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

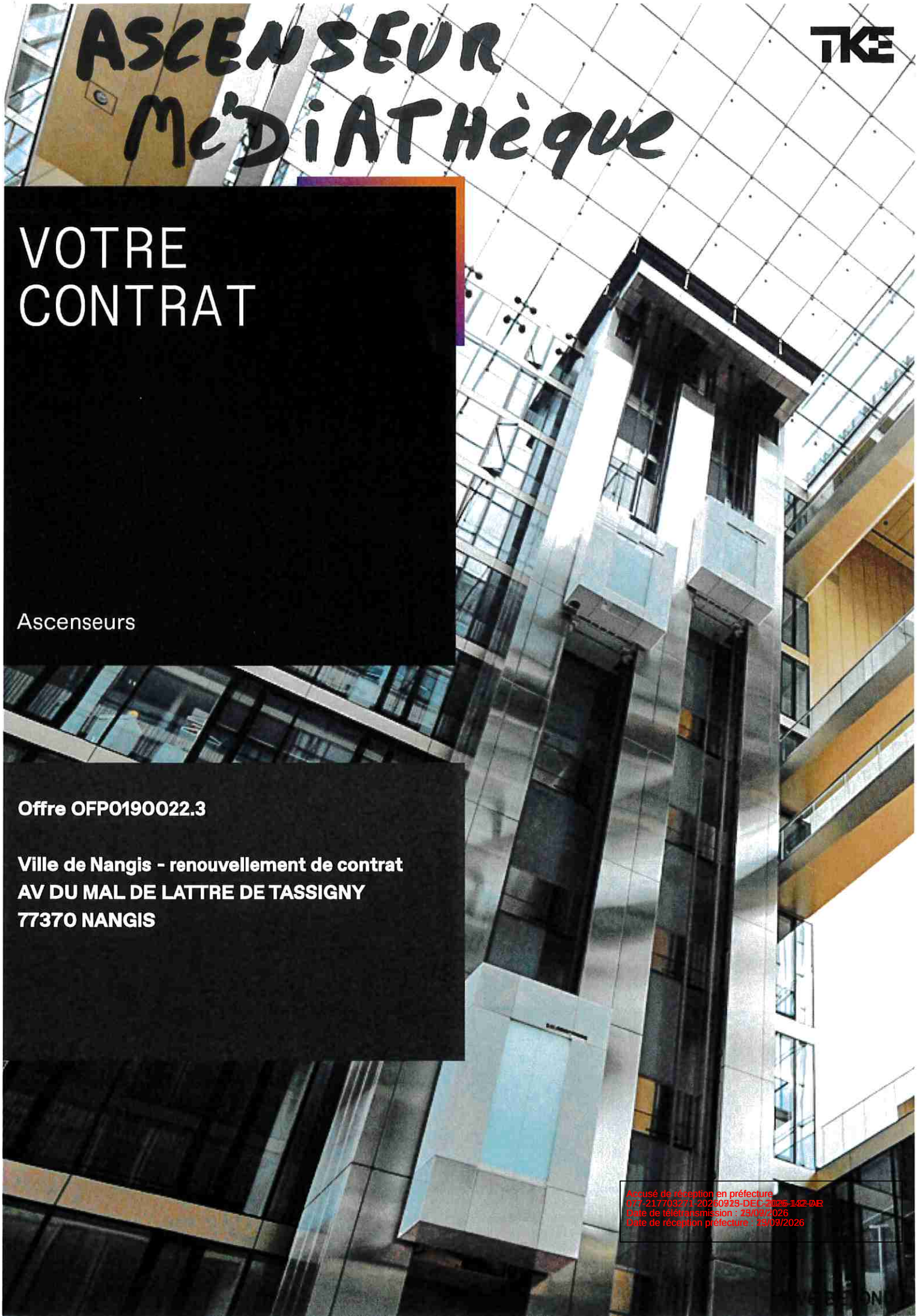
7715266

Numéro d'affaire

OFP0190022.4

Adresse d'installation

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



VOTRE CONTRAT

Ascenseurs

Offre OFP0190022.3

Ville de Nangis - renouvellement de contrat
AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260923-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Client N° 7715266

Offre OFP0190022.3 du 1[illegible]06/2[illegible] – Ville de N[illegible]is – R[illegible]ouve[illegible]ement de c[illegible]ntrat

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com



CONNAISSEZ-VOUS MAX?

Notre nouveau service de maintenance prédictive pour ascenseurs et escaliers mécaniques!

N'hésitez pas à contacter votre agence pour en savoir plus!

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.3 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Entre le Client :	ET	TK Elevator France S.A.S :
VILLE DE NANGIS HOTEL DE VILLE BP 55 77370 NANGIS N° SIRET : 21770327100015 SIRET Chorus : 21770327100015 TVA Intracommunautaire : FR95217703271		Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742 Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité
Ci-après désigné comme « Le Client »		Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques :

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
AM049502	Ascenseur	BIBLIOTHEQUE	630kg	0,60m/s	2	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC	Dont part étendue TTC
AM049502	01/07/2026	01/07/2026	1 185,06	20%	1 422,07	

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
AM049502	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 1 185,06 EUR HT (mille cent quatre-vingt-cinq euros six)
1 422,07 EUR TTC (mille quatre cent vingt-deux euros sept)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.3 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Ascenseur

Type de Contrat	Minimal
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du Contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du Contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. P = 0,98 × (ICC / ICC°) + 0,02 x (ICHT-IME / ICHT-IME°) Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : P = 0,98 × (1764,25 / 1730,75) + 0,02 x (127,00 / 125,30) = 1,01924 soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manière Trimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre Contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance et leurs deux annexes Réf : « CONDITIONS TK SAE 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

À NANGIS
Mme LA MAIRE

(Cachet et signature)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271/20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance | Les interventions | La communication | Les pièces de remplacement

La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Conformément à la réglementation, les visites de maintenance préventive sont organisées avec une fréquence maximale de 6 semaines entre chaque visite.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.

Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

Dépannage
Le dépannage des installations est réalisé par TKE 5 jours sur 7 de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Les interventions de dépannage sont réalisées dans un délai maximum de 6 heures à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com

Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Les pièces de remplacement

La liste des pièces « Minimale » incluses au Contrat conformément à l'arrêté du 18/11/2004, comprenant les consommables, petites fournitures et main d'œuvre, figure en Annexe 2

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- 12 visites par an : La fréquence des visites de maintenance est de 4 semaines.
- De nuit : les visites d'une fréquence maximale de 6 semaines sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle quinquennal

L'accompagnement du contrôle quinquennal par TKE, pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. Le compteur du délai d'intervention n'est pas incrémenté en dehors de ces plages horaires.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Télésurveillance

Entretien, dépannage, réparation du dispositif de télésurveillance installé sur l'appareil. Sont également compris les additionnels du centre de veille et d'exploitation 24h/24 de ces systèmes de téléservice, archivage des informations. Ce service inclut également la maintenance des logiciels et matériels permettant l'exploitation du dispositif précité.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos ascenseur(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces Incluses dans le Contrat « Etendu »

La liste des pièces incluses figure en Annexe 2 et définie comme « Etendu ».

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MAX

Mise en place de la maintenance connectée telle que définie ci-dessous après étude de faisabilité des appareils : le Service MAX permet de bénéficier des services connectés du groupe TKE. Il repose sur l'installation d'un boîtier MAX sur l'appareil, permettant dans un premier temps la collecte de données de fonctionnement des appareils équipés et l'envoi de ces données dans le Cloud Microsoft Azure. Les données seront ensuite analysées par TKE et son partenaire Microsoft et permettront en fonction du service choisi :

SERVICES ASSOCIES	MAX PLUS	MAX PRO
Connexion IoT MAX	X	X
Mise sous monitoring 24h/24 et 7j/7 de l'appareil	X	X
Faculté de détection en temps réel des pannes et déclenchement des interventions, étant précisé que l'appel au service client reste nécessaire	X	X
Assistance virtuelle pour une résolution des pannes plus rapide	X	X
Communication au client en temps réel des informations collectées par MAX sur le portail Client dédié MAX et les applications smartphones et tablettes correspondantes de TKE	X	X
Dépannage prioritaire pour une prise en charge plus rapide		X
Contact direct de(s) appelants avant et après intervention (appel ou SMS)		X
Accompagnement personnalisé annuel (Analyse des données, planning prévisionnel des visites de maintenance, bilan de patrimoine personnalisé		X
Durée de prise en charge étendue à 5 ans au titre du contrat des pièces électroniques vétustes de la marque TK Elevator		X

a) Conditions d'interventions : les interventions auront lieu dans les mêmes délais, jours et plages horaires que celles définies ou souscrites sur option au Contrat de Maintenance. Les délais de remise en service sont également ceux définis dans le Contrat de Maintenance.

b) Moyens de collecte des données : Les données sont collectées par le biais du boîtier MAX installé par TKE, permettant la collecte des données 24h/24. Ce boîtier reste la propriété de TKE, sauf dans les cas où le boîtier est acheté par le Client. Le Client autorise TKE à collecter les données et à les exploiter. Les données collectées, exploitables par TKE conjointement avec son partenaire Microsoft, restent la propriété de TKE.

c) Limite de responsabilité : Le Service MAX est conditionné à la bonne réception du boîtier. TKE ne pourra être tenu responsable en cas de couverture insuffisante ou d'utilisation malveillante du boîtier. A l'issue du Contrat, TKE ne sera pas responsable du matériel installé.

d) Conditions tarifaires : Le prix de l'Option est défini dans le Contrat principal ou dans l'avenant au Contrat de Maintenance signé des deux Parties.

e) Durée : Le service MAX est souscrit pour une durée indéterminée et résiliable à tout moment par le Client en informant par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de 3 (trois) mois. La résiliation de ce service n'impacte pas le Contrat de Maintenance qui se poursuit indépendamment.

À compter de la résiliation, le Service sera désactivé et les données collectées resteront la propriété de TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Établies conformément aux :
Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 – JO du 10 septembre 2004
Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 – JO du 8 mai 2012
Arrêté du 18 novembre 2004 – JO du 28 novembre 2004
Code de la Construction : Articles R.134-6 et suivants
Afnor FDP 82-022 version février 2025

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.
Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

- Les visites, conformément à l'Annexe 1, en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires.
- L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à 6 semaines.
- La vérification, à chacune de ces visites, de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.
- L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes.
- Le nettoyage annuel de la cuvette de l'appareil, du toit de cabine et du local des machines.
- La lubrification et le nettoyage des pièces le nécessitant.
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil que le contrôle technique obligatoire aura identifié.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Le dépannage des appareils et la remise en service : sont réalisés par TKE tous les jours de l'année, selon les options choisies par le Client. Il a lieu dans le cadre du Contrat de Maintenance standard, 5j/7 du lundi au vendredi hors jours fériés, de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai d'intervention de 6h (dans la plage horaire) à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués en cabine est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de la centrale d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

Les pièces figurant dans la liste « Minimale » prévues en Annexe 2 sont incluses dans la version standard du Contrat de Maintenance. Le Client pourra souscrire à l'option « Etendu » du Contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans la liste « Etendu » en Annexe 2. TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées en Annexe 2 (liste « Minimale » ou « Etendue » selon l'option souscrite), lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées en Annexe 2 sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées en Annexe 2, à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles, selon les fabricants, pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'ascenseur et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléalarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amianté.

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.
Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.
Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état des appareils. Sauf mise en œuvre des conditions de l'article 18.2, l'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.
Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.
Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers.

Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger. Constaté, ce fait devra être immédiatement signalé par email ou [illegible] Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le Client s'engage à ce que les appareils soient conformes à la réglementation en vigueur.
En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.

Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au Contrat. Les éventuelles remises à niveau et mises en conformité nécessaires constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Un état des lieux de sortie

Sur demande expresse du Client adressée par écrit à l'Agence au moins 3 semaines avant l'échéance du Contrat, un état des lieux de sortie est établi contradictoirement par les Parties. Seules les réserves relevant des obligations contractuelles et témoignant d'une dégradation anormale de l'appareil au regard de son état initial seront levées par TKE avant la date d'échéance du Contrat. Toute réclamation ultérieure est exclue. Cet état des lieux est facturé au taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur lors de sa réalisation.

8.4. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.
Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.
Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.5. Plan d'entretien

TKE remet au Client, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien. Les opérations d'entretien des appareils et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'appareil et de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs et du Client (conditions d'accès et d'environnement, présence d'amiante, plomb, fiches descriptives des risques).

8.6. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com
Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

8.7 Demande d'information spécifique

Sur demande du Client adressée par écrit à son Agence, le Client ou son représentant pourra convenir d'un rendez-vous avec TKE à l'occasion d'une visite de maintenance en vue d'échange d'informations utiles, en fin de visite. Pour des raisons de sécurité, le Client ou son représentant ne pourra en aucun cas participer à la visite de maintenance avec le technicien de TKE.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable adressée en LR/AR au plus tard dans les 15 jours de la constatation du manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux ~~Conditions Particulières s'entend aux conditions~~ économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, droits ~~ou charges similaires ou mesures commerciales~~ imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales

seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat.

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal, exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.
À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.
Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L.215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le Contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*
  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.
  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.
  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données et mise à jour des logiciels

15.1 Collecte des données techniques

Afin d'assurer le bon fonctionnement de certains services (MAX, EOX), le Client autorise TKE ou un tiers mandaté par TKE, à collecter, stocker, traiter et analyser les données concernant, notamment l'état technique et opérationnel des appareils, l'utilisation et le comportement des appareils aux fins d'assurer la maintenance opérée par TKE (ci-après : « les Données »).
Ces Données issues de la technologie créée par TKE sont l'unique propriété de TKE.

Les Données, en application de la réglementation européenne des données, sont accessibles selon les conditions contractuelles figurant dans l'Accord consultable à l'adresse suivante : https://www.tkelevator.com/fr-fr/reglement-eu-sur-les-donnees.
Le Client, dans le cadre du Contrat de maintenance, dispose d'un droit d'utilisation non exclusif des Données qui lui sont mises à dispositions par TKE dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance des appareils. Pendant une durée de trois ans après la divulgation des Données, le Client doit garder les Données confidentielles et restreindre la divulgation des Données uniquement aux personnes et aux tiers qui ont besoin d'en connaître.

15.2 Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.
Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.
Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne.
Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

15.3 Mise à jour des Logiciels

Le fonctionnement des services MAX et de l'ascenseur EOX dépend des logiciels installés dans l'appareil ("Logiciels"). Ces Logiciels développés par TKE sont la propriété de TKE, en vertu de la loi sur les droits d'auteur applicable.
Le Client consent à l'installation des mises à jour nécessaires au bon fonctionnement des Logiciels.
A cet effet, il accorde à TKE l'accès aux Logiciels dans la mesure où cela est nécessaire pour installer de nouvelles mises à jour et exécuter les services de maintenance. La mise à jour des Logiciels et leur maintenance peuvent être réalisées également à distance par TKE.
Dans le cas où le Client détecterait un dysfonctionnement d'un appareil suite à une mise à jour des Logiciels, il doit en informer immédiatement TKE et interdire l'usage de l'appareil jusqu'à intervention de TKE.
Le Client ne doit pas, par lui-même ou par un tiers, (a) faire de l'ingénierie inverse, décompiler, désassembler, décrypter, réassembler, recompiler ou autrement traduire les Logiciels ou créer ou tenter de créer le code source des Logiciels, ou effectuer toute opération pour découvrir le code source des Logiciels, ou (b) modifier, améliorer ou créer des œuvres dérivées des Logiciels ou autrement altérer les Logiciels. Toute modification, amélioration, travail dérivé ou autre amélioration des Logiciels effectuée par le Client est strictement interdite. En tout état de cause elle deviendra la propriété exclusive de TKE et TKE ne pourra être tenu responsable des dysfonctionnements causés.

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.
En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.
En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE, qui n'agit pas comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue :

- En cas d'interruption de service ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;

- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc.
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation et dommages causés au tiers et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Article 18. Résiliation / Suspension

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Résiliation pour travaux importants en application de l'article R. 134-7-II du code de la construction et de l'habitation

Le Client qui confie les travaux importants suivants tels que listés dans l'article ci-dessous à une entreprise différente de TKE, pourra résilier le contrat de l'appareil concerné par les travaux moyennant un préavis de 3 mois avant la date de début des travaux, par courrier adressé en LR/AR auquel sera joint la commande des travaux justifiant la résiliation. TKE se réserve le droit de réclamer toute information complémentaire aux fins de preuve des travaux engagés. La résiliation anticipée du Contrat entrainera le règlement d'une indemnité correspondant à 70% du montant du Contrat restant à courir. Seul l'appareil concerné par les travaux pourra faire l'objet d'une résiliation. Si le Contrat en cours porte sur plusieurs appareils, un avenant sera signé par les Parties afin de constater la résiliation de l'appareil en question.

Toute résiliation irrégulière au regard des conditions du présent article entraînera la poursuite du Contrat. A défaut, il sera fait application des conditions de résiliation anticipée telle que prévues par l'article 18.3 des présentes conditions.

Liste des travaux importants :

- Le remplacement complet de la cabine ;
- La modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
- La modification du nombre ou de la situation des niveaux
- desservis, ou l'adjonction d'une ou plusieurs portes palières ;
- Le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- Le remplacement de l'armoire de commande ;
- Pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
- Pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- La modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau ;
- L'adjonction de variateur de vitesse ;
- L'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence ;

18.3. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.4. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à poursuivre tous ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un Contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 1. OPERATIONS D'ENTRETIEN MINIMALES INCLUSES (ASCENSEURS ELECTRIQUES ET HYDRAULIQUES)

Opérations minimales d'entretien	Intervalle maximum	Fréquence minimale	Fréquence minimale
Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	6 semaines	semestrielle	annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté-éclairage)			X
Antirebond & contact[1]			X
Amortisseurs	X		
Moteur d'entraînement & convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique			X
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Frein		X	
Armoire de commande			X
Limiteurs de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension[1]			X
Poulies de déflexion /renvoi/mouflage		X	
Guides cabine & contrepoids / vérin		X	
Coulisseaux ou galets cabine & contrepoids / vérin			X
Câblage électrique			X
Cabine	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques,...)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières			
1 - Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X		
Porte de cabine			
1 - Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux	X		
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
4 - Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours	X		
5 - Vérification du dispositif de réouverture	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositifs hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
1 - Vérification du fonctionnement	X		
2 - Vérification de la chaîne de sécurité			X
3 - Vérification des fusibles			X
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau / fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques	X		
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression			X

[1]Hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXE 2. PIECES INCLUSES

Organes	Pièces[1]	Minimal	Étendu
Cabine	Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore	X	X
	Paumelles de porte	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Coulisseaux de cabine, y compris garnitures	X	X
	Galets de suspension	X	X
	Interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur)	X	X
	Dispositif mécanique de réouverture de porte	X	X
	Sur la cabine et contrepoids		
	Câblages électriques ou électroniques		X
	Opérateur de porte		X
	Dispositif de commande de manœuvre d'inspection		X
	Tout dispositif de réouverture de porte sans choc		X
	Parachutes, rollers		X
	Dispositif de demande de secours et son système de batterie		X
	Signalétique de position et de direction		X
	Garde pieds mobile		X
	Dispositifs antidérive hydrauliques		X
Paliers	Ferme-porte automatique de porte battante (mécanique/électrique)	X	X
	Serrures	X	X
	Contacts de porte	X	X
	Paumelles de porte, galets de suspension	X	X
	Patins de guidage des portes	X	X
	Boutons d'appel y compris voyants lumineux	X	X
	Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières	X	X
	Aux paliers		
	Signalisation de position et de direction		X
	Dispositif de manœuvre pompiers		X
	Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières (déverrouillage illicite)		X
Machinerie	Balais du moteur	X	X
	Tous fusibles (condensateur, sonde thermique et coupleur)	X	X
	Sur le moteur et le générateur		
	Roulements		X
	Paliers		X
	Bobinages, rotor et stator		X
	Sur le treuil		
	Arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements et coussinets		X
	Sur le frein : mâchoires, garnitures, bobines		X
Gaine	Coulisseaux de contrepoids	X	X
	Câbles ou chaîne de traction, de limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages (à l'exception des câbles plats/gainés, des courroies de traction)		X
	Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course		X
	Câbles souples pendentifs		X
	Poulies de renvoi		X
	Amortisseurs		X
	Sur le vérin, joints d'étanchéité		X
Éclairage	Ampoules cabine, machinerie et gaine	X	X
	Eclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs)	X	X
Armoire Commande	Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles		X
	Transformateurs		X
	Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages		X
	Cartes et composants électroniques		X
	Dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts indirects		X
Centrale Hydraulique	Distributeur		X
	Electrovannes		X
	Pompes et joints		X
	Filtres et joints distributeur		X
	Appoint d'huile		X
Divers	Limiteur de vitesse		X
	Poulies de tension du limiteur de vitesse		X
	Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée		X

[1]Pièces prises en charge uniquement en cas de défaillances techniques et non en cas de vandalisme, usage anormal ou accidentel.
La vétusté peut atteindre les composants à compter des délais suivants : 30 ans pour les pièces mécaniques, 20 ans pour les pièces électromécaniques et 10 ans pour les pièces électroniques.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

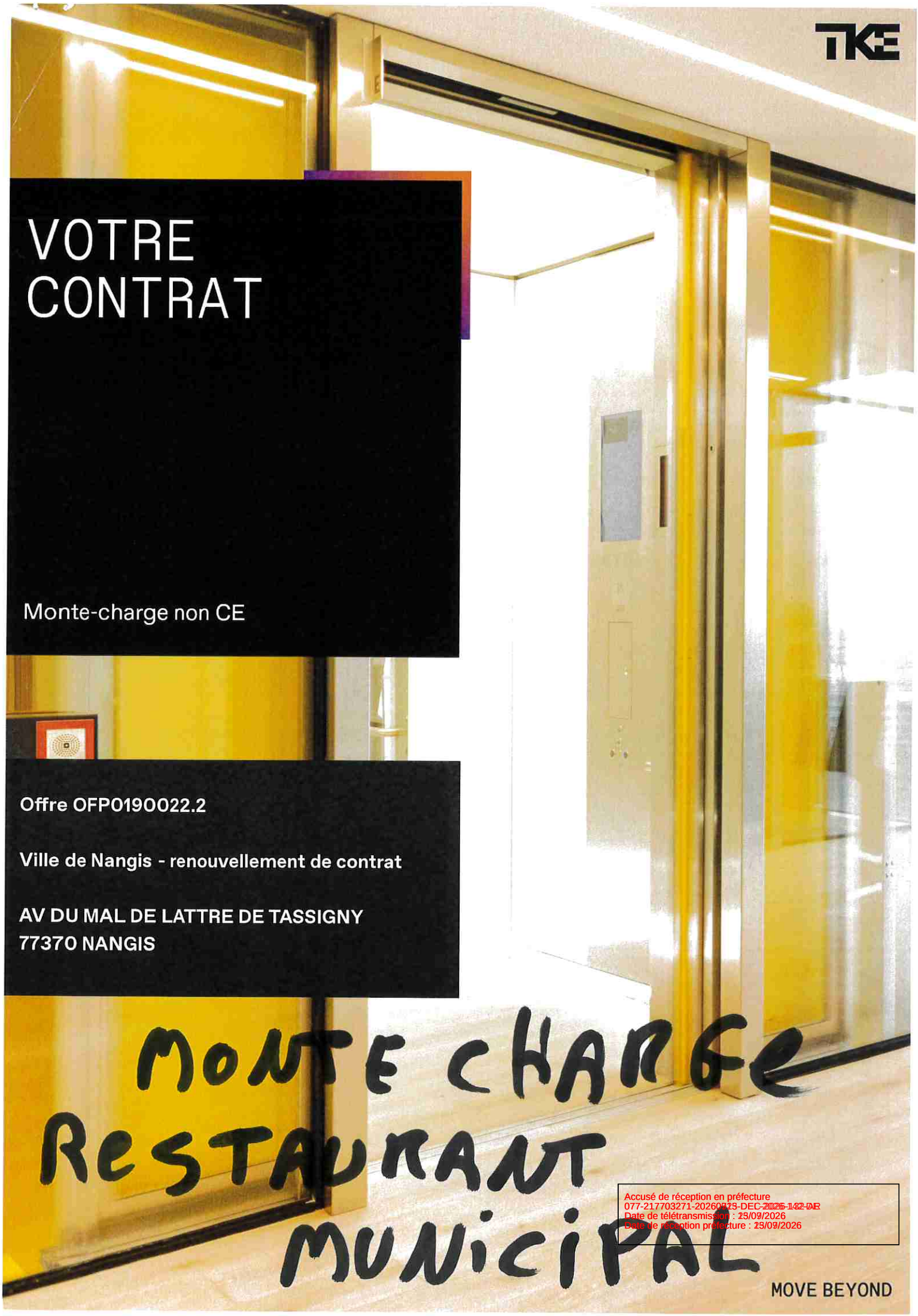
7715266

Adresse d'installation

Numéro d'affaire

OFP0190022.3

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Client N° 7715266

Offre OFP0190022.2 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

OSNY, le 17/06/2026

Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e),

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir notre projet de Contrat de Maintenance.

Cette proposition a été conçue pour répondre à vos attentes. Elle intègre le savoir-faire reconnu de TK Elevator France en matière de qualité de service, de transparence et de satisfaction clients. Elle est naturellement conforme aux réglementations en vigueur.
Nos équipes commerciales se tiennent à votre disposition pour vous apporter tous commentaires ou précisions sur cette proposition. Cette offre est valable pour une durée de de 3 mois à compter de son émission.

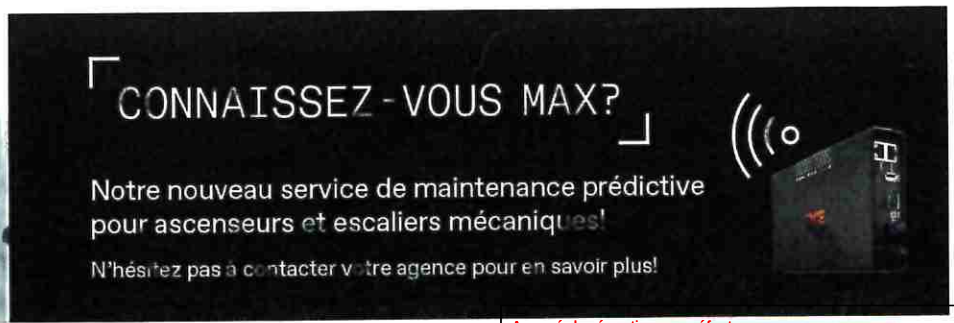
Nous espérons qu'elle retiendra favorablement votre attention.

Dans ce cas, vous voudrez bien nous retourner, dans les meilleurs délais, les deux exemplaires du contrat, paraphés à chaque page et dument signés. Votre exemplaire vous sera adressé après signature par nos soins.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Client(e), l'expression de nos sentiments distingués.

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY
Mobile : 0612488102
Email : youssef.benaissa@tkelevator.com





Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.2 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE – Monte-Charges

Entre le Client : ET **TK Elevator France S.A.S :**

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 8 116 809 euros
Siège Social : 20 Rue François Cevert 49000 Angers France
SIREN 722 024 742 RCS Angers – APE 4329B
BNP PARIBAS Angers 30004 00201 00020572648 01 - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 – BIC : BNPAFRPPXXX
N° TVA intracommunautaire FR 24 722 024 742

Pris en son Agence IDF Francilienne représentée par Youssef BENAISSA, en sa qualité de Responsable Commercial Service dûment habilité

Ci-après désigné comme « Le Client »

Ci-après désignée « TKE »

Par ce Contrat, la société TKE s'engage à réaliser les prestations de maintenance conformément aux pièces contractuelles définies ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

Caractéristiques :

N° Appareil	Type	Identification Appareil	Charge	Vitesse	Niveaux	Double accès
AM060491	Monte-Charges	Entrée COUR EMILE ZOLA	200kg	0,15m/s	2	Non

Prix annuel et Options Appareil(s)

N° Appareil	Date de début d'entretien	Date début de facturation	Prix annuel HT	TVA applicable	Prix annuel TTC
AM060491	01/07/2026	01/07/2026	1 233,45	20%	1 480,14

Appareil(s) concerné(s)	Options incluses au contrat
AM060491	Dépannage 24h/24 Dépannage 7j/7 Dépannage sous 4h

Prix total annuel : 1 233,45 EUR HT (mille deux cent trente-trois euros quarante-cinq)
1 480,14 EUR TTC (mille quatre cent quatre-vingts euros quatorze)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Offre OFP0190022.2 du 17/06/2026 – Ville de Nangis - renouvellement de contrat

CONTRAT DE MAINTENANCE - Monte-Charges

Type de Contrat	Normal
Durée de validité de l'offre	La présente offre est valable 3 mois à compter de la date d'émission le 17/06/2026. Sa durée de validité prendra fin le 16/09/2026.
Départ du Contrat	01/04/2026 Sous réserve du retour du contrat signé par le Client 5 jours avant cette date. A défaut la date de début des prestations et de facturation sera reportée au 1er jour du mois suivant la date de réception par TK Elevator du contrat signé.
Durée du Contrat	Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de 1 an. Il sera renouvelable, conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, 3 fois maximum par reconduction tacite pour des périodes successives de 1 an sauf préavis donné par écrit au moins 3 mois avant l'expiration de la période initiale et 3 mois pour chacune des périodes suivantes.
Base économique de référence	P0 : 01/04/2026
Révision des prix et exemple chiffré de la formule	Le montant annuel de paiement sera révisé par rapport à la base annuelle précédente, sans préavis, par application de la formule ci-après. Révision au 1er janvier de chaque année. Mois de référence pour la valeur des indices d'origine : juin 2025 Mois de référence pour la valeur des indices de correction : juin 2026 La première révision sera appliquée le 1 janvier 2027. P = 0,98 × (ICC / ICC°) + 0,02 x (ICHT-IME / ICHT-IME°) Exemple de valeurs des indices en 1er janvier 2021 — 07/2019 — 07/2020 ICC (Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation) — 1730,75 — 1764,25 ICHT-IME (Coût horaire Industries mécaniques et électriques) — 125,30 — 127,00 Exemple avec les valeurs des indices de 2019/2020 : P = 0,98 × (1764,25 / 1730,75) + 0,02 x (127,00 / 125,30) = 1,01924 soit 1,924%
Conditions de paiement	Payable de manièreTrimestrielle, Echu par Virement à 30 jours date de facture à valoir sur notre compte BNP PARIBAS - IBAN : FR76 3000 4002 0100 0205 7264 801 - BIC : BNPAFRPPXXX
Conditions de facturation	Mode d'envoi de la facture : Courrier à l'adresse du destinataire
Taux de TVA	Le taux de TVA applicable sera celui en cours au moment où la facturation est émise. Dans le cas où le Client estime bénéficier de la TVA à taux réduit, il certifie que la maintenance des installations est effectuée dans des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans et destinés à un usage d'habitation respectant les conditions prévues aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du code général des impôts. Le Client s'engage par ailleurs à notifier à TKE, immédiatement, tout changement qui aurait pour conséquence une modification du taux de TVA.
Pièces applicables au Contrat	Les documents suivants s'appliquent dans l'ordre listé ci-après : - Conditions particulières incluant la liste des installations, les tableaux de détail des prix et options - Prestations standard de votre contrat de maintenance - Conditions générales de Maintenance Réf : « CONDITIONS TK MC 052026 » Toutes modifications au Contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

Le Client déclare avoir lu et accepté les conditions de ce Contrat, ainsi que l'ensemble des pièces annexées. Il reconnait notamment avoir pris connaissance des Conditions générales de Maintenance et les accepter sans réserve.

TKE
Agence IDF Francilienne
12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Youssef BENAISSA
Responsable Commercial Service

VILLE DE NANGIS
HOTEL DE VILLE BP 55
77370 NANGIS

À NANGIS le 7/7/26

M^me LA MAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-217703274-20260925-DEC2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

(Cachet et signature)

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Êtes-vous adhérent à une Centrale d'Achats ?

OUI ☐ **NON** ☒

Si oui, à quelle centrale souhaitez-vous rattacher votre contrat TKE ?

Nom de la centrale :	N° d'adhérent :

Cette adhésion vaut pour les contrats signés entre l'adhérent et TKE pour l'ensemble des Produits et Services fournis par TKE tels que ascenseurs/portes ou escaliers mécaniques.
En cas de double ou multiple adhésion à d'autres centrales, la centrale déclarée ci-dessus sera la seule qui sera prise en compte par TKE, notamment pour le paiement de la RFA.

En cas de changement de centrale, l'adhérent s'engage à prévenir TK Elevator France - Service des Clients Nationaux à cette adresse : Direction-grands-comptes.TKEFR@tkelevator.com

La nouvelle centrale sera ainsi substituée à la centrale initiale. Sans preuve de cette communication, l'adhérent restera affilié à la centrale initialement déclarée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES PRESTATIONS STANDARD DE VOTRE CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance | Les interventions | La communication | Les pièces de remplacement

La maintenance

État des lieux initial et Étude de sécurité
En début de Contrat, TKE procède à un diagnostic d'entrée des appareils et délivre l'étude de sécurité obligatoire conformément au Décret 2008-1325.

Visites de Maintenance Préventive
Conformément à la réglementation, les visites de maintenance préventive réalisées une fois par mois.

Avis de passage
Les usagers sont informés des visites et interventions du technicien par un affichage sur l'appareil.

Les interventions

Dégagement en 60 minutes maximum
Pour tout usager bloqué en cabine, TKE intervient dans un délai maximum de 60 minutes tous les jours de l'année et à toute heure. Un contact permanent en cabine est garanti pour les personnes identifiées comme fragiles.

Dépannage
Le dépannage des installations est réalisé par TKE 5 jours sur 7 de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Les interventions de dépannage sont réalisées dans un délai maximum de 6 heures à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.

La communication

Le Centre de Dépannage
Joignable 7j/7 et 24h/24.
Par téléphone au : 0800.24.00.20
Par mail à : depannages@tkelevator.com

Le Service Client
Joignable du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Par téléphone au : 09 70 80 93 32
Par mail à : onvousrepond@tkelevator.com

Web Portail
Rendez-vous sur le Web Portail TKE personnalisé pour configurer vos notifications, accéder à votre carnet d'entretien et à toutes les informations de vos appareils.
https://ea.myportal.tkelevator.com

Téléalarme
TKE assure le contrôle du dispositif de téléalarme existant à chacune des visites de maintenance. En cas de panne, selon l'option souscrite, la réparation du dispositif de téléalarme installé sur vos appareils pourra être incluse.

Les pièces de remplacement

Liste des pièces Normale inclus dans au Contrat en conformité avec l'arrêté du 11/03/1977.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DESCRIPTIF ET CONDITIONS DES OPTIONS DISPONIBLES

Les options souscrites par le Client figurent dans les Conditions Particulières du Contrat.

Maintenance préventive

- De nuit : les visites sont effectuées de nuit entre 22h et 6h.

Assistance contrôle périodique

L'accompagnement du contrôle périodique annuel par TKE pendant une durée maximale de 4h par appareil.

Dépannage

- Dépannage 6j/7 : Intervention de dépannage de TKE du lundi au samedi hors jours fériés.
- Dépannage 7j/7 : Intervention de dépannage de TKE 7 jours sur 7 hors jours fériés.
- Dépannage jours fériés : Intervention de dépannage de TKE les jours fériés inclus.

Dégagement sous 30 mn

Pour tout appel d'usager bloqué, le délai d'intervention 7j/7 – 24h/24 sera de 30 mn.

Plage horaire d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage 24h/24h : Le dépannage des appareils est réalisé 24h sur 24h, dans le délai maximum de 6 heures à compter de la réception de l'appel par le centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage 8h-19h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-19h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. En dehors de cette plage horaire, il démarrera à l'entrée dans la plage horaire.
- Dépannage 8h-21h : Pour tout appel entre 8h-12h et 14h-21h, le délai d'intervention démarre à compter de la réception de celui-ci par le centre d'appels Proxi-Line. En dehors de cette plage horaire, il démarrera à l'entrée dans la plage horaire.

Délais d'intervention pour dépannage à la carte

- Dépannage sous 4h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 4h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.
- Dépannage sous 1h : Les interventions pour panne sont réalisées dans un délai maximum de 1h à compter de la réception de la demande auprès du centre d'appels Proxi-Line.

Abonnement Téléalarme

TKE prend en charge la souscription de la ligne téléphonique ainsi que les coûts d'abonnement et de communications selon les modalités définies aux Conditions générales.

Prestation de nettoyage

- Machinerie : Nettoyage du fond de la cuvette, du toit de cabine et du local machine 2 fois par an
- Gaine : Nettoyage et dépoussiérage de toute la gaine de votre/vos appareil(s) 1 fois par an

Carnet d'entretien papier

En complément du carnet d'entretien électronique, fourniture par TKE d'un carnet physique sur le toit de cabine.

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) Client

Connexion de la centrale d'appels Proxi-Line avec le système GMAO du Client.

Pièces incluses dans le Contrat « Complet »

- Paliers : ferme-portes mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel.
- Gaine : câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ; câbles souples pendentifs ; poulies de renvoi ; impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course, parachute de sécurité.
- Machinerie : moteur (roulements, paliers, bobinages, balais, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenages, poulies, paliers, roulements, coussinets), frein (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages, régulateur de vitesse et fusibles de protection.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE MAINTENANCE STANDARD – 05/2026

Établies conformément aux :

Conditions d'entretien normalisées par Arrêté interministériel du 11.03.77. Journal Officiel du 08.04.77 / AFNOR P 82.002 Juin 78

Article 1. Objet

Les Conditions générales définissent les conditions dans lesquelles TKE s'engage à exécuter la maintenance des appareils définis aux Conditions Particulières en contrepartie de la rémunération versée par le Client.

Ces Conditions générales incluent les prestations standards et des fonctionnalités digitales de base fournies par TKE. Des options peuvent être souscrites par le Client aux conditions financières en vigueur et précisées dans les Conditions Particulières.

Article 2. Prestations d'entretien préventives

Le Contrat inclut les visites de maintenance préventives qui sont exécutées par TKE 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h à 12h et de 14h à 17h.

Selon la fréquence et la consistance des visites pourra être adaptées selon les caractéristiques techniques et les conditions d'utilisation des appareils.

Les prestations suivantes sont exécutées selon la fréquence indiquée :

- Les visites en vue de surveiller le fonctionnement de l'appareil et d'effectuer les réglages nécessaires, une fois par mois, soit 12 visites par an ;
- Le nettoyage annuel de la cuvette, du dessus de la cabine et de la machinerie.
- L'examen semestriel des câbles et la vérification annuelle de l'état de fonctionnement du parachute.
- La lubrification et le nettoyage des pièces le nécessitant.

Ces prestations sont exécutées 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi hors jours fériés) de 8h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.

Article 3. Prestations d'entretien curatives

- Le dépannage des appareils et la remise en service : sont réalisés par TKE tous les jours de l'année, selon les options choisies par le Client. Il a lieu dans le cadre du Contrat de Maintenance standard, 5j/7 du lundi au vendredi hors jours fériés, de 8h à 12h et de 14h à 17h dans un délai d'intervention de 6h (dans la plage horaire) à compter de la réception de la demande par la centrale d'appels Proxi-Line.
- La remise en service a lieu lors de l'intervention de dépannage si les conditions techniques le permettent. Dans le cas contraire, l'appareil est laissé à l'arrêt et en sécurité. TKE informe le Client ou son représentant du délai prévisible de la remise en service. Une information aux usagers sur site sera également prévue.
- Le dégagement des usagers bloqués en cabine est prévu 24h sur 24, tous les jours de l'année. L'intervention sur site a lieu dans le délai d'une 1 heure à compter de la réception de l'appel auprès de la centrale d'appels Proxi-Line.
- Les interventions pour dysfonctionnement majeur seront réalisées au plus tard le prochain jour ouvré, et pour dysfonctionnement mineur lors de la prochaine visite de maintenance.

Article 4. Pièces de rechange incluses au Contrat et disponibilité des pièces

4.1. Liste des pièces

TKE aura à sa charge la réparation ou le remplacement -si elles ne peuvent être réparées- des pièces listées selon l'option souscrite, lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive.

Les pièces listées ci-après sont incluses dans la version standard du Contrat de Maintenance.

- Cabine : boutons d'envoi, paumelles de porte, contacts de porte, ferme-portes automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique.
- Paliers : ferme-portes mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel.
- Balais du moteur et fusibles

Le Client peut souscrire à l'option « Contrat Complet » du contrat lui permettant de bénéficier des pièces figurant dans « descriptif et conditions des options disponibles ».

4.2. Délai d'approvisionnement des pièces

Les pièces listées dans « descriptif et conditions des options disponibles » sont en général disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

4.3. Délai de disponibilité des pièces

Les pièces listées dans « descriptif et conditions des options disponibles » à l'exception des pièces devenues obsolètes, sont réputées disponibles, pendant 20 ans (sauf électronique 10 ans) à compter de la date d'installation de l'appareil. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de TKE.

Article 5. Exclusions

Les prestations suivantes ne sont pas comprises :

- Le remplacement des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques, ou par accident indépendant de l'action de TKE.
- Les interventions résultant d'un usage anormal de l'appareil (coupure EDF, surcharge en cabine).
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'appareil.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et paliers et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec la règlementation applicable ou ceux rendus nécessaires en raison d'une pièce usée ou défaillante ne pouvant être réparée à un coût raisonnable et/ou n'étant plus disponible sur le marché.
- Le remplacement des pièces vétustes selon définition et critères suivants, en référence au guide AFNOR FDP 82-022 :
  1. Dès lors que la pièce a atteint l'utilisation maximale selon les données fournies par le fabricant de l'appareil.
  2. Pièces dégradées par le seul effet de leur âge indépendamment de l'usage qui en a été fait. La vétusté ne peut atteindre les composants d'un appareil avant les délais minimum suivants à compter de la date d'installation du composant concerné (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques).
- Les fils guides de contrepoids et tout réalignement de guide.
- Les dispositifs de contrôles d'accès et les contacts à clés.
- L'entretien et la vérification des éventuelles canalisations électriques, téléphoniques ainsi que des connexions Internet de l'appareil et des systèmes de téléalarme ou de télésurveillance.
- Sauf options souscrites par le Client, l'abonnement à la ligne téléphonique, les connexions Internet, les communications et l'alimentation électrique sont à la charge du Client. Dans tous les cas, et même si le Client a souscrit à l'option Téléarlarme, TKE ne peut être tenu responsable en cas de problèmes résultant de dysfonctionnements hors de son contrôle et conduisant à une surconsommation ou à une interruption du service de télécommunication ou du réseau.
- Les nouvelles versions de logiciels imposant une reconfiguration du système et/ou la mise en œuvre de matériels additionnels.
- Les interventions en milieu amianté.

Article 6. Obligations du Client

6.1. Obligations générales du Client

Le Client s'engage à assurer au personnel de TKE un accès libre et sécurisé aux appareils, pour toutes interventions. A défaut, si le technicien devait faire usage de mesures propres à assurer sa sécurité le Contrat de Maintenance sera suspendu jusqu'à la mise en place par le Client des mesures efficaces permettant une intervention en toute sécurité.

Si ces mesures n'étaient pas mises en œuvre, TKE serait en droit d'appliquer la clause 18.1. Le cas échéant, TKE ne pourra être tenue responsable du retard d'exécution et/ou de l'inexécution de ses prestations.

Le Client s'engage à avertir TKE de toute intervention d'un tiers sur les appareils. Un état des lieux tripartite doit être établi avant l'intervention du tiers. A l'issue de l'intervention, un état des lieux sera établi conjointement avec le Client et TKE présentera un devis de remise en état appareils. L'intervention d'un tiers ne remet pas en cause le Contrat, dont l'exécution des prestations sera suspendue le temps de l'intervention. Durant ce délai, la responsabilité de TKE ne pourra être recherchée.

Le Client notifie à TKE tout fait de nature à venir impacter les conditions de maintenance des appareils le plus en amont possible : modification totale ou partielle de la destination de l'immeuble, des caractéristiques techniques de l'appareil ou de son mode d'utilisation.

Si un fait inhabituel ou anormal quelconque intéressant l'appareil venait à se produire, le Client devra prendre toutes dispositions pour en suspendre le fonctionnement ou en interdire l'usage et en informer les usagers.

Il s'oblige notamment à prendre toutes les mesures conservatoires immédiates en cas de danger constaté. Le fait devra être immédiatement signalé par email ou Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LR/AR) à TKE.

Le Client s'engage à ce que les équipements soient conformes à la réglementation en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En cas de manquement du Client à l'une des obligations ci-dessus définies ayant empêché TKE d'intervenir normalement, TKE ne pourra être tenu responsable.

6.2. Obligations du Client à l'égard des usagers

Le Client reste propriétaire et gardien des appareils. La signature du Contrat ne le dispense pas de ses obligations au regard des lois et règlements en vigueur. Il lui appartient notamment de prendre toutes mesures pour informer les usagers des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils et pour en réglementer l'usage. Il doit avoir pris connaissance du dossier propriétaire qui lui est remis lors de l'installation d'un appareil, par l'installateur afin de respecter les tâches qui lui incombent, conformément à la norme NF 13015.
Le Client s'engage à faire connaitre les instructions d'utilisation suivantes aux usagers notamment en apposant les instructions en cabine :

- Il est interdit de fausser ou de paralyser le jeu des dispositifs de manœuvre ou de sécurité, ainsi que d'enlever ou de détériorer les appareils protecteurs ;
- Les usagers d'un ascenseur ne doivent jamais ouvrir une porte ou une grille palière sans que la cabine soit arrêtée à l'étage ;
- Les usagers ne doivent pas chercher à sortir de la cabine ni à y entrer avant que celle-ci soit immobilisée dans la zone de déverrouillage de la porte. Ils ne doivent mettre l'appareil en mouvement qu'à bon escient ;
- L'usage des ascenseurs est formellement interdit aux enfants non accompagnés ;
- La charge maximale indiquée dans la cabine doit toujours être respectée.

6.3. Obligations du Client à l'égard de son personnel

Dans le cas où le Client dispose de personnel sur site, formé au dégagement des personnes bloquées en cabine, il s'engage à respecter les instructions transmises par TKE à cet effet.

Article 7. Mise en conformité / sécurité

Dans l'hypothèse où la sécurité des usagers ou des salariés de la société TKE serait en jeu, notamment suite au constat d'une non-conformité des appareils par rapport aux normes en vigueur, TKE se réserve le droit de mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt. Elle devra avertir sans délai le Client par tout moyen, et lui préciser les mesures propres à la remise en service. La redevance du Contrat restera due normalement et devra être payée aux échéances habituelles, conformément à l'article 13. Le Client devra faire effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'appareil dans les plus brefs délais, à défaut TKE se réserve le droit de résilier le Contrat dans les conditions édictées à l'article 18.1.

Article 8. Information et échange de documents

8.1. L'Etude de sécurité spécifique (« EDS ») de l'appareil

Une copie de l'EDS établie conformément au Décret 2008-1325 dans le délai de 6 semaines à compter de la prise en charge de l'appareil est remise au Client, qui devra la communiquer à toute personne appelée, du fait de ses fonctions, à pénétrer dans les parties normalement inaccessibles de l'appareil. Elle sera remise à jour conformément à la réglementation.

8.2. Un état des lieux initial

La proposition d'entretien est établie sur la base des informations connues au jour de la consultation. Conformément à la réglementation, un état des lieux initial est établi à la prise en charge des appareils afin d'être annexé au Contrat. Les éventuelles remises à niveau et mises en conformité nécessaires constatées à cette occasion font l'objet de devis de la part de TKE. Cet état des lieux est adressé par courrier au Client qui disposera d'un délai de trente jours pour formuler ses remarques par écrit en LR/AR. Passé ce délai, l'état des lieux est considéré comme accepté et devient contradictoire.

8.3. Documentation remise par le Client

Le Client remet à TKE au moment de l'établissement de l'offre de Contrat et impérativement avant toute intervention sur les appareils de TKE, l'ensemble des documents imposés par la réglementation relative à l'amiante dans le bâtiment : le DTA, ainsi que le rapport de repérage exhaustif des matériaux (amiante compris) où des travailleurs sont susceptibles d'intervenir. Si des mesures d'empoussièrement s'avèrent nécessaires, elles seront prises en charge par le Client. L'intervention de TKE en présence d'amiante ou autres contraintes particulières n'est pas incluse au Contrat et fera l'objet d'une facturation additionnelle.
Le Client remet également à TKE la description des caractéristiques et le cas échéant les attestations de conformité des appareils maintenus et les Documents Ouvrages Exécutés (DOE) remis par l'installateur des appareils lors de l'installation.
Il remettra les éléments permettant l'accessibilité des appareils, à savoir : les codes d'accès, la documentation technique, les dispositions de remises en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie des appareils et correspondant aux exigences du Décret 2012-674. En l'absence de ces éléments, le Client devra les obtenir auprès du fabricant ou de l'installateur des appareils et TKE ne pourra être tenue responsable de manquement dans l'exécution de ses obligations de maintenance. En fin de Contrat, tous les éléments fournis par le Client lui seront remis.

8.4. Services en lignes

Afin de favoriser la communication et l'obtention des informations essentielles des appareils entretenus, TKE met à disposition du Client le WEB PORTAIL, une plateforme électronique permettant un accès au moyen d'un identifiant et d'un code en temps réel notamment :

- Au carnet d'entretien reprenant les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du Contrat d'entretien sur les appareils ;
- Au rapport d'activité annuel.

Le Web portal est accessible sur le site : https://ea.myportal.tkelevator.com
Une application pour téléphones portables et tablettes est disponible, sous réserve d'en accepter les conditions d'utilisation, qui permet d'avoir accès aux informations relatives aux appareils.

Article 9. Accompagnement contrôle technique

TKE s'engage à mettre à disposition, sur demande préalable du Client au minimum 3 semaines en avance et après organisation conjointe d'un rendez-vous, un technicien compétent lors de contrôle(s) technique(s). Le technicien de TKE pourra effectuer des essais simples de fonctionnement ne générant aucun risque pour l'intégrité des personnes et de l'appareil. Sauf en cas de souscription de l'option correspondante, l'accompagnement fera l'objet d'une facturation additionnelle établie selon le taux horaire travaux de réparation/prestation de service en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. Dans tous les cas, le contrôle technique est effectué sous la responsabilité du Contrôleur technique. Les règles usuelles de sécurité doivent être appliquées.

Article 10. Sous-traitance

Conformément à la réglementation relative à la sous-traitance, le Client autorise TKE à tout recours éventuels à la sous-traitance de ses prestations, en particulier celles de centralisation et de gestion des appels confiées en général à sa filiale Proxi-Line et celles de dégagement de personnes parfois confiées à des entreprises spécialisées dans les interventions d'urgence et de secours. TKE reste, en tout état de cause, responsable des prestations sous-traitées.

Article 11. Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputables à TKE, une pénalité de 1% de la valeur annuelle H.T. du Contrat pour l'appareil concerné, et par retard constaté pourra être réclamée, après mise en demeure préalable adressée en LR/AR au plus tard dans les 15 jours de la constatation du manquement par le Client. Le cumul des pénalités applicables par an est plafonné à 5 % de la valeur annuelle du Contrat pour l'appareil concerné. En tout état de cause, le Client devra apporter la preuve de la responsabilité de TKE.

Article 12. Prix

Le prix figurant aux Conditions Particulières s'entend aux conditions économiques et fiscales connues au jour de la signature du Contrat.

Dans le cas où de nouvelles taxes sur la valeur ajoutée, droits de douane, prélèvements, droits ou charges similaires ou mesures commerciales imposés par les autorités gouvernementales nationales ou internationales seraient introduits ou modifiés après la date de signature du Contrat, entraînant des coûts supplémentaires pour TKE dans le cadre de l'approvisionnement, de la fabrication, de la livraison ou de l'exécution des obligations contractuelles, TKE sera en droit d'ajuster le prix du Contrat en conséquence.

Cet ajustement reflétera le réel impact financier sur le Prix du Contrat. TK Elevator France informera le Client du prix révisé. Le Client accepte que le prix du Contrat soit réajusté et que ce réajustement ne lui donne pas le droit de résilier, d'annuler ou de modifier de quelque manière que ce soit le Contrat.

Le prix a été défini en fonction des prestations fournies, des caractéristiques des appareils et de leur localisation telles que définies dans les Conditions Particulières. Toute modification apportée aux appareils ou toute prestation complémentaire entraînera une modification du prix. Le prix pourra également être augmenté en cas de modification des dispositions législatives applicables à l'activité de TKE (normes, sécurité, conditions de travail).

Le prix sera révisé annuellement, sur la base de la formule de révision précisée aux Conditions Particulières. En cas de remplacement d'un indice, il lui sera substitué l'indice de remplacement. En cas de disparition d'un indice, les Parties conviendront de nouvel indice de substitution d'un commun accord avec effet rétroactif à la date de la disparition de l'indice.

Article 13. Conditions de paiement

Sauf stipulation contraire aux Conditions Particulières, les factures sont payables dans les délais et conditions déterminés aux Conditions Particulières, sans escompte. Le paiement ne peut être retardé sous aucun prétexte, même en cas de réclamation relative aux prestations fournies. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

exigible de plein droit, le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. Un montant forfaitaire de 40 € par facture impayée sera dû par le Client pour les frais de recouvrement, sans préjudice pour TKE de réclamer une indemnisation complémentaire sur justificatifs.

À défaut de règlement de la facture, TKE sera en droit de faire usage de l'article 18.1.

Le Client reste seul responsable des conséquences pouvant résulter de la suspension et/ou de la résiliation du Contrat, y compris celles relevant de la sécurité des biens et des personnes.

Article 14. Information du Client relevant du Code de la Consommation

Conformément à l'article L215-4 du Code de la Consommation, TKE informe les consommateurs et les non professionnels des dispositions de l'article L.215-1 et suivantes et de l'article L.241-3 du Code de la consommation :

- *Article L.215-1 : Pour les Contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction.*

  Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au Contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.

  Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des Contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du Contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du Contrat.

  Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains Contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.
- *Article L.215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement.*
- *Article L.215-3 : Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux Contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.*
- *Article L.241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.*

Article 15. Traitement informatique des données personnelles

TKE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle est amenée à collecter dans le cadre de la relation contractuelle conformément au Règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles.

Le Client est informé que les données personnelles transmises à l'occasion de la relation contractuelle avec TKE ou au cours de l'exécution du Contrat pourront faire l'objet d'un traitement informatisé par TKE dans le but d'assurer la relation client et aux fins de la bonne exécution du Contrat. L'acceptation des présentes Conditions générales vaut consentement du Client au recueil, traitement, conservation de ces données et à la Politique de Confidentialité consultable sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Ces données seront conservées tout au long de la relation commerciale. Pour plus d'informations, la Politique de Confidentialité est disponible sur le site tkelevator.com/fr-fr/. Une fois la relation contractuelle terminée, les données personnelles seront conservées pour toute la durée de l'obligation légale telle que définie par l'article 6 de la loi Informatique et Libertés de janvier 1978 et par l'article 5 1. e) du RGPD. Seront donc appliquées les délais prévus par la loi ainsi que les prolongations nécessaires à la prescription de poursuites éventuelles.

Ces données pourront être transmises aux filiales de TKE aux fins de la bonne exécution du Contrat mais ne pourront pas être cédées à des tiers. Les données personnelles seront traitées et hébergées dans l'Union européenne. Conformément à la loi, les personnes disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de leur données qu'elles peuvent exercer auprès du Service dédié de TKE en envoyant un email à l'adresse suivante : DPOtkA@tkelevator.com

Article 16. Cession du Contrat

Chaque Parties autorise l'autre Partie à céder librement et sans condition toute ou partie du Contrat à toute entité juridique qui viendrait au droit de la Partie cédante, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.

En cas de cession de l'immeuble dans lequel se trouve l'appareil, le Client s'engage à proposer à l'acquéreur de poursuivre le Contrat en cours jusqu'à son terme. À ce titre, il transmettra à l'acquéreur le Contrat et les documents échangés entre les Parties afin de faciliter la bonne poursuite du Contrat.

En cas de changement de mandataire, le Contrat se poursuit dans les mêmes conditions, le Client devant avertir TKE et transmettre au successeur le Contrat, les avis, recommandations et plus généralement tous documents, pièces et correspondances relatifs à l'exécution du Contrat.

Article 17. Responsabilité

La responsabilité de TKE qui n'agit ni comme entrepreneur de transport, ni comme gardien de la chose, sera exclue :

- En cas d'interruptions et/ou d'accidents résultant d'événements tels que, cette liste n'étant pas limitative : la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, l'inondation, la foudre, l'incendie, les poussières et les substances corrosives à l'abri desquelles le Client doit tenir clos les locaux réservés aux organes des appareils, l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, actes de vandalisme et de malveillance, les déprédations volontaires et interventions de tiers ;
- En cas d'interruption de services, des livraisons lors d'évènements qualifiés de force majeure, tels que définis par la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent que les événements cités ci-après sont explicitement reconnus entre elles comme cas de force majeure : la grève, le lock-out, même limités à l'industrie des ascenseurs, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les catastrophes climatiques ou catastrophes naturelles telles qu'ouragan, tempête, inondation, les épidémies ou pandémies entrainant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques ou mesures gouvernementales ;
- En cas d'inobservation des prescriptions spéciales et en cas d'utilisation anormale des appareils ;
- En cas d'intervention d'un tiers, comme il l'est dit à l'article 6 ci-dessus ;
- En cas de consommation anormale des lignes téléphoniques ;
- En cas d'interruption des lignes téléphoniques ou en cas d'absence/interruption de réseau auto-commuté téléphonique.
- En cas de problèmes de connexion Internet de l'appareil, tels que mauvaise qualité de réception, interruption ou pannes Internet, zone blanche, opérations de maintenance sur les réseaux, etc...
- Pour toutes les dégradations engendrées lors de l'intervention des services de secours, tels que pompiers, sans que TKE n'ait été informé en amont.

Dans tous ces cas, le coût des éventuelles remises en état n'étant pas compris dans le prix du Contrat, sera facturé en sus au Client. La responsabilité de TKE ne pourra pas être recherchée pour les pertes d'activité, d'exploitation et dommages causés au tiers et sera en tout état de cause limitée au montant annuel HT du Contrat.

Article 18. Résiliation

18.1. Résiliation / Suspension

18.1.1. Résiliation pour manquements graves

En cas de manquements graves, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, et après mise en demeure adressée en LR/AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, par la Partie demanderesse par lettre recommandée avec AR, dès sa réception, aux torts de la partie défaillante et sans formalité judiciaire préalable.

Est constitutif d'un manquement grave, imputable à TKE : la paralysie intentionnelle d'un organe de sécurité par TKE, le non-respect des délais des visites périodiques de maintenance (hors cas cités dans l'article 17) constaté au moins deux fois consécutivement dans la même année contractuelle ; et constitutif d'un manquement imputable au Client : l'absence de règlement des factures par le Client, l'incapacité du Client à assurer l'accès de l'appareil en toute sécurité et l'absence de mise en conformité de l'appareil à la réglementation en vigueur.

18.1.2. Suspension ou résiliation pour utilisation anormale des services

TKE se réserve le droit de suspendre ou de résilier la fourniture d'un service numérique ou l'accès à ce service, avec effet immédiat, en cas d'utilisation anormale dudit service par le Client.

18.2. Rupture Anticipée

Toute résiliation anticipée du Contrat par le Client, sans motif légitime, entrainera pour le Client l'obligation de régler une indemnité égale au montant des redevances restant à courir jusqu'au terme contractuel et ce, immédiatement à réception de la facture récapitulative, sans préjudice du droit pour TKE de réclamer tout dommage-intérêt pour réparation du préjudice causé. Toute résiliation du Contrat, imputable au comportement fautif du Client, dégagera TKE de ses obligations contractuelles.

18.3. Résiliation des options

Les options sont résiliables à tout moment par le Client par courrier LR/AR adressé à l'Agence, en respectant un préavis de trois (3) mois.

En aucun cas la résiliation de ce Service n'entraîne la résiliation du Contrat de Maintenance qui continue à produire ses effets. La souscription des Options étant accessoire au Contrat de Maintenance, la résiliation du Contrat

Accusé de réception en préfecture
075-217502751-20260903-DEL2026124-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

de Maintenance entraine automatiquement et de plein droit la résiliation des Options.

Article 19. Assurance

TKE a souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à remettre une attestation sur demande du Client.

Article 20. Règlement des litiges

Les Parties s'obligent à favoriser autant que possible dans un premier temps un règlement amiable des éventuels litiges. Le Service client de TK Elevator France est joignable par email : service.client@tkelevator.com

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, les Clients souscrivant le Contrat en qualité de « consommateur » tel que défini par le code de la consommation, ont la possibilité de saisir, dans un délai inférieur à un an, les services de médiation du CMAP (www.cmap.fr) auquel TKE est adhérent. Le CMAP peut être contacté via le formulaire sur le site www.mediateur-conso.cmap.fr, par courrier électronique adressé à consommation@cmap.fr ou par courrier postal à l'adresse du CMAP – Service Médiation de la consommation – 39 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Ce service est disponible seulement pour les consommateurs, personnes physiques, dont le règlement du litige n'a pu aboutir auprès du Service client. En cas de contentieux et dans l'hypothèse où le Client ressort de la juridiction commerciale au sens du nouveau code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera désigné.

Dans les autres cas, la juridiction compétente sera celle du lieu du domicile du défendeur ou celle du lieu d'exécution du Contrat.

Article 21. Droit de rétractation

En application de l'article L 221-18 du code de la consommation, les Clients ayant la qualité de consommateurs ont la possibilité de se rétracter en cas de Contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement.

L'article L 221-3 du code de la consommation offre également cette faculté au professionnel (ayant moins de 5 salariés si l'objet du Contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale) en cas de Contrat conclu hors établissement. Le Client reconnait avoir reçu cette information préalablement à la signature du Contrat.

Le droit de rétractation peut être exercé sans avoir à motiver sa décision, dans le délai de 14 jours à compter de la conclusion du Contrat, en notifiant sa décision par courrier adressé par LR/AR ou par email, à l'Agence TKE. Le bordereau ci-dessous peut être utilisé à cet effet.

Conformément à l'article L.221-25 du code de la consommation, le Client peut demander l'exécution du Contrat avant la fin de ce délai de rétractation, en formulant une demande expresse :

☐ Je souhaite expressément que TK Elevator France exécute le Contrat sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

Signature et cachet du Client :

Bordereau de rétractation :

Bordereau de rétractation relatif au Contrat référencé.....

A renvoyer au plus tard 14 jours à compter de la signature du Contrat.

La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée lisiblement et parfaitement remplie avant l'expiration des délais rappelée ci-dessus.

Je soussigné (nom/prénom).....

Représentant de la société.....

Adresse.....

Code postal / Ville : .....

Déclare renoncer au Contrat n°.....

En date du ..... D'un montant de .....

Date .....

Nom et fonction du signataire :

Signature et cachet.....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez TKE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de TKE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- Sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Nom et adresse du débiteur :

Nom et adresse du créancier :

TK Elevator France
20 RUE FRANÇOIS CEVERT
49000 ANGERS

Compte à débiter : Numéro d'identification international du compte bancaire – **IBAN** (International Bank Account Number) :

Code international d'identification de votre banque – **BIC** (Bank Identifier Code) :

Type de paiement : paiement récurrent

Lieu :

Date :

Signature :

Prière de renvoyer cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), ou postal (RIP).

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 01/4/80 de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Informations relatives entre le créancier et le débiteur – Fournis seulement à titre indicatif.

Numéro du client

7715266

Numéro d'affaire

OFP0190022.2

Adresse d'installation

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

Nangis

République Française

DECISION DU MAIRE

N°2026/DEJ/133

OBJET : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE AU PROJET EDUCATIF « ORCHESTRE A L'ECOLE »

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que le projet éducatif « Un orchestre à l'école », conduit en partenariat avec l'École de musique de Nangis, vise à favoriser l'accès de tous les élèves à la pratique musicale par la découverte des instruments et de l'enseignement artistique, tout en contribuant au développement de leur sensibilité culturelle et en encourageant les familles à inscrire leurs enfants à l'École de musique de Nangis afin de poursuivre un parcours de formation musicale,

CONSIDÉRANT la volonté de reconduire le projet, sur les écoles élémentaires des Rossignots et Noas,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de rémunérer les intervenants à la réalisation du projet. Le montant de l'heure d'intervention est fixé à trente-trois euros TTC par séance d'activité et par intervenant, dans la limite de 5 000 euros par année scolaire et par classe, soit 10 000 euros pour les deux classes.

CONSIDERANT, qu'il est obligatoire de prévoir l'entretien annuel du parc instrumental et que depuis le 1er janvier 2024 les instruments étant propriété de la ville, les frais d'entretien seront pris en charge à hauteur de 1000 euros / an.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention N°2026/DEJ/133 établie entre la commune de Nangis, l'École de musique de Nangis et l'inspection académique de Provins,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-133-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260929-DEC-2026-142-DAR
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 : Dit que la présente convention est établie pour une durée d'1 an renouvelable 3 ans maximum, à compter du 08 septembre 2026, sur le temps scolaire.

Article 3 : Dit que les dépenses d'un montant de dix mille euros (10 000€) pour deux classes et les frais d'entretien des instruments, étant propriétés de la ville sont pris en charge à hauteur de mille euros (1 000€) et sont inscrites au budget en section de fonctionnement.

Article 4 : Signe la convention et toutes les pièces s'y rapportant.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une dure de 3 mois, à compter de la signature de ladite décision.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Service financier,
- Direction Éducation Jeunesse,
- L'école de musique de Nangis,
- L'inspection académique de Provins,

Fait à Nangis, le 08 juillet 2026

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le 13 JUIL. 2026
Et de la transmission ou notification et publication
Le 13 JUIL. 2026

La Maire
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

CONVENTION

N°2026/DEJ /133

OBJET : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE AU PROJET EDUCATIF « ORCHESTRE A L'ECOLE »

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, habilitée, en vertu de la décision 2026/DEJ/133, ci-après dénommé « la commune »,

D'une part,

Et

L'École de Musique de Nangis sise 28, rue Aristide Briand à Nangis (77370), représentée par Monsieur Jean LAMBERT, son président en exercice, dûment habilité, ci-après dénommé « l'intervenant »,

Et

L'Inspection de l'éducation nationale circonscription de Provins, représentée par Mme FORT Sophie, ci-après dénommé « l'inspection »,

D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre du projet éducatif « un orchestre à l'école », l'école de musique de Nangis intervient auprès d'une classe de l'école élémentaire des Rossignots et d'une classe de l'école élémentaire Noas pour une durée d'un an renouvelable 3 ans maximum, à compter du 08 septembre 2026, **sur le temps scolaire**.

Il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 15/09/2026
Date de réception préfecture : 15/09/2026

ARTICLE 1 : OBJET

Le projet éducatif « orchestre à l'école » s'effectue sur le temps scolaire et est mis en place sous la responsabilité de l'équipe enseignante de l'école élémentaire des Rossignots et de l'école élémentaire Noas en accord avec les services de l'Éducation Nationale.

ARTICLE 2 : ORGANISATION

L'intervenant s'engage à mettre en œuvre le projet dans les conditions suivantes :

- Nature de l'activité : classe orchestre pour deux classes

- Lieu et jours d'intervention : le mardi de 9h00 à 11h00 pour l'école élémentaire les Rossignots, le jeudi de 9h00 à 11h00 pour l'école élémentaire Noas. L'activité aura lieu dans les locaux de l'école concernée et/ou dans les locaux de l'école de musique, sur les périodes du temps scolaires (pas de séances pendant les vacances scolaires).

- Durée d'intervention : à partir du 08/09/2026, 4 séances d'ateliers d'apprentissage de l'instrument/semaine auxquelles s'ajoute, à compter de novembre 2026, 1 séance de travail d'orchestre/semaine/école – chaque séance dure une heure.

L'école élémentaire des Rossignots et l'école élémentaire Noas donnent à l'école de musique toutes les informations utiles pour faciliter son intervention.

Les élèves doivent se produire une fois dans l'année à l'école et lors d'un évènement municipal.

ARTICLE 3 : PERSONNEL MIS À DISPOSITION

L'intervenant s'engage, au plus tard 15 jours avant la première intervention dans les écoles, à fournir la liste du personnel intervenant en y joignant la preuve des diligences effectuées dans la vérification des antécédents judiciaires exigés pour toute personne en contact avec un public mineur.
Le défaut de transmission de la preuve de ces diligences, dans les délais impartis, entrainera de plein droit la nullité de la présente convention.

ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE FINANCIERE

La Commune prend en charge :

1 - la rémunération des intervenants nécessaires à la réalisation de ce projet, dans la limite de 5 000 euros par année scolaire et par classe, soit 10 000 euros pour les deux classes.

Le montant de l'heure d'intervention est fixé à trente-trois euros TTC par séance d'activité et par intervenant

2 – La facture du coût de l'entretien obligatoire annuel du parc instrumental

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

L'intervenant transmettra via chorus pro les factures citées ci-dessus à la commune de Nangis, après service fait.

ARTICLE 5 : DELAI DE PAIEMENT

Le délai maximum de paiement est fixé à trente jours conformément au décret n°2013/269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique modifié, à compter de la réception de la facture.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au 08 septembre 2026 pour une année, renouvelable 3 ans maximum. Au sens des présentes, l'indication d'une année s'entend d'une année scolaire.

ARTICLE 7 – FRAIS D'ENTRETIEN DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Depuis le 1er janvier 2024, les instruments étant propriété de la ville, les frais d'entretien seront pris en charge par la commune à hauteur de 1000 euros / an.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Nangis, le
en trois exemplaires originaux

Pour l'école de musique

Le président

Jean LAMBERT

Pour l'Inspection de l'Éducation Nationale

L'Inspectrice

Sophie FORT

Pour la commune de Nangis

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/134

OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOGEMENTS DEPENDANTS DU PARC IMMOBILIER DE LA COMMUNE DE NANGIS AU C.C.A.S. DE NANGIS POUR TOUT CAS D'URGENCE

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/AVRIL/008 en date du 18/05/2026 par laquelle le conseil administration a élu Monsieur Lachhab, Vice-Président du Centre Communal d'Action Social (C.C.A.S),

CONSIDERANT que l'attribution de logements d'urgence à titre précaire rentre dans le cadre d'une action sociale relevant de la compétence du C.C.A.S. de Nangis,

CONSIDERANT que le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Nangis, dans le cadre de ses missions, recherche des solutions d'hébergement d'urgence pour les administrés rencontrant de graves difficultés, notamment en cas de rupture d'hébergement, de séparation liée à des situations de violences conjugales ou de situations assimilées,

CONSIDERANT que la Ville de Nangis est propriétaire d'un logement communal situé 11 rue des Ecoles, de type studio d'une surface de 27.40 m2, actuellement libre de toute occupation et pouvant répondre au besoin du C.C.A.S. de Nangis,

DECIDE :

Article 1 : Décide de mettre à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) un logement communal situé 11 rue des Ecoles, de type studio d'une surface de 27.40m2, afin de soutenir le C.C.A.S. dans l'exercice de ses missions, notamment en matière d'hébergement d'urgence.

Article 2 : Dit que la mise à disposition est consentie pour une durée de trois mois, renouvelable par tacite reconduction.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-144-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Dit que la mise à disposition donne lieu au versement d'un loyer et au remboursement des charges, selon les modalités définies par convention.

Article 4 : Dit que la convention de mise à disposition ainsi que l'ensemble des pièces qui s'y rapportent sont approuvées.

Article 5 : Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif.

Article 6 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce que le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Direction des Finances,
- Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.),
- La Direction Générale.

Fait à Nangis, le 07 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission

En sous-préfecture Le.....

Et de la publication ou notification le .....

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de Madame la Maire de Nangis. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260716-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

CONVENTION

N°2026/DAF/134

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOGEMENTS DEPENDANTS DU PARC IMMOBILIER DE LA COMMUNE DE NANGIS AU C.C.A.S. DE NANGIS POUR TOUT CAS D'URGENCE

ENTRE :
La Commune de Nangis (Seine-et-Marne), sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, représentée par la maire en exercice Madame Clotilde LAGOUTTE, dûment habilitée par le Conseil Municipal par la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026.
D'une part,

ET :
Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Nangis (Seine-et-Marne), sis 9 rue des Écoles, représenté par son Vice-président en exercice Monsieur Abdelhakim LACHHAB, dûment habilité par le Conseil d'Administration en date du 18 mai 2026, délibération n°2026/AVRIL/008.

Il est préalablement :

La commune de Nangis est propriétaire de divers logements à Nangis (77370). Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Nangis, dans le cadre de ses missions, recherche des solutions d'hébergement d'urgence pour les administrés rencontrant de grandes difficultés (rupture d'hébergement, séparation pour cause de violences conjugales, etc...). Pour le soutenir dans son action, la ville met à disposition du C.C.A.S. un logement communal, libre actuellement de toute occupation, dans les conditions décrites ci-après.

Article 1er - Objet :

Le C.C.A.S. souhaite obtenir la mise à disposition d'un logement situé 11, rue des Ecoles à Nangis, à savoir :

- Un studio avec une surface de 27.40 m2

L'objet de la convention est de définir les modalités de mise à disposition des logements précités.

Article 2 : - Conditions de gestion par le C.C.A.S.

Le logement sera attribué par décision de la Présidente du C.C.A.S., par convention d'occupation précaire dont la durée dépendra de la situation de précarité de la famille à loger.

Le C.C.A.S. aura en charge la gestion technique courante (conjointement avec la commune de Nangis par l'intermédiaire de ses services techniques) et financière liée au logement, les lieux jusqu'au départ de l'occupant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-134-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Article 3 : Conditions d'utilisation

Cette mise à disposition est faite, d'une manière générale, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans le domaine des activités du C.C.A.S.

Article 4 : Modalités financières

Pour chaque convention portant sur une solution d'hébergement d'urgence conclue par le Centre Communal d'Action Sociale, le C.C.A.S. indemnisera la commune de Nangis à hauteur du montant mensuel du loyer fixé par la délibération en vigueur, actualisé annuellement sur la base de l'indice de référence des loyers (IRL), et ce pour la durée de la décision en vigueur.

La commune de Nangis procédera mensuellement à la facturation des charges courantes afférentes au logement concerné (eau, gaz, électricité, etc.) auprès du C.C.A.S.

Article 5 – Entretien et maintenance

La commune de Nangis assurera en bon état le logement au titre de ses obligations de propriétaires. Le C.C.A.S. veillera à ce que l'occupant assure l'entretien courant dans le cadre de ses obligations locatives.

Article 6 – Obligation d'assurance

La commune de Nangis s'engage en sa qualité de propriétaire à assurer ce logement au titre de ses obligations de propriétaire. Le C.C.A.S. veillera à ce que l'occupant assure l'entretien courant dans le cadre de ses obligations locatives.

Le C.C.A.S. exigera de tout nouvel occupant une attestation d'assurance habitation avant l'entrée dans les lieux.

Article 7 – Sécurité - dégradations

Le C.C.A.S. s'engage à signaler à la commune, tout problème de sécurité ou de dégradations dont elle aurait connaissance concernant le logement.

Article 8 – Date et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une pour une durée de trois mois, renouvelable par tacite reconduction, à partir du 27 avril 2026.

Article 9 – Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave aux obligations de locataires.

Fait à Nangis, le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le Vice-président du CCAS de Nangis

Abdelhakim ACHIAB

Accusé de réception en préfecture
077-217701149-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/135

OBJET : SIGNATURE DU MARCHE N°10/2023 – MARCHE DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET REHABILITATION ENERGETIQUE DU CENTRE DE LOISIRS LA JOUERIE – LOT N°4 CVC/PLOMBERIE – AVENANT N°4

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122 et L.2122-23,

VU le Code de la commande publique, notamment en ses articles, articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n°2024/ST/JFP/VB en date du 12 janvier 2024, portant attribution du marché de restructuration et de rénovation énergétique du centre de loisirs La Jouerie, lot 4 CVC/plomberie, à la Société PSM, Siret n°91018577600010,

CONSIDÉRANT l'impossibilité pour le titulaire du lot n°3 d'intervenir sur le poste de Gestion Technique du Bâtiment (GTB), relevant du lot CVC, il a été décidé de confier les prestations correspondantes à l'entreprise PSM, conformément au devis n°DE25202.

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des prestations complémentaires sur le bâtiment A suivant les devis n°DE25149, D25150, DE25272;

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant n° 4 au marché n° 10/2023, lot 4 CVC/plomberie, relatif de restructuration et de rénovation énergétique du centre de loisirs La Jouerie, conclu avec la Société PSM (SIRET n° 91018577600010).

Article 2 : Autorise la signature dudit avenant, ayant pour objet la modification de la répartition des prestations entre les cotraitants au titre de la tranche ferme, sans incidence sur le montant initial du marché.

Accusé de réception Sous-préfecture
077-217703271-20260916-DEC-2026-135-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget de l'exercice concerné.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publié sur le site internet de la Ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Services Techniques,
- les intéressés.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipale et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis le 08 juillet 2026

La Maire,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le.....
Et de la publication ou notification le .....

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260708-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS EXE10

AVENANT N° 4
Marché n°10/2023 – Travaux de restructuration et rénovation énergétique du Centre de Loisirs la Jouerie Lot n°4 – CVC/Plomberie

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Commune de Nangis
Rue Maréchal de Lattre de Tassigny
77370 NANGIS

Madame Clotilde Lagoutte
La Maire

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Lot n°4 : CVC/Plomberie
Titulaire : PSM
Adresse : 11 rue Paul Doumer – 91150 Etampes
Coordonnées : 09 86 07 66 50 – contact.psm77@gmail.com
Siret : 910 185 776 00010

C - Objet du marché public

- Objet du marché public:

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Travaux de restructuration et de rénovation énergétique du Centre de Loisirs la Jouerie

- Date de la notification du marché public : 22 janvier 2024

- Durée d'exécution du marché public : durée initiale fixée à un an à compter de sa notification (article 4.1 du CCAP), matérialisée par l'ordre de service de démarrage des prestations en date du 12 février 2024. Cette durée a ensuite été prolongée par les ordres de mission n° 1 à 5, jusqu'au 20 mai 2026.

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 51 237.95 €
  - Montant HT : 256 189.76 €
  - Montant TTC : 307 427.71 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Au cours de l'exécution du marché, il est apparu nécessaire de recourir à des prestations complémentaires, notamment :
- la mise en place d'un système de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) ;
- la modification de quatre centrales de traitement d'air (CTA) afin d'assurer l'alimentation des compteurs via leurs câblages et de permettre leur intégration en supervision sur l'écran de la sous-station.

Ces prestations complémentaires s'élèvent à un montant de 13 295,00 € HT, soit 15 954,00 € TTC, conformément au devis joint en annexe.

Il est précisé qu'une partie de ces prestations résulte de l'impossibilité pour le titulaire du lot n°3 de les exécuter.

Par ailleurs, des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires sur le bâtiment A, comprenant :
- la réfection du réseau d'évacuation des eaux du local tisanerie ;
- l'installation de lavabos et de bondes dans le local TGBT ;
- la pose d'un isolant coupe-feu sur l'isolant phonique du local CTA du R+1.

Ces prestations s'élèvent à un montant de 4 631,63 € HT, soit 5 557,96 € TTC, conformément aux trois devis joints en annexe.

En conséquence, le montant total des prestations supplémentaires s'établit à **17 926,63 € HT**, soit **21 511,96 € TTC.**

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant n°1 : études complémentaires relatives aux déperditions de chaleur (plus-value)

- Taux de la TVA (20%) : 620.00 €
- Montant HT : 3 100.00 €
- Montant TTC : 3 720.00 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 1.21 %

Montant de l'avenant n°2 : modification puissance PAC (plus-value)

- Taux de la TVA (20%) : 1 518.89 €
- Montant HT : 7 594.43 €
- Montant TTC : 9 113.32 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 4.17 %

Montant de l'avenant n°3 : phase 2 des travaux (plus-value)

- Taux de la TVA (20%) : 6 528.25 €
- Montant HT : 32 641.25 €
- Montant TTC : 39 169.50 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 16.92 %

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260916-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

Montant de l'avenant n°4 : la mise en place d'un système GTB, la modification de 4 CTA et les travaux supplémentaires sur le bâtiment A, cités ci-dessus. (plus-value)

- Taux de la TVA (20%) : 3 585.33 €
- Montant HT : 17 926.63 €
- Montant TTC : 21 511.96 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 23.91 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA (20%) : 63 490.42 €
- Montant HT : 317 452.07 €
- Montant TTC : 380 942.49 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Mr KAAN KARAOGLU	Etampes 23-06-26	SAS PSM 11 Rue Paul Doumer 91150 ETAMPES Tél. : 09 86 07 66 50 Mail. : contact.psm77@gmail.com RCS EVRY : 910 185 776 - APE4322A

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Clotilde LAGOUTTE
Madame la Maire

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

SAS PSM
11 RUE PAUL DOUMER
91150 ETAMPES
France
Tél : 0986076650
Tél portable : 0650100583
Site web :
Email : sas-psm@outlook.com

Adresse Livraison/Chantier
LA JOUERIE
RUE DE LA REPUBLIQUE
77370 NANGIS

MAIRIE NANGIS
RUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS
France

Devis

Numéro	Date	Code client	Date de validité	Mode de règlement	N° de Tva intracom
DE25202	13/02/2026	CHAN0004	15/03/2026		

Description des travaux :
Réalisation de la GTB du bâtiment
Chantier centre de loisirs la jouerie à NANGIS
Supervision PAC le courant fort doit nous passé un câble bus vers notre armoire en locale technique
Complément supervision des 4 CTA par la GTB
Le CFO fournit et pose les 4 compteurs CTA et le compteur PAC

Ajout d'un sous-comptage électrique dédié au CVC,founie posé par le Lot CFO-CFA intégré à la GTB afin de permettre de « suivre, enregistrer et analyser en continu, par zone fonctionnelle des CTA et à un pas de temps horaire, les données de production et de consommation énergétique des systèmes techniques du bâtiment et les ajuster en conséquence selon les consignes, les scénarios et les optimisations possibles », conformément aux recommandations du guide BACS.

Code	Description	Qté	P.U. HT	Unité	Montant HT	% Rem	TVA
	Réalisation de la GTB	1,00	6000,00		6000,00		20,00
	Remonté compteur PAC et des 4 CTA sur la supervision (le lot CFO passe le BUS vers notre armoire)	1,00	1456,00		1456,00		20,00
	Modification des 4 CTA pour rajouté d'un départ + transfo pour alimneter les compteurs Cablages des compteurs Reprise en programmation des 4 compteurs sur l'écran de la sous station Passage des cables avec fourreaux CTA et compteurs sur les trois batiment depuis chaque CTA compris les persement entre les cloisons et mur en dur Trappe de visite bois à fermeture Avec peinture balanche	1,00	5839,00		5839,00		20,00

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Code	Description	Qté	P.U. HT	Unité	Montant HT	% Rem.	TVA

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	13295,00	2659,00

Total HT	13295,00
Total HT Net	13295,00
Total TVA	2659,00
Total TTC	15954,00
Net à payer	15954,00 €

Pour le client (signature précédée de la mention : Lu et approuvé, bon pour accord)

HH
29/04/26

Bon pour accord

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

SAS PSM
11 RUE PAUL DOUMER
91150 ETAMPES
Tél : 0986076650
Email : sas-psm@outlook.com

MAIRIE NANGIS
RUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

Devis

Numéro	Date	Code client	Date de validité	Mode de règlement	N° de Tva intracom
DE25149	07/11/2025	CHAN0004	07/12/2025	VIREMENT	

Description des travaux :
CHANTIER LA JOUERIE
Objet: Fourniture et pose deux de lav abos Lodge + bondes de lav abos

Code	Description	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
EL15404	lavabo lodge	2,00	255,65	511,30	20,00
EL15404	Bonde de lavabo	2,00	13,50	27,00	20,00

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	538,30	107,66

Total HT	538,30
Total TVA	107,66
Total TTC	645,96
Acomptes à régler	0,00
Net à payer	645,96 €

Qualigaz évonia

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260916-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

cebp

SAS PSM
11 RUE PAUL DOUMER
91150 ETAMPES
Tél : 0986076650
Email : sas-psm@outlook.com

MAIRIE NANGIS
RUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS

Devis

Numéro	Date	Code client	Date de validité	Mode de règlement	N° de Tva intracom
DE25150	07/11/2025	CHAN0004	07/12/2025	VIREMENT	

Description des travaux :
Chantier La Jouerie

Objet: Remise en état et distribution +évacuation de tous les points d'eau de la tisanerie

Code	Description	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
EL15404	Remise en état et distribution +evacuation de tous les points d'eau de la tisanerie	1,00	995,00	995,00	20,00

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	995,00	199,00

Total HT	995,00
Total TVA	199,00
Total TTC	1 194,00
Acomptes à régler	0,00
Net à payer	1 194,00 €

QUALIGAZ évonia

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

zebp

Devis

SAS PSM
11 RUE PAUL DOUMER
91150 ETAMPES
France
Tél : 0986076650
Tél portable : 0650100583
Site web :
Email : sas-psm@outlook.com

Adresse Livraison/Chantier
LA JOUERIE
RUE DE LA REPUBLIQUE
77370 NANGIS

MAIRIE NANGIS
RUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS
France

Numéro	Date	Code client	Date de validité	Mode de règlement	N° de Tva intracom
DE25272	21/05/2026	CHAN0004	20/06/2026	VIREMENT	

Description des travaux :
Intervention :

Dépose/ repose de CTA
Dépose câble électrique interrupteur luminaire
Fourniture/ pose plaque placo coupe feu
Bande d'enduit
Repose de l'interrupteur câble luminaire
Repose CTA et raccordement

Code	Description	Qté	P.U. HT	Unité	Montant HT	% Rem	TVA
EL00214	Fourniture et pose de placo coupe feu	20,00	92,00	M	1840,00		20,00
EL00215	Bande enduit	1,00	325,00	FORF	325,00		20,00
EL00216	Main d'oeuvre	1,00	933,33	FORF	933,33		20,00

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

EBP

Code	Description	Qté	P.U. HT	Unité	Montant HT	% Rem	TVA

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	3 098,33	619,67

Total HT	3 098,33
Total HT Net	3 098,33
Total TVA	619,67
Total TTC	3 718,00
Net à payer	3 718,00 €

Pour le client (signature précédée de la mention : Lu et approuvé, bon pour accord)

Qualigaz évonia

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

Nangis

DECISION DU MAIRE

N°2026/PVD/N°136

OBJET : DECISION MODIFIANT LA DECISION DU MAIRE N°2026/PVD/115 PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS VERT 2026 POUR LA RENOVATION DE LA HALLE DES SPORTS A NANGIS

Clotilde Lagoutte, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du maire N°2026/PVD/115 du 18 mai 2026, portant demande de subvention au titre du Fonds 2026 pour la rénovation de la Halle des Sports à Nangis,

CONSIDERANT la nécessité de préciser le montant de la subvention sollicitée par la commune,

DECIDE

Article 1 : De déposer une demande de subvention dans le cadre du Fonds Vert au titre de l'année 2026pour le projet de rénovation de la halle des sports à Nangis,

Article 2 : Dit que le montant des travaux de rénovation de la Halle des sports à Nangis s'élève à 2 983 014,00€ H.T.

Article 3 : Sollicite l'attribution d'une subvention de Fonds Vert au titre de l'année 2026 pour un montant de 158 700€.

Article 4 : Dit que les crédits seront inscrits en section d'investissement après notification des subventions sur les exercices concernés.

Article 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publiée sur le site internet de la ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-136-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins
- Le service financier
- Le secrétariat général
- Les services techniques
- La chargée de mission Petites Villes de Demain
- Les services de l'Etat

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 21 juillet 2026.

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le 21 JUIL. 2026
Et de la notification
Le 21 JUIL. 2026

La Maire
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Nangis
République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DEJ/137

OBJET : LA MISE A DISPOSITION D'UN AUTOCAR DE 59 PLACES PAR LA SOCIETE LOSAY VOYAGES- TRANSPORT DE LA MATERNELLE NOAS VERS RESTAURANT MUNICIPAL COUR EMILE ZOLA

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la nécessité d'organiser le transport des élèves de l'école maternelle Noas vers la restauration scolaire sise cour Émile Zola,

CONSIDERANT le devis n°164349/CNANGISMAI proposé par la société LOSAY VOYAGES SIRET 382 681 823 00011, relatif à la mise à disposition d'un autocar de 59 places pour le trajet aller/retour du mardi 1er septembre 2026 au vendredi 18 décembre 2026

DECIDE

Article 1 : Approuve le devis n°164349/CNANGISMAI, proposé par la société LOSAY VOYAGES enregistrée sous le SIRET 382 681823 00011, relatif à la mise à disposition d'un autocar de 59 places pour réaliser les trajets aller/retour du mardi 1er septembre 2026 au vendredi 18 décembre 2026

Article 2 : Dit que le règlement interviendra après service fait, à réception de la facture via l'application Chorus pro.

Article 3 : Dit que la dépense d'un montant de 6000 € HT (six mille euros hors taxes) est inscrite au budget de l'exercice en cours, en section de fonctionnement.

Article 4 : Signe ledit devis de location et toutes les pièces s'y rapportant.

Article 5 : Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature de ladite décision.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260923-DEC-2026-137-DR
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 7 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Service financier,
- Direction Éducation Jeunesse,
- Société LOSAY VOYAGES

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la loi.

Fait à Nangis, le 08 juillet 2026

La Maire

Clotilde LAGOUTTE



Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le .....
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire
Clotilde LAGOUTTE



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260715-DEC-2026-147-DR
Date de télétransmission : 15/07/2026
Date de réception préfecture : 15/07/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Losay.eu
solution de mobilité

T. 01 64 38 80 40
F. 01 64 38 87 92
contact@losay.eu
www.losay.eu
ByWay

55 jours x 120 € = 6600 € TTC
6000 € HT

MAIRIE DE NANGIS
Serap WIELGOCKI
rue Marechal de Lattre de Tassigny
77370 NANGIS

Aubigny, le 18/09/2025

DEVIS N° 164349/CNANGISMAI réf. : Restauration Scolaire

Madame,

Nous vous remercions de votre demande et vous prions de trouver ci-dessous nos conditions pour votre transport.

C161134 / NANGIS

Transports pour la période du Mardi 01 septembre 2026 au Vendredi 18 décembre 2026.

Heure de départ : 12:25 **Heure de retour :** 13:30
Lieu de départ : NANGIS (77370) **Lieu de retour :** NANGIS (77370)
Jours de fonctionnement : LUNDI - MARDI - JEUDI - VENDREDI

Dates de fonctionnements :

Lundi: 07,14,21,28/09/2026-05,12,~~19~~,~~26~~/10/2026-02,09,16,23,30/11/2026-07,14/12/2026
Mardi: 01,08,15,22,29/09/2026-06,~~13~~,~~20~~,~~27~~/10/2026-03,10,17,24/11/2026-01,08,15/12/2026
Jeudi: 03,10,17,24/09/2026-01,08,15,~~22~~,~~29~~/10/2026-05,12,19,26/11/2026-03,10,17/12/2026
Vendredi: 04,11,18,25/09/2026-02,09,16,~~23~~,~~30~~/10/2026-06,13,20,27/11/2026-04,11,18/12/2026

Mise en Place à 12H20 et Départ à 12H25 de l'Ecole Maternelle Noas - Boulevard Voltaire (arrêt spécifique) 77370 NANGIS
Destination la Restauration Scolaire - Place de l'Eglise / Cours Emile Zola 77370 NANGIS
Départ à 13H25 de la Restauration Scolaire pour retour à l'Ecole Maternelle Noas

TARIFS PAR JOUR				
Désignation	Quantité	PU	TOTAL TTC	TVA
ST	1	120.00	120.00	10 %
TOTAL PAR JOUR DE FONCTIONNEMENT pour 1 véhicule / 59 passagers Kilomètres			HT: TVA: TTC:	109.09 € 10.91 € 120.00 €

Ce prix comprend	Frais à la charge du client
- Le forfait kilométrique - Les frais autoroutiers	- Les kilomètres supplémentaires (1 Euros/Km) - L'heure supplémentaire 45 Euros

Information CO2 : 171 grammes/voyageurs/kilomètres

Ce devis ne constituant pas une réservation, nous vous demandons de nous retourner, en cas d'acceptation, ce formulaire daté et signé, avec la mention ***BON POUR ACCORD.***
Tous changements concernant les horaires et kilométrages du transport modifieront le montant du devis, contactez-nous si vous souhaitez rectifier certains de ces éléments.
Sans votre confirmation 3 semaines avant le départ de votre transport, nous ne pourrons garantir la prise en compte de votre demande.

Restant à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires, veuillez agréer,
Serap WIELGOCKI , l'expression de nos sincères salutations.

BON POUR ACCORD et SIGNATURE DU CLIENT Le Service Commercial
Bon pour accord La Maire Mr Joris BOUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-147-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Losay.eu
solution de mobilité

T. 01 64 38 80 40
F. 01 64 38 87 92
contact@losay.eu
www.losay.eu
ByWay

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-147-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Outlook

Re: Devis N°164349 C161134 / NANGIS

À partir de Autocar LOSAY <contact@buslosay.com>
Date Mer 08/07/2026 10:31
À Service Education <service.education@mairie-nangis.fr>

Bonjour,

Ce devis est toujours valable.
Si vous désirez confirmer, merci de nous le retourner signé avec la mention Bon pour accord.
Nous vous enverrons alors la confirmation de commande.
Bonne réception.
Cordialement.

Autocars LOSAY
Groupe SUZANNE
Joris BOUX
Commercial
contact@buslosay.com
24 Rue des Joncs - Aubigny
77950 Montereau sur le Jard
Tél. +33(0)1.64.38.80.40
www.losay.eu

Le 08/07/2026 à 10:29, Service Education a écrit :

> Bonjour,
>
> Nous allons commander la prestation pour le transport maternelle Noas -Restaurant municipal. Afin de préparer le bon de commande, je vous prie de bien vouloir m'indiquer si le devis est toujours d'actualité ? A défaut pouvez-vous me renvoyer un devis à mis à jour ?
>
> Respectueusement,
>
> Serap WIELGOCKI
> Assistante de direction DEJ
> N° Tél : 01-64-60-52-67
> http://www.ville-nangis.fr/
> http://www.facebook.com/VilleDeNangis77
> Ville de NANGIS
> Hôtel de Ville
>
> 77370 NANGIS

De : Autocars LOSAY <contact@buslosay.com>
Envoyé : jeudi 18 septembre 2025 15:38
À : Service Education <service.education@mairie-nangis.fr>
Objet : Devis N°164349 C161134 / NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Madame,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le devis concernant les déplacements Cantine du 1er Septembre au 20 Décembre 2026.
Attention : n'ayant pas le calendrier des vacances scolaires de 2026, il y a toute les dates de Octobre/Novembre. Nous les supprimerons une fois celles-ci connues et le devis validé.
Si vous désirez confirmer, merci de nous retourner ce devis igné avec la mention Bon pour accord.
Bonne réception.
Cordialement.

Joris BOUX
Commercial
contact@buslosay.com

Autocar LOSAY
24 Rue des Joncs - Aubigny
77950 Montereau sur le Jard
T. 01.64.38.80.40 - F. 01.64.38.87.92
contact@losay.eu - www.losay.eu

Une flotte de 120 Véhicules de dernière génération.
Minibus, Minicar et Autocar jusqu à 76 places.
Transport régulier - Transport occasionnel - Voyages scolaire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260923-DEC-2026-147-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

DECISION DU MAIRE

N°2026/ST/138

OBJET : SIGNATURE DU CONTRAT DE MAINTENANCE POUR LA VERIFICATION DES EXTINCTEURS DE LA VILLE DE NANGIS -SOCIETE CHUBB

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame le Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de renouveler le contrat de maintenance,

CONSIDERANT l'offre N°60000763947/1 pour la maintenance des extincteurs, proposée par la société CHUBB, SIRET n°702000052200954, pour un montant de 2480.47 € HT,

DECIDE

Article 1 : Approuve le contrat n° 60000763947/1 relatifs à la maintenance des extincteurs pour un montant de 2480.47 € HT (Deux mille quatre cent quatre-vingts euros et quarante-sept centime hors taxes)

Article 2 : Dit que le contrat est signé pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget, en section de fonctionnement.

Article 4: Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature de ladite décision.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-138-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 5 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Provins
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la Directrice du service financier,
- Madame la Directrice des services techniques,
- La société Chubb

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 10 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le / / 2026
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260725-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 25/07/2026
Date de réception préfecture : 25/07/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

COMMUNE NANGIS

RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY

77370 NANGIS

A l'attention de Mr Blanconnier

VOS INFORMATIONS

Votre contact : CHARUEL SOPHIE
N° Tél :
Email :
sophie.charuel@chubbfs.com

Références à rappeler :
N° de client : 946924
N° de devis : 60000763947/1

Retrouvez nous sur:
https://www.chubbfs.com/fr-fr

Savez-vous que la formation de votre personnel à la manipulation des extincteurs est une obligation fixée par le Code du travail (article R4227-39)



CHUBB France, votre partenaire en sécurité incendie vous permet de répondre à cette obligation en vous proposant diverses solutions permettant de répondre à vos besoins spécifiques :

- Formations sur bac à feu écologique
- Formation sur simulateur de flammes
- Formation en unité mobile
- Formation en réalité virtuelle

IVRY SUR SEINE, le Mardi 7 Juillet 2026

Objet : Notre offre commerciale de solution incendie

Mr Blanconnier,

Les métiers de CHUBB France s'articulent autour de 4 domaines : la prévention, l'extinction, l'évacuation et le secours. Ces domaines couvrent la majorité des impositions normatives et réglementaires auxquelles les employeurs et/ou exploitants doivent se conformer.

Ainsi, nous vous joignons notre offre commerciale établie selon notre expertise et selon le(s) référentiel(s) applicable(s) à votre/vos établissement(s), comme indiqué dans le descriptif du contrat ci-après.

Pour vous accompagner et vous aider à protéger « les personnes et les biens », Chubb France vous propose en outre, une offre complète de solutions incendie et de services adaptés à vos besoins tels que :

- Le conseil et la formation
- L'installation et la maintenance :
  - D'extincteur
  - De robinet d'incendie armé
  - De système d'éclairage de sécurité
  - De dispositif de Défense Extérieur Contre l'Incendie (DECI)
  - D'équipement d'alarme
  - De défibrillateur, d'ARI et de détecteur de gaz
  - D'équipement de sécurité (plan de sécurité, registre, signalétique…)
  - De système de désenfumage et de compartimentage
  - De système de détection incendie et d'extinction automatique

Pour tout complément d'information, votre interlocuteur, GIRARD ROMUALD, dont les coordonnées sont rappelées ci-contre, reste à votre disposition.

Vous en souhaitant bonne réception et dans l'attente de notre prochain contact, veuillez agréer, Mr Blanconnier, nos salutations distinguées.

CHARUEL SOPHIE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-20261438-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Validité de la proposition : 3 mois à compter de la date d'édition du présent contrat.

Notre adresse régionale administrative	**Votre adresse de facturation**
POLE REGION IDF PFX 46 CHEMIN DE LA BRUYERE PARC INNOVALIA BAT G 69570 DARDILLY Tél : Fax :	COMMUNE NANGIS RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY 77370 NANGIS

Le présent contrat a pour objet de définir les prestations de maintenance et les différentes modalités d'exécution de ces prestations. Il définit les parties contractantes, les équipements concernés, les prestations de maintenance, les modalités d'intervention, les modalités financières, les modalités de résiliation et de reconduction, les modalités de résolution des litiges. Il a été élaboré pour répondre aux normes et recommandations relatives à la définition et à l'obligation de maintenance.

Votre contact commercial

CHARUEL SOPHIE
N° Tél :
Email : sophie.charuel@chubbfs.com

Descriptif et montant du contrat

2072611 - GYMNASE STADE RUE ECOLES 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649957)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	7	28,35 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	4	16,20 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							68,47 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227747 - FOYER DES ANCIENS COUR EMILE ZOLA (VOIR GARDIEN) 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649944)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	1	4,05 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Frais de gestion extincteur	0,00 €	1	0,00 €
SOUS-TOTAL HT			32,02 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227748 - ATELIER CULTUREL COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649945)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	4	16,20 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							40,12 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227749 - CENTRE DE LOISIRS MATERNELS - LES PITCHOUNES - EN FACE DU PARC MAIRIE 77370 NANGIS
Catégorie du site : Hôpital / Ets soins

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649946)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	6	24,30 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							52,27 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227750 - ECOLES DU CHATEAU PRIMAIRE ET MATERNELLE77370 NANGIS
Catégorie du site : Enseignement

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649947)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	11	44,55 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	8	32,40 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							100,87 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227751 - RESTAURANT COMMUNAL COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649948)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	10	40,50 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	9	36,45 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							100,87 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiée
Capital : 32.576.460 euros
Siègle Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

2227752 - MAIRIE AV. MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649949)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	8	32,40 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	4	16,20 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							72,52 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227753 - ATELIERS MUNICIPAUX 28 RUE DE LA BOUCHERIE 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649950)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	23	93,15 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	11	44,55 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							161,62 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227754 - CENTRE LOISIRS SCOLAIRE LAJOURIE PLUS ASSOS 16 RUE DES ECOLES 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP
Nos marques produits
Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°600007639947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Extincteur (n° 1649951)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	7	28,35 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	6	24,30 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							76,57 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur				C								

2227755 - GROUPE SCOLAIRE NOAS RUE NOAS 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649952)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur automatique à pression auxiliaire					32,72 €	1	32,72 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	11	44,55 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	3	12,15 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							113,34 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227756 - C.M.A. LOUIS ARAGON 28 RUE A. BRIAND 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649953)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	6	24,30 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	5	20,25 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

 Paraphe .....

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Frais de gestion extincteur	0,00 €	1	0,00 €
SOUS-TOTAL HT			68,47 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227757 - EGLISE RUE MARECHALDE LATTRE DE TASSIGNY 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649954)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur automatique à pression auxiliaire					32,72 €	1	32,72 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	2	8,10 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							68,79 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227758 - CLUB HOUSE TENNIS 77370 NANGIS
Catégorie du site : Sports / Loisirs

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649955)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							27,97 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
Powered by API GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227759 - GROUPE SCOLAIRE LES ROSSIGNOTS ET APPARTEMENTS77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649956)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	17	68,85 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	7	28,35 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							121,12 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227760 - ESPACE CULTUREL -LA FERME-SALLE DULCIE SEPTEMBER COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649958)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	11	44,55 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	5	20,25 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							88,72 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

2227761 - HALLE DES SPORTS COMPLEXE SPORTIF 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649959)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	9	36,45 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							64,42 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227762 - ESPACE SOLIDARITE -AGIR/PALIER LOG. KMK/RESTOS COEUR 11 RUE DES ECOLES 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649961)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	4	16,20 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							48,22 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227763 - BUREAU DES ELUS - CCAS - BUREAUX DES ELUS - 9 RUE DES ECOLES 77370 NANGIS

Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Extincteur (n° 1649962)	CONTRAT		NF S61-919	1	A Signature	Tacite			20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire						4,05 €	5	20,25 €
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente						4,05 €	1	4,05 €
	Déplacement technicien de vérification extincteur						23,92 €	1	23,92 €
	Frais de gestion extincteur						0,00 €	1	0,00 €
	SOUS-TOTAL HT								48,22 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227764 - SERVICE COMUNICATION 4 RUE A BRIAND 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649963)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							32,02 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227765 - ECOLE DE MUSIQUE - CENTRE LOUIS ARAGON - 28 RUE ARISTIDE BRIAND 77370 NANGIS
Catégorie du site : Enseignement

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649964)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	3	12,15 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siègle Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

SOUS-TOTAL HT 40,12 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227766 - A P S CONTACT - ANCIEN DISPENSAIRE - BD VOLTAIRE 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649967)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	2	8,10 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	

SOUS-TOTAL HT 36,07 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227767 - SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE 2 RUE MARCEL PAUL 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649968)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	5	20,25 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	

SOUS-TOTAL HT 52,27 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260725-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Paraphe

Chubb
POWERED BY API GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227768 - ACCUEIL CIMETIERE77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649969)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							32,02 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227769 - MAISON DE LA PETITE ENFANCE 4 BOULEVARD VOLTAIRE 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649971)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	4	16,20 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							44,17 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siègle Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

2227771 - SERVICE EDUCATION ET GUICHET UNIQUE PLACE DE L'EGLISE 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649972)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	3	12,15 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							40,12 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227772 - ECOLE DES ROCHES 3 RUE P. VAILLANT COUTURIER 77370 NANGIS
Catégorie du site : Enseignement

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649973)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	15	60,75 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	7	28,35 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							113,02 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227773 - PISCINE MUNICIPALE DE NANGIS CENTRE NAUTIQUE AQUALUDE RUE DES ECOLES 77370 NANGIS
Catégorie du site : Sports / Loisirs

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Extincteur (n° 1649974)	CONTRAT		NF S61-919	1	A Signature	Tacite			20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire						4,05 €	14	56,70 €
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente						4,05 €	8	32,40 €
	Déplacement technicien de vérification extincteur						23,92 €	1	23,92 €
	Frais de gestion extincteur						0,00 €	1	0,00 €
	SOUS-TOTAL HT								113,02 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2227774 - LOCAL SYNDICAL 4 RUE ARISTIDE BRIAND 77370 NANGIS
Catégorie du site : Coll locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649975)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	2	8,10 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							40,12 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2229805 - MEDIATHEQUE CLAUDE PASQUIER COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649960)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	8	32,40 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Paraphe

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP
Nos marques produits
Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

SOUS-TOTAL HT	64,42 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

2229806 - SALLE DES FETES / CINEMA COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649965)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	9	36,45 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	3	12,15 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
RIA & PIA (n° 1649966)	CONTRAT	NF S62-201	1	A Signature					20 %
	Vérification de robinet d'incendie armée (RIA)					47,17 €	4	188,68 €	
	Déplacement Technicien RIA					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion RIA					0,00 €	1	0,00 €	

SOUS-TOTAL HT	285,12 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							
RIA & PIA					C							

2229807 - SALLE DE SPORTS SPECIALISEE ENTRE STADE ET PISCINE 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649970)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	15	60,75 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	1	4,05 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260725-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY API GROUP
Nos marques produits
Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

SOUS-TOTAL HT	88,72 €

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

3807405 - POLICE MUNICIPALE 13 RUE DES FONTAINES E - BP 55 77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649976)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	3	12,15 €	
	Vérification d'extincteur portable à pression permanente					4,05 €	2	8,10 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							44,17 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

3807406 - STOCK SERVICE TECHNIQUE77370 NANGIS
Catégorie du site : Adm. Locales

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649977)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	10	40,50 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							64,42 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Page 15/26 Paraphe .....

Chubb
POWERED BY API GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur		C										

3807407 - LOCAL PETANQUE77370 NANGIS
Catégorie du site : Immobilier - Syndic

FORMULE ESSENTIEL *

Activité	Prestation	Référentiel	Visites (par an)	Date d'effet	Reconduction	Prix unitaire HT	Quantité matériel	Montant annuel HT	TVA
Extincteur (n° 1649978)	CONTRAT	NF S61-919	1	A Signature	Tacite				20 %
	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire					4,05 €	3	12,15 €	
	Déplacement technicien de vérification extincteur					23,92 €	1	23,92 €	
	Frais de gestion extincteur					0,00 €	1	0,00 €	
	SOUS-TOTAL HT							36,07 €	

Calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive

Activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Extincteur					C							

TAUX DE TVA	
20 % :	496.09 €

TOTAL HT	**2 480,47 €**
TVA (20%)	**496,09 €**
TOTAL TTC	**2 976,56 €**

* Pour les contrats de type **CLASSIQUE, PRIVILEGE, ESSENTIEL ou ALLIANCE**, la facturation du contrat dépend du nombre d'appareils effectivement vérifiés le jour de la visite du technicien, des pièces détachées utilisées et de la nature des prestations réalisées. Le budget est donc estimatif et pourra évoluer annuellement.

*Les moyens d'accès et de levage sont à la charge du client.

Conditions de facturation et de paiement

Durée : 1 an à compter de la date de signature renouvelable à son échéance par tacite reconduction pour des périodes d'une année.
Mode de règlement : Virement SEPA
Délai de règlement : 40 jours net
Type de facture : Facture Globle par site
Bon de commande : Sans Bon de Commande
Mode de facturation : Facturation à la Visite
Fréquence de facturation : Facturation à la visite

Indices de révision : **Révision tarifaire**

Les tarifs forfaitaires par site et les tarifs ci-dessous notés par l'indice S sont revus annuellement selon la formule suivante :

P=Po(0,150+0,300*FSD2/FSD2o+0,550*ICHT-IME/ICHT-IMEo)
Les indices qui composent cette formule de révision de prix sont ceux les plus adaptés à notre métier (P = Prix après révision, Po = Dernier prix révisé).
L'augmentation annuelle des prix après application de la formule de révision ci-dessus ne pourra être inférieure à 1%.

Si un indice composant la formule de révision ci-dessus cessait d'être publié, l'indice le mieux adapté en la matière lui serait alors substitué.

Barème des Prix Unitaires

Tous nos tarifs s'entendent en euros et hors taxe

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260725-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Paraphe

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Code	Désignation	Unité	Maintenance préventive	Intervention sur appel client ou maintenance corrective
Extincteur formule ESSENTIEL				
Prestations				
W03721	Contrôle visuel extincteur		7,29	7,29
W00020	Déplacement technicien de vérification extincteur		23,92	23,92
W00049	Frais de gestion extincteur		Inclus	Inclus
REXT07	Vérification d'alarme extincteur / issue de secours		1,71	1,71
REXT05	Vérification d'extincteur automatique à pression auxiliaire		32,72	32,72
REXT06	Vérification d'extincteur automatique à pression permanente		15,30	15,30
REXT01	Vérification d'extincteur portable à pression auxiliaire		4,05	4,05
REXT02	Vérification d'extincteur portable à pression permanente		4,05	4,05
REXT03	Vérification d'extincteur sur roues à pression auxiliaire		32,72	32,72
REXT04	Vérification d'extincteur sur roues à pression permanente		32,72	32,72
REXT08	Vérification de douche de sécurité		4,05	4,05
Pièces détachées				
RADD03	Additif de 0 à 120 ml	Unité	15,31	15,31
RADD02	Additif extincteur sur roues	Unité	33,66	33,66
RADD04	Additif supérieur à 120 ml	Unité	16,24	16,24
RBCH01	Bouchon	Unité	2,12	2,12
RCAP01	Capot	Unité	7,55	7,55
RCH023	Charge 100 Kg	Unité	324,36	324,36
RCH009	Charge 13 L/50 L additif	Unité	112,14	112,14
RCH022	Charge 45 Kg/50 Kg	Unité	162,54	162,54
RCH018	Charge 6 Kg	Unité	41,13	41,13
RCH003	Charge 6 L additif	Unité	28,60	28,60
RCH004	Charge 6 L antigel	Unité	29,70	29,70
RCH002	Charge 6 L eau pure	Unité	20,48	20,48
RCH007	Charge 9 L/12 L antigel	Unité	33,95	33,95
RCH005	Charge 9 L/12 L eau pure	Unité	22,14	22,14
RCH019	Charge 9 Kg	Unité	43,20	43,20
RCH033	Charge 9 L Douche	Unité	39,78	39,78
RCH006	Charge 9 L/12 L additif	Unité	30,44	30,44
RCH017	Charge inférieure à 6 Kg	Unité	21,13	21,13
RCLR01	Collier	Unité	3,58	3,58
RDFF01	Diffuseur extincteur portable	Unité	4,37	4,37
RDFF02	Diffuseur extincteur sur roues	Unité	60,40	60,40
RECR01	Ecrou	Unité	0,85	0,85
REMB01	Embase	Unité	6,49	6,49
RETS01	Ensemble tuyau souflette d'extincteur portable à eau/poudre	Unité	20,70	20,70
RETS02	Ensemble tuyau souflette d'extincteur sur roues	Unité	56,70	56,70
RETS03	Ensemble tuyau tromblon d'extincteur portable au CO2	Unité	31,46	31,46
R04932	Essai de pression décennal	Unité	11,32	11,32
RETI01	Etiquette de maintenance	Unité	2,80	2,80
W10037	Frais de suivi de parc EXT	Unité	Inclus	Inclus
RGPS01	Goupille de sécurité	Unité	2,92	2,92
RJNT03	Joint d'extincteur CO2 ou de bouteille CO2	Unité	0,46	0,46

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Page 17/25 Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP
Nos marques produits
Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

RJNT02	Joint d'extincteur sur roues ou de réservoir	Unité	1,52	1,52
RJNT01	Joint extincteur portable	Unité	0,73	0,73
R04933	Kit bouchon	Unité	9,94	9,94
R0U003	Kit sécurité règlementaire ext./roues à pression auxiliaire	Unité	2,91	2,91
R0U004	Kit sécurité règlementaire ext./roues à pression permanente	Unité	3,05	3,05
R0U001	Kit sécurité règlementaire extincteur à pression auxiliaire	Unité	1,52	1,52
R0U002	Kit sécurité règlementaire extincteur à pression permanente	Unité	0,48	0,48
R04919	Maintenance additionnelle approfondie	Unité	5,62	5,62
ROPE02	Opercule extincteur portable	Unité	0,21	0,21
ROPE01	Opercule extincteur sur roues	Unité	5,10	5,10
RPER01	Percuteur	Unité	3,44	3,44
RPGN01	Poignée	Unité	1,54	1,54
RPDR01	Sac de poudre 6 Kg	Unité	34,87	34,87
RPDR04	Sac de poudre 6/9 Kg classe D	Unité	55,35	55,35
RPDR02	Sac de poudre 9 Kg	Unité	46,98	46,98
RSCE01	Scellé	Unité	2,85	2,85
RSPA03	Sparklet de 0 à 40g	Unité	10,89	10,89
RSPA05	Sparklet de 101 à 150g	Unité	12,79	12,79
RSPA06	Sparklet de 151 à 500g	Unité	12,79	12,79
RSPA04	Sparklet de 41 à 100g	Unité	11,85	11,85
RSPA02	Sparklet extincteur sur roues	Unité	27,60	27,60
RSUP01	Support mural	Unité	31,81	31,81
RTR003	Traitement de déchet poudre d'extincteur 9Kg	Unité	15,07	15,07
RTR001	Traitement de déchet poudre d'extincteur inférieure à 6Kg	Unité	3,80	3,80
W0X089	Traitement déchets additif	Unité	1,72	1,72
W0X085	Traitement déchets poudre 6 Kg	Unité	4,08	4,08
RDFF03	Tromblon seul d'extincteur de 2 Kg C02	Unité	12,06	12,06
RTPL01	Tube plongeur	Unité	2,65	2,65
RTRE01	Tube répartiteur	Unité	5,43	5,43
RTEM01	Témoin de percution (pion)	Unité	0,33	0,33
RTET02	Tête d'extincteur sur roues ou de réservoir	Unité	47,70	47,70
RTET01	Tête extincteur portable	Unité	18,68	18,68

RIA & PIA formule ESSENTIEL

Prestations

W00028	Déplacement Technicien RIA		23,92	23,92
W04996	Frais de gestion RIA		Inclus	Inclus
W03681	Vérif. Décennale RIA/PIA		213,95	213,95
W03680	Vérif. Quinquennale		106,97	106,97
RRIA02	Vérification de poste d'incendie addtivité (PIA)		65,86	65,86
RRIA03	Vérification de poste à eau		47,17	47,17
RRIA01	Vérification de robinet d'incendie armée (RIA)		47,17	47,17
RRIA04	Vérification de tuyau RIA sur sellette		47,17	47,17

Pièces détachées

RETI01	Etiquette de maintenance	Unité	2,80	2,80
W10039	Frais de suivi de parc RIA	Unité	Inclus	Inclus
RJNT04	Joint	Unité	2,04	2,04

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-20261438-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siègle Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY API GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

RKRE04	Kit joint RIA PONS	Unité	58,43	58,43
RKRE03	Kit joint RIA gamme POA/PMS	Unité	24,58	24,58
RKRE02	Kit joint RIA gamme PPE/PFE	Unité	2,87	2,87
RKRE01	Kit joint RIA gamme TOP	Unité	34,32	34,32

Nos frais de déplacement s'entendent par site. Nous les limiterons en optimisant les ressources mises en oeuvre pour votre contrat.
Toute commande de ces produits en dehors des opérations de maintenance fera l'objet d'un devis.
Les tarifs des produits et frais annexes sont indiqués en annexe 1.

Validation du contrat

Ce contrat ne sera pas valable en cas de rature ou modification.
Le client reconnaît avoir pris connaissance des Conditions Générales et Particulières de Vente et Prestations de services jointes, les accepte et signe.

Bon pour accord du client :	CHUBB France :
Nom du signataire : LAGOUTTE Clotilde Signature / Cachet : Maire, MAIRIE DE NANGIS ★ SEINE-ET-MARNE Date : ..... Important : Ce contrat porte sur une durée de 1 an et j'ai bien pris connaissance des conditions d'arrêt anticipé du contrat prévues au paragraphe 5 des conditions générales de vente.	CHARUEL SOPHIE N° Tél : Email : sophie.charuel@chubbfs.com Signature : Date : .....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Descriptif du contrat

Activité	Type de formule
Extincteur	ESSENTIEL

- L'activité « Extincteur » inclus les dispositifs[1] listés ci-dessous. Pour chaque dispositif, les prestations seront réalisées en fonction de leurs fréquences.
  - **Extincteur (Extincteur portatif, Extincteur mobile (sur roues) et extincteur automatique fixe individuel) :**
    Vérification selon les normes NF S61-919, NF S61-922 et modes opératoires des fabricants :
    - ✓ Vérification préventive (Fréquence de visite au minimum annuelle avec une tolérance de +/- 1 mois par rapport à l'échéance de vérification mentionnée(s) au contrat, sauf disposition règlementaire spécifique).
    - ✓ Remplacement des pièces détachées préventives selon leurs fréquences de remplacement (Kit sécurité, kit bouchon, charge, etc.).
    - ✓ Maintenance additionnel approfondie (Fréquence : A 5 ans et si non remplacé à 15 ans).
  - **Douche de sécurité :**
    - ✓ Vérification préventive selon mode opératoire du fabricant (Fréquence de visite au minium tous les 6 mois).
    - ✓ Remplacement des pièces détachées préventives selon leurs fréquences de remplacement (Kit sécurité, kit bouchon, charge, etc.).
    - ✓ Maintenance additionnel approfondie (Fréquence : A 5 ans et si non remplacé à 15 ans).
  - **Alarme extincteur :**
    - ✓ Vérification préventive selon mode opératoire du fabricant (Fréquence de visite identique aux extincteurs).
    - ✓ Remplacement des pièces détachées préventives selon leurs fréquences de remplacement (Pile).

- Dans le cadre de votre formule ESSENTIEL
  - Les prestations suivantes sont incluses dans votre contrat :
    - ✓ La vérification préventive.
  - Les produits/prestations suivants seront facturés en complément selon le barème des prix unitaires :
    - ✓ Les pièces détachées ou prestations non identifiées en « inclus » dans le barème des prix unitaires, en fonction qu'il s'agisse de la maintenance préventive, d'une intervention sur appel client ou d'une maintenance corrective.
    - ✓ Le remplacement des extincteurs défectueux.
    - ✓ Le remplacement des extincteurs à pression permanente à eau ou à poudre dont l'âge dépasse 5 ans.
    - ✓ Le remplacement d'extincteur dont l'âge dépasse 10 ans et la révision décennale.

Contrôle Visuel : Si le contrat intègre des échéances de contrôle visuel, le contrôle visuel s'effectue sur l'ensemble des dispositifs ci-dessous et comprends :

- **Extincteur et douche de sécurité :** Contrôle que le dispositif occupe la place qui lui est assignée, qu'il est accessible et signalé, que le mode d'emploi est lisible, que le scellé et le dispositif de verrouillage sont intacts, du bon état apparent (défaut, accessoires, tuyau, aiguille du manomètre, fixation murale, ...) et de la présence de l'étiquette de vérification.
- **Alarme extincteur :** Contrôle de la présence du dispositif et de son état.

Notre technicien entretient et garantit le bon fonctionnement des dispositifs. Conformément à notre devoir de conseil, notre technicien vous communique les actions correctives à mettre en place. A la fin de son intervention, notre technicien renseigne et signe votre registre de sécurité.

[1] A chaque vérification, nos techniciens recenseront les dispositifs. Le contrat intègre des quantités par dispositifs pour donner un budget estimatif, ce dernier est indicatif et la facturation sera fonction des quantités réelles de chaque dispositif identifié par notre technicien à chaque maintenance et contrôle visuel.
[2] La périodicité de la maintenance préventive est définie dans le contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siègle Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Activité	Type de formule
RIA	ESSENTIEL

- L'activité « RIA » inclus les dispositifs[1] listés ci-dessous. Pour chaque dispositif, les prestations seront réalisées en fonction de leurs fréquences.
  - **RIA (Robinet d'Incendie Armé)**
    Vérifications selon la norme NF S62-201 et modes opératoires des fabricants :
    - ✓ Vérification préventive[2] (Fréquence : A chaque maintenance préventive).
    - ✓ Opérations de maintenance préventive quinquennale (Fréquence : Tous les 5 ans).
    - ✓ Opérations de maintenance préventive décennale (Fréquence : Tous les 10 ans).
  - **PIA (Poste d'Incendie Additivé)**
    Vérification selon mode opératoire du fabricant.
    - ✓ Vérification préventive[3] (Fréquence : A chaque maintenance préventive).
  - **Poste à eau sur roues :**
    Vérification selon mode opératoire du fabricant.
    - ✓ Vérification préventive (Fréquence : A chaque maintenance préventive).
  - **Tuyau RIA sur sellette :**
    Vérification selon mode opératoire du fabricant.
    - ✓ Vérification préventive (Fréquence : A chaque maintenance préventive).
  - **Autre(s) dispositif(s)/prestations(s)**
    - ✓ Tous dispositifs mentionné(s) au contrat tel que la vérification de surpresseur, réserve d'eau, etc. pouvant être réalisé(s) par notre technicien et/ou sous-traité(s).
    - ✓ Toutes prestations mentionnée(s) au contrat tel que moyen d'accès en hauteur (nacelle, échafaudage, etc.)

- Dans le cadre de votre formule ESSENTIEL :
  - Les prestations suivantes sont incluses dans votre contrat :
    - ✓ La vérification préventive.
  - Les produits/prestations suivants seront facturés en complément selon le barème des prix unitaires :
    - ✓ Les pièces détachées ou prestations non identifiées en « inclus » dans le barème des prix unitaires, en fonction qu'il s'agisse de la maintenance préventive, d'une intervention sur appel client ou d'une maintenance corrective.
    - ✓ Le remplacement des dispositifs défectueux.

Contrôle Visuel : Si le contrat intègre des échéances de contrôle visuel, le contrôle visuel s'effectue sur l'ensemble des dispositifs ci-dessous et comprends :

- RIA : Les opérations de surveillance trimestrielle de l'installation tel que définis dans la norme NF S62-201.
- PIA, Poste à eau sur roues et tuyau RIA sur sellette : Contrôle que chaque dispositif est présent, accessible, visible, manœuvrable et comporte de façon lisible les instructions de fonctionnement pour les PIA et postes à eau sur roues.

Notre technicien entretient et garantit le bon fonctionnement des dispositifs. Conformément à notre devoir de conseil, notre technicien vous communique les actions correctives à mettre en place. A la fin de son intervention, notre technicien renseigne et signe votre registre de sécurité.

[1] Lors de chaque maintenance préventive ou contrôle visuel, nos techniciens recenseront les dispositifs. Le contrat intègre des quantités par dispositif pour donner un budget estimatif, ce dernier est indicatif et la facturation sera fonction des quantités réelles de chaque dispositif identifié par notre technicien.

[2] L'amendement A1 de la norme NF S62-201 publié en février 2022 intègre des prestations complémentaires de contrôle de pression au RIA le plus favorisé ainsi qu'aux 2 RIA les plus défavorisés. Ces opérations complémentaires font l'objet de prestation dédiées non comprises dans la prestation de vérification de RIA.

[3] Une norme sur les PIA est actuellement en cours de rédaction par l'AFNOR, en fonction des exigences demandées par cette future norme, nous pourrions être contraint d'ajouter des prestations de contrôle ou pièces détachées complémentaires afin de vous délivrer une maintenance et un rapport de vérification conformes aux exigences réglementaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Annexe 1

Tarif produits et frais annexes

Tous nos tarifs s'entendent en euros et hors taxe

Code	Désignation	Unité	Tarif (€)
RIA & PIA formule ESSENTIEL			
P01628	Manomètre 0-25 bar M1/4G avec purge pour RIA/PIA	Unité	130.62
P09607	ROBINET ARRET TOP PPE DN 33	Unité	38.96
P03328	Robinet diffuseur DMF / A DN33	Unité	129.50
P05328	Robinet diffuseur DMFB 33/12 Hugjet	Unité	194.60
Extincteur formule VENTE			
P0HTJ4	Coffret S Box pour ext 6L/Kg gris	Unité	39.49
P03633	Coffret polyéthylène 1 ext 2Kg poudre rouge	Unité	29.77
P03632	Coffret polyéthylène 1 ext 5Kg CO2 clé + vitre	Unité	205.75
P0HP05	Coffret polyéthylène 1 ext 6L/Kg à grenouillères	Unité	84.55
P03494	Coffret polyéthylène 1 ext 9L/Kg clé + vitre	Unité	121.75
P0HP06	Coffret polyéthylène 1 ext 9L/Kg et 2Kg CO2 à grenouillères	Unité	130.00
P07791	Consigne générale 400x300 - Inscription directe	Unité	31.70
W00060	Déplacement poseur pour la pose d'extincteur	Unité	35.20
W10009	Dépose et traitement de déchet extincteur automatique	Unité	11.09
P06003	Echange standard extincteur 2 kg CO2 gamme IN	Unité	81.60
P06005	Echange standard extincteur 5 kg CO2	Unité	122.85
P14992	Ext. PP 6L avec additif+antigel modèle MBK24-060AF-PP-20 NF	Unité	190.00
P14994	Ext. PP 6L spécial feux de cuisson modèle MBK23-060AF-FF NF	Unité	197.00
P14993	Ext. PP 9L avec additif+antigel modèle MBK24-090AF-PP-20 NF	Unité	195.00
P0J100	Extincteur 2Kg CO2 gamme IN CO2	Unité	96.15
P0J401	Extincteur 2Kg poudre ABC gamme IN PP	Unité	32.13
P0J102	Extincteur 5Kg CO2 gamme IN CO2	Unité	143.10
P0J002	Extincteur 6Kg poudre ABC gamme INTEGRAL	Unité	85.05
P0J876	Extincteur 6Kg poudre ABC gamme PP P6 ABC	Unité	58.30
P13698	Extincteur 6L avec additif sans fluor gamme INTEGRAL	Unité	89.25
P14491	Extincteur 6L avec additif sans fluor gamme INgénio	Unité	89.25
P13702	Extincteur 6L avec agent sans fluor gamme PP SICLI	Unité	58.30
P0J003	Extincteur 9Kg poudre ABC gamme INTEGRAL	Unité	88.65
P0J877	Extincteur 9Kg poudre ABC gamme PP P9 ABC	Unité	63.80
P13699	Extincteur 9L avec additif sans fluor gamme INTEGRAL	Unité	97.35
P14492	Extincteur 9L avec additif sans fluor gamme INgénio	Unité	97.35
P13703	Extincteur 9L avec agent sans fluor gamme PP SICLI	Unité	63.80
P0J510	Extincteur sur roues 50Kg poudre ABC gamme INTENSE	Unité	1185.80
W10000	Heure de main d'oeuvre	Unité	67.22
P01330	Housse pour extincteur 6L/Kg sans fenêtre	Unité	33.98
W00062	Livraison extincteur / coffret	Unité	2.07
W05046	Mise en service d'extincteur sur roues	Unité	Inclus
W00061	Mise en service et pose d'extincteur portable	Unité	Inclus
P0HL24	Panneau PVC 120x120 - Symbole extincteur	Unité	6.69
P0D976	Panneau PVC 150x50 - Armoire électrique	Unité	5.89
P09080	Panneau PVC 200x200 - Symbole extincteur sur roues	Unité	7.02

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb France
Société par actions Simplifiées
Capital : 32.576.460 euros
Siège Social : Parc Saint-Christophe, Avenue de l'Entreprise, bat. Magellan 1, 95865 Cergy Pontoise
702 000 522 RCS Pontoise

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

P0D778	Panneau PVC 300x120 - Armoire électrique + symbole danger	Unité	6.69
P0D952	Panneau PVC 300x120 - Bac à sable	Unité	7.69
P0D958	Panneau PVC 300x120 - Barrage gaz chaufferie	Unité	8.36
P0D675	Panneau PVC 300x120 - Chaufferie gaz	Unité	7.69
P0D995	Panneau PVC 400x150 Texte - Point de rassemblement	Unité	13.38
P0HJH0	Panneau PVC photolu. 200x150 - Classe de feux A	Unité	4.22
P0HJG7	Panneau PVC photolu. 200x150 - Classe de feux AB	Unité	4.22
P0HJG8	Panneau PVC photolu. 200x150 - Classe de feux ABC	Unité	4.22
P0HJR4	Panneau PVC photolu. 200x150 - Classe de feux B	Unité	4.22
P0D626	Panneau PVC triangle 120 - Danger électrique	Unité	5.89
P0PI18	Plan d'intervention plastifié cadre alu A2 420x594 Personn.	Unité	327.60
P0PE13	Plan d'évacuation plastifié cadre alu. A3 (297x420) Standard	Unité	131.40
W01870	Pose d'alarme extincteur	Unité	11.39
W02824	Pose de coffret / support au sol / divers équipement mural	Unité	36.79
W02825	Pose housse extincteur	Unité	4.77
P03040	Support magnétique 16x50cm pou r extincteur gamme IN 6/9L/Kg	Unité	47.25
W0X082	Traitement de déchet extincteur portable	Unité	6.19
W0X083	Traitement de déchet extincteur sur roues	Unité	16.72
RIA & PIA formule VENTE			
W10003	Déplacement poseur pour la pose de RIA-PIA	Unité	70.40
P01608	Fût de lance bronze à douille à gorge M24 x 2 - DN25	Unité	48.39
W10006	Livraison RIA-PIA	Unité	16.72
P0HHE9	Potelet rouge polyvalent pour RIA	Unité	419.00
P03123	RIA tournant fixe TOP PFE LST-A 25-30	Unité	421.00
P03156	RIA tournant pivotant TOP PPE LST-A 25-30	Unité	450.50
P02083	RIA tournant pivotant TOP PPE LST-A 33-30	Unité	564.50
P03154	RIA tournant pivotant TOP PPE LST-B 33-30	Unité	597.50
W0X079	Traitement de déchet RIA-PIA	Unité	114.30
P00916	Tuyau de refoulement PIL rouge Ø45-20 m raccord DSP alu.	Unité	476.00
P03317	Tuyau équipé lance LST DN33-30 (NF EN 694)	Unité	338.00

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260725-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb Sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICES

1 • GÉNÉRALITÉS

Les présentes conditions générales s'appliquent aux contrats (ci-après "le Contrat") relatifs aux ventes et prestations de services, réalisées par notre société (ci-après la Société) pour le compte du client (ci-après "le Client"), en France Métropolitaine, dont les détails et modalités sont indiqués aux Conditions Particulières et aux Conditions Spécifiques.

Sauf conventions écrites particulières, les ventes et prestations de services de la Société impliquent l'acceptation sans restriction des présentes Conditions Générales, lesquelles constituent le socle de la relation commerciale conformément aux termes de l'article L. 441-4 VI du Code de Commerce.

La Société conserve la pleine et entière propriété intellectuelle et industrielle, de ses études, projets, plans, schémas, dessins, supports de formation et logiciels. Ils doivent lui être retournés sur simple demande. Ils ne peuvent être ni communiqués, ni publiés, ni exécutés, ni reproduits, ni exploités sans autorisation écrite de la Société.

Le Client est informé que les conversations téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrées et conservées pour des besoins strictement professionnels pendant une durée de trente jours. Il en informe toute personne pouvant être amenée à entrer en relation avec la Société et se porte fort d'obtenir son accord de telle sorte que la Société ne soit pas inquiétée de ce fait.

Le Client peut avoir accès à ces enregistrements dans les locaux de la Société sur demande écrite dans un délai de trente jours de l'appel enregistré.

2 • FORMATION ET EXÉCUTION DU CONTRAT

La Société établit son offre sur la base d'une visite préalable et/ou des informations et documents communiqués par le Client. La validité de l'offre est de trois (3) mois. Passé ce délai, la Société se réserve le droit de modifier les conditions financières de l'offre. Cette offre vient modifier ou compléter les présentes Conditions Générales et délimite le périmètre des ventes et prestations de services de la Société.

Toute commande du Client ne devient définitive qu'après acceptation écrite de la Société ; cette commande valant acceptation du champ contractuel défini aux présentes. La Société se réserve le droit de sous-traiter tout ou partie des prestations, ce que le Client accepte expressément.

3 • DÉLAIS – DURÉE

Les délais d'exécution ou de livraison ne peuvent courir qu'après le versement de l'acompte prévu à la commande. Le non-respect des délais de livraison ou d'exécution, n'autorise pas le Client non-consommateur à annuler ou résilier sa commande.

La Société ne reconnaît la validité des pénalités pour retard de livraison ou d'exécution, que pour autant que la Société en ait, préalablement, approuvé expressément les termes. En tout état de cause ces pénalités seront plafonnées à 5% du montant Hors Taxe de la vente ou des prestations objet de la commande.

Sauf convention expresse contraire, l'exécution des prestations de services est prévue en une seule vacation. Les coûts relatifs à l'allongement de la durée des travaux pour retards, interruptions, décalages de planning, non mise à disposition de la zone de travail ou suspensions des prestations de services pour toutes causes indépendantes de la volonté de la Société et non prévues dans un planning commun d'exécution des travaux, pourront faire l'objet d'une facturation en sus.

Par ailleurs, lors d'une suspension des travaux supérieure à un (1) mois, les Parties dresseront un état des prestations de services réalisées et matériels livrés avant et après cette suspension. Tout dommage aux installations et aux matériels de la Société pendant la période de suspension feront l'objet d'une facturation en sus.

Pour les contrats à exécution successive, le Contrat prend effet à la date indiquée aux Conditions Spécifiques.

Sauf disposition contractuelle contraire, il est conclu pour une durée initiale d'une (1) année. Au-delà de la durée initiale, le Contrat est prorogé pour des périodes d'une (1) année sauf si l'une ou l'autre des Parties décide d'y mettre fin et en informe l'autre par lettre recommandée avec avis de réception trois (3) mois au moins avant l'échéance. En cas de résiliation par le Client avant l'échéance, ce dernier sera tenu à une indemnité de rupture égale aux coûts engagés et à la perte de marge sur les ventes et/ou prestations de services commandées mais non réalisées.

4 • PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Sauf stipulations contractuelles contraires acceptées par la Société, les conditions et modalités de paiement sont les suivantes :

- 30% du montant total à la commande payable comptant
- 65% sur situation et avancement par chèque ou virement, ou à réception des matériels
- 5% à la mise en service.

Les prix sont stipulés hors taxe, TVA applicable au jour de la facture en sus. Le prix étant fonction des matériels objets de la vente, des prestations de services, des référentiels et des options retenues, son montant ainsi que notamment les éventuelles modalités de sa révision sont mentionnés au Contrat.

En tout état de cause, l'application de délais de paiement est conditionnée à l'obtention d'un rapport positif de solvabilité du Client.

À défaut, la Société se réserve le droit de modifier les conditions de paiement proposées et, à défaut d'accord du Client, de refuser la commande du Client. Aucun escompte pour paiement anticipé n'est consenti. Les sommes seront réglées à 30 jours date de facture par chèque ou virement.

Tout défaut de paiement dans ce délai fait courir, de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice de la Société calculés sur le montant H.T de la facture, à partir du jour suivant l'échéance figurant sur la facture et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, au taux de trois (3) fois le taux d'intérêt légal et entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ conformément à l'article D441-5 du code de commerce. En outre, la Société pourra, au choix, soit suspendre l'exécution de toutes les ventes ou prestations de services en cours, et ce quelles que soient leur nature et leur niveau d'avancement sans que cette suspension puisse être considérée comme une faute et/ou une résiliation du Contrat de son fait et/ou ouvrir un quelconque droit à indemnité pour le Client ; soit résilier le Contrat pour manquement du Client à ses obligations dans les conditions indiquées à l'article "Résiliation".

Pour le cas où le paiement serait dû en plusieurs échéances, le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances entraînera l'exigibilité de toutes les autres échéances, même si elles ont donné lieu à des traites. La Société se réserve le droit d'invoquer vis-à-vis de ses Clients la compensation partielle ou totale entre ses dettes et le montant de ses factures, quelle que soit l'échéance de ses engagements.

En cas de réserves du Client sur une facture, il procède au paiement à titre provisoire sur la base du montant non contesté. En l'absence de réserves formulées sous huitaine ou pour le cas où les réserves ne seraient pas justifiées par un motif réel et sérieux, le Client sera réputé avoir accepté cette facture.

Dans l'hypothèse où la Société soumettrait au Client préalablement à l'émission d'une facture, un décompte ou une facture pro forma, ce dernier dispose d'un délai de huit jours pour émettre ses réserves motivées. Passé ce délai, il ne pourra contester les termes de la facture émise. Il est expressément stipulé qu'à défaut de paiement à l'échéance contractuelle et après mise en demeure, par lettre recommandé avec avis de réception, d'avoir à exécuter sous huitaine, restée sans effet, une indemnité de 15% des sommes dues sera immédiatement exigibles à titre de clause pénale, indépendamment des intérêts moratoires ci-dessus.

Dans le cas où le Client n'adresserait pas une Commande de régularisation dans les 3 mois suivant une demande d'intervention urgente ou liée à des prestations de services non comprises dans le Contrat ou devant faire l'objet d'une commande, la Société procédera sans mise en demeure préalable à la facturation des prestations selon le tarif en vigueur. Le Client devra payer cette facture dans le délai prévu au Contrat sans pouvoir élever une quelconque contestation.

5 • GARANTIE

Sauf stipulation contractuelle contraire, le Client bénéficie d'une garantie conventionnelle pendant une durée de 12 mois, à compter de la livraison des matériels. Toutefois, la garantie ne saurait excéder celle consentie par le constructeur des matériels.

Les matériels sont garantis contre tout vice de fonctionnement provenant d'un défaut de matière ou de fabrication. Au titre de la garantie, la Société remplacera ou réparera gratuitement, selon son choix, les pièces reconnues défectueuses par ses services techniques. Cette garantie est strictement limitée à la réparation ou au remplacement des pièces défectueuses à l'exclusion de toute réclamation pour dommage ou perte. Les pièces défectueuses remplacées deviennent la propriété de la Société.

Le remplacement des pièces défectueuses ne pourra augmenter les délais de garantie de l'installation ou des matériels. La garantie est exclue :

1- si le vice de fonctionnement provient d'une intervention effectuée par le Client ou par un tiers non accrédité par la Société.

2. si le vice de fonctionnement provient de l'usure normale du bien, d'une négligence, d'un défaut de surveillance ou d'entretien, ou est consécutif à un sinistre.

3. en cas de protection insuffisante des matériels contre les chocs, chutes, intempéries, foudre, gel, dégradations et agressions de toute sorte, mauvaise utilisation, malveillance, ou toute autre cas relevant de la force majeure.

4 en cas d'inobservation partielle ou totale des prescriptions de montage, de raccordement, de mise en service, d'entretien ou d'exploitation.

La Société informe ses Clients professionnels de son obligation de reprendre gratuitement et de traiter à ses frais tous les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) professionnels dont elle est responsable.

6 • CONFORMITÉ AUX REGLES D'ASSURANCES

Le Client doit vérifier auprès de son assureur les prescriptions que celui-ci souhaite voir appliquer aux ventes ou prestations de services réalisées par la Société. Le cas échéant, la Société est en mesure de délivrer au Client, lorsque son installation répond aux exigences posées par lesdites règles, le certificat ou la déclaration de conformité idoine.

Sur demande expresse du Client, une étude générale du risque à protéger, en vue éventuellement d'une mise en conformité des installations du Client avec les règles prescrites par son assureur, sera effectuée et donnera lieu à facturation séparée.

7 • RESPONSABILITÉ

La Société s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose afin d'exécuter les obligations qu'elle a acceptées et qui sont des obligations de moyens. En conséquence et en application du droit commun, la responsabilité de la Société ne pourra être engagée que lorsqu'il sera prouvé qu'elle a commis une faute et uniquement pour les dommages directs causés par cette faute (à l'exclusion donc des dommages indirects tels que pertes d'exploitation...). Tout refus par le Client de faire procéder aux mises aux normes ou aux remises à niveau préconisées par la Société exonérera intégralement cette dernière de toute responsabilité en cas de mauvais fonctionnement ultérieur de l'installation entraînant un préjudice pour le Client.

La responsabilité de la Société sera, en tout état de cause et dans la mesure où la loi le permet, limitée au montant qui lui aura été réglé au titre du Contrat.

La Société ne saurait, par ailleurs, être tenue pour responsable des dommages causés par le fait du Client ou d'un tiers.

En tout état de cause, la Société ne saurait être tenue responsable des conséquences directes ou indirectes de quelle que nature que ce soit en cas d'intrusion et/ou de maintien non autorisé, frauduleux ou non, dans le système informatique intégré à/ou en relation avec l'installation du Client.

8 • FORCE MAJEURE

La Société ne sera pas responsable de la non-exécution de ses obligations si : - celle-ci est due à un empêchement indépendant de sa volonté ; - la Société ne pouvait pas raisonnablement prévoir cet empêchement ou ses effets sur son aptitude à exécuter le Contrat au moment de sa conclusion ;

- la Société ne pouvait raisonnablement pas éviter cet empêchement ou ses effets.

Sont notamment des événements de force majeure : un dégât des eaux, une inondation, un orage, la foudre, une épidémie/pandémie, un acte de terrorisme, une contamination nucléaire/biologique/chimique, une grève, une variation ou une interruption du courant électrique/ réseau téléphonique.

Dans les meilleurs délais, la Société informe le Client par tout moyen approprié de la survenance d'un cas de force majeure.

Les obligations affectées par la force majeure sont suspendues jusqu'à ce que celle-ci disparaisse. La Société se rapproche du Client en vue d'arrêter, en commun, les mesures destinées à permettre un retour dans les meilleurs délais et conditions à l'application du Contrat.

9 • CONFIDENTIALITÉ

Au cours de l'exécution du Contrat, les Parties sont appelées à avoir connaissance d'informations confidentielles. Sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par écrit comme étant confidentielles sous réserve que de telles informations ne soient pas dans le domaine public ou déjà connues de l'autre Partie avant la signature du Contrat.

Pendant toute la durée du Contrat, chacune des Parties s'interdit de divulguer les informations confidentielles relatives à l'autre Partie sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit, sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie.

10 • RÉSILIATION

Si une Partie manque gravement à ses obligations, l'autre Partie peut résilier de manière anticipée le Contrat à tout moment après envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure restée en tout ou partie sans effet pendant un délai de quatorze (14) jours. La Société se réserve le droit de notifier au Client la résiliation de plein droit du Contrat avant son terme, dans l'hypothèse ou la transaction s'avérerait ne pas être, ou ne plus être, conforme avec les lois et règlements applicables à la Société notamment aux regards des règles du commerce international visant à interdire le commerce de biens ou de services avec certaines personnes physiques ou morales ou entités sujettes à des sanctions internationales économiques et/ ou financières. Dans ce cas, le Client ne pourra demander aucune indemnité au titre de ladite résiliation.

11 • RÉFÉRENCEMENT

Sauf avis contraire notifié à la Société lors de la signature de la Commande, la Société pourra faire état du nom commercial du Client, de son (ses) logo(s) et/ou signes distinctifs, de sa marque, de ses marques de services et autres désignations commerciales à titre de référence dans le cadre des supports de communication interne au groupe CHUBB

12 • PROTECTION DONNEES PERSONNELLES

Afin de gérer vos services au quotidien, les informations et données personnelles recueillies sur le Client, ses représentants et salariés, dans le cadre du présent Contrat font l'objet d'un traitement informatique destiné à les intégrer au fichier client de la Société et peuvent être utilisées à des fins de démarchages commerciales tant par la Société que toute autre société appartenant à son groupe. Pour les Clients consommateurs, les données personnelles du Client ne peuvent être utilisées à des fins de démarchages commerciales qu'en cas d'acceptation expresse par le Client. Les données recueillies pourront être transférées à des sociétés du groupe ou des sociétés tierces y compris hors de l'Union Européenne, en conformité avec les Règles d'Entreprise Contraignantes (déposées à la CNIL) et les normes établies par l'Union Européenne sur la protection des données. Ces données sont conservées pendant toute la durée du Contrat et, à l'issue de cette période, pendant la durée de la prescription applicable à la relation contractuelle. Conformément à la règlementation applicable, le Client, ses représentants et salariés bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de restriction du traitement et de suppression des informations qui les concernent, ainsi que le droit de demander la portabilité de leurs données et de revenir sur leur consentement, qu'ils peuvent exercer en s'adressant au siège de la Société ou en adressant un mail à privacy@chubb.co.uk.

Le Client, ses représentants et salariés sont informés qu'en cas de refus ou de demande de restriction du traitement de leurs données personnelles, la Société ne pourra plus garantir la parfaite exécution du Contrat, la gestion de la relation client et pourra être dans l'incapacité de poursuivre la relation contractuelle.

En cas de réclamation, le Client, ses représentants et salariés peuvent s'adresser à la CNIL ou toute autre autorité compétente en matière de protection des données personnelles.

Le Client s'engage à informer ses representants et salariés de leurs droits sur leurs données personnelles

.13 • CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Le Contrat est soumis au droit français. A défaut d'accord amiable, tout litige relatif au Contrat sera soumis au Tribunal de Commerce de PARIS. Si vous êtes un consommateur, en cas de différend, et suite à un échec d'une réclamation écrite du client auprès du service client ou en l'absence de réponse dans un délai d'un (1) mois, le consommateur peut recourir à une procédure de médiation en contactant AME conso - http://www.mediationconso-ame.com - 11 place Dauphine 75001 Paris et/ou en accédant à la plateforme européenne de résolution des litiges en ligne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/odr. Le client est libre de recourir ou non à la médiation ; l'article R631-3 du code de la consommation est applicable.

Si vous êtes un consommateur au sens du Code de la Consommation, ces dispositions vous concernent.

DROIT DE RETRACTATION

Vous avez le droit de vous rétracter du Contrat sans donner de motif dans un délai de quatorze jours. Le délai de rétractation expire quatorze jours après la conclusion du Contrat pour les services et quatorze jours après la livraison du bien pour un contrat de vente.

Pour exercer le droit de rétractation, vous devez notifier à votre agence (à l'adresse mentionnée au dos du formulaire de rétractation ci-dessous) votre décision de rétractation du Contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre envoyée par la poste, télécopie ou courrier électronique). Vous pouvez utiliser le modèle de formulaire de rétractation mais ce n'est pas obligatoire.

Pour que le délai de rétractation soit respecté, il suffit que vous transmettiez votre communication relative à l'exercice du droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation.

En cas de rétractation de votre part du Contrat, la Société vous remboursera tous les paiements reçus de vous, y compris les frais de livraison (à l'exception des frais supplémentaires découlant du fait que vous avez choisi, le cas échéant, un mode de livraison autre que le mode moins coûteux de livraison standard proposé par la Société), sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours à compter du jour où la Société est informée de votre décision de rétractation du Contrat. Elle procédera au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui que vous aurez utilisé pour la transaction initiale, sauf si vous convenez expressément d'un moyen différent, en tout état de cause, ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour vous.

La Société peut différer le remboursement jusqu'à ce qu'elle ait reçu le bien ou jusqu'à ce que vous ayez fourni une preuve d'expédition du bien, la date retenue étant celle du premier de ces faits.

Vous devrez renvoyer ou rendre le bien, à votre agence sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours après que vous aurez communiqué à la Société votre décision de rétractation du Contrat. Ce délai est réputé respecté si vous renvoyez le bien avant l'expiration du délai de quatorze jours. Vous devrez prendre en charge les frais directs de renvoi du bien dans la mesure où celui-ci peut être envoyé par la Poste. La Société vous rappelle que cette option n'est pas autorisée pour les extincteurs et qu'elle récupérera ceux-ci directement sur le lieu de livraison.

Votre responsabilité n'est engagée qu'à l'égard de la dépréciation du bien résultant de manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement de ce bien.

GARANTIE

Extraits du CODE de la CONSOMMATION

Garantie légale de conformité Art. L. 217-4 : Le vendeur livre un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité.

Art. L. 217-5 Le bien est conforme au contrat :

1° S'il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :

- s'il correspond à la description donnée par le vendeur et possède les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle ;
- s'il présente les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage ;

2° Ou s'il présente les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou est propre à tout usage spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté.

Art. L. 217-12. - L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien.

Art. L. 217-16 - Lorsque l'acheteur demande au vendeur, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir. Cette période court à compter de la demande d'intervention de l'acheteur ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention.

Extraits du CODE CIVIL De la garantie des défauts de la chose vendue Article 1641 : Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Article 1648. : L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

DOCU-5103-9

FORMULAIRE DE RETRACTATION

Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat. A l'attention de Chubb France :Je/nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente mainotre (*) rétractation du contrat portant sur la vente du bien (*)/pour la prestation de services (*) ci-dessous.

Commandé le (*) / reçu le (*) ..... / ..... / ..... (*)

Rayez la mention inutile

Nom du (des) consommateur(s) .....

Adresse du (des) consommateur(s) .....

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC20261439AR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance

Devis N°600000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICES

ARTICLE 1er : GÉNÉRALITÉS

Les présentes conditions particulières complètent les Conditions Générales applicables aux ventes et Prestations de services réalisées par la Société pour le compte du Client.

La Société respecte les lois et règlements applicables à ses activités (Règlements ERP et IGH, Code du Travail, Code de la Construction et de l'Habitation,...). Si, en cours d'exécution du Contrat, des modifications étaient apportées à la réglementation en vigueur au jour de la conclusion du Contrat, la Société en informerait le Client qui prendrait les décisions qu'il jugerait bon de prendre et supporterait le coût lié à l'évolution, l'adaptation ou la modification des Matériels et/ou des Prestations de services.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES VENTES DE MATÉRIELS

On entend par Matériels tous les équipements de sécurité incendie (centrale, détecteurs, déclencheurs manuels, extincteur, BAES, RIA, pièces détachées, pièces de rechange, charges,...) que la Société vend à ses Clients.

La propriété des Matériels est transférée au Client lorsque lesdits Matériels, identifiés au nom du Client, quittent les locaux de la Société (usine, agence,...) pour être livrés au Client ; les Matériels voyageant aux risques et périls du Client.

Le délai de livraison est précisé sur l'offre de la Société et court à compter de l'acceptation de la commande du Client.

Le Client dispose d'un délai de 3 jours ouvrés à compter de la livraison des Matériels pour informer la Société de l'existence de tout vice apparent. A défaut, les Matériels sont réputés réceptionnés sans réserve. La Société s'engage à assurer la disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation des Matériels pendant au minimum un an après la fin de leur commercialisation.

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE SERVICES

On entend par Prestation(s) de services, l'installation, la mise en service, la vérification, et la maintenance (préventive et curative) de Matériels réalisées par la Société dans le cadre d'une intervention, que les Matériels aient ou non été vendus par la Société. Les Interventions se font soit sur abonnement, soit sur demande ponctuelle du Client. En contrepartie des Prestations de services, le Client verse à la Société une redevance dont le montant est fixé dans l'offre. Le prix est fonction des Prestations de services, du nombre de visite de vérification, des Matériels, des référentiels et /ou des options retenues. La modification d'un de ces éléments (ex. : lors de son intervention, la Société constate un nombre ou une typologie de Matériels différent(e) de celui ou celle indiqué(e) par le Client) entraîne une modification du prix. Le prix ne comprend jamais :

- le remplacement des batteries d'accumulateur, les consommables (piles,...) ;
- le coût du dépannage (main d'œuvre, frais de déplacement et fourniture des pièces détachées) sauf si l'option est souscrite ;
- le coût des interventions hors heures et jours ouvrés sauf si l'option "Astreinte" est souscrite ;
- le remplacement à titre gracieux des détecteurs défectueux après la période de garantie ;
- les coûts engendrés par un événement de force majeure, le fait d'un tiers ou une faute du Client.

Toute Prestation de service qui n'est pas incluse dans le prix est facturée au tarif en vigueur au jour de la Prestation.

3.1 Vérification/maintenance préventive

Conformément aux textes en vigueur, la Société vérifie une (1) ou plusieurs fois par an, selon ce que prévoit l'offre, l'état de fonctionnement des Matériels. La périodicité est convenue entre les Parties avec une tolérance conforme à la règlementation et/ou aux normes applicables. Au moins dix (10) jours avant l'intervention, la Société communique au Client la date, l'heure et le nom des techniciens devant intervenir. Si le Client décide d'annuler l'intervention, il doit le faire au plus tard deux (2) jours avant qu'elle n'ait lieu sans quoi elle sera facturée au tarif en vigueur. L'intervention a lieu du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

3.2 Maintenance curative

Le Client a l'obligation de signaler à la Société tout dysfonctionnement des Matériels et de décrire aussi précisément que possible le(s) dysfonctionnement(s) constaté(s). La date et l'heure de réception de la demande enregistrée par la Société fera foi en cas de contestation. La Société intervient afin d'établir un diagnostic et dépanne dans les délais indiqués dans son offre. Selon l'option retenue par le Client, le dépannage est inclus dans le prix ou facturé en sus au tarif en vigueur.

Le Client reconnait que toutes les conversations téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrées et conservées. Le Client informe toute personne pouvant être amenée à entrer en relation avec la Société et se porte fort d'obtenir son accord de telle sorte que la Société ne soit pas inquiétée de ce fait. Ces enregistrements sont réalisés pour des besoins strictement professionnels et sont conservés dans des conditions de sécurité et de confidentialité conformes aux règles de l'art. Le Client peut avoir accès à ces enregistrements dans les locaux de la Société sur simple demande écrite.

3.3 Intervention ponctuelle

La Société effectue, sur demande ponctuelle du Client, qu'il soit abonné ou non, toutes ventes et/ ou Prestations de services rendues nécessaires pour quelque cause que ce soit, et notamment, un déclenchement intempestif, une détérioration des Matériels, une intervention d'un tiers non accrédité par la Société.

En cas d'urgence ou lorsque l'établissement d'un devis est impossible, les travaux sont effectués en régie après accord du Client

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'INTERVENTION

Les interventions sont réalisées par des techniciens dûment accrédités lesquels présenteront leurs cartes professionnelles à la demande du Client. Ces interventions donnent lieu à l'établissement d'un rapport visé par le responsable désigné par le Client; ce visa, par cachet ou signature apposé sur le document papier ou sur le terminal PDA, atteste de l'exécution des Prestations de services. Un exemplaire est remis au Client sur place ou lui est envoyé par email.

Le rapport mentionne toutes les annotations destinées au suivi technique des Matériels. La Société proposera au Client les actions correctives ou mesures d'amélioration qu'elle préconise dans le cadre des Prestations de services.

Le Client s'engage à :

- permettre à la Société d'accéder aux Matériels et de réaliser les Prestations de services, notamment lui fournir à ses frais les moyens spécifiques d'accès aux Matériels (nacelle, échafaudage,...) conformes aux réglementations en vigueur; cette disposition ne s'applique pas aux échelles mobiles et non-fixées, qui ne peuvent pas être utilisées par les intervenants de la Société ;
- assister aux opérations de mise en service / vérification / maintenance / dépannage ou de se faire représenter par le mandataire ou préposé de son choix ;
- mettre à la disposition de la Société tous les documents nécessaires (dossier d'identité, plans, document d'intervention ultérieur sur ouvrage,...) et lui signaler tout fait se rapportant aux Matériels et/ ou Prestations de services ou à leur environnement (modifications des locaux, conditions d'exploitation,...) ;
- communiquer à la Société les éléments relatifs à la présence éventuelle d'amiante, de fibres d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante sur son site, ainsi que les informations sur son état de conservation ;
- - fournir gratuitement l'énergie et, le cas échéant, les équipements de sécurité nécessaires après validation par le service Sécurité de la Société ;
- l'informer des règles d'hygiène et de sécurité applicables au sein de l'établissement et participer aux analyses de risques nécessaires pour cadrer les conditions d'intervention de la Société. La Société pourra refuser d'intervenir si la sécurité de ses techniciens n'est pas assurée (notamment en cas de non-respect de la réglementation par le Client) ;
- l'informer préalablement des conditions et modalités d'intervention relatives notamment aux essais sirènes, à l'accessibilité à certaines zones,... ;
- respecter les dispositions du Code du Travail relatives aux interventions des entreprises extérieures. Les conséquences dommageables du non-respect par le client de l'un quelconque des engagements Ci-dessus ne peuvent être imputées à la Société.

ARTICLE 5 : LIMITES DE PRESTATIONS DE SERVICES

Le Client respecte les préconisations d'utilisation du constructeur des Matériels. Dès lors, la Société ne saurait être tenue pour responsable des préjudices subis par le Client du fait d'une utilisation des Matériels non-conforme à celles-ci.

La Société n'est pas responsable des vérifications, contrôles et essais qui doivent être réalisés par le Client et notamment les opérations de vérifications quotidiennes et périodiques au sens des normes applicables. Par ailleurs, les interventions relevant de l'exploitation normale du système sont exclues des Prestations objet du présent contrat telles que, sans que cette liste soit limitative, le réarmement des centrales, la mise en/hors service de points/fonctions, la remise en position d'attente de D.A.S. (Dispositifs Actionnés de Sécurité).

Le Client fait son affaire personnelle de l'application des préconisations/observations portées sur les rapports d'intervention, la responsabilité de la Société ne pouvant être recherchée en cas de dommages si lesdites préconisations/observations n'ont pas été respectées par le Client.

Pour les Matériels non vérifiés/maintenus ou non couverts par la garantie contractuelle de la Société, cette dernière contrôle, préalablement à toute intervention, leur état de fonctionnement et vérifie leur adéquation au risque. La correction des écarts constatés (dysfonctionnement(s), non-conformité,...) fera l'objet d'un devis. La responsabilité de la Société ne pourra pas être engagée pour ces écarts avant leur correction

La Société ne réalise aucune intervention sur les programmes et/ou logiciels équipant les Matériels autre que la mise à niveau des logiciels de sa marque.

Le Client prend les mesures compensatoires et met en place l'organisation qu'il juge nécessaire pour remédier à l'indisponibilité des Matériels lors des opérations de vérification/maintenance, et avant qu'elles n'aient lieu en cas de panne, afin de préserver la sécurité des personnes et des biens.

Toute intervention effectuée par la Société en raison d'une panne ou d'un dysfonctionnement de l'installation consécutif à une faute du Client (notamment câblage sectionné, Matériels endommagés,...) ainsi qu'en cas de force majeure donnera lieu à facturation des frais occasionnés (déplacement du personnel, main d'œuvre, remplacement de pièces ou de Matériels,...).

La Société observera scrupuleusement les référentiels techniques applicables aux opérations de vérification ou maintenance dans la mesure où les Matériels s'y adaptent et, dans le cas contraire, suivra les instructions préconisées par le fabricant des Matériels.

ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE FORMATION

6.1 Nature, objet et durée des formations

La nature, objet, durée des formations, les moyens pédagogiques et techniques mis en œuvre, les connaissances requises pour suivre les formations, les modalités de contrôle de connaissance et la nature des diplômes sanctionnant éventuellement le bon déroulement des formations ainsi que leurs prix et modalités de règlement, sont définis dans le catalogue de la Société, dont le Client reconnaît détenir un exemplaire et avoir pris parfaite connaissance. Il reconnaît à ce titre avoir reçu de la Société une information complète.

Toutefois, les catalogues, notices, prospectus, dépliants et matériels exposés ne constituent pas des offres fermes de la Société. Celle-ci se réservant en effet la possibilité d'y apporter à tout moment les améliorations et modifications qu'elle jugerait utiles, sans être tenu cependant de les répercuter aux prestations effectuées, ou en cours de commande.

6.2 Séances d'instruction

Les dates, heures, durées, lieux, thèmes et nombre de participants des séances modulaires de formation sont fixés d'un commun accord entre le client et la Société.

Le client mettra à la disposition de l'animateur de la Société un local pouvant servir de salle de cours et, dans le cas d'exercices sur feu réel, le terrain ainsi que les produits combustibles liquides et solides nécessaires.

Pour sa part la Société délègue un formateur et s'engage à fournir lorsque nécessaire le matériel pédagogique et technique adapté au programme de formation.

La Société peut également sur demande du client et selon disponibilité et tarifs en vigueur mettre un terrain à disposition de celui-ci.

6.3 Formation professionnelle

Pour les formations entrant dans le cadre de la formation professionnelle, le montant payé par le client peut venir en déduction de la contribution patronale au financement de la formation professionnelle continue, sous l'une des réserves suivantes :

- Le Client s'engage à faire participer à ce type de formation les membres de son personnel appartenant, notamment à ce titre, à l'une des catégories professionnelles suivantes : Chef du service sécurité ou adjoints, agents de surveillance, sapeurs-pompiers d'entreprise, gardiens, membres du CHSCT, équipiers de deuxième intervention.
- Le Client s'engage à intégrer la formation comme partie d'une formation professionnelle dispensée par ailleurs, à une catégorie de personnel dont la fonction implique nécessairement une bonne connaissance de la sécurité.

Les modalités des enseignements dispensés par la Société, seront formalisées, à la demande du Client, par une Convention de Formation Professionnelle. Le Client précisera également à ce titre sur le Formulaire d'inscription s'il confie à un organisme tiers, en tout ou partie, la gestion de sa participation obligatoire.

6.4 Inscription

Les inscriptions aux formations s'effectuent par l'envoi de l'acompte et du formulaire d'inscription pré-rempli, daté et signé par le Client, au moins trois semaines avant la date du premier jour de la formation retenu. Toute demande d'inscription à une formation de formation devient définitive après paiement de l'acompte de 30% du montant H.T., T.V.A. comprise, joint au formulaire d'inscription.

Les inscriptions sont enregistrées dans leur ordre d'arrivée, et donnent lieu à un accusé de réception. À défaut d'avoir reçu ce formulaire d'inscription accompagné de l'acompte dans les délais sus mentionnés, la Société, en cas d'impossibilité d'accueillir les participants, se réserve la faculté de retarder la date de formation souhaitée par le Client et de proposer une date ultérieure de formation.

En cas d'acceptation et de validation par la Société de la demande de formation, celle-ci adresse au Client, avant le début de la formation, une convocation nominative pour chaque participant à la formation. Cette convention précise les modalités et le déroulement de la formation.

6.5 Report et annulation

Toute demande de report ou d'annulation devra parvenir à la Société au moins trente jours ouvrables avant la date fixée. Faute de quoi la Société sera en droit de facturer une participation aux frais engagés égale à 50% de la valeur de la prestation prévue et 75% de la valeur de la prestation prévue si l'annulation intervient 7 jours ouvrables avant la date fixée.

Toutefois cette faculté ne pourra plus être exercée par le Client dès la formation commencée.

En cas d'annulation la veille ou sur place, l'indemnité facturée sera de 100% de la prestation prévue.

En cas d'abandon ou d'absence d'un participant au cours de la formation, le Client sera facturé en totalité par la Société. De son côté, la Société s'engage à rembourser les frais d'inscription si elle était contrainte d'annuler une formation.

6.6 Remplacement de participant

Dans le cas où il s'avérerait que les participants inscrits sont d'un niveau ou d'une qualification professionnelle insuffisant, la Société se réserve le droit d'en informer le Client et demander le remplacement des dits candidats.

La Société offre la possibilité au Client de remplacer le participant qui ne peut assister à la formation par une autre personne de son choix ayant le même profil et les mêmes aptitudes.

6.7 Suivi de la formation

Le Client s'engage à donner toutes facilités aux participants pour leur permettre de suivre la formation dans les meilleures conditions possibles.

Pour toute formation sanctionnée par un examen : un diplôme officiel ou un certificat est délivré aux personnes ayant participé à l'intégralité de la formation et ce, après règlement intégral de la facture correspondante.

Au cas où les frais de formation ne seraient pas réglés à la demande par l'organisme payeur extérieur, la Société réclamera des frais de formation et les frais annexes de restauration et d'hébergement au Client, solidairement débitrice à son égard.

Un forfait de déplacement de 69 € HT sera appliqué par déplacement.

6.8 Responsabilité

La responsabilité de la Société ne saurait être engagée en cas de dommages liés directement ou indirectement aux événements suivants :

- Non-respect ou mauvaise application des instructions, conseils et ordres des formateurs par les participants ;
- Non-respect du Règlement intérieur de la Société et des Consignes de sécurité portées à la connaissance des participants ;
- Qualification professionnelle insuffisante du participant par rapport au niveau d'inscription requis.

Le Client pourra, selon les circonstances, être amené à répondre civilement, des dommages corporels et/ ou matériels résultant directement ou indirectement des fautes qui pourraient être commises par ses employés, collaborateurs ou sous-traitants au cours de la formation. Il s'engage à ce titre, à faire son affaire personnelle de la souscription, auprès d'une Compagnie notoirement solvable, d'une police d'assurance couvrant les risques encourus à ce titre pour des montants suffisants.

Chacune des parties fera son affaire de sa responsabilité d'employeur vis à vis des accidents corporels qui pourraient survenir à l'occasion des séances et où des divers stages de formation et ce dans le respect des dispositions réglementaires en matière de responsabilité civile et de la législation du travail sauf s'il ressortait et était démontré que la responsabilité de l'autre partie était engagée.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Nos marques produits

Chubb sicli

SUD IDF IVRY PROTECTION INCENDIE
128 B AVENUE JEAN JAURES BAT 02
ZA CAPSTONE PARK CARRE IVRY
94200 IVRY SUR SEINE
SIRET : 70200052201762

Contrat de Maintenance
Devis N°60000763947/1 du Mardi 7 Juillet 2026 - Client n°946924

Chubb
POWERED BY APi GROUP

Cher Client,

Soucieux de vous apporter le meilleur service dans votre volonté de vous protéger contre le risque incendie, Chubb france continue à se moderniser. Ainsi, nous avons le plaisir de vous informer que nous avons fait évoluer les outils de nos techniciens, de nos équipes commerciales et de notre support administratif.

Nos techniciens sont désormais équipés **d'I-phones intégrant une application métier** les accompagnant dans leurs opérations de maintenance et de dépannage.

Nos commerciaux disposent d'un **logiciel d'étude de prix** leur permettant de vous proposer une couverture de contrat claire et exhaustive.

Nos managers et supports administratifs disposent **d'un nouveau système d'information** faisant le lien entre les différents outils terrain.

Ces changements visent à vous apporter :

- Plus de **clarté** et de **transparence** dans nos relations
- Des **devis** et contrats **clairs** et récapitulant l'ensemble de vos besoins grâce à notre nouvel outil de chiffrage plus simple et plus moderne
- Des **rapports d'intervention** au format **parfaitement exploitable** pour comprendre ce que nous avons réalisé chez vous et nos recommandations pour une meilleure sécurité
- De factures avec un format simplifié pour une meilleure lecture et compréhension.
- L'accès à un **espace client en ligne** où vous retrouverez vos rapports, vos factures, les devis en cours et un suivi détaillé de l'avancement de nos prestations

Ces changements pourront vous être expliqués par nos équipes lors de nos interventions alors n'hésitez pas à les solliciter.

Nous profitons de ce message pour vous indiquer que nous confirmons notre engagement éco-responsable en limitant l'usage du papier nous faisons évoluer notre offre digitale pour vous : nous vous proposons de **recevoir vos prochaines factures par mail** mais également d'opter pour **le prélèvement automatique** pour simplifier les traitements administratifs.

e-facture : Inscrivez-vous en cliquant ici muni de votre numéro client figurant sur votre facture.

Prélèvement automatique : Inscrivez-vous en cliquant ici muni de votre numéro client figurant sur votre facture.

Nous vous remercions de votre fidélité et vous prions de croire, cher client, en l'expression de nos meilleurs sentiments.

Chubb France

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Paraphe .....

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/N°139

OBJET : OBJET : SIGNATURE D'UN BAIL POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS A COMPTER DU 1er JUILLET 2026.

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le Conseil Municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2026/DAF/127 en date du 7 juillet 2026 fixant les modalités de location et loyer du logement 11 allée des Rossignots - RDC à NANGIS,

CONSIDERANT la demande de Madame El Haddad Lamya en vue d'obtenir un bail pour une durée de six ans pour un logement de type type « T3 » se composant d'une entrée, d'une cuisine, d'une salle de séjour, de deux chambres, d'une salle de bains, d'un WC et d'un dégagement, le tout d'une surface habitable de 56.75 m²,

VU le budget communal,

DECIDE

Article 1 : Dit qu'un bail est conclu entre la commune de Nangis et Madame El Haddad Lamya pour la location d'un appartement situé au 11 allée des Rossignots, RDC, à Nangis.

Article 2 : Dit que le bail est établi pour une durée de 6 ans, soit du 1er juillet 2026 jusqu'au 30/06/2032.

Article 3 : Décide qu'à compter du 1er/07/2026, la locataire bénéficiera d'une exonération de quatre mois de loyer en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation dans l'appartement, consistant en la réfection des toilettes et de la salle de bains. Cette exonération correspond au montant des travaux pris en charge

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-139-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 4 : Décide que l'occupation aura lieu moyennant outre les conditions définies au contrat de bail, un loyer annuel d'un montant de 5 836.80 € (CINQ MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX EUROS ET QUARANTE-VINGT CENTIMES), payables mensuellement à terme échu et pour la 1ère fois le 30 novembre 2026 pour un montant de 486.40 € (QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS ET QUARANTE CENTIMES).

Article 5 : Dit que les recettes seront inscrites au budget communal en section fonctionnement.

Article 6 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce que le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Techniques,
- Les intéressés.

Fait à Nangis, le 16 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le 20 JUIL. 2026
Et de la publication ou notification le 20 JUIL. 2026

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

CONTRAT DE BAIL

N°2026/DAF/139

OBJET : SIGNATURE D'UN BAIL POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS A COMPTER DU 1er JUILLET 2026.

Entre les soussignés,

La Commune de NANGIS (Seine et Marne), collectivité territoriale, représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, sa Maire en exercice domicilié rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis, en vertu de la délibération du conseil municipal n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026.

Désignée ci-après le bailleur,

Et Madame El Haddad Lamya, né le 19/10/2003 à Melun, de nationalité française, domicilié au 15 rue Noas Daumesnil, 77370 NANGIS.

Désigné ci-après le locataire et soumis à toutes les obligations lui incombant en vertu des présentes,

Préalablement à la conclusion du contrat, il est exposé ce qui suit :

Ceci exposé, il est conclu le présent BAIL

OBJET DU CONTRAT

Le bailleur loue au locataire qui accepte les biens et droits immobiliers, dont la désignation suit :

* situé dans un immeuble, 11 allée des Rossignots - RDC à NANGIS,

* un appartement de type « T3 » se composant d'une entrée, d'une cuisine, d'une salle de séjour, de deux chambres, d'une salle de bains, d'un WC et d'un dégagement, le tout d'une surface habitable de 56.75 m²,

* les équipements : chauffage collectif, eau chaude et électricité individuel.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-139-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties pour demeurer annexé au présent contrat de bail. Les parties déclarent s'y rapporter.

Un autre état des lieux sera établi, contradictoirement ou par huissier de justice, en fin de bail, lors de la restitution des clés.

DESTINATION - REGIME JURIDIQUE

Le bien sus-désigné est destiné exclusivement à l'habitation principale de Madame El HADDAD Lamya; celui-ci, ni aucun membre de sa famille ne peut y exercer quelque activité professionnelle ou libérale que ce soit, ni en faire leur résidence secondaire.

Le présent contrat est soumis comme dit ci-dessus aux dispositions des articles 1708 et suivants du code civil.

DUREE DU BAIL

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 6 ans, à compter du 1er juillet 2026, pour prendre fin le 30/06/2032. La première de ces dates est la "date d'effet" du bail au sens du présent contrat.

LOYER ET CHARGES

Loyer - Montant initial - La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de CINQ MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX EUROS ET QUARANTE-VINGT CENTIMES (5 836.80 €) qui sera payable mensuellement et à terme échu, soit QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS ET QUARANTE CENTIMES (486.40 €) à chaque terme, soit pour le paiement du premier terme le 30/11/ 2026.

À compter du 1er/07/2026, la locataire bénéficiera d'une exonération de quatre mois de loyer en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation dans l'appartement, consistant en la réfection des toilettes et de la salle de bains. Cette exonération correspond au montant des travaux pris en charge.

Révision - Le loyer ci-dessus stipulé sera automatiquement révisé chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet du présent bail, en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'INSEE.

L'indice de référence à prendre en considération sera l'indice moyen du 1er trimestre de l'année 2026 soit 146.60.

Le nouveau loyer prendra automatiquement effet à la date de révision ci-dessus indiquée ; il s'appliquera de manière rétroactive (ce qui donnera lieu à rappel de loyers) dans le cas de retard de publication de l'indice.

Charges - Accessoirement au loyer, le locataire remboursera à la Collectivité territoriale, sa quote-part dans les charges lui incombant en contrepartie :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

. des services rendus liés à l'usage des différents éléments du bien loué,

. des dépenses d'entretien courant et des menues réparations sur les éléments d'usage commun du bien loué,

. des droits et taxes dus sur le loyer et des impositions qui correspondent à des services dont l'occupant profite directement.

Ces charges seront payables, dès communication du décompte établi en fin d'année par la collectivité bailleresse et à première demande de celle-ci.

Paiement du loyer et des charges - Tous les paiements seront effectués au Service de Gestion Comptable (SCG) de Provins, dès réception du titre de recettes correspondant.

CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de non-paiement à son échéance du loyer dû par le locataire et deux mois après un commandement de payer délivré par huissier et resté sans effet, la présente location sera résiliée de plein droit et l'expulsion du locataire poursuivie, s'il y a lieu, sur simple ordonnance de référé.

De même, en cas de défaut d'assurance du locataire contre les risques dont il doit répondre en sa qualité de locataire et un mois après un commandement de s'assurer rester sans effet, la présente location sera résiliée de plein droit, si bon semble à la Collectivité territoriale bailleresse, conformément à l'article 7 de la loi du 6 juillet 1989 et l'expulsion du locataire poursuivie, s'il y a lieu, sur simple ordonnance de référé.

Le commandement de payer devra contenir la reproduction du dernier paragraphe dudit article 7.

DEPOT DE GARANTIE

Le dépôt, non productif d'intérêts et non révisable, sera restitué dans un délai maximal d'un mois à compter de la restitution des clés par le locataire, déduction faite le cas échéant des sommes restant dues au bailleur et des sommes dont celui-ci pourrait être tenu aux lieu et place du locataire, sous réserve qu'elles soient dûment justifiées.

Le dépôt de garantie est fixé à un mois de loyer hors charges et s'élève à 486.40 €.

OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le locataire s'engage à exécuter toutes les obligations résultant du présent bail et notamment celles suivantes :

Usage : Le locataire usera paisiblement du bien par lui occupé suivant la destination ci-dessus. Il s'engage à ne pas modifier cette destination. Il ne pourra inquiéter la collectivité territoriale à raison de troubles ou dommages subis du fait de toute personne, se réservant la faculté d'agir directement contre l'auteur du dommage.

Visite : Le bailleur pourra visiter le bien occupé ou le faire visiter par toute personne mandatée, pour la surveillance et l'entretien de ce bien et de toutes les installations, toutes les fois que cela sera nécessaire.

Il pourra également en vue de vente, de location ou de nouvelle concession d'occupation, le

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

faire visiter du lundi au samedi durant deux heures qui seront fixées par lui entre 14 et 17 heures.

Dégradation des lieux loués : Le locataire répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée d'occupation à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le bien loué ou par non prise en charge par la collectivité territoriale de faits incombant à cette dernière et qu'il lui aurait dûment signalés par écrit.

Assurances : Il devra pendant toute la durée du présent contrat, faire assurer les biens mis à disposition, auprès d'une compagnie notoirement solvable et pour une somme suffisante, contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant, notamment contre l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et le recours des voisins. De la même manière, il devra faire assurer son mobilier.

Il sera seul responsable des dégâts occasionnés au bien loué, aux occupants et autres personnes s'y trouvant, par lui-même, par les personnes dont il doit répondre ou par les animaux et les objets qu'il a sous sa garde.

Il devra justifier de ces assurances au bailleur, à première demande de celui-ci, par la production d'une attestation établie par son assureur.

Impôts et taxes : Le locataire acquittera avec exactitude et d'une manière générale, toutes les contributions lui incombant personnellement et dont le propriétaire pourrait être responsable à un titre quelconque, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui, en cas de paiement par la collectivité territoriale, devra être remboursée à cette dernière par le locataire qui s'y oblige.

OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE :

Les obligations du propriétaire sont les suivantes :

- assurer au locataire la jouissance paisible du bien loué et de le garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle ;

- entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par le contrat et d'y faire toutes les réparations autres que locatives nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués ;

- ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par le locataire dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation des lieux loués ;

Travaux - Réparations - Entretien :

Locataire - Il aura à sa charge, l'entretien courant du bien loué et les menues réparations ainsi que l'ensemble des réparations locatives définies par le décret d'application de l'article 7d de la loi du 6 Juillet 1989 auquel les parties déclarent se référer et consécutifs à l'usage normal des locaux et équipements à usage privatif.

Toutefois, ces mêmes réparations seraient à la charge du propriétaire si le locataire était en mesure d'établir qu'elles étaient occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction, un cas fortuit ou de force majeure.

Propriétaire - De son côté, le bailleur est tenu en application de l'article 6 de la loi précitée du 6 Juillet 1989 d'entretenir le bien occupé en état de servir à l'usage prévu par le

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

contrat et d'y faire toutes les réparations, autres que locatives, nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal du bien occupé. A cette fin, le locataire s'engage à la prévenir immédiatement de toute détérioration qu'il constaterait et qui nécessiterait des réparations à la charge du bailleur.

Troubles de jouissance - Le locataire devra souffrir sans indemnité la réalisation par le bailleur des travaux d'amélioration de l'immeuble ainsi que les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal du bien occupé.

Mais, conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 1724 du Code civil, si ces travaux durent plus de quarante jours, le loyer sera diminué du temps et de la partie de la chose louée dont le locataire aura été privé. Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitables ce qui est nécessaire au logement du locataire et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

Aménagements - Transformations :

Aménagements - Le locataire ne pourra réaliser que des aménagements qui ne constitueront pas une transformation du bien occupé. Le bailleur ne pourra pas s'opposer à ces aménagements.

Transformations - Toute transformation nécessitera l'accord écrit du bailleur.

A défaut de cet accord, ce dernier pourra exiger la remise en état des biens et équipements, au départ du locataire, ou conserver les transformations effectuées, sans que celui-ci puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés.

Le bailleur pourra également exiger, aux frais du locataire, la remise immédiate des lieux en l'état au cas où les transformations mettraient en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local.

Cessions - Sous location :

Le locataire devra occuper le logement pour lui-même, sa famille et les personnes dont il a la charge. En conséquence, il ne pourra pas céder les droits qu'il tient du présent contrat ni louer ou sous louer, ni même prêter tout ou partie du bien occupé sans l'accord écrit du bailleur.

RENOUVELLEMENT – RECONDUCTION

Offre de renouvellement - A défaut de congé, le bailleur pourra offrir au locataire, le renouvellement de son contrat pour une durée de six années, moyennant un loyer et à des conditions comptables avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de l'offre.

Cette offre devra être formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier au moins six mois avant la date d'expiration du bail.

Reconduction tacite - A défaut de congé, ou d'offre spéciale de renouvellement, le contrat se renouvellera automatiquement, à son échéance, pour une durée égale à celle initiale ci-dessus fixée et moyennant le même loyer. Toutefois, ce loyer sera révisé, s'il y a lieu, comme en cours de bail, dans les conditions ci-dessus définies sous le titre "Loyer".

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

RESILIATION

Résiliation anticipée par le locataire - Le locataire aura la faculté de résilier le contrat par anticipation, à tout moment, sans avoir à donner de motif.

S'il use de cette faculté, il sera tenu de notifier sa décision au bailleur, selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

Résiliation anticipée par le bailleur - Le bailleur, quant à lui, n'aura aucune faculté de résilier le contrat par anticipation. Il aura donc seulement le droit d'en demander, éventuellement, la résiliation judiciaire, sauf à invoquer le bénéfice des clauses de résiliation de plein droit prévues ci-dessus.

CONGE

Celle des parties qui voudra résilier le contrat devra donner congé à l'autre partie dans les conditions suivantes.

Forme du congé - Tout congé devra être notifié, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par acte d'huissier.

Préavis - Le congé donné par le bailleur devra être notifié au locataire au moins deux mois à l'avance et contenir les justifications prévues par la loi.

Le congé donné par le locataire devra être notifié au bailleur, au moins un mois à l'avance.

Chaque délai ci-dessus fixé constitue le délai de préavis au sens du présent contrat.

Motifs du congé - Le congé du bailleur devra éventuellement être justifié par l'un des motifs exigés par les dispositions législatives en vigueur au moment où il sera donné.

Effets du congé - En cas de congé notifié par le bailleur, le locataire ne sera redevable pendant le délai de préavis, du loyer que pour le temps où il aura occupé réellement le logement.

En cas de congé notifié par le locataire, celui-ci sera redevable du loyer concernant tout le délai de préavis sauf si le logement se trouve occupé avant la fin du délai de préavis par un autre locataire ou occupant en accord avec le bailleur.

A l'expiration du délai de préavis, le locataire sera déchu de tout titre d'occupation du bien loué.

REMISE DE CLEFS

Le locataire s'engage à remettre immédiatement à son départ, les clefs du bien loué, au bailleur et lui indiquer sa nouvelle adresse.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font, toutes deux, élection de domicile en l'Hôtel de Ville de NANGIS.

JURIDICTION

En cas de litige, le tribunal de Grande Instance de Melun sera seule juridiction compétente.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Fait et passé à Nangis, le 20 JUIL. 2026
En deux exemplaires

La Maire,	La locataire,
Clotilde LAGOUTTE	Madame El Haddad Lamya

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260728-DEC-2026-149-DE
Date de télétransmission : 28/07/2026
Date de réception préfecture : 28/07/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/140

OBJET : SIGNATURE DU MARCHE 2025TVX004 – MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGENIQUE DE L'ECOLE DU CHATEAU – LOT N°2 TRAVAUX DE COUVERTURE ET D'ETANCHEITE – AVENANT N°1

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122 et L.2122-23,

VU le Code de la commande publique, notamment en ses articles, articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n°2025/DAF/434 en date du 4 décembre 2025, portant attribution du marché de travaux de rénovation énergétique du Groupe Scolaire le Château, lot 2 « travaux de couverture et d'étanchéité », à la Société Ecobat77, Siret n°34948220800023,

CONSIDÉRANT la réalisation de prestations complémentaires nécessaires afin de garantir la bonne exécution des travaux du Groupe Scolaire le Château,

CONSIDÉRANT les devis n°8776, 8869, 8873 et 8775 proposés par la Société Ecobat77.

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant n° 1 au marché n° 2025TVX004, lot 2 « travaux de couverture et d'étanchéité », relatif aux travaux de rénovation énergétique du Groupe Scolaire le Château, conclu avec la Société Ecobat77 (SIRET n° 34948220800023).

Article 2 : Autorise la signature dudit avenant, ayant pour objet la modification de la répartition des prestations entre les cotraitants au titre de la tranche ferme, sans incidence sur le montant initial du marché.

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget de l'exercice concerné.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-140-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publié sur le site internet de la Ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Services Techniques,
- les intéressés.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipale et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 17 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le 20 JUIL. 2026
Et de la publication ou notification le 20 JUIL. 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 1
Marché n°2025TVX004 – Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Le Château à Nangis
Lot n°2 – couverture / étanchéïté

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Commune de Nangis
Rue Maréchal de Lattre de Tassigny
77370 NANGIS

Madame Clotilde Lagoutte
La Maire

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Lot n°2 : Couverture/étanchéïté
Titulaire : ECOBAT 77
Adresse : 9 rue des Champarts – 77820 le Chatelet en Brie
Coordonnées : 01 64 39 32 60 – mail@ecobat77.fr / r.abelard@ecobat77.fr
Siret : 349 482 208 00023

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Le Château à Nangis

- Date de la notification du marché public : 5 décembre 2025
- Durée d'exécution du marché public : 10 mois.
- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 127 162.25 €
  - Montant HT : 635 811.24 €
  - Montant TTC : 762 973.49 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

D - Objet de l'avenant

■ Le présent avenant est conclu dans les circonstances suivantes :

Le présent avenant trouve son fondement à l'article R2194-8 du Code de la commande publique :

« Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies ».

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Au cours de l'exécution du marché, la réalisation de prestations complémentaires s'est avérée nécessaire afin de garantir la bonne exécution des travaux. Celles-ci concernent :

- la reprise de la charpente (devis n° 8776) pour un montant de **14 756,63 € HT** ;
- la fourniture et la pose d'une fenêtre de toit non prévue initialement au projet (devis n° 8869) pour un montant de **1 255,80 € HT** ;
- la fourniture et la pose de champlats de finition en PVC blanc en périphérie des fenêtres de toit (devis n° 8873) pour un montant de **1 710,00 € HT** ;
- la réalisation d'une rive normande sur solin en acier galvanisé (devis n° 8775) pour un montant de **20 939,92 € HT**.

Le montant total de ces prestations complémentaires s'élève à **38 662,35 € HT**, soit **46 394,82 € TTC**, conformément aux devis annexés.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant n°1 : travaux complémentaires (plus-value) :

- Taux de la TVA (20%) : 7 732.47 €
- Montant HT : 38 662.35 €
- Montant TTC : 46 394.82 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 6.08 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA (20%) : 134 894.72 €
- Montant HT : 674 473.59 €
- Montant TTC : 809 368.31 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-140-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Robert Valentin Conducteur de travaux	Le Chatelet en Brie 16.07.2026	ECOBAT 77 ÉTANCHÉITÉ COUVERTURE BÂTIMENT 9, Rue des Champarts Z.I. 77820 LE CHATELET EN BRIE Tél. 01 64 39 32 60 - Fax 01 64 39 52 14 RCS MELUN B 349 482 208 SIRET 349 482 208 00023

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : NANGIS, le 20 JUIL. 2026

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE
Madame la Maire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Nangis
République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/ ST/141

OBJET : CONVENTION ATELIER CHARTIER D'INSERTION (ACI) AVEC L'ASSOCIATION INITIATIVES 77 – ENTRETIEN DIVERS DES ESPACES PUBLICS

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame le Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/JUIN/092 en date du 30 juin 2026 autorisant Madame la Maire à signer les conventions passées avec l'association INITIATIVES 77,

CONSIDÉRANT l'intérêt de faire progresser des publics éloignés de l'activité économique avec comme support de leur insertion professionnelle des travaux utiles à la collectivité et à ses habitants,

CONSIDÉRANT que la convention proposée pour l'entretien des espaces verts pour l'année 2026 par l'association Initiatives 77, organisme associé du Conseil départemental de Seine-et-Marne en matière d'emploi, de formation et d'insertion,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention Atelier Chantier d'Insertion proposée par l'association Initiatives 77, sise, centre d'affaires Thiers Galliéni, 49-51, avenue Thiers à Melun (77000), représentée par Madame Sandrine SOSINSKI, afin de réaliser l'entretien divers des espaces publics sur la commune pour l'année 2026.

Article 2 : Signe ladite convention ayant pour objet de définir les missions et engagements réciproques des parties pour la réalisation de l'Atelier Chantier d'Insertion pour les périodes citées article 1, et toutes pièces s'y rapportant, y compris d'éventuels avenants.

Article 3 : Approuve le versement d'une subvention d'un montant de 15 250,00 € (quinze mille deux cent cinquante euros) à l'issue de la réalisation du chantier.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Article 4 : Conformément à l'article 2 – alinéa 2-1 de la convention, les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation du programme de travaux, ainsi que la restauration méridienne des salariés seront pris en charge par la commune.

Article 5 : Dit que la dépense est inscrite au budget de l'exercice concerné.

Article 6 : Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision du maire, publiée sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature de ladite décision.

Article 7 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Provins
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la Directrice du service financier,
- Madame la Directrice des services techniques,
- L'association INITIATIVES 77,

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 17 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le 17 / 07 / 2026
Et de la transmission ou notification et publication
Le ..... 17 JUIL. 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260717-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

INITIATIVES77
Agence départementale d'insertion

CONVENTION ATELIER CHANTIER D'INSERTION (ACI)

Intitulé du chantier et année : Patrimoine et Tourisme 2026

Entre (syndicat intercommunal/commune/CC/CA) La commune de Nangis

Représenté(e) par (nom et titre) Madame le Maire - Clotilde Lagoutte ,

Agissant en vertu de la délibération n° 026/MARS/027 prise le 20 mars 2026
désigné(e) dans le présent texte par le terme le **partenaire** d'une part,

Et **Initiatives77**, association loi 1901, organisme associé du Conseil Départemental de Seine-et-Marne en matière d'emploi, de formation et d'insertion,

Représenté par Mme Sandrine SOSINSKI, Présidente, Conseillère départementale du canton de Provins déléguée aux affaires européennes et relations internationales et Maire de Donnemarie-Dontilly, d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

L'Etat et le Département ont convenu de se mobiliser afin de lutter contre l'exclusion professionnelle en favorisant l'accès à l'emploi des publics en difficultés d'insertion et plus particulièrement de ceux bénéficiant des minima sociaux (*Revenu de Solidarité Active, Allocation de Solidarité Spécifique, Allocation Adulte Handicapé)*.

Initiatives77, labellisé ESUS et membre du Groupement d'Intérêt Public ID77.fr, propose une action d'utilité sociale qui intéresse la collectivité sur la base d'un **Atelier Chantier d'Insertion (ACI)** validé par le Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE) avec l'objectif de :

- Faire progresser des publics éloignés de l'activité économique avec comme support de leur insertion professionnelle des travaux utiles à la collectivité et à ses habitants,
- Améliorer le cadre de vie en identifiant des besoins d'embellissement ou/et d'entretien de votre territoire.

Cette convention a pour objet de définir les missions et engagements réciproques des parties pour la réalisation de cet ACI. A cet effet, elle fixe le cadre général, précise les actions à entreprendre et arrête les procédures à mettre en œuvre et les modalités de participation de chacun, de suivi et de bilan. En cas de nécessité, cette convention pourra être aménagée par voie d'avenant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260323-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

INITIATIVES 77
Agence départementale d'insertion

ARTICLE 1 – Missions du chantier et partenaires mobilisés

1.1 Les missions du chantier d'insertion :

- Participer à des activités d'utilité sociale sur le territoire,
- Apporter une réponse en termes d'activité économique à des publics allocataires des minima sociaux facilitant ainsi leur insertion sociale et professionnelle,
- Créer les conditions d'une véritable expérience de travail valorisable dans un Curriculum Vitae et une recherche d'emploi,
- Permettre l'apprentissage de gestes professionnels transposables sur d'autres métiers,
- Mobiliser ces publics sur une démarche de remise à niveau, de formation qualifiante et/ou diplômante.

Ce chantier donne priorité à des acquisitions à caractère professionnel, d'autres problématiques pouvant être traitées en parallèle avec l'appui de différents partenaires du territoire (Maison Départementale des Solidarités, C.C.A.S...)

1.2 Les partenaires et les personnels mobilisés :

- Le partenaire désigne un correspondant qui garantit une cohérence et un relai avec l'organisation interne du chantier (des points d'étape seront à convenir selon le calendrier fixé),
- Le Développeur/chef de projets d'Initiatives77 chargé de l'ingénierie de l'action,
- Les personnels de gestion administrative et comptable des salariés en insertion professionnelle,
- Le Chef de chantier, Encadrant-Formateur, qui assure la gestion technique du chantier,
- Des représentants des organismes de formation s'ils sont concernés par l'action,
- La Chargée de communication d'Initiatives77 qui assure la valorisation des activités communes.

ARTICLE 2 – Engagements relatifs aux travaux à réaliser

Initiatives77 a identifié des besoins sur le territoire du Partenaire, et propose, comme support à l'insertion professionnelle et sociale, de réaliser les travaux suivants :

- Désherbage de massifs, de voiries, trottoirs, taille de branches basses et de rejets.
- _____
- _____
- _____
- _____
- _____

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

INITIATIVES 77
Agence départementale d'insertion

2.1 le Partenaire s'engage à :

- Etablir une demande d'intervention via ID77.fr,
- Définir précisément les divers travaux dont la réalisation et les éléments techniques sont confiés à l'équipe d'Initiatives77,
- Prévoir et mettre en œuvre, en lien avec le Chef de chantier, les aménagements de sécurité nécessaires en fonction des travaux à réaliser,
- Prendre en charge les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation du programme de travaux précédemment défini (si cette prise en charge se fait par Initiatives77, le montant sera alors strictement ajouté),
- Prendre en charge la restauration méridienne des salariés à proximité du lieu de travail,
- Faire réaliser par ses personnels techniques, ou par des entreprises sélectionnées, les travaux ne pouvant être effectués par le chantier (maniement de matériels lourds, interventions demandant une technicité spécifique,...). La démarche de formation et d'apprentissage des gestes professionnels implique que les travaux soient au maximum réalisés par les personnes en insertion,
- Mettre à disposition du chantier un local technique (vestiaires, rangement du matériel, une salle de formation)
- Valoriser l'intervention d'Initiatives77 par la pose d'une plaque ou d'une affiche. En cas d'impossibilité technique, le partenaire s'engage à communiquer via un autre support défini au préalable (site internet, réseaux sociaux, panneaux d'information de la commune,...) ;

2.2 Initiatives77 s'engage à :

- Assurer l'encadrement du chantier et la formation des salariés en insertion par un Chef de chantier, Encadrant-Formateur, personnel qualifié et expérimenté maîtrisant les différentes techniques nécessaires,
- Assurer la sélection et le recrutement des personnels en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), ainsi que leur gestion administrative et comptable pendant toute la durée de leur contrat de travail. La durée des contrats sera en adéquation avec les besoins du salarié, de sept mois à un an pour la plupart, avec possibilité de prolongation jusqu'à deux ans si des éléments objectifs le nécessitent pour les publics dont l'employabilité reste insuffisante,
- Assurer l'adaptation des salariés en insertion aux postes de travail.
- Fournir et poser la plaque ou l'affiche qui valorisera son intervention.

2.3 Planification des travaux à effectuer :

Le Partenaire communiquera une proposition écrite concernant la planification des travaux à effectuer, planification faisant l'objet d'une validation avec Initiatives77.

Cette planification devra prendre en compte :

- Les difficultés techniques des travaux à réaliser et les formations préalables nécessaires,
- Les questions relatives à la maîtrise des outils et à la sécurité des personnes,
- La saisonnalité de certains travaux,
- La progression des compétences professionnelles des salariés en insertion,
- Les séquences de formation pratique et théorique,
- La fourniture et l'acquisition des matériaux et matériels nécessaires et des délais qui sont imposés par les fournisseurs. Cette planification sera ajustée lors des réunions techniques selon l'avancement des travaux.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 – Engagements relatifs à l'accompagnement et à la formation des salariés en parcours d'insertion professionnelle

3.1 Le partenaire s'engage à :

- Marquer son intérêt pour les travaux confiés au chantier et pour les personnels y intervenant à travers un passage régulier et une présence aux différents événements marquant l'évolution des travaux (inauguration des travaux terminés, remise de diplômes…),
- Rechercher des travaux complémentaires à ceux réalisés collectivement par le chantier afin que les salariés en insertion bénéficient de marges de progression plus importantes,
- Prendre en compte le devenir professionnel des personnels mobilisés sur le chantier et à rester en veille sur les opportunités d'emploi pouvant émerger dans ses propres services et dans les entreprises avec lesquelles il est en relation.
- Participer à toutes réunions utiles au bon fonctionnement de l'atelier chantier d'insertion

3.2 Initiatives77 s'engage à :

- Développer un parcours vers l'emploi et à mobiliser les partenaires pour permettre une démarche d'insertion professionnelle pérenne des salariés,
- Favoriser la mise en place d'un accompagnement des salariés pendant toute la durée de leur contrat : aide dans leurs démarches relatives à la recherche d'un emploi ou d'une formation professionnelle (contact avec les entreprises, liaison avec Pôle Emploi, l'Association d'Accompagnement Vers l'Emploi, la Mission Locale, la Maison Départementale des Solidarités,…),
- Mettre en place, par la recherche de financements, les actions de formation qui apparaissent nécessaires à la démarche d'insertion professionnelle, en complément de la formation sur le poste de travail assurée directement par le Chef de chantier,
- Faire le point régulièrement avec les partenaires locaux sur l'évolution des salariés et sur leur démarche d'accès à l'emploi ou à la formation,

Les séquences de formation collectives mises en place dans le cadre du chantier se déroulent sur le temps de travail sous la responsabilité d'Initiatives77. Une immersion en entreprise de courte durée (deux semaines, renouvelables) peut être proposée durant le chantier, via notamment une PMSMP, ce qui conduira le salarié à être absent du Chantier sans qu'il soit pour autant remplacé.

ARTICLE 4 – Dispositions relatives au financement de l'Atelier Chantier d'Insertion (ACI)

En complément des éléments directement pris en charge et précisés au chapitre **2.1** (matériels spécifiques, matériaux, repas méridiens…), le partenaire s'engage à verser à Initiatives77 la subvention **de** 15250 € (quinze-mille deux-cent-cinquante euros)
sur la base de 50 % à la signature de la convention et le solde au terme de l'intervention ou à l'échéance de la présente convention.

Les sommes seront versées, dès qu'elles auront été votées par l'organe délibérant, à Initiatives77, sur le compte à la CAISSE D'EPARGNE référencé ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Intitulé	IBAN	BIC
INITIATIVES77 - Compte courant	FR76 1751 5900 0008 0407 3416 409	CEPAFRPP751

ARTICLE 5 – Assurances et responsabilités

Le partenaire dispose d'une assurance en ce qui concerne le terrain ou les bâtiments sur lesquels intervient le chantier. Il s'engage également à assurer les matériels lui appartenant et mis à disposition du chantier (véhicules de transport, tracteurs,...).

Les personnels du chantier sont assurés par Initiatives77 en matière d'accident du travail et de responsabilité civile (Mutuelle d'Assurance M.A.I.F.).

ARTICLE 6 – Comité de pilotage

Un comité de pilotage impliquant les partenaires de l'opération est constitué :

- Les signataires de la présente convention ;
- Madame ou Monsieur le Directeur de la DDETS ou son représentant ;
- Madame ou Monsieur le Directeur de la DIHCS, ou son représentant ;
- Madame ou Monsieur le Directeur de l'Agence Pôle Emploi concerné, ou son représentant ;
- Madame ou Monsieur le Président de l'Association d'Accompagnement Vers l'Emploi (AAVE) concernée, ou son représentant ;
- Madame ou Monsieur le Directeur de la Maison Départementale des Solidarités (MDS) concernée, ou son représentant ;
- Mesdames et Messieurs les représentants des organismes de formation et d'accompagnement concernés ;
- Madame ou Monsieur le Chef de chantier, Encadrant-Formateur ;
- Madame ou Monsieur le Développeur/chef de Projets d'Initiatives77.

Le Comité de Pilotage pourra s'ouvrir à d'autres partenaires techniques intéressés.

Il sera chargé de suivre l'avancement des travaux, de la formation et établira un bilan individuel de la progression personnelle et professionnelle des salariés en insertion. Il aura lieu à un rythme régulier selon une fréquence et une date convenu entre les signataires ou leur représentant.

ARTICLE 7 – Durée

La présente convention prend effet le 29/06/2026 et prendra fin le 31/12/2026.

Elle pourra être prorogée par avenant après accord des deux parties.

ARTICLE 8 – Résiliation

En cas de non-respect des engagements réciproques de la présente convention par l'une ou l'autre des parties signataires, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

INITIATIVES 77
Agence départementale d'insertion

Fait à Melun, le 13/04/2026

En 2 exemplaires originaux

Pour la Collectivité

Qualité du signataire

(Cachet et signature)

Clotilde Lagoutte

Maire de Nangis

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Pour Initiatives77

Mme Sandrine SOSINSKI,

Laura AERTS

INITIATIVES 77
Centre d'affaires Thiers-gallieni
49/51, avenue Thiers - 77000 MELUN
Tél. 01.64 .87 .45. 80 - Fax 01.64 37.24.91

Le partenaire	INITIATIVES77
Nom : Commune de Nangis	**Adresse postale :**
Statut : Collectivité Territoriale	Centre d'affaires Thiers Gallieni
Nom des dirigeants : Madame le Maire - Clotilde Lagoutte	49/51 avenue Thiers - 77000 MELUN
	Tél. : 01.64.87.45.80
Nom de la personne chargée du suivi de ce dossier :	**Mail :** association@initiatives77.org
Adresse postale :	Identifiant de l'offre ID77 :
	Code Chantier :
Tél. : 01.64.60.52.04	
Mail : st.direction@mairie-nangis.fr	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/142

OBJET : AVENANT N°1 AU BAIL N°2026/DAF/N°139 POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS A COMPTER DU 1er AOÛT 2026.

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le Conseil Municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision municipale n° 2026/DAF/127 en date du 7 juillet 2026 fixant les modalités de location et loyer du logement 11 allée des Rossignots - RDC à NANGIS,

VU la décision n°2026/DAF/N°139 en date du 20 juillet 2026 concluant un bail entre la Ville de Nangis et Madame El Haddad Lamya pour la location d'un logement de type « T3 » se composant d'une entrée, d'une cuisine, d'une salle de séjour, de deux chambres, d'une salle de bains, d'un WC et d'un dégagement, le tout d'une surface habitable de 56.75 m²,

CONSIDERANT la demande de Madame El Haddad Lamya d'inclure Monsieur Yaba Yohou en tant que locataire, agissant conjointement et solidairement entre eux, au dudit bail.

CONSIDERANT le bail n°2026/DAF/N°139 prendra effet qu'à partir du 1er août 2026 pour une durée de 6 ans, soit du 1er août 2026 jusqu'au 31 juillet 2032,

CONSIDERANT qu'à compter de la remise des clefs, les locataires bénéficieront d'une exonération de quatre mois de loyer en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation dans l'appartement, consistant en la réfection des toilettes et de la salle de bains. Cette exonération correspond au montant des travaux pris en charge,

VU le budget communal,

DECIDE

Article 1 : Dit que l'avenant n°1 au bail n°2026/DAF/N°139 est conclu entre la commune de Nangis et Madame El Hadad Lamya ainsi que Monsieur Yaba Yohou pour la location de l'appartement situé au 11 allée des Rossignots, RDC, à Nangis.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 2 : Dit que le bail n° 2026/DAF/139, tel que modifié par le présent avenant, est conclu pour une durée de six (6) ans, à compter du 1er août 2026 et jusqu'au 31 juillet 2032 inclus.

Article 3 : Décide qu'à compter de la remise des clefs, les locataires bénéficieront d'une exonération de quatre mois de loyer en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation dans l'appartement, consistant en la réfection des toilettes et de la salle de bains. Cette exonération correspond au montant des travaux pris en charge

Article 4 : Décide que les autres termes du bail restent identiques.

Article 5 : Dit que les recettes seront inscrites au budget communal en section fonctionnement.

Article 6 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce que le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire

Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Techniques,
- les intéressés.

Fait à Nangis, le 27 juillet 2026
(en 2 exemplaires originaux)

La Maire,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le 30 JUIL. 2026
Et de la publication ou notification le 30 JUIL. 2026

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260930-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

AVENANT AU CONTRAT DE BAIL
N° 2026/DAF/N°139

N°2026/DAF/142

OBJET : AVENANT AU CONTRAT DE BAIL POUR LA LOCATION D'UN LOGEMENT DE TYPE 3 – 11 ALLEE DES ROSSIGNOTS – RDC – A NANGIS

Entre les soussignés,

La Commune de NANGIS (Seine et Marne), collectivité territoriale, représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, sa Maire en exercice domicilié rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis, en vertu de la délibération du conseil municipal n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026.

Le bail n°2026/DAF/N°139 conclu par décision en date du 20 juillet 2026 entre la Ville de Nangis et Madame El Haddad Lamya pour la location d'un logement de type « T3 » se composant d'une entrée, d'une cuisine, d'une salle de séjour, de deux chambres, d'une salle de bains, d'un WC et d'un dégagement, le tout d'une surface habitable de 56.75 m²

Désignée ci-après le bailleur,

Et Madame El Haddad Lamya, née le 19/10/2003 à Melun, de nationalité française, domicilié au 15 rue Noas Daumesnil, 77370 NANGIS,

Et Monsieur Yaba Yohou, né le 15/05/2003 à Suresnes, de nationalité française, domicilié au 2 impasse de Bougainville, 77720 MORMANT.

Désignés ci-dessus les occupants et soumis à toutes les obligations leur incombant en vertu des présentes, agissant conjointement et solidairement entre eux au présent acte.

Article 1 :

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 6 ans, à compter du 1er août 2026, pour prendre fin le 31/07/2032. La première de ces dates est la "date d'effet" du bail au sens du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DAR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Article 2 :

Dès la remise des clefs, les locataires bénéficieront d'une exonération de quatre mois de loyer en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation dans l'appartement, consistant en la réfection des toilettes et de la salle de bains. Cette exonération correspond au montant des travaux pris en charge.

Article 3 :

Les autres termes du bail restent identiques.

Fait et passé à Nangis, le
En deux exemplaires

La Maire, **Clotilde LAGOUTTE**	**Les locataires,** Madame El Haddad Lamya, Monsieur Yaba Yohou,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

Nangis

DECISION DU MAIRE

N°2026/PVD/N°143

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT (ANAH) POUR L'OPERATION PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DU RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU) A NANGIS

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 29 mai 2024 approuvant la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur le territoire de la commune de Nangis,

VU la convention d'OPAH-RU signée le 17 septembre 2025 entre la commune de Nangis, l'État et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH),

CONSIDERANT la nécessité de mobiliser les financements de l'ANAH afin d'accompagner les propriétaires dans la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat dans le périmètre de l'opération,

DECIDE

Article 1 : Dépose une demande de subvention dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) mise en œuvre sur son territoire auprès de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Article 2 : Dit que le coût total prévisionnel de la mission d'ingénierie de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) s'élève à 503 450,02 € HT pour une durée de cinq ans.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Réf. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Sollicite auprès de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) une subvention d'un montant de 61 645,02 € (Soixante et un mille six cent quarante-cinq euros et deux centimes.), correspondant au financement de la mission d'ingénierie de l'OPAH-RU de Nangis pour la période du **1er octobre 2026 au 30 septembre 2027**.

Article 4 : Dit que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice concerné

Article 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publiée sur le site internet de la ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Article 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins
- Le service financier
- La Direction Générale,
- Les services techniques
- La chargée de mission Petites Villes de Demain
- Les services de l'Etat

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 28 juillet 2026.

La Maire

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le ..... 30 JUIL. 2026
Et de la notification
Le ..... 30 JUIL. 2026

La Maire
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260728-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Nangis

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/AG/144

OBJET : ACHAT CONCESSION DE 30 ANS AU CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°154

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du Maire n°2025/AG/N°420 en date du 26 novembre 2025 relative aux tarifs des cimetières à compter de l'année 2026,

CONSIDÉRANT la demande présentée le 03 juillet 2026 par Madame GAULUPEAU épouse DUPUY Céline, demeurant à Nangis (77370) 24 allée André Dubois, en vue d'obtenir l'achat d'une concession au cimetière communal « nouveau », à l'effet d'y fonder la sépulture particulière destinée à Madame MARCANTONI épouse GAULUPEAU Irène,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Dit qu'à compter du 03 juillet 2026, une concession de 30 ans (trente ans), d'une superficie de 2.75 mètres superficiels dans le cimetière communal « nouveau » est accordée au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière pour Madame MARCANTONI épouse GAULUPEAU Irène.

ARTICLE 2 : Dit que la concession porte le numéro de plan 154.

ARTICLE 3 : Dit que cette concession a été accordée au titre d'une concession nouvelle.

ARTICLE 4 : Dit que ladite concession a été accordée moyennant la somme de 562€ (cinq cent soixante-deux euros) et a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n°G3635335 du 03 juillet 2026.

ARTICLE 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

ARTICLE 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la directrice du service des affaires générales,
- Madame GAULUPEAU épouse DUPUY Céline.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la loi.

Fait à Nangis, le 29 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte-tenu de sa télétransmission en sous-préfecture

Le 30 JUIL. 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260729-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/AG/145

OBJET : ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°127

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du Maire n°2025/AG/N°420 en date du 26 novembre 2025 relative aux tarifs des cimetières à compter de l'année 2026,

CONSIDÉRANT la demande présentée le 07 juillet 2026 par Madame LOPES MOREIRA Eulalia, demeurant à Le Châtelet-en-Brie (77820) 183 domaine de la Mussine, en vue d'obtenir l'achat d'une concession au cimetière communal « nouveau », à l'effet d'y fonder la sépulture particulière destinée à Monsieur DOS SANTOS FILIPE José.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Dit qu'à compter du 07 juillet 2026, une concession de 15 ans (quinze ans), d'une superficie de 2.75 mètres superficiels dans le cimetière communal « nouveau » est accordée au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière pour Monsieur DOS SANTOS FILIPE José.

ARTICLE 2 : Dit que la concession porte le numéro de plan 127.

ARTICLE 3 : Dit que cette concession a été accordée au titre d'une concession nouvelle.

ARTICLE 4 : Dit que ladite concession a été accordée moyennant la somme de 281€ (deux centre quatre-vingt-un euros) et a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n°G3635337 du 07 juillet 2026.

ARTICLE 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

ARTICLE 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la directrice du service des affaires générales,
- Madame LOPES MOREIRA Eulalia.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la loi.

Fait à Nangis, le 29 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



Certifié exécutoire compte-tenu de sa télétransmission en sous-préfecture

Le 30 JUIL. 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260729-DEC-2026-145-DR
Date de télétransmission : 30/07/2026
Date de réception préfecture : 30/07/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/AG/146

OBJET : ACHAT CONCESSION DE 15 ANS AU COLUMBARIUM – CASE- MODULE E- CIMETIERE COMMUNAL « NOUVEAU » - EMPLACEMENT N°90

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du Maire n°2025/AG/N°420 en date du 26 novembre 2025 relative aux tarifs des cimetières à compter de l'année 2026,

CONSIDÉRANT la demande présentée le 09 juillet 2026 par Madame ROUTURIER née GAILLARD Régine, demeurant à Nangis (77370), 2 allée Salvador Allende, en vue d'obtenir l'achat d'une case au columbarium – module E- au sein du site cinéraire du cimetière communal « nouveau », à l'effet d'y fonder la sépulture collective pour Monsieur ROUTURIER Alain et Madame ROUTURIER née GAILLARD Régine,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Dit qu'à compter du 09 juillet 2026, une case pouvant contenir trois urnes de taille standard d'environ 20 cm de diamètre maximum sur une hauteur de 35 cm.

ARTICLE 2 : Dit que la case porte le numéro 90 et est accordée pour 15 années.

ARTICLE 3 : Dit que cette concession a été accordée au titre d'une concession nouvelle.

ARTICLE 4 : Dit que ladite concession a été accordée moyennant la somme de 644,44€ (six cent quarante-quatre euros) et a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n°G3635336 du 09 juillet 2026.

ARTICLE 5 : Dit que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du Maire.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260926-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 26/09/2026
Date de réception préfecture : 26/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

ARTICLE 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la directrice du service des affaires générales,
- Madame ROUTURIER née GAILLARD Régine.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la loi.

Fait à Nangis, le 29 juillet 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte-tenu de sa télétransmission en sous-préfecture

Le 30 JUIL. 2026

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260729-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 30/07/2026
Date de réception préfecture : 30/07/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DECISION DU MAIRE

N°2026/DAF/14

OBJET : SIGNATURE DU MARCHE 2025TVX004 – MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGENIQUE DE L'ECOLE DU CHATEAU – LOT N°2 TRAVAUX DE COUVERTURE ET D'ETANCHEITE – AVENANT N°2

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-1 et L.2122-23,

VU le Code de la commande publique, notamment en ses articles, articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique,

VU la délibération n°2026/MARS/027 en date du 20/03/2026 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame la Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n°2025/DAF/434 en date du 4 décembre 2025, portant attribution du marché de travaux de rénovation énergétique du Groupe Scolaire le Château, lot 2 « travaux de couverture et d'étanchéité », à la Société Ecobat77, Siret n°34948220800023,

CONSIDÉRANT que la réalisation de prestations complémentaires s'est avérée nécessaire afin de garantir la bonne exécution des travaux du Groupe Scolaire le Château, à Nangis,

CONSIDÉRANT les devis n°8898 et n°8964 proposés par la Société Ecobat77 qui s'élèvent à un montant total à 14 129.86 € HT, soit 16 483.93 € TTC,

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant n° 2 au marché n° 2025TVX004, lot 2 « travaux de couverture et d'étanchéité », relatif aux travaux de rénovation énergétique du Groupe Scolaire le Château, conclu avec la Société Ecobat77 (SIRET n° 34948220800023).

Article 2 : Autorise la signature dudit avenant, ayant pour objet la modification de la répartition des prestations entre les cotraitants au titre de la tranche ferme, sans incidence sur le montant initial du marché.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 3 : Dit que la dépense est inscrite au budget de l'exercice concerné.

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision du Maire, publié sur le site internet de la Ville de Nangis pour une durée de trois mois, à compter de la signature de ladite décision.

Article 5 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Direction des Finances,
- Direction Générale,
- Direction des Services Techniques,
- La Société ECOBAT 77

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipale et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 7 août 2026

Pour la Maire empêchée et par délégation,
Le 1er Adjoint au Maire,
Abdelhakim LACHHAB



Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
En sous-préfecture Le
Et de la publication ou notification le

Pour la Maire empêchée et par délégation,
Le 1er Adjoint au Maire,
Abdelhakim LACHHAB



La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

N°1301-SD

cerfa

N°13948*06

ATTESTATION SIMPLIFIÉE[1]

① IDENTITÉ DU CLIENT OU DE SON REPRÉSENTANT :

Je soussigné(e) :

Nom :..... *Prénom* :.....

Adresse :..... *Code postal* :..... *Commune*.....

② NATURE DES LOCAUX

J'atteste que les travaux à réaliser portent sur un immeuble achevé depuis plus de deux ans à la date de commencement des travaux et affecté à l'habitation à l'issue de ces travaux :

☐ *maison ou immeuble individuel* ☐ *immeuble collectif* ☐ *appartement individuel*

☐ *autre (précisez la nature du local à usage d'habitation)* .....

Les travaux sont réalisés dans :

☐ *un local affecté exclusivement ou principalement à l'habitation*

☐ *des pièces affectées exclusivement à l'habitation situées dans un local affecté pour moins de 50 % à cet usage*

☐ *des parties communes de locaux affectés exclusivement ou principalement à l'habitation dans une proportion de (.....) millièmes de l'immeuble*

☐ *un local antérieurement affecté à un usage autre que d'habitation et transformé à cet usage*

Adresse[2] :.....*Commune*.....*Code postal* :.....

dont je suis : ☐ *propriétaire* ☐ *locataire* ☐ *autre (précisez votre qualité)* :.....

③ NATURE DES TRAVAUX

J'atteste que sur la période de deux ans précédant ou suivant la réalisation des travaux décrits dans la présente attestation, les travaux :

☐ n'affectent ni les fondations, ni les éléments, hors fondations, déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage, ni la consistance des façades (hors ravalement).

☐ n'affectent pas plus de cinq des six éléments de second œuvre suivants :

Cochez les cases correspondant aux éléments affectés* : ☐ planchers qui ne déterminent pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ☐ huisseries extérieures ☐ cloisons intérieures ☐ installations sanitaires et de plomberie ☐ installations électriques ☐ système de chauffage *(pour les immeubles situés en métropole)

NB : tous autres travaux sont sans incidence sur le bénéfice du taux réduit.

☐ n'entraînent pas une augmentation de la surface de plancher de la construction existante supérieure à 10 %.

☐ ne consistent pas en une surélévation ou une addition de construction.

☐ J'atteste que les travaux visent à améliorer la qualité énergétique du logement et portent sur la fourniture, la pose, l'installation ou l'entretien des matériaux, appareils et équipements dont la liste figure dans la notice (1 de l'article 200 quater du code général des impôts – CGI) et respectent les caractéristiques techniques et les critères de performances minimales fixés par un arrêté du ministre du budget (article 18 bis de l'annexe IV au CGI).

☐ J'atteste que les travaux ont la nature de travaux induits indissociablement liés à des travaux d'amélioration de la qualité énergétique soumis aux taux réduits de TVA de 5,50 % (pour les travaux réalisés en métropole) ou de 2,10 % (pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer).

④ CONSERVATION DE L'ATTESTATION ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Je conserve une copie de cette attestation ainsi que toutes les factures ou notes émises par les entreprises prestataires jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation des travaux et m'engage à en produire une copie à l'administration fiscale sur sa demande. Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de votre fait et ont eu pour conséquence l'application erronée des taux réduits de la TVA, vous êtes solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre :

1.S'agissant des travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans :

- le montant de la TVA due au taux de 20 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 10 %, pour les travaux réalisés en métropole ;
- le montant de la TVA due au taux de 8,50 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 2,10 %, pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer.

[1] Pour remplir cette attestation, cochez les cases correspondant à votre situation et complétez les rubriques en pointillés. Vous pouvez vous aider de la notice explicative.

[2] Si différente de l'adresse indiquée dans le cadre ①.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-140-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conditions Générales de Travaux

Toute commande de travaux implique de la part du client l'acceptation sans réserve des conditions générales ci-dessous et la renonciation à ses propres conditions, sauf convention spéciale contraire écrite.

1 - Validité
Notre offre est valable pour une durée de **3 mois** à compter de sa date d'envoi et doit être signée de l'acheteur pour former contrat entre les parties, sous réserve du paiement de l'acompte de « Voir pied de devis ». Toute commande passée après ce délai de 3 mois du jour de notre proposition nécessite au préalable que nous ayons été consultés sur le maintien ou la révision des conditions. La signature par le client du devis ou de la commande l'engage de façon ferme et définitive. Les travaux sont expressément limités à ceux qui sont spécifiés dans l'offre, le devis ou la commande. Les travaux supplémentaires souhaités feront l'objet d'un devis complémentaire accepté au préalable. En cas de commande reçue directement du client selon son modèle, celle-ci devra recevoir acceptation expresse de notre part. Le document accepté, éventuellement assorti de modifications, constituera dans ce cas les conditions particulières.

2 – Propriete des devis et des plans
Nos devis, dessins, plans, maquettes, descriptifs et documents de travail que nous transmettons sont confidentiels et restent notre propriété exclusive. Leur communication à d'autres entreprises ou tiers est interdite et passible de dommages-intérêts. Ils doivent être rendus s'ils ne sont pas suivis d'une commande.

3 – Prise d'effet du contrat
Le contrat est formé après acceptation écrite de notre offre mais ne prend effet qu'après remise de l'acompte prévu au point 7 ci-après et, le cas échéant, fourniture de l'une des garanties prévues à l'article 1799-1 du Code Civil ou dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. En cas de refus de fournir la garantie demandée, notre Société pourra suspendre les travaux ou demander la résiliation du marché de plein droit et sans indemnités.

4 – Delais d'execution – Penalites de retard
Le lieu d'exécution devra, à la date de démarrage, être accessible et les ouvrages préparatoires réalisés de façon à permettre l'engagement des travaux. Les délais d'exécution précisés dans l'offre signée de l'acheteur ne commenceront à courir que du jour où nous serons en possession des autorisations administratives, documents techniques et pièces nécessaires prévues au contrat. Sauf stipulation particulière, le délai d'exécution est donné à titre indicatif et sera automatiquement prorogé en cas de force majeure, d'intempéries, grèves, émeutes ou tout événement indépendant de notre volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder l'exécution de nos prestations ou d'augmenter significativement leur coût. En cas de retard qui nous serait imputable, sur des délais d'exécution expressément convenus, les éventuelles pénalités de retard ne peuvent en aucun cas excéder un total de 5% du montant hors taxes de notre contrat. Les éventuelles pénalités de retard constituent l'unique réparation forfaitaire de l'éventuel préjudice subi du fait du retard. Aucun retard ne peut nous être imputé pour un décalage du début de nos travaux justifié par les dispositions du point 3 ci-dessus ou du fait d'une suspension des travaux prévue au point 12 ci-après. SUPPLEMENT DE PRIX : Toute conséquence liée à un décalage dans le démarrage des travaux ou à une modification du planning contractuel qui ne serait pas de notre fait donnera lieu à un complément de prix.

5 - Execution des travaux
Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions techniques prévues à l'offre signée de l'acheteur pour former contrat et aux règles de l'art de la profession. Toute prestation non prévue dans la proposition initiale devra faire l'objet d'une demande du client, acceptée par écrit. Elle fera l'objet de nouveau prix. En cas de changement sur la nature de nos prestations, comme en cas de variation de plus ou moins 10% dans le volume des travaux, par rapport aux quantités prévues au devis initial, nous nous réservons le droit de revoir les prix de notre offre. Nous nous réservons le droit de faire appel aux sous-traitants de notre choix, votre accord sur la présente valant agrément de ceux-ci. Notre entreprise restera cependant seule responsable de l'intégralité des travaux à votre égard.

6 – Conditions de prix
Nos prix sont établis sur la foi des informations qui nous sont fournies. Toutes sujétions imprévues ou imprévisibles, modifications ou augmentations des prestations prévues dans notre offre donnent lieu à un complément de prix. Nos prix s'entendent hors taxes, frais de pilotage, de participation à un compte prorata, de contrôles ou d'essais (autres que ceux mis à charges des entreprises par les normes, DTU et avis techniques), d'assurance collective ou de police unique de chantier. Nos prix s'entendent pour des travaux effectués pendant les jours et heures légaux. Toutes spécifications concernant les horaires de travail ou journées particulières pour réaliser tout ou partie du chantier et n'ayant pas été mentionnées au moment de la commande, feront l'objet d'un supplément de prix correspondant à la demande.

7 – Facturation – Paiement du prix
Sauf conditions particulières, le prix est payable sans aucun escompte à 30 jours de la date de facture. Les conditions particulières pourront cependant prévoir, notamment en cas de chantier d'une durée supérieure à un mois, l'établissement de situations cumulatives mensuelles ouvrant droit au paiement d'acomptes. Ces situations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire. Une facture définitive sera établie en fin de chantier. Une avance égale à « Voir pied de devis » du montant des travaux sera versée lors de la commande. Au cas où plusieurs situations mensuelles seraient établies, cette avance sera déduite au prorata de l'avancement. Le montant des factures sera établi en incluant la TVA aux taux en vigueur au jour de la facturation. Si le règlement par traite a été accepté, la traite devra être remise à notre société dans les 10 jours suivant la date de la facture. Tout retard sera considéré comme un défaut de paiement et le règlement deviendra immédiatement exigible. Le paiement ne peut être lié à l'obtention d'un crédit, d'une subvention, d'un remboursement d'une compagnie d'assurance, ou du versement d'un appel de fond. En cas de pluralité de contrats avec notre client, toute stipulation, clause ou condition tendant à faire masse dans un compte courant unique de toutes créances et de toutes les dettes nées desdits contrats est expressément écartée et réputée non écrite.

8 – Interets Moratoires – Penalites – Decheance du terme
Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux, sans qu'une quelconque indemnité soit due par nous, huit jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par LRAR et demeurée sans effet. La contestation partielle d'une facture ou d'une situation ne dispense pas le client du règlement de la partie non contestée.
Les paiements effectués après la date figurant sur la facture ouvrent droit sans mise en demeure préalable :
- Au paiement d'intérêts moratoires par jour calendaire de retard, sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur.
- A l'exigibilité immédiate du paiement de toutes les factures émises et non encore échues.

Conformément à l'article L.441-6 du Code de commerce, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40€, sera exigible de plein droit et sans formalité en cas de retard de paiement, majorée de plein droit des frais de recouvrement supplémentaires engagés par notre société et dûment justifiés. Cette indemnité forfaitaire est due en totalité même en cas de paiement partielle de la facture à l'échéance, quelle que soit la durée du retard et s'applique à chaque facture payée en retard.

9 – Retenue de Garantie
Lorsqu'une retenue de garantie est expressément convenue, elle peut être substituée par un cautionnement émanant d'un établissement financier ou bancaire de notre choix.

10 – Dommages a nos travaux
Avant la réception, le passage de personnels, l'entreposage de matériaux ou matériels et en général toute intervention susceptible de détériorer nos travaux, fait sans notre autorisation écrite, dégagent notre responsabilité.

11 – Reception des travaux
Il est procédé à la réception de nos travaux dès l'achèvement de ceux-ci. Une réception partielle des travaux exécutés pourra être demandée, notamment en cas de travaux comportant plusieurs lots et faisant intervenir plusieurs entreprises. La prise de possession de l'ouvrage par le client, même sans complet paiement du prix, vaut réception sans réserves. La réception ne peut être suspendue à la survenance de tout événement autre que la fin de nos travaux, notamment la fin des travaux des autres corps d'état. Si l'exécution des travaux donnait lieu à des réserves de la part du Maître d'Ouvrage, celles-ci devront être formulées par LRAR, dans les 8 jours calendaires suivant la date d'achèvement des travaux. Passé ce délai, aucune réclamation sur la qualité de nos travaux ne pourra être acceptée. Dans tous les cas, le maître d'ouvrage doit s'assurer de l'accès du chantier pour la levée des réserves aux horaires et jours légaux. Dans le cas de travaux réalisés par notre entreprise en sous-traitance d'une entreprise, les travaux exécutés à ce titre sont réputés acceptés par l'entrepreneur au plus tard un mois après leur terminaison.

12 – Suspension des travaux
La suspension de l'exécution de nos travaux peut intervenir huit jours après toute mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse. La reprise des travaux est subordonnée à la reprise des paiements ou à la fourniture d'une garantie financière suffisante. Du jour de la suspension des travaux, les risques afférents aux matériaux et matériels restant sur le chantier et aux travaux déjà effectués ainsi que la garde du chantier, sont transférés à notre client jusqu'à la reprise des travaux.

13 - Resiliation
Le contrat peut être résilié de plein droit, si bon nous semble, sans préjudice de tous dommages et intérêts :
- En cas d'ajournement du commencement de nos travaux pendant plus de trois mois du fait exclusif de notre client.
- A défaut de remise de l'acompte ou de fourniture de l'une des garanties, visés aux points 3 ou 7 ci-dessus.
- En cas de mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse pendant plus de quinze jours.

Le solde du contrat est établi sur la base d'un constat des travaux exécutés à la date de la notification de la résiliation. La résiliation du contrat vaut de plein droit remise des travaux à notre client dans leur état à la date de sa notification. Les ouvrages ou parties d'ouvrages inachevés ou incomplets à la date de la notification de résiliation du contrat ne peuvent en aucun cas donner lieu à la mise en jeu de notre responsabilité.

14 – Reserve de Propriete
Avant leur incorporation à l'ouvrage, les matériaux livrés sur le chantier demeurent notre propriété, nonobstant le paiement de tous acomptes ou situations de travaux. Le bénéfice des articles 551 et 552 du code civil est expressément écarté par l'acceptation de notre offre et nous conservons la propriété des ouvrages que nous avons exécutés jusqu'au paiement intégral du prix en principal, intérêts, frais et tous autres accessoires découlant du contrat. Notre client s'interdit de donner en gage ou de céder la propriété des ouvrages soumis à la réserve de propriété. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des ouvrages exécutés ainsi que des responsabilités liées aux dommages qu'ils pourraient occasionner.

15 – Garantie
Dès réception, nos travaux exécutés sont soumis aux dispositions légales concernant les obligations de garantie. La garantie est cependant exclue :
- Si les travaux réalisés qui satisfont à une utilisation normale ne conviennent pas à l'utilisation spécifique qui en est faite et que cette utilisation spécifique n'a pas été portée à la connaissance de notre société au moment de la commande.
- Si le résultat défectueux provient de l'usure normale ou d'une négligence ou défaut d'entretien de la part du propriétaire, ou du fait d'un tiers.

16 – Reglement des litiges
Tout litige relatif aux travaux ou prestations conclus sera, à défaut d'accord amiable, de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve notre siège social qui appliquera le droit français.

17 – Droit à l'image :
17.1 - Dans le cadre de ses prestations la Société peut être amenée à réaliser des photographies pour un usage de suivi de chantier et de promotion. Le Client autorise dès à présent la Société à conserver sur support numérique les photographies prises et à les utiliser dans le cadre de la promotion de ses produits et installations à titre gracieux, cet usage n'étant mis en œuvre que dans le cas de validation du devis. Le Client renonce à toute indemnisation pour l'utilisation de ces photographies. Tous les catalogues, dépliants, sites internet et tout autre moyen de communication remis ou diffusés par la Société n'ont qu'un caractère purement indicatif et consultatif.
17.2 - Les devis et déplacement pour visites de chantiers sont gratuits. L'acceptation d'un devis de la part du Client vaut pleine et entière acceptation des présentes conditions générales de vente et d'exécution des travaux.

18 – Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : Afin de traiter les commandes des informations pourront être recueillies sur le Client et feront l'objet d'un traitement informatique interne à la Société. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés de la Société, ou à des sous traitants ou partenaires liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de certaines tâches. Conformément à la loi, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu'il peut exercer en soumettant une requête à l'adresse postale de la Société, en joignant un justificatif de son identité valide.

2.S'agissant des travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés :

- le montant de la TVA due au taux de 10 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 5,50 %, pour les travaux réalisés en métropole ;

- le montant de la TVA due au taux de 8,50 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 2,10 %, pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer.

Fait à NANGIS, le 07/08/2026

Signature du client ou de son représentant :

Par le maire empêché et par délégation
Le 1er Adjoint au maire
Abdelhakim LAKEHAL

MAIRIE DE NANGIS
SEINE-ET-MARNE

Les dispositions des articles 50, 53 et le cas échéant, 51, 55 et 56 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

ECOBAT77
ETANCHÉITÉ - ISOLATION - BARDAGE
9, rue des Champarts Z.I. 77820 Le Chatelet-en-Brie | Tel : 01 64 39 32 60 - Fax : 01 64 39 52 14 - mail : ecobat77@ecobat77.fr - www.ecobat77.fr

Affaire suivie par Valentin ROBERT

Affaire n° :CR25587

Vos réf N° :

Adresse Travaux :

GROUPE SCOLAIRE LE CHATEAU

Mail Pierre Britaud
77370 NANGIS
FRANCE

MAIRIE DE NANGIS

RUE MARECHAL DE TASSIGNY
77370 NANGIS
FRANCE

LE CHATELET EN BRIE, Le 07/07/2026

Devis n°8898 du 07/07/2026

Sujet : Réalisation de deux édicules maçonnée

Num.	Désignation	Unité	Quantité	P.U. H.T. H.T.	Total H.T.	Taux T
	/Réalisation de deux Edicule Maçonné					
	/Réalisation de deux édicules maçonnés					
	Réalisation d'un édicule de longueur 1,5 x largeur 0,5 x ht 0,90 m comprenant : - Dalle basse, y compris TMS de 10 cm, R = 4,65 - Maçonnerie de parpaings creux de 20 cm d'épaisseur pour parois latérales et soubassement de 30 cm - Dallette en partie haute, y compris goutte d'eau - Enduit gratté sur faces extérieures - Fourniture et pose de grille métallique ajourée, dimension 1,2 x 0,6	Ens	2,00	4 719,63	9 439,26	20 %
	Sous-total /Réalisation de deux édicules maçonnés				*9 439,26*	
	/Étanchéité des deux édicules					
	EIF	**Ens**	**2,00**	**40,55**	**81,10**	**20 %**
	Etanchéité courante: Système bicouche en semi-indépendance / Protection autoprotégée	**Ens**	**2,00**	**202,44**	**404,88**	**20 %**
	Bande de rive en Alu 0.75	**Ens**	**2,00**	**109,48**	**218,96**	**20 %**
	Relevés : EIF + chape 50 TV dév. 250mm + chape 50 TV Aluminium 8/100e dév. 250mm	**Ens**	**2,00**	**167,19**	**334,38**	**20 %**
	Bande solin aluminium brut + joint mastic polyuréthane 1ère catég.	**Ens**	**2,00**	**198,42**	**396,84**	**20 %**
	Sous-total /Étanchéité des deux édicules				*1 436,16*	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Devis n°8898 du 07/07/2026

Num.	Désignation	Unité	Quantité	P.U. H.T. H.T.	Total H.T.	Taux T
	Total /Réalisation de deux Edicule Maçonné				**10 875,42**	

Mode de règlement :Virement à 30 jours

Pour la Maire empêchée Par Son
délégation
Le 1er Adjoint au Maire

Abdelhakim LACHHAB

MAIRIE DE NANGIS
SEINE-ET-MARNE

Montants en Euros	
Total H.T.	**10 875,42**
Total T.V.A. 20%	**2 175,08**
Total T.T.C.	**13 050,50**
Net à payer	**13 050,50**

En cas d'accord, merci de nous retourner ce devis daté et signé avec la mention "bon pour accord"

Signature du chargé d'affaire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260915-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 15/09/2026
Date de réception préfecture : 15/09/2026

Conditions Générales de Travaux

Toute commande de travaux implique de la part du client l'acceptation sans réserve des conditions générales ci-dessous et la renonciation à ses propres conditions, sauf convention spéciale contraire écrite.

1 - Validité
Notre offre est valable pour une durée de **3 mois** à compter de sa date d'envoi et doit être signée de l'acheteur pour former contrat entre les parties, sous réserve du paiement de l'acompte de « Vous pied de devis ». Toute commande passée après ce délai de 3 mois du jour de notre proposition nécessite au préalable que nous ayons été consultés sur le maintien ou la révision des conditions. La signature par le client du devis ou de la commande l'engage de façon ferme et définitive. Les travaux sont expressément limités à ceux qui sont spécifiés dans l'offre, le devis ou la commande. Les travaux supplémentaires souhaités feront l'objet d'un devis complémentaire accepté au préalable. En cas de commande reçue directement du client selon son modèle, celle-ci devra recevoir acceptation expresse de notre part. Le document accepté éventuellement assorti de modifications constituera dans ce cas les conditions particulières.

2 – Propriété des devis et des plans
Nos devis, dessins, plans, maquettes, descriptifs et documents de travail que nous transmettons sont confidentiels et restent notre propriété exclusive. Leur communication à d'autres entreprises ou tiers est interdite et passible de dommages-intérêts. Ils doivent être rendus s'ils ne sont pas suivis d'une commande.

3 – Prise d'effet du contrat
Le contrat est formé après acceptation écrite de notre offre mais ne prend effet qu'après remise de l'acompte prévu au point 7 ci-après et, le cas échéant, fourniture de l'une des garanties prévues à l'article 1799-1 du Code Civil ou dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. En cas de refus de fournir la garantie demandée, notre Société pourra suspendre les travaux ou demander la résiliation du marché de plein droit et sans indemnités.

4 – Délais d'exécution – Pénalités de retard
Le lieu d'exécution devra, à la date de démarrage, être accessible et les ouvrages préparatoires réalisés de façon à permettre l'engagement des travaux. Les délais d'exécution précisés dans l'offre signée de l'acheteur ne commenceront à courir que du jour où nous serons en possession des autorisations administratives, documents techniques et pièces nécessaires prévues au contrat. Sauf stipulation particulière, le délai d'exécution est donné à titre indicatif et sera automatiquement prorogé en cas de force majeure, d'intempéries, grèves, émeutes ou tout événement indépendant de notre volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder l'exécution de nos prestations ou d'augmenter significativement leur coût. En cas de retard qui nous serait imputable, sur des délais d'exécution expressément convenus, les éventuelles pénalités de retard ne pourront en aucun cas excéder un total de 5% du montant hors taxes de notre contrat. Les éventuelles pénalités de retard constituent l'unique réparation forfaitaire de l'éventuel préjudice subi du fait du retard. Aucun retard ne peut nous être imputé pour un décalage du début de nos travaux justifié par les dispositions du point 3 ci-dessus ou du fait d'une suspension des travaux prévue au point 12 ci-après. SUPPLEMENT DE PRIX : Toute conséquence liée à un décalage dans le démarrage des travaux ou à une modification du planning contractuel qui ne serait pas de notre fait donnera lieu à un complément de prix.

5 - Exécution des travaux
Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions techniques prévues à l'offre signée de l'acheteur pour former contrat et aux règles de l'art de la profession. Toute prestation non prévue dans la proposition initiale devra faire l'objet d'une demande du client, acceptée par écrit. Elle fera l'objet de nouveau prix. En cas de changement sur la nature de nos prestations, comme en cas de variation de plus ou moins 10% dans le volume des travaux, par rapport aux quantités prévues au devis initial, nous nous réservons le droit de revoir les prix de notre offre. Nous nous réservons le droit de faire appel aux sous-traitants de notre choix, votre accord sur la présente valant agrément de ceux-ci. Notre entreprise restera cependant seule responsable de l'intégralité des travaux à votre égard.

6 – Conditions de prix
Nos prix sont établis sur la foi des informations qui nous sont fournies. Toutes sujétions imprévues ou imprévisibles, modifications ou augmentations des prestations prévues dans notre offre donnent lieu à un complément de prix. Nos prix s'entendent hors taxes, frais de pilotage, de participation à un compte prorata, de contrôles ou d'essais (autres que ceux mis à charges des entreprises par les normes, DTU, et avis techniques), d'assurance collective ou de police unique de chantier. Nos prix s'entendent pour des travaux effectués pendant les jours et heures légaux. Toutes spécifications concernant les horaires de travail ou journées particulières pour réaliser tout ou partie du chantier et n'ayant pas été mentionnées au moment de la commande, feront l'objet d'un supplément de prix correspondant à la demande.

7 – Facturation – Paiement du prix
Sauf conditions particulières, le prix est payable sans aucun escompte à 30 jours de la date de facture. Les conditions particulières pourront cependant prévoir, notamment en cas de chantier d'une durée supérieure à un mois, l'établissement de situations cumulatives mensuelles ouvrant droit au paiement d'acomptes. Ces situations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire. Une facture définitive sera établie en fin de chantier. Une avance égale à « Vous pied de devis » du montant des travaux sera versée lors de la commande. Au cas où plusieurs situations mensuelles seraient établies cette avance sera déduite au prorata de l'avancement. Le montant des factures sera établi en incluant la TVA aux taux en vigueur au jour de la facturation. Si le règlement par traite a été accepté, la traite devra être remise à notre société dans les 10 jours suivant la date de la facture. Tout retard sera considéré comme un défaut de paiement et le règlement deviendra immédiatement exigible. Le paiement ne peut être lié à l'obtention d'un crédit, d'une subvention, d'un remboursement d'une compagnie d'assurance, ou du versement d'un appel de fond. En cas de pluralité de contrats avec notre client, toute stipulation, clause ou condition tendant à faire masse dans un compte courant unique de toutes créances et de toutes les dettes nées desdits contrats est expressément écartée et réputée non écrite.

8 – Intérêts Moratoires – Pénalités – Déchéance du terme
Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux, sans qu'une quelconque indemnité soit due par nous, huit jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par LRAR et demeurée sans effet. La contestation partielle d'une facture ou d'une situation ne dispense pas le client du règlement de la partie non contestée.
Les paiements effectués après la date figurant sur la facture ouvrent droit sans mise en demeure préalable :
- Au paiement d'intérêts moratoires par jour calendaire de retard, sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur.
- A l'exigibilité immédiate du paiement de toutes les factures émises et non encore échues.

Conformément à l'article L. 441-6 du Code de commerce, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40€, sera exigible de plein droit et sans formalité en cas de retard de paiement, majorée de plein droit des frais de recouvrement supplémentaires engagés par notre société et dûment justifiés. Cette indemnité forfaitaire est due en totalité même en cas de paiement partielle de la facture à l'échéance, quelle que soit la durée du retard et s'applique à chaque facture payée en retard.

9 – Retenue de Garantie
Lorsqu'une retenue de garantie est expressément convenue, elle peut être substituée par un cautionnement émanant d'un établissement financier ou bancaire de notre choix.

10 – Dommages à nos travaux
Avant la réception : le passage de personnels, l'entreposage de matériaux ou matériels et en général toute intervention susceptible de détériorer nos travaux, fait sans notre autorisation écrite, dégagent notre responsabilité.

11 – Réception des travaux
Il est procédé à la réception de nos travaux dès l'achèvement de ceux-ci. Une réception partielle des travaux exécutés pourra être demandée, notamment en cas de travaux comportant plusieurs lots et faisant intervenir plusieurs entreprises. La prise de possession de l'ouvrage par le client, même sans complet paiement du prix, vaut réception sans réserves. La réception ne peut être suspendue à la survenance de tout événement autre que la fin de nos travaux, notamment la fin des travaux des autres corps d'état. Si l'exécution des travaux donnait lieu à des réserves de la part du Maître d'Ouvrage, celles-ci devront être formulées par LRAR, dans les 8 jours calendaires suivant la date d'achèvement des travaux. Passé ce délai, aucune réclamation sur la qualité de nos travaux ne pourra être acceptée. Dans tous les cas, le maître d'ouvrage doit s'assurer de l'accès du chantier pour la levée des réserves aux horaires et jours légaux. Dans le cas de travaux réalisés par notre entreprise en sous-traitance d'une entreprise, les travaux exécutés à ce titre sont réputés acceptés par l'entrepreneur au plus tard un mois après leur terminaison.

12 – Suspension des travaux
La suspension de l'exécution de nos travaux peut intervenir huit jours après toute mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse. La reprise des travaux est subordonnée à la reprise des paiements ou à la fourniture d'une garantie financière suffisante. Du fait de la suspension des travaux, les risques afférents aux matériaux et matériels restant sur le chantier et aux travaux déjà effectués ainsi que la garde du chantier sont transférés à notre client jusqu'à la reprise des travaux.

13 - Résiliation
Le contrat peut être résilié de plein droit, si bon nous semble, sans préjudice de tous dommages et intérêts :
- En cas d'ajournement du commencement de nos travaux pendant plus de trois mois du fait exclusif de notre client.
- A défaut de remise de l'acompte ou de fourniture de l'une des garanties visées aux points 3 ou 7 ci-dessus.
- En cas de mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse pendant plus de quinze jours.

Le solde du contrat est établi sur la base d'un constat des travaux exécutés à la date de la notification de la résiliation. La résiliation du contrat vaut de plein droit remise des travaux à notre client dans leur état à la date de sa notification. Les ouvrages ou parties d'ouvrages inachevés ou incomplets à la date de la notification de résiliation du contrat ne peuvent en aucun cas donner lieu à la mise en jeu de notre responsabilité.

14 – Réserve de Propriété
Avant leur incorporation à l'ouvrage, les matériaux livrés sur le chantier demeurent notre propriété, nonobstant le paiement de tous acomptes ou situations de travaux. Le bénéfice des articles 551 et 552 du code civil est expressément écarté par l'acceptation de notre offre et nous conservons la propriété des ouvrages que nous avons exécutés jusqu'au paiement intégral du prix en principal, intérêts, frais et tous autres accessoires découlant du contrat. Notre client s'interdit de donner en gage ou de céder la propriété des ouvrages soumis à la réserve de propriété. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des ouvrages exécutés ainsi que des responsabilités liées aux dommages qu'ils pourraient occasionner.

15 – Garantie
Dès réception, nos travaux exécutés sont soumis aux dispositions légales concernant les obligations de garantie. La garantie est cependant exclue :
- Si les travaux réalisés ne satisfont à une utilisation normale ne convenant pas à l'utilisation spécifique qui en est faite et que cette utilisation spécifique n'a pas été portée à la connaissance de notre société au moment de la commande.
- Si le résultat défectueux provient de l'usure normale ou d'une négligence ou défaut d'entretien de la part du propriétaire ou du fait d'un tiers.

16 – Règlement des litiges
Tout litige relatif aux travaux ou prestations conclus sera, à défaut d'accord amiable de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve notre siège social qui appliquera le droit français.

17 – Droit à l'image :
17.1 - Dans le cadre de ses prestations la Société peut être amenée à réaliser des photographies pour un usage de suivi de chantier et de promotion. Le Client autorise dès à présent la Société à conserver sur support numérique les photographies prises et à les utiliser dans le cadre de la promotion de ses produits et installations à titre gracieux, cet usage n'étant mis en œuvre que dans le cas de validation du devis. Le Client renonce à toute indemnisation pour l'utilisation de ces photographies. Tous les catalogues, dépliants, sites internet et tout autre moyen de communication remis ou diffusés par la Société n'ont qu'un caractère purement indicatif et consultatif.
17.2 - Les devis et déplacement pour visites de chantiers sont gratuits. L'acceptation d'un devis de la part du Client vaut pleine et entière acceptation des présentes conditions générales de vente et d'exécution des travaux.

18 – Reglement Général sur la Protection des Données (RGPD) : Afin de traiter les commandes des informations pourront être recueillies sur le Client et feront l'objet d'un traitement informatique interne à la Société. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés de la Société ou à des sous traitants ou partenaires liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de certaines tâches. Conformément à la loi, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime. Ces droits qu'il peut exercer en soumettant une requête à l'adresse postale de la Société, en joignant un justificatif de son identité valide.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 2
Marché n°2025TVX004 – Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Le Château à Nangis
Lot n°2 – couverture / étanchéïté

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Commune de Nangis
Rue Maréchal de Lattre de Tassigny
77370 NANGIS

Madame Clotilde Lagoutte
La Maire

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Lot n°2 : Couverture/étanchéïté
Titulaire : ECOBAT 77
Adresse : 9 rue des Champarts – 77820 le Chatelet en Brie
Coordonnées : 01 64 39 32 60 – mail@ecobat77.fr / r.abelard@ecobat77.fr
Siret : 349 482 208 00023

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Travaux de rénovation thermique du groupe scolaire Le Château à Nangis

- Date de la notification du marché public : 5 décembre 2025
- Durée d'exécution du marché public : 10 mois.
- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 127 162.25 €
  - Montant HT : 635 811.24 €
  - Montant TTC : 762 973.49 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

D - Objet de l'avenant

■ Le présent avenant est conclu dans les circonstances suivantes :

Le présent avenant trouve son fondement à l'article R2194-8 du Code de la commande publique :

« Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies ».

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Au cours de l'exécution du marché, la réalisation de prestations complémentaires s'est avérée nécessaire afin de garantir la bonne exécution des travaux. Celles-ci concernent :

- La réalisation de deux édicules maçonnés (devis n° 8898), pour un montant de 10 875,42 € H ;
- Le désenfumage suite à l'avis du bureau de contrôle (devis n°8964), pour un montant de 3 254.44 € HT.

Le montant total de ces prestations complémentaires s'élève à **14 129.86 € HT**, soit **16 483.93 € TTC**, conformément aux devis annexés.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant n°1 : travaux complémentaires (plus-value) :

- Taux de la TVA (20%) : 7 732.47 €
- Montant HT : 38 662.35 €
- Montant TTC : 46 394.82 €
- **%** d'écart introduit par l'avenant : 6.08 %

Montant de l'avenant n°2 : la réalisation de deux édicules maçonnés et le désenfumage (plus-value) :

- Taux de la TVA (20%) : 2 354.07 €
- Montant HT : 14 129.86 €
- Montant TTC : 16 483.93 €
- **%** d'écart introduit par l'avenant : 2.22 %

% d'écart avenants n°1 et 2 : 8.30 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA (20%) : 137 248.79 €
- Montant HT : 688 603.45 €
- Montant TTC : 825 852.24 €

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC2026-145-DE
Date de transmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : NANGIS, le 07/08/2026

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Pour la Maire empêchée et par délégation,
Le 1er Adjoint au Maire,
Abdelhakim LACHHAB

MAIRIE DE NANGIS
SEINE-ET-MARNE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de transmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de transmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

ECOBAT77
ETANCHÉITÉ - ISOLATION - BARDAGE
9, rue des Champarts ZI - 77820 Le Chatelet-en-Brie - Tél : 01 64 39 32 60 - Fax : 01 64 39 52 14 - mail : ecobat77@ - www.ecobat77.fr

Affaire suivie par Valentin ROBERT

Affaire n° :CR25587
Vos réf N° :

Adresse Travaux :

GROUPE SCOLAIRE LE CHATEAU
Mail Pierre Britaud
77370 NANGIS
FRANCE

MAIRIE DE NANGIS
RUE MARECHAL DE TASSIGNY
77370 NANGIS
FRANCE

A l'attention de M. ROTURIER Didier

LE CHATELET EN BRIE, Le 27/07/2026

Devis n°8964 du 27/07/2026

Sujet : Travaux supplémentaire - Désenfumage suite a l'avis du bureau de contrôle

Num.	Désignation	Unité	Quantité	P.U. H.T. H.T.	Total H.T.	Taux T
	Désenfumage suite a l'avis du bureau de contrôle					
	Nota : Non compris finition intérieur (Placo / enduit / peinture)					
	Dépose de tuiles plates grand modèle 62u/m²	m²	1,00	105,00	105,00	5.5 %
	Creation de chevêtre bois en sapin traité	u	1,00	122,81	122,81	5.5 %
	Vélux SK06 - 114 X 118 ED : Exutoire de désenfumage mécanique	u	1,00	1 160,91	1 160,91	5.5 %
	Raccord d'étanchéité pour Vélux 114x118	u	1,00	421,97	421,97	5.5 %
	Asservissement de désenfumage par boitier treuil pneumatique + CO2	U	1,00	1 443,75	1 443,75	5.5 %
	Total Désenfumage suite a l'avis du bureau de contrôle				3 254,44	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

Devis n°8964 du 27/07/2026

Num.	Désignation	Unité	Quantité	P.U. H.T. H.T.	Total H.T.	Taux T

Mode de règlement :Virement à 30 jours

Immeuble achevé depuis plus de deux ans

Pour la Maire empêché et par délégation
Le 1er Adjoint au Maire
Abdelhakim LACHHAB

Montants en Euros	
Total H.T.	**3 254,44**
Total T.V.A. 5.5%	**178,99**
Total T.T.C.	**3 433,43**
Net à payer	**3 433,43**

MAIRIE DE NANGIS SEINE-ET-MARNE

En cas d'accord, merci de nous retourner ce devis daté et signé avec la mention "bon pour accord"

Signature du chargé d'affaire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260923-DEC-2026-140DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conditions Générales de Travaux

Toute commande de travaux implique de la part du client l'acceptation sans réserve des conditions générales ci-dessous et la renonciation à ses propres conditions, sauf convention spéciale contraire écrite.

1 – Validité
Notre offre est valable pour une durée de **3 mois** à compter de sa date d'envoi et doit être signée de l'acheteur pour former contrat entre les parties, sous réserve du paiement de l'acompte de « Vous pied de devis ». Toute commande passée après ce délai de 3 mois du jour de notre proposition nécessite au préalable que nous ayons été consultés sur le maintien ou la révision des conditions. La signature par le client du devis ou de la commande l'engage de façon ferme et définitive. Les travaux sont expressément limités à ceux qui sont spécifiés dans l'offre, le devis ou la commande. Les travaux supplémentaires souhaités feront l'objet d'un devis complémentaire accepté au préalable. En cas de commande reçue directement du client selon son modèle, celle-ci devra recevoir acceptation expresse de notre part. Le document accepté éventuellement assorti de modifications, constituera dans ce cas les conditions particulières.

2 – Propriété des devis et des plans
Nos devis, dessins, plans, maquettes, descriptifs et documents de travail que nous transmettons sont confidentiels et restent notre propriété exclusive. Leur communication à d'autres entreprises ou tiers est interdite et passible de dommages-intérêts. Ils doivent être rendus s'ils ne sont pas suivis d'une commande.

3 – Prise d'effet du contrat
Le contrat est formé après acceptation écrite de notre offre mais ne prend effet qu'après remise de l'acompte prévu au point 7 ci-après et, le cas échéant, fourniture de l'une des garanties prévues à l'article 1799-1 du Code Civil ou dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. En cas de refus de fournir la garantie demandée, notre Société pourra suspendre les travaux ou demander la résiliation du marché de plein droit et sans indemnités.

4 – Délais d'exécution – Pénalités de retard
Le lieu d'exécution devra, à la date de démarrage, être accessible et les ouvrages préparatoires réalisés de façon à permettre l'engagement des travaux. Les délais d'exécution précisés dans l'offre signée de l'acheteur ne commenceront à courir que du jour où nous serons en possession des autorisations administratives, documents techniques et pièces nécessaires prévues au contrat. Sauf stipulation particulière, le délai d'exécution est donné à titre indicatif et sera automatiquement prorogé en cas de force majeure, d'intempéries, grèves, émeutes ou tout événement indépendant de notre volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder l'exécution de nos prestations ou d'augmenter significativement leur coût. En cas de retard qui nous serait imputable, sur des délais d'exécution expressément convenus, les éventuelles pénalités de retard ne peuvent en aucun cas excéder un total de 5% du montant hors taxes de notre contrat. Les éventuelles pénalités de retard constituent l'unique réparation forfaitaire de l'éventuel préjudice subi du fait du retard. Aucun retard ne peut nous être imputé pour un décalage du début de nos travaux justifié par les dispositions du point 3 ci-dessus ou du fait d'une suspension des travaux prévue au point 12 ci-après. SUPPLEMENT DE PRIX : Toute conséquence liée à un décalage dans le démarrage des travaux ou à une modification du planning contractuel qui ne serait pas de notre fait donnera lieu à un complément de prix.

5 – Exécution des travaux
Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions techniques prévues à l'offre signée de l'acheteur pour former contrat et aux règles de l'art de la profession. Toute prestation non prévue dans la proposition initiale devra faire l'objet d'une demande du client, acceptée par écrit. Elle fera l'objet de nouveau prix. En cas de changement sur la nature de nos prestations, comme en cas de variation de plus ou moins 10% dans le volume des travaux, par rapport aux quantités prévues au devis initial, nous nous réservons le droit de revoir les prix de notre offre. Nous nous réservons le droit de faire appel aux sous-traitants de notre choix, votre accord sur la présente valant agrément de ceux-ci. Notre entreprise restera cependant seule responsable de l'intégralité des travaux à votre égard.

6 – Conditions de prix
Nos prix sont établis sur la foi des informations qui nous sont fournies. Toutes sujétions imprévues ou imprévisibles, modifications ou augmentations des prestations prévues dans notre offre donnent lieu à un complément de prix. Nos prix s'entendent hors taxes, frais de pilotage, de participation à un compte prorata, de contrôles ou d'essais (autres que ceux mis à charges des entreprises par les normes, DTU, et avis techniques), d'assurance collective ou de police unique de chantier. Nos prix s'entendent pour des travaux effectués pendant les jours et heures légaux. Toutes spécifications concernant les horaires de travail ou journées particulières pour réaliser tout ou partie du chantier et n'ayant pas été mentionnées au moment de la commande, feront l'objet d'un supplément de prix correspondant à la demande.

7 – Facturation – Paiement du prix
Sauf conditions particulières, le prix est payable sans aucun escompte à 30 jours de la date de facture. Les conditions particulières pourront cependant prévoir, notamment en cas de chantier d'une durée supérieure à un mois, l'établissement de situations cumulatives mensuelles ouvrant droit au paiement d'acomptes. Ces situations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire. Une facture définitive sera établie en fin de chantier. Une avance égale à « Vour pied de devis » du montant des travaux sera versée lors de la commande. Au cas ou plusieurs situations mensuelles seraient établies, cette avance sera déduite au prorata de l'avancement. Le montant des factures sera établi en incluant la TVA aux taux en vigueur au jour de la facturation. Si le règlement par traite a été accepté, la traite devra être remise à notre société dans les 10 jours suivant la date de la facture. Tout retard sera considéré comme un défaut de paiement et le règlement deviendra immédiatement exigible. Le paiement ne peut être lié à l'obtention d'un crédit, d'une subvention, d'un remboursement d'une compagnie d'assurance, ou du versement d'un appel de fond. En cas de pluralité de contrats avec notre client, toute stipulation, clause ou condition tendant à faire masse dans un compte courant unique de toutes créances et de toutes les dettes nées desdits contrats est expressément écartée et réputée non écrite.

8 – Intérêts Moratoires – Pénalités – Déchéance du terme
Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux, sans qu'une quelconque indemnité soit due par nous, huit jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par LRAR et demeurée sans effet. La contestation partielle d'une facture ou d'une situation ne dispense pas le client du règlement de la partie non contestée.
Les paiements effectués après la date figurant sur la facture ouvrent droit sans mise en demeure préalable :
- Au paiement d'intérêts moratoires par jour calendaire de retard, sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur.
- A l'exigibilité immédiate du paiement de toutes les factures émises et non encore échues.

Conformément à l'article L. 441-6 du Code de commerce, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40€, sera exigible de plein droit et sans formalité en cas de retard de paiement, majorée de plein droit des frais de recouvrement supplémentaires engagés par notre société et dûment justifiés. Cette indemnité forfaitaire est due en totalité même en cas de paiement partielle de la facture à l'échéance, quelle que soit la durée du retard et s'applique à chaque facture payée en retard.

9 – Retenue de Garantie
Lorsqu'une retenue de garantie est expressément convenue, elle peut être substituée par un cautionnement émanant d'un établissement financier ou bancaire de notre choix.

10 – Dommages à nos travaux
Avant la réception, le passage de personnels, l'entreposage de matériaux ou matériels et en général toute intervention susceptible de détériorer nos travaux, fait sans notre autorisation écrite, dégagent notre responsabilité.

11 – Réception des travaux
Il est procédé à la réception de nos travaux, dès l'achèvement de ceux-ci. Une réception partielle des travaux exécutés pourra être demandée, notamment en cas de travaux comportant plusieurs lots et faisant intervenir plusieurs entreprises. La prise de possession de l'ouvrage par le client, même sans complet paiement du prix, vaut réception sans réserves. La réception ne peut être suspendue à la survenance de tout événement autre que la fin de nos travaux, notamment la fin des travaux des autres corps d'état. Si l'exécution des travaux donnait lieu à des réserves de la part du Maître d'Ouvrage, celles-ci devront être formulées par LRAR, dans les 8 jours calendaires suivant la date d'achèvement des travaux. Passé ce délai, aucune réclamation sur la qualité de nos travaux ne pourra être acceptée. Dans tous les cas, le maître d'ouvrage doit s'assurer de l'accès du chantier pour la levée des réserves aux horaires et jours légaux. Dans le cas de travaux réalisés par notre entreprise en sous-traitance d'une entreprise, les travaux exécutés à ce titre sont réputés acceptés par l'entrepreneur au plus tard un mois après leur terminaison.

12 – Suspension des travaux
La suspension de l'exécution de nos travaux peut intervenir huit jours après toute mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse. La reprise des travaux est subordonnée à la reprise des paiements ou à la fourniture d'une garantie financière suffisante. Du jour de la suspension des travaux, les risques afférents aux matériaux et matériels restant sur le chantier et aux travaux déjà effectués ainsi que la garde du chantier sont transférés à notre client jusqu'à la reprise des travaux.

13 - Résiliation
Le contrat peut être résilié de plein droit, si bon nous semble, sans préjudice de tous dommages et intérêts :
- En cas d'ajournement du commencement de nos travaux pendant plus de trois mois du fait exclusif de notre client.
- A défaut de remise de l'acompte ou de fourniture de l'une des garanties visées aux points 3 ou 7 ci-dessus.
- En cas de mise en demeure de régulariser un défaut de paiement restée infructueuse pendant plus de quinze jours.

Le solde du contrat est établi sur la base d'un constat des travaux exécutés à la date de la notification de la résiliation. La résiliation du contrat vaut de plein droit remise des travaux à notre client dans leur état à la date de sa notification. Les ouvrages ou parties d'ouvrages inachevés ou incomplets à la date de la notification de résiliation du contrat ne peuvent en aucun cas donner lieu à la mise en jeu de notre responsabilité.

14 – Réserve de Propriété
Avant leur incorporation à l'ouvrage, les matériaux livrés sur le chantier demeurent notre propriété, nonobstant le paiement de tous acomptes ou situations de travaux. Le bénéfice des articles 553 et 552 du code civil est expressément écarté par l'acceptation de notre offre et nous conservons la propriété des ouvrages que nous avons exécutés jusqu'au paiement intégral du prix en principal, intérêts, frais et tous autres accessoires découlant du contrat. Notre client s'interdit de donner en gage ou de céder la propriété des ouvrages soumis à la réserve de propriété. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des ouvrages exécutés ainsi que des responsabilités liées aux dommages qu'ils pourraient occasionner.

15 – Garantie
Dès réception, nos travaux exécutés sont soumis aux dispositions légales concernant les obligations de garantie. La garantie est cependant exclue :
- Si les travaux réalisés qui satisfont à une utilisation normale ne conviennent pas à l'utilisation spécifique qui en est faite et que cette utilisation spécifique n'a pas été portée à la connaissance de notre société au moment de la commande.
- Si le résultat défectueux provient de l'usure normale ou d'une négligence ou défaut d'entretien de la part du propriétaire, ou du fait d'un tiers.

16 – Règlement des litiges
Tout litige relatif aux travaux ou prestations conclus sera, à défaut d'accord amiable, de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve notre siège social qui appliquera le droit français.

17 – Droit à l'image :
17.1 - Dans le cadre de ses prestations la Société peut être amenée à réaliser des photographies pour un usage de suivi de chantier et de promotion. Le Client autorise dès à présent la Société à conserver sur support numérique les photographies prises et à les utiliser dans le cadre de la promotion de ses produits et installations à titre gracieux, cet usage n'étant lui en œuvre que dans le cas de validation du devis. Le Client renonce à toute indemnisation pour l'utilisation de ces photographies. Tous les catalogues, dépliants, sites internet et tout autre moyen de communication remis ou diffusés par la Société n'ont qu'un caractère purement indicatif et consultatif.
17.2 - Les devis et déplacement pour visites de chantiers sont gratuits. L'acceptation d'un devis de la part du Client vaut pleine et entière acceptation des présentes conditions générales de vente et d'exécution des travaux.

18 – Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : Afin de traiter les commandes des informations pourront être recueillies sur le Client et feront l'objet d'un traitement informatique interne à la Société. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés de la Société, ou à des sous traitants ou partenaires liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de certaines tâches. Conformément à la loi, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime. Ces droits qu'il peut exercer en soumettant une requête à l'adresse postale de la Société, en joignant un justificatif de son identité valide.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

N°1301-SD

cerfa

N°13948*06

ATTESTATION SIMPLIFIÉE[1]

① IDENTITÉ DU CLIENT OU DE SON REPRÉSENTANT :

Je soussigné(e) :

Nom :..... *Prénom* :.....

Adresse :..... *Code postal* :..... *Commune*.....

② NATURE DES LOCAUX

J'atteste que les travaux à réaliser portent sur un immeuble achevé depuis plus de deux ans à la date de commencement des travaux et affecté à l'habitation à l'issue de ces travaux :

☐ *maison ou immeuble individuel* ☐ *immeuble collectif* ☐ *appartement individuel*

☐ *autre (précisez la nature du local à usage d'habitation)* .....

Les travaux sont réalisés dans :

☐ *un local affecté exclusivement ou principalement à l'habitation*

☐ *des pièces affectées exclusivement à l'habitation situées dans un local affecté pour moins de 50 % à cet usage*

☐ *des parties communes de locaux affectés exclusivement ou principalement à l'habitation dans une proportion de (.....) millièmes de l'immeuble*

☐ *un local antérieurement affecté à un usage autre que d'habitation et transformé à cet usage*

Adresse[2] :.....*Commune*.....*Code postal* :.....

dont je suis : ☐ *propriétaire* ☐ *locataire* ☐ *autre (précisez votre qualité)* :.....

③ NATURE DES TRAVAUX

J'atteste que sur la période de deux ans précédant ou suivant la réalisation des travaux décrits dans la présente attestation, les travaux :

☐ n'affectent ni les fondations, ni les éléments, hors fondations, déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage, ni la consistance des façades (hors ravalement).

☐ n'affectent pas plus de cinq des six éléments de second œuvre suivants :

Cochez les cases correspondant aux éléments affectés **: ☐ planchers qui ne déterminent pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ☐ huisseries extérieures ☐ cloisons intérieures ☐ installations sanitaires et de plomberie ☐ installations électriques ☐ système de chauffage *(pour les immeubles situés en métropole)***

NB : tous autres travaux sont sans incidence sur le bénéfice du taux réduit.

☐ n'entraînent pas une augmentation de la surface de plancher de la construction existante supérieure à 10 %.

☐ ne consistent pas en une surélévation ou une addition de construction.

☐ J'atteste que les travaux visent à améliorer la qualité énergétique du logement et portent sur la fourniture, la pose, l'installation ou l'entretien des matériaux, appareils et équipements dont la liste figure dans la notice (1 de l'article 200 quater du code général des impôts – CGI) et respectent les caractéristiques techniques et les critères de performances minimales fixés par un arrêté du ministre du budget (article 18 bis de l'annexe IV au CGI).

☐ J'atteste que les travaux ont la nature de travaux induits indissociablement liés à des travaux d'amélioration de la qualité énergétique soumis aux taux réduits de TVA de 5,50 % (pour les travaux réalisés en métropole) ou de 2,10 % (pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer).

④ CONSERVATION DE L'ATTESTATION ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Je conserve une copie de cette attestation ainsi que toutes les factures ou notes émises par les entreprises prestataires jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation des travaux et m'engage à en produire une copie à l'administration fiscale sur sa demande. Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de votre fait et ont eu pour conséquence l'application erronée des taux réduits de la TVA, vous êtes solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre :

1.S'agissant des travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans :

- le montant de la TVA due au taux de 20 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 10 %, pour les travaux réalisés en métropole ;
- le montant de la TVA due au taux de 8,50 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 2,10 %, pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer.

[1] Pour remplir cette attestation, cochez les cases correspondant à votre situation et complétez les rubriques en pointillés. Vous pouvez vous aider de la notice explicative.

[2] Si différente de l'adresse indiquée dans le cadre ①.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

2.S'agissant des travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés :

- le montant de la TVA due au taux de 10 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 5,50 %, pour les travaux réalisés en métropole ;

- le montant de la TVA due au taux de 8,50 % et le montant de la TVA effectivement payé au taux de 2,10 %, pour les travaux réalisés dans un département-région d'outre-mer.

Fait à....., le.....

Signature du client ou de son représentant :

Les dispositions des articles 50, 53 et le cas échéant, 51, 55 et 56 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-145-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/DG/148

OBJET : TARIFICATION DE REPRODUCTION DE DOCUMENTS À COMPTER DU 1ER JUILLET 2026

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU les articles L311-9 à R311-15 du Code des relations entre le public et l'administration portant sur les modalités du droit à la communication de documents administratifs,

VU le décret n°2001-493 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 4 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 et relatif aux modalités de communication des documents administratifs,

VU l'arrêté pris par Monsieur le Premier Ministre et Madame la Secrétaire d'Etat au budget le 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif,

VU l'arrêté municipal n°2026/DGS/029 du 23 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Mme Maureen BONNET KHOUILDI, 2ème adjointe au Maire,

CONSIDÉRANT qu'il convient de refixer et de réévaluer les tarifs à appliquer pour l'année 2026,

VU le budget municipal,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Décide qu'à compter du 1er juillet 2026, outre le coût d'envoi postal éventuel, le tarif de copies de documents administratifs délivrés sur supports papier sont fixés à : 0.18 € (par page de format A4).

ARTICLE 2 : Décide qu'à compter du 1er juillet 2026, le prix de vente du dossier complet du plan local d'urbanisme (PLU) est fixé à : 150 €.

ARTICLE 3 : Décide qu'à compter du 1er juillet 2026, le prix de vente de la reproduction, outre le coût de l'envoi postal éventuel, de tout dossier d'autorisation d'urbanisme : permis de construire, permis de démolir, déclaration de travaux, déclaration préalable, certificat d'urbanisme opérationnel ou informatif, sans que cette liste soit exhaustive, est fixé à :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260918-DEC-2026-148-DR
Date de télétransmission : 18/09/2026
Date de réception préfecture : 18/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Nombre de pages Formats A4 et A3	Tarifs applicables à compter du 1er juillet 2026
1 à 10 pages	11,20 €
11 à 20 pages	22,40 €
21 à 30 pages	34 €
Plus de 31 pages	45 €

- Les dossiers précédemment cités, demandés au format dématérialisé, seront fournis à titre gratuit.
  Ils seront envoyés uniquement via un lien sécurisé, par courriels aux demandeurs.

ARTICLE 4 : Décide que le prix de la photocopie couleurs des documents de communication aux associations est fixé à :

Format/Grammage papier	80g	210g	250g/300g
A5/Flyers	0,18 €		
A4	0,15 €	0,18 €	
A3	0,20 €		
Invitations			0,30 €
Dépliants (A4 pliée en deux)	0,23 €	0,29 €	
Autres supports	Selon le devis du prestataire extérieur.		

Une autorisation d'impression de photocopies couleurs peut être autorisée, à titre gratuit, dans la limite d'une fois par an et par association.

ARTICLE 5 : Décide que le prix de l'aide à la conception de documents de communication pour les associations est fixé à 20 €.

Une autorisation de conception de documents de communication peut être autorisée, à titre gratuit, dans la limite d'une fois par an et par association pour des événements ouverts au public.

ARTICLE 6 : Dit que les recettes seront inscrites au budget, en section de fonctionnement et seront perçues par la régie du Guichet Unique.

ARTICLE 7 : Copie de cet acte sera transmise à

- Madame la Sous-Préfète de l 'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Le Service financier
- Le Service urbanisme
- Le Service de la communication
- Le Guichet Unique

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260918-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 18/09/2026
Date de réception préfecture : 18/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 30 / 06 /2026

Pour la Maire et par délégation
La 2ème Adjointe au Maire
Maureen BONNET KHOUILDI



Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
en sous-préfecture
Le .....
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

Pour la Maire et par délégation
La 2ème Adjointe au Maire
Maureen BONNET KHOUILDI



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260918-DEC-2026-143-DR
Date de télétransmission : 18/09/2026
Date de réception préfecture : 18/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/DAF/149

OBJET : GUICHET UNIQUE : AVENANT N°8 A LA DÉCISION N°2009/031 DU 21 DÉCEMBRE 2009 PORTANT CRÉATION DE LA RÉGIE DE RECETTES POUR LE GUICHET UNIQUE – AJOUT DE L'ENCAISSEMENT DE PHOTOCOPIES À COMPTER DU 20 AOÛT 2026

Clotilde LAGOUTTE, maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22,

VU le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics

VU la délibération municipale n°2026/MARS/027 du 20 mars 2026 par laquelle Madame la Maire a les attributions visées dans l'article L.2122.22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision du maire n°2009/031en date du 21 décembre 2009 portant création de la régie de recettes pour le guichet unique,

VU l'avenant n°1 n°2013/SFJ/SC/NT/079 en date du 31 décembre 2013 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant suppression du fonds de caisse de la régie de recettes du guichet unique,

VU l'avenant n°2 n°2013/SFJ/SC/NT/070 en date du 28 octobre 2013 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant création d'un compte de dépôt de fonds auprès de la DDFIP de Melun concernant la régie de recettes du guichet unique,

VU l'avenant n°3 n°2015/SFJ/SC/NT/040 en date du 26 juin 2015 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant suppression de l'encaissement des produits des accueils de loisirs et des activités qui y sont liées pour les mercredis et les vacances concernant la régie de recettes du guichet unique,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-149-DAF
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

VU l'avenant n°4 n°2015/SFJ/SC/NT/040 en date du 9 août 2017 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant sur la mise en place du prélèvement automatique compter du 1er septembre 2017.

VU l'avenant n°5 n°2021/EDUC/MK/036 en date du 29 mars 2021 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant sur l'ajout de produits à encaisser ainsi qu'un montant d'encaisse augmenté.

VU l'avenant n°6 n°2023/DFCP/CL/SP/002 en date du 11 janvier 2023 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant sur l'ajout de produits à encaisser ainsi qu'un montant d'encaisse augmenté.

VU l'avenant n°7 n°2023/SFJ/CL/SP/311 en date du 16 novembre 2023 à la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 portant modification sur le lieu de la régie.

CONSIDERANT que les associations peuvent demander des photocopies contre paiement,

CONSIDERANT l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 19 août 2026.

DÉCIDE QUE :

Article 1 : Il est institué une régie de recettes auprès du service Guichet Unique de la mairie de Nangis.

Article 2 : Cette régie est installée au service Education de la mairie de Nangis, au 9 rue des Ecoles à Nangis.

Article 3 : L'article 3 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 est modifié comme suit :

La régie encaisse les produits suivants :

- les accueils pré et post scolaires,	compte d'imputation : 7067
- les restaurants scolaires,	compte d'imputation : 7067
- le restaurant municipal,	compte d'imputation : 7067
- les colonies,	compte d'imputation : 70632
- l'étude surveillée,	compte d'imputation : 7067
- les sorties famille,	compte d'imputation : 7066
- les classes de découverte,	compte d'imputation : 7066
- les photocopies.	compte d'imputation : 7068

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces
- chèques bancaires, postaux et vacances
- carte bancaire

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

- CESU
- bons CAF
- bons MSA (mutualité sociale agricole)
- prélèvement automatique

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager d'une quittance informatique.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 €.

Article 6 : L'article 6 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 a été supprimé.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

Article 8 : L'article 8 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 est modifié comme suit :

Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs de recettes au minimum une fois par mois.

Article 9 : L'article 9 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 est supprimé.

Article 10 : L'article 10 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 est modifié comme suit :

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : L'article 11 de la décision n°2009/031 du 21 décembre 2009 est supprimé et remplacé par l'article 11 bis :

Un compte de dépôt de fonds est créé auprès de le DDFIP DE Melun afin d'encaisser les paiements faits en ligne via « l'espace famille ».

Article 12 : Monsieur le directeur général des services et Madame le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision du maire qui sera inscrite au recueil des actes administratifs.

Article 13 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Provins,
- Monsieur le directeur du Pôle Education Jeunesse,
- Madame la directrice adjointe des finances et des achats,
- Madame le comptable public assignataire,
- Madame le régisseur titulaire de la régie du guichet unique.

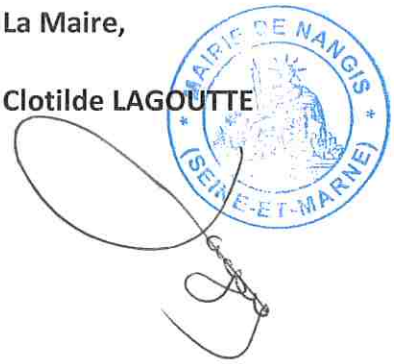
Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Fait à Nangis, le 19/08/2026
(en 2 exemplaires originaux)

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture le

Et de la publication ou notification le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



La maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/SMJ/DEJ/CL/DSG/150

OBJET : TARIFICATION DES ACTIVITES JEUNESSE AU 1ER SEPTEMBRE 2026

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22, 2° ;

VU la délibération n° 2026/MARS/027 du Conseil municipal du 20 mars 2026 portant délégation de pouvoirs au Maire, notamment son 2° l'autorisant à fixer les tarifs des droits prévus au profit de la commune n'ayant pas un caractère fiscal, dans la limite de 5 000 € ;

CONSIDÉRANT la volonté de la commune de favoriser l'accès des jeunes aux activités proposées par le service jeunesse ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Dit que l'adhésion pour l'espace jeunesse est fixée à 1.00€ par participant pour l'année, que le jeune soit nangissien, de la CCBN ou hors CCBN.

ARTICLE 2 : Dit que la participation des adhérents inscrits aux activités organisées par le service jeunesse est fixée, à compter du 1er septembre 2026, comme suit :

Activités jeunesse	Tarifs applicables à compter du 1er septembre 2026
Atelier sans prestataire	Gratuit
Atelier mené par un prestataire	1,00 €
Sortie ½ journée (sans repas)	5,00 €
Sortie journée ou soirée (avec pique-nique)	10,00 €
Sortie journée ou soirée (avec repas extérieur)	15,00 €
Soirée au SMJ avec repas	3,00 €
Sortie : parcs d'attraction, événements sportifs, spectacles – hors Nangis (sans repas)	20,00 €
Sortie : parcs d'attraction, événements sportifs, spectacles – hors Nangis (avec repas)	30,00 €

ARTICLE 3 : Dit que pour les sorties au cinéma "La Bergerie" et aux spectacles de l'espace culturel de Nangis, le tarif groupe sera appliqué à la caisse quel que soit le nombre de personnes.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-150-DR
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

ARTICLE 4 : Dit que les tarifs ci-dessus s'appliquent pour les nangissiens et la CCBN et les tarifs pour les extérieurs sont fixés au coût réel à chaque activité.

ARTICLE 5 : Copie de cet acte sera transmise à

- Madame la Sous-Préfète de l 'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC Provins,
- Le Service financier
- La Direction Education Enfance Jeunesse
- Le Service Jeunesse

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 21 / 08 /2026
La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission
en sous-préfecture
Le .....
Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire,
Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260825-DEC-2026-157-DR
Date de télétransmission : 25/08/2026
Date de réception préfecture : 25/08/2026

Réf. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

DÉCISION DU MAIRE

N°2026/DG/CL/MM/151

OBJET : FIXATION À TITRE EXCEPTIONNEL D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC À L'EURO SYMBOLIQUE POUR LES FOOD-TRUCKS – JUILLET ET AOÛT 2026

Clotilde LAGOUTTE, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision en date du 29 avril 2026 relative aux tarifs des droits d'occupation du domaine public, des locations de matériels et d'intervention applicable à compter du 13 avril 2026,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'accompagner, à titre exceptionnel et temporaire, les activités de restauration ambulante nouvellement installées sur le domaine public communal ;

CONSIDÉRANT la volonté de la Commune de soutenir le lancement et le développement de ces activités durant leur période de démarrage ;

CONSIDÉRANT les périodes caniculaires successives ayant impacté durablement la fréquentation de la clientèle des food-trucks cet été,

CONSIDÉRANT qu'il convient, dans un souci d'égalité de traitement, d'appliquer cette mesure à l'ensemble des food-trucks actuellement autorisés à occuper le domaine public communal ;

CONSIDÉRANT que cette mesure revêt un caractère exceptionnel et temporaire, limité aux mois de juillet et août 2026, les tarifs fixés par la décision du 29 avril 2026 demeurant applicables à compter du 1er septembre 2026 ;

DÉCIDE

Article 1 : Fixe, à titre exceptionnel et temporaire, à 1,00 € symbolique la redevance d'occupation du domaine public due au titre de l'installation des food-trucks, pour les mois de juillet et août 2026.

Article 2 : Précise que cette mesure est applicable à l'ensemble des food-trucks actuellement autorisés à occuper le domaine public communal, afin de garantir une égalité de traitement entre les exploitants.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260928-DEC-2026-151-DR
Date de télétransmission : 28/09/2026
Date de réception préfecture : 28/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

Article 3 : Dit qu'à compter du 1er septembre 2026, les tarifs fixés par la décision du 29 avril 2026 susvisée seront de nouveau applicables.

Article 4 : Précise que la présente mesure est exceptionnelle et temporaire et qu'elle ne saurait constituer un droit acquis au maintien d'une redevance à l'euro symbolique au-delà du 31 août 2026.

Article 5 : Dit que les recettes seront inscrites au budget en section de fonctionnement.

Article 6 :
Copie de cet acte sera transmise à :

- Madame le Receveur Municipal,
- Service financier,
- Direction générale,
- Service PVD / Commerce,
- Police municipale.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 24 août 2026

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-préfecture
Le .....

Et de la transmission ou notification et publication
Le .....

La Maire

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260828-DEC-2026-142-DR
Date de télétransmission : 28/09/2026
Date de réception préfecture : 28/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1309)

CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Entre

La commune représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, son Maire en exercice, spécialement habilitée, d'une part,

Et

Le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) représentée par Monsieur Dany GOUSSARD, son Président, d'autre part.

Il est exposé ce qui suit :

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et le décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 ont déterminé que toute association bénéficiant d'une subvention d'un montant annuel de 23 000,00€, doit conclure une convention avec l'autorité ayant attribué cette subvention.

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'attribution de cette subvention.

Ceci exposé, il est convenu

ARTICLE UN :

La commune de Nangis et ses établissements publics communaux attribuent pour l'année 2026, une subvention d'un montant annuel de 60 632.78 € (soixante mille six cent trente-deux euros et soixante-dix-huit centimes) au Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.).

ARTICLE DEUX :

La subvention est allouée aux fins suivantes :

Conformément à ses statuts, le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) s'engage à resserrer les liens d'amitié qui unissent ses membres et d'une façon générale, à proposer, toutes activités correspondant aux souhaits des personnels communaux (sports, loisirs, culture, etc. ...) à l'exclusion de toutes manifestations politiques ou confessionnelles.

Ces actions se répartissent ainsi :

* Affaires sociales : participation aux évènements familiaux via le C.N.A.S.,

* Loisirs et culture : participation aux spectacles, en particulier, sous forme d'aide à l'achat de billets, fête de Noël, chèque « cadhoc » et aux inscriptions aux associations culturelles fréquentées par les agents de la commune ou par leurs enfants à charge,

* Sports : participation aux inscriptions des clubs sportifs fréquentés par les agents de la commune ou par leurs enfants à charge et à l'accès au centre aquatique intercommunal « Aqualude » de Nangis.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE TROIS :

Depuis l'année 2004, le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) s'est substitué à la commune et à ses établissements publics pour l'adhésion au Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.) et pour le versement des cotisations à cet organisme. A ce titre, 36 000,00€ seront versés au Comité National d'Action Sociale (CNAS) dans le cadre du paiement des cotisations de l'année 2026.

ARTICLE QUATRE :

Si le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) souhaitait créer de nouvelles activités, celles-ci feraient l'objet d'une consultation préalable de la commune de Nangis.

ARTICLE CINQ :

Un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention sera déposé en Mairie dans les six mois suivant la fin de l'exercice, soit au plus tard le 30 juin 2026.

Ce compte rendu financier devra, au préalable, avoir été soumis à la commission de contrôle financier de l'association.

Le budget, les comptes, ladite convention et le compte rendu financier pourront être communiqués à toute personne qui en fait la demande.

Le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) s'engage à déposer à la Préfecture le budget, les comptes, la convention et le compte rendu financier pour y être consultés.

ARTICLE SIX :

Le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) formulera, au plus tard le 30 janvier 2026, son budget prévisionnel et sa demande de subvention pour l'année 2026 accompagnés du bilan financier de l'année 2025.

Ces documents devront avoir été présentés, préalablement, à la commission de contrôle financier de l'association.

ARTICLE SEPT :

Le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la commune de Nangis l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

ARTICLE HUIT :

La commune pourra suspendre le versement de la subvention dans les cas suivants :

- non-respect de l'utilisation des fonds publics dont l'objet est défini dans les articles 2 et 3 ;
- non communication du compte rendu financier.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE NEUF :

La commune informera le Comité des Œuvres Sociales du Personnel Communal et de ses Établissements Publics Locaux de Nangis (C.O.S.) de cette suspension par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de prévenance de 3 mois.

ARTICLE DIX :

Le siège social est fixé au 11, rue des Ecoles à Nangis (77370).

ARTICLE ONZE :

En cas de litige, le Tribunal Administratif est compétent pour le règlement du contentieux.

Fait à Nangis,

Le Maire,

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Le Président,

Dany GOUSSARD

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

AVENANT

N°2026/DAF/CL/

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SITUES AU 4 RUE ARISTIDE BRIAND A NANGIS (77370)

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée par décision municipale n° 2026/DG/DGA/DGS/CL/..... du 16 avril 2026,

Ci-après dénommée « la Commune »

et,

L'Association Hand-AURA, dont le siège social est situé 1 boulevard de la Malvoisine à Lognes (77185) représentée par Madame Suzanne BARRY, Présidente,

Ci-après dénommé « l'occupant »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour des raisons d'insécurité juridique quant à la mise à disposition des locaux situés au 4 rue Aristide Briand à Nangis (77370) à l'attention de l'Association Hand-AURA, les parties conviennent de procéder à un avenant à la convention n°2026/DAF/NLB/093 en date du 18 mars 2026 afin de mettre fin à celle-ci.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

L'article 10 de la convention initiale est modifiée comme suit :

Les parties conviennent de procéder conjointement à la résiliation de la convention initiale de mise à disposition des locaux sis 4 rue Aristide Briand à Nangis (77370) à compter de la signature de la présente.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260417-DEC-2026-101-AR
Date de télétransmission : 17/04/2026
Date de réception préfecture : 17/04/2026
Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEC-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Et par ailleurs, aucun loyer ne sera exigé auprès de l'Association Hand-Aura dans la mesure où aucune prise des locaux n'a eu lieu.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Article 3 : Clause relative aux litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, au préalable à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

Fait à Nangis, le 21/04/2026

(En deux exemplaires)

La Commune de Nangis,
La Maire,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

L'Association Hand-AURA,
La Présidente,

Suzanne BARRY

Hand AURA
1 boulevard de la Malvoisine
77185 LOGNES
Tél. : 01 60 36 45 45
www.hand-aura.org
Siret : 488 058 447 00035
N° FINESS : 77 002 222 6

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260417-DEC-2026-101-AR
Date de réception préfecture : 25/09/2026
Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ref. 201 524 Berger-Levrault (1209)

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/097

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU CENTRE MUNICIPAL D'ACTIVITÉS « LOUIS ARAGON » – SAMEDI 4 AVRIL 2026

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, spécialement habilitée,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association « Les Jardins ouvriers », sise 31 avenue Louis Braille à Nangis (77 370), enregistrée sous le numéro de SIRET 913 949 632 00016, représentée par Monsieur Jean DYKSTRA, Président, spécialement habilité,
Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet
La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » situé 28 rue Aristide Briand à Nangis (77 370) au bénéfice de l'association « Les Jardins ouvriers » afin d'y organiser une assemblée générale.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition
La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » au bénéfice de l'association « Les Jardins ouvriers » :

- Du samedi 4 mars 2026, de 9 h 00 à 18 h 00.

ARTICLE 3 – Conditions financières
La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme

Accusé de réception en préfecture
077-217703231-20260925-DEA-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;

2. Le réservataire devra respecter le règlement intérieur de la salle ;
3. Durant l'activité, les espaces du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » sont placés sous l'autorité et la responsabilité du réservataire ;
4. La cour ne sera pas privatisée pour cette occasion et restera accessible au public ;
5. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site de la cour ;
6. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
7. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **salles@mairie-nangis.fr**
8. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement.
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 €.
11. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien cour que dans le cadre de l'utilisation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » Une attention particulière sera apportée quant au respect du silence dans la cour attenante.
12. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

ARTICLE 6 : Accès à la structure

Un badge donnant accès à la structure mentionnée dans l'article 1 sera attribué au réservataire de la salle.

Le réservataire est garant de l'utilisation dudit badge et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du badge d'accès qui lui aura été confié.
La dégradation ou le remplacement du badge sera facturé au réservataire pour un montant de 83,33€ HT (soit 100.00 € TTC)

ARTICLE 7 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » cité à l'article 2.

ARTICLE 8 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

Accusé de réception préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 9 : Responsabilité

Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 10 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 11 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 03/04/2026
(En 2 exemplaires originaux)

L'association
« Les Jardins ouvriers »,

La Maire,

Jean DYKSTRA

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU BENEFICE DE L'ECOLE DE MUSIQUE DE NANGIS

Entre

La commune représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, son Maire en exercice, spécialement habilitée, d'une part,

Et

L'association « Ecole de musique de Nangis » représentée par Monsieur Jean LAMBERT, son Président, d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 ont déterminé que toute association bénéficiant d'une subvention d'un montant annuel supérieur à 23 000,00 C doit conclure une convention avec l'autorité ayant attribué cette subvention.

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'attribution de cette subvention.

Ceci exposé, il est convenu :

ARTICLE UN :

La commune de Nangis attribue pour l'année 2026, une subvention de fonctionnement d'un montant annuel de 70 000€ (soixante-dix mille euros) à l'association Ecole de musique de Nangis.

ARTICLE DEUX :

La subvention de fonctionnement est allouée par la commune de Nangis à l'association de l'école de musique de Nangis et a pour objet de soutenir ses missions à destination des élèves nangissiens définies notamment dans les statuts de cette association :

- former des musiciens,
- permettre à tous, jeunes et adultes, d'accéder à l'enseignement musical,
- promouvoir la pratique musicale amateur,
- participer à la cohésion sociale et à l'intégration de tous, par la transmission de valeurs pédagogiques et sociales : effort, rigueur, travail d'équipe, démocratie au quotidien, ouverture d'esprit.
- Cette subvention, augmentée de la participation des communes extérieures à Nangis, de la subvention du Conseil Départemental, des droits d'inscription et réinscription, du travail

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260415-DEL-2026-051-DE
Date de télétransmission : 15/04/2026
Date de réception préfecture : 15/04/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

des bénévoles et de recettes annexes est gérée par le Conseil d'Administration élu chaque année à l'Assemblée Générale. La gestion quotidienne est assurée par le trésorier élu par le Conseil d'Administration.

Cette subvention est affectée selon la part des membres nangissiens, soit 42.31%.

ARTICLE TROIS :

Après les inscriptions de septembre, un point sera fait avec la commune de Nangis sur le volume des inscriptions pour l'année 2026/2027.

Dans l'avenir, si de nouvelles classes d'instrument devaient être créées, chacune d'elle ferait l'objet d'une concertation préalable avec la commune de Nangis.

ARTICLE QUATRE :

Un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention sera déposé en Mairie dans les six mois suivant la fin de l'exercice soit au plus tard le 30 juin 2027.

ARTICLE CINQ :

Le budget, les comptes, ladite convention et le compte rendu financier pourront être communiqués à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE SIX :

L'école de musique de Nangis s'engage à déposer à la Préfecture pour y être consultés :

- le budget,
- les comptes,
- la convention,
- le compte-rendu financier.

ARTICLE SEPT :

La commune pourra suspendre le versement de la subvention dans les cas suivants :

- non-respect de l'utilisation des fonds publics dont l'objet est défini dans l'article 2,
- non communication du compte rendu financier.

ARTICLE HUIT :

La commune informera l'école de musique de Nangis de cette suspension par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de prévenance de 3 mois.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260415-DEL-2026-051-DE
Date de télétransmission : 15/04/2026
Date de réception préfecture : 15/04/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE NEUF :

Le siège social est situé 28, rue Aristide Briand à Nangis (77370).

ARTICLE DIX :

En cas de litige, le Tribunal Administratif est compétent pour le règlement du contentieux.

Fait à Nangis, le 3/5/26

Le Président,

Jean LAMBERT

La Maire,

Clotilde LAGOUTE

Ecole de Musique de
l'Harmonie
28, rue A. Briand
77370 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/005

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SALLE « LA BERGERIE » ET DE MATÉRIEL – JEUDI 7 MAI ET JEUDI 21 MAI 2026 – LYCÉE HENRI BECQUEREL, NANGIS

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

Le lycée Henri Becquerel, sis 1 boulevard Dr Henri Rousselle à Nangis (77 370), enregistré sous le numéro de SIREN 197722770, représenté par Monsieur Laurent DELERUE-PHILIPPEAU, Directeur, spécialement habilité,
Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet
La commune de Nangis met à disposition la salle « La Bergerie » située à l'espace culturel, Cour Émile Zola à Nangis (77 370) et du matériel au bénéfice du lycée Henri Becquerel de Nangis afin d'y organiser des conférences.

ARTICLE 2 - Espaces municipaux et horaires de mise à disposition
La commune de Nangis met à disposition la salle citée à l'article 1 et du matériel au bénéfice du lycée Henri Becquerel de Nangis :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le matériel mis à disposition pour l'évènement sera fourni par les différents services comme suit :

Pôle DCEA

- Plateau scénique ;
- 2 micros sans fil ;
- 1 sono mobile ;
- 1 vidéoprojecteur avec écran.

Service communication

- Fournir 50 impressions couleur format A5 et 20 couleurs en format A3, à partir d'un fichier fourni par le réservataire ;

ARTICLE 6 : Accès à la structure

L'ouverture et la fermeture de la salle seront organisées par un agent de la commune.

ARTICLE 7 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation des espaces cités à l'article 2 en faisant appel à un service de sécurité incendie et aide à la personne (S.S.I.A.P).

ARTICLE 8 : Droit de diffusion

En cas de diffusion de musique ou d'autres œuvres protégées pendant l'événement, le réservataire doit respecter les règles liées aux droits d'auteur. Il s'engage, avant la manifestation, à faire les démarches et déclarations nécessaires auprès des organismes de recouvrement des droits d'auteur concernés et payer les droits éventuels. Ces obligations relèvent uniquement de sa responsabilité. La commune ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de litige ou de réclamation.

ARTICLE 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédée à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 10 : Responsabilité

Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation de la salle « La Bergerie ». Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 11 : Annulation de la convention

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/006

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE STRUTURE MUNICIPALE – PÉRIODE 2026/2031 - FÉDÉRATION DE SEINE-ET-MARNE DU SECOURS FRANCAIS

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, spécialement habilitée,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

La Fédération de Seine-et-Marne du Secours Français, sise BP 51 925 à Melun (77 019), enregistrée sous le numéro de SIRET 324 919 505 00044, représentée par Madame Magali MARION, Directrice générale, spécialement habilitée,
Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet
La commune de Nangis met à disposition les locaux municipaux situés 24 rue Pasteur à Nangis (77 370), d'une superficie de 150 m², au bénéfice de la Fédération de Seine-et-Marne du Secours Français pour l'exercice des missions et actions sociales menées par le réservataire.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition
La commune de Nangis met à disposition les locaux cités à l'article 1 au bénéfice de la Fédération de Seine-et-Marne du Secours Français de manière permanente, du lundi au dimanche, à compter du vendredi 22 mai 2026 et pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 3 – Conditions financières
La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux.

Indépendamment du caractère gracieux de la mise à disposition des locaux, les consommations de fluides feront l'objet d'une refacturation au réservataire sur la base des consommations réelles.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. Durant l'activité, les locaux municipaux sont placés sous l'autorité et la responsabilité du réservataire ;
3. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site de la cour ;
4. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
5. Les parties conviennent que cette mise à disposition d'espaces est consentie exclusivement pour l'exercice des missions et actions sociales menées par le réservataire ;
6. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite ;
7. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : associations@mairie-nangis.fr
8. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 € ;
11. La tranquillité publique sera respectée, notamment en matière de nuisances sonores et le voisinage, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à leurs abords ;
12. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours ;
13. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs ;
14. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune comme le forum des associations mais également aux évènements exceptionnels ;
15. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

ARTICLE 6 : Accès à la structure

Des clés donnant accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront attribuées au réservataire de la salle, à savoir :

- 5 clés ACG 001 ;

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- 5 clés FH13ST ;
- 2 clés 2W153 ;
- 1 clé NN2003.

Le réservataire est garant de l'utilisation desdits clés et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés d'accès qui lui aura été confié.
La dégradation ou le remplacement des clés sera facturé au réservataire.

ARTICLE 7 : Sécurité
Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la structure citée à l'article 2.

ARTICLE 8 : Droit personnel et exclusif
Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 9 : Responsabilité
Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation de la structure municipale. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 10 : Annulation de la convention
La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 11 : Compétence juridique
En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 18/05/2026
(En 2 exemplaires originaux)

La Fédération de Seine-et-Marne
Du Secours Populaire Français

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
FEDERATION DE SEINE ET MARNE
1000, rue Maréchal Juin
ZI Vaux le Pénil
B.P. 51925
77019 MELUN Cedex
Tél. 01 64 39 88 70
CREDIT MUTUEL 27002541

Magali MARION

La Maire,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Service Client Contrat
CS 50000
79079 NIORT CEDEX 9

www.macif.fr

Nous contacter :
Tél : 09 69 39 49 55
Email : relationgestion@macif.fr

Nos références :
Sociétaire n° : 2692190

CFDT UD SEINE ET MARNE
15 RUE PAJOL
77000 MELUN

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE D'OCCUPANT

La MACIF, représentée par JEAN-PHILIPPE DOGNETON, Directeur Général, certifie que SEINE ET MARNE CFDT UD a souscrit un contrat Multigarantie activités sociales n° 2692190, conditions particulières S20 à effet du 1 janvier 2026.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré à l'égard de son propriétaire pour les dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'incendie, d'explosion ou d'implosion, de fumées, de l'action de l'électricité et chute de la foudre, d'un dégât des eaux, d'un bris des glaces et enseignes, causés au local situé :

4 RUE ARISTIDE BRIAND
77 NANGIS

La présente attestation est valable pour la période du 04/06/2026 au 31/03/2027.

Elle est délivrée sous réserve d'une suspension des garanties ou d'une résiliation anticipée du contrat et ne peut engager la Macif que dans les conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

L'échéance annuelle du contrat est fixée au 1er avril.

Fait à Nemours, le 4 juin 2026

Le Directeur Général
JEAN-PHILIPPE DOGNETON

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DGS/N°007

OBJET : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND (77370 NANGIS) AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CFDT 2026-2031

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'Union Locale de la CFDT dont le siège social est situé : 4, rue Aristide Briand 77370 NANGIS, représentée par Monsieur Marc FRANCON, en qualité de Président,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition de l'Union Locale de la CFDT, des locaux situés au 4 rue Aristide Briand à Nangis.

Il pourra être remis à l'Union Locale de la CFDT une clé ainsi qu'un badge pour l'accès aux locaux désigné ci-dessus.

La mise à disposition comprend l'usage des locaux suivants au 4 rue Aristide Briand 77370 Nangis :

- bureau n°1 situé au 1er étage au fonds du couloir à gauche,
- Une grande salle commune dont le planning est géré par le Service Culturel de la ville de Nangis.

ARTICLE 2 – Durée

La convention est conclue pour la période du 1er juin 2026 au 1er juin 2031.
Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour une durée équivalente.

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir pour motif d'intérêt général, sans indemnités, en respectant un préavis de trois mois.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 – Conditions de mise à disposition
L'union Locale de la CFDT devra :

1- Respecter les locaux mis à disposition et les consignes d'utilisation ;

2- Assurer l'entretien desdits locaux, restituer les locaux dans l'état de propreté dans lequel il les aura trouvés à son arrivée, et signaler au propriétaire tout désordre qu'il aura pu constater dans lesdits locaux ;

ARTICLE 4 – Conditions financières
La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux y compris les charges afférentes pour toute la durée de la convention.

ARTICLE 5 : Responsabilité dans le cadre de la mise à disposition
La commune s'engage à mettre à disposition auprès du bénéficiaire les locaux mentionnés dans l'article 1 et d'en faciliter leurs usages.

L'Union Locale de la CFDT est responsable de l'utilisation des locaux mis à disposition. En cas de détérioration, elle s'engage à procéder aux réparations ou à s'acquitter des frais de réparations dès la première injonction par la commune.

ARTICLE 6 Assurances
La commune assurera les locaux mis à disposition, notamment au titre des risques d'incendie et des dégâts eaux. A charge pour l'Union Locale de la CFDT d'assurer son mobilier et équipement qui sera disposé dans ces locaux au titre des mêmes risques.

ARTICLE 7 : Compétence juridique
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Melun, seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Nangis, le 04/06/**2026**
(En 2 exemplaires originaux)

L'Union Locale de la CFDT

Monsieur Marc FRANCON

La Maire de Nangis

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DGS/N°008

OBJET : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CFTC 2026-2031

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'Union Locale de la CFTC, dont le siège social est situé : 4, rue Aristide Briand 77370 NANGIS, représentée par Monsieur Philippe DA CUNHA, en qualité de Président,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition de l'Union Locale de la CFTC, des locaux situés au 4 rue Aristide Briand à Nangis.

Il pourra être remis à l'Union Locale de la CFTC une clé ainsi qu'un badge pour l'accès aux locaux désigné ci-dessus.

La mise à disposition comprend l'usage des locaux suivants au 4 rue Aristide Briand 77370 Nangis :

- Bureau n°3 situé au 1er étage au fonds du couloir à droite ;
- Une grande salle commune dont le planning est géré par le Service Culturel de la ville de Nangis.

ARTICLE 2 – Durée

La convention est conclue pour la période du 1er juin 2026 au 1er juin 2031.
Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour une durée équivalente.
La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir pour motif d'intérêt général, sans indemnités, en respectant un préavis de trois mois.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 – Conditions de mise à disposition
L'union Locale de la CFTC devra :

1- Respecter les locaux mis à disposition et les consignes d'utilisation ;

2- Assurer l'entretien desdits locaux, restituer les locaux dans l'état de propreté dans lequel il les aura trouvés à son arrivée, et signaler au propriétaire tout désordre qu'il aura pu constater dans lesdits locaux ;

ARTICLE 4 – Conditions financières
La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux y compris les charges afférentes pour toute la durée de la convention.

ARTICLE 5 : Responsabilité dans le cadre de la mise à disposition
La commune s'engage à mettre à disposition auprès du bénéficiaire les locaux mentionnés dans l'article 1 et d'en faciliter leurs usages.

L'Union Locale de la CFTC est responsable de l'utilisation des locaux mis à disposition. En cas de détérioration, elle s'engage à procéder aux réparations ou à s'acquitter des frais de réparations dès la première injonction par la commune.

ARTICLE 6 Assurances
La commune assurera les locaux mis à disposition, notamment au titre des risques d'incendie et des dégâts eaux. A charge pour l'Union Locale de la CFTC d'assurer son mobilier et équipement qui sera disposé dans ces locaux au titre des mêmes risques.

ARTICLE 7 : Compétence juridique
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Melun, seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Nangis, le 24 /06/**2026**
(En 2 exemplaires originaux)

L'Union Locale de la CFTC

Monsieur Philippe DA CUNHA

La Maire de Nangis

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DGS/N°009

OBJET : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS 4 RUE ARISTIDE BRIAND AU BENEFICE DE L'UNION LOCALE DE LA CGT 2026-2031

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'Union Locale de la CGT, dont le siège social est situé : 4, rue Aristide Briand 77370 NANGIS, représentée par Monsieur Adrien CORNET, en qualité de Président,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition de l'Union Locale de la CGT, des locaux situés au 4 rue Aristide Briand à Nangis.

Il pourra être remis à l'Union Locale de la CGT une clé ainsi qu'un badge pour l'accès aux locaux désigné ci-dessus.

La mise à disposition comprend l'usage des locaux suivants au 4 rue Aristide Briand 77370 Nangis :

- Bureau n°4 situé au 1er étage au fonds du couloir à droite,
- Une grande salle commune dont le planning est géré par le Service Culturel de la ville de Nangis.
-

ARTICLE 2 – Durée

La convention est conclue pour la période du 1er juin 2026 au 1er juin 2031.
Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour une durée équivalente.
La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir pour motif d'intérêt général, sans indemnités, en respectant un préavis de trois mois.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 – Conditions de mise à disposition
L'union Locale de la CGT devra :

1- Respecter les locaux mis à disposition et les consignes d'utilisation ;

2- Assurer l'entretien desdits locaux, restituer les locaux dans l'état de propreté dans lequel il les aura trouvés à son arrivée, et signaler au propriétaire tout désordre qu'il aura pu constater dans lesdits locaux ;

ARTICLE 4 – Conditions financières
La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux y compris les charges afférentes pour toute la durée de la convention.

ARTICLE 5 : Responsabilité dans le cadre de la mise à disposition
La commune s'engage à mettre à disposition auprès du bénéficiaire les locaux mentionnés dans l'article 1 et d'en faciliter leurs usages.

L'Union Locale de la CGT est responsable de l'utilisation des locaux mis à disposition. En cas de détérioration, elle s'engage à procéder aux réparations ou à s'acquitter des frais de réparations dès la première injonction par la commune.

ARTICLE 6 Assurances
La commune assurera les locaux mis à disposition, notamment au titre des risques d'incendie et des dégâts eaux. A charge pour l'Union Locale de la CGT d'assurer son mobilier et équipement qui sera disposé dans ces locaux au titre des mêmes risques.

ARTICLE 7 : Compétence juridique
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Melun, seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Nangis, le 21/05/2026
(En 2 exemplaires originaux)

L'Union Locale de la CGT

Monsieur Adrien CORNET

La Maire de Nangis

Clotilde LAGOUTTE

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/010

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SALLE « LES ROSSIGNOTS » – PÉRIODE 2026 – CENTRE DE THÉATRE DE L'OPPRIMÉ – AUGUSTO BOAL

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

Le Centre du Théâtre de l'Opprimé – Augusto Boal, sis 78/80 rue du Charolais à Paris (75 012), enregistré sous le numéro de SIRET 319 392 122 00036, représenté par Monsieur Rui FRATI, Président, spécialement habilité,
Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition la salle « Les Rossignots », située 11 mail Couperin à Nangis (77 370), au bénéfice du Centre du Théâtre de l'opprimé – Augusto Boal afin d'y organiser des ateliers pratiques de théâtre au bénéfice des habitants de la ville, en collaboration avec l'organisme 1 001 Vies Habitat.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition

La commune de Nangis met à disposition la salle « Les Rossignots » au bénéfice du Centre du Théâtre de l'Opprimé – Augusto Boal de 14 h 00 à 17 h 30, les samedis suivants :

- 23 mai 2026 ;
- 30 mai 2026 ;
- 6 juin 2026 ;
- 13 juin 2026 ;
- 20 juin 2026 ;
- 27 juin 2026 ;
- 4 juillet 2026 ;
- 11 juillet 2026 ;

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- 18 juillet 2026 ;
- 25 juillet 2026.

ARTICLE 3 – Conditions financières

La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition :

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. Le réservataire devra respecter le règlement intérieur de la salle ;
3. Durant l'activité, les espaces de la salle « Les Rossignots » sont placés sous l'autorité et la responsabilité du réservataire ;
4. La cour ne sera pas privatisée pour cette occasion ;
5. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site ;
6. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
7. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : salles@mairie-nangis.fr
8. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 € ;
11. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien cour que dans le cadre de l'utilisation de la salle « Les Rossignots » Une attention particulière sera apportée quant au respect du silence dans la cour attenante ;
12. Aucun véhicule ne doit stationner dans la cour de la salle « Les Rossignots » ;
13. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 – Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

ARTICLE 6 – Accès à la structure

Un badge donnant accès à la structure mentionnée dans l'article 1 sera attribué au réservataire de la salle.

Le réservataire est garant de l'utilisation dudit badge et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du badge d'accès qui lui aura été confié.
La dégradation ou le remplacement du badge sera facturé au réservataire pour un montant de 83,33€ HT (soit 100.00 € TTC)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-122-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 7 – Sécurité
Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la salle « Les Rossignots » cité à l'article 2.

ARTICLE 8 – Droit personnel et exclusif
Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 9 – Responsabilité
Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation de l'espace. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 10 – Annulation de la convention
La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 11 – Compétence juridique
En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 29/ 05/**2026**
(En 2 exemplaires originaux)

Le Centre de Théâtre
De l'Opprimé – Augusto Boal

La Maire,

MAIRIE DE NANGIS
SEINE-ET-MARNE

Rui Frati

Signature numérique de Rui Frati
DN : cn=Rui Frati, email=administration@theatredelopprime.com, c=FR
Date : 2026.05.29 16:41:42 +02'00'

Rui FRATI

Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-342-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

CONVENTION

2026/DEJ/CL/JL/SW/

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU GYMNASE ET DU RESTAURANT MUNICIPAL DE NANGIS A L'UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE DE SEINE ET MARNE « USEP77 » DU 1er AU 2 JUIN 2026– RONDE CYCLOTOURISTE DEPARTEMENTALE

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, spécialement habilitée,

Et

L'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de Seine & Marne (USEP77), sise 28 avenue Georges Pompidou à MELUN (77000), représentée par Madame Véronique Moreira, Présidente, nommée comme utilisateur,

Contexte :

Comme chaque année, l'USEP77 organise à destination des élèves de cours moyens de 2e année, une ronde cyclotouriste départementale. La ville de Nangis sera une ville étape le lundi 1er juin 2026.
A ce titre, l'USEP77 sollicite la mise à disposition du restaurant municipal et du gymnase pour l'hébergement du groupe (dîner, nuit et petit déjeuner).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition de ***L'USEP77*** les équipements et les structures indiquées ci- dessous :

- Le restaurant municipal : Le lundi 1er juin à partir de 19h et le mardi 2 juin 2026 à partir de 7h15 pour permettre aux enfants de se restaurer (dîner et petit déjeuner)
- Le gymnase et les vestiaires : Le lundi 1er juin 2026 à partir de 18h jusqu'au mardi 2 juin 2026 départ prévu à 8h00.
- Les parties conviennent que l'utilisateur nommé ci-dessus ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par les activités organisées dans le cadre de la ronde cyclotouriste départementale.

Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 2 : Conditions financières

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La mise à disposition du gymnase sera consentie à titre gracieux, les repas pris au restaurant municipal seront facturés à l'utilisateur nommé ci-dessus comme suit :

- ***Tarifs commensaux, soit 9,60 € /personne pour le diner et 4.05€/ personne pour le petit déjeuner***

Article 3 : Conditions de mise à disposition :

1- L'utilisateur nommé ci-dessus devra respecter le règlement intérieur de la structure ;
2- Durant l'activité "ronde cyclotouriste départementale" les utilisateurs sont placés sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus ;
3- Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité "ronde cyclotouriste départementale" ;
4- L'utilisateur nommé ci-dessus doit s'assurer avant de partir au minimum de la propreté des vestiaires collectifs.

Article 4 : Responsabilité

L'utilisateur nommé ci-dessus devra fournir une attestation de responsabilité civile avant la mise à disposition des équipements et des structures nommées ci-dessus. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'utilisateur nommé ci-dessus s'engage à remplacer le matériel altéré et /ou à le rembourser à la collectivité, sur présentation d'une facture, dès la première injonction.

Article 5 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Article 6 : Litige

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Melun, après avoir recherché en vain une solution amiable dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le

La Présidente, **La Maire,**

Véronique Moreira **Clotilde LAGOUTTE**

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/012

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA GALERIE D'EXPOSITION – DU MERCREDI 1ER JUILLET AU LUNDI 31 AOUT 2026 - EXPOSITION DE PEINTURES – MADAME NICOLE TARDIF

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

Madame Nicole TARDIF, artiste peintre, domiciliée à l'EHPAD « Les Patios », 6 boulevard Voltaire à Nangis (77 370),
Ci-après dénommée « l'exposant »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet
La commune de Nangis met à disposition la Galerie d'exposition de l'espace culturel située Cour Émile Zola à Nangis (77 370) au bénéfice de Madame Nicole TARDIF afin d'y organiser une exposition de peintures.

ARTICLE 2 – Locaux et horaires de mise à disposition
La commune de Nangis met à disposition la Galerie d'exposition au bénéfice de Madame Nicole TARDIF :

- Du mercredi 1er juillet 2026 au lundi 31 août 2026.

L'installation de l'exposition pourra être effectuée la veille de l'ouverture, soit le mardi 30 juin 2026, à partir de 9 h 00.
Le démontage et l'enlèvement des œuvres et matériels devront être réalisés le mardi 1 septembre, au plus tard jusqu'à 17 h 00.

Les locaux de la Galerie d'exposition ne seront pas ouverts au public. Les œuvres seront visibles uniquement de l'extérieur.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 – Conditions financières

Cette occupation est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. L'exposant devra respecter le règlement intérieur de la salle ;
3. Durant l'activité, les locaux sont placés sous l'autorité et la responsabilité de l'exposant ;
4. La cour ne sera pas privatisée pour cette occasion et restera accessible au public ;
5. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site de la cour ;
6. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
7. L'exposant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaire compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **salles@mairie-nangis.fr** ;
8. L'exposant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'exposant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 € ;
11. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage. Une attention particulière sera apportée quant au respect du silence dans la cour attenante ;
12. Aucun véhicule ne doit stationner dans la cour Émile Zola. Une autorisation est donnée uniquement pour le déchargement et le chargement du ou des véhicules techniques.

ARTICLE 5 – Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.

En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation leur seront facturés.

L'exposant pourra disposer du matériel suivant :

- Tables de l'espace ;
- Chaises de l'espace ;
- Système d'accroches disponible.

ARTICLE 6 – Accès à la structure

Un badge donnant accès à la structure mentionnée dans l'article 1 sera remis à l'exposant pour la durée de l'exposition.

L'exposant est garant de l'utilisation dudit badge et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du badge d'accès qui lui aura été confié.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La dégradation ou le remplacement du badge sera facturé à l'exposant pour un montant de 83,33€ HT (soit 100.00 € TTC)

ARTICLE 7 – Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédée à un tiers par l'occupant.

Le bénéficiaire assure avoir l'ensemble des droits de diffusion et d'exposition des œuvres.

ARTICLE 8 – Responsabilité

L'exposant devra fournir une attestation de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité. Il est responsable de la salle et du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'exposant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.
Le bénéficiaire assure avoir souscrit les différentes assurances nécessaires à la prise en charge de l'exposition et d'avoir déclarer en amont le lieu et la durée de celle-ci.
La commune se dégage de toute responsabilité en cas de vol ou de détérioration éventuelle.
L'ensemble de l'évènement reste sous la responsabilité pleine et entière de **Madame Nicole TARDIF,** domiciliée à l'EHPAD « Les Patios », 6 boulevard Voltaire à Nangis (77 370).

ARTICLE 9 – Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 10 – Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 3/06/2026
(En 2 exemplaires originaux)

L'exposant,

La Maire adjointe déléguée à la Culture, à L'Éducation à la citoyenneté, À l'Égalité femme-homme,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Nicole TARDIF

Pascale DESPLATS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

République Française

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA/013

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SALLE « DULCIE SEPTEMBER » - SAMEDI 27 JUIN 2026 - « ORCHESTRE D'HARMONIE DE NANGIS »

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, spécialement habilitée, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association « Orchestre d'Harmonie de Nangis » sise 28 rue Aristide Briand à Nangis (77 370), enregistrée sous le numéro de SIRET 511 002 420 00012, représentée par Monsieur Jean LAMBERT, Président spécialement habilité,
Ci-après dénommé « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition la salle « Dulcie September », située à l'espace culturel, cour Émile Zola à Nangis (77 370), au bénéfice de l'association « Orchestre d'Harmonie de Nangis » en vue d'organiser une cérémonie d'hommage.

ARTICLE 2 – Emplacement et dates de mise à disposition

La commune de Nangis met à la disposition de l'association « Orchestre d'Harmonie de Nangis » la salle « Dulcie September » à la date et aux horaires suivants :

- Samedi 27 juin 2026, de 9 h 00 à minuit.

ARTICLE 3 – Conditions financières

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- 1 vidéoprojecteur ;
- 1 rallonge électrique de 10 mètres ;
- 2 rallonges électriques de 5 mètres ;
- Tables disponibles dans l'espace ;
- Chaises disponibles dans l'espace ;
- 3 plateaux de verres à pieds ;
- Système son et lumière de la salle dont l'utilisation est assurée exclusivement par le réservataire qui en assure l'utilisation sous son entière responsabilité.

ARTICLE 6 : Accès à la structure

L'accès aux locaux sera assuré par les badges de l'association « Orchestre d'Harmonie de Nangis », qui seront programmés pour permettre l'ouverture et la fermeture de la salle aux horaires convenus dans la présente convention. Toute utilisation de la salle en dehors de ces horaires devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la Collectivité.

ARTICLE 7 : Les locaux et le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront évalués par devis et facturés.

ARTICLE 8 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation des espaces cités à l'article 2 en faisant appel à un service de sécurité incendie et aide à la personne (S.S.I.A.P).

ARTICLE 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 10 : Responsabilité

L'association « Orchestre d'Harmonie de Nangis », représentée par son président Monsieur Jean LAMBERT, devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité. Il est responsable des locaux et du matériel mis à disposition pendant la période. En cas de détérioration, l'association s'engage à remplacer le matériel altéré à la suite de son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Article 11 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 12 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 16 /06 /2026
(En 2 exemplaires originaux)

L'intéressé,

École de Musique de
l'Harmonie
28, rue A. Briand
77370 NANGIS

Jean Lambert

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Formulaire de demande de réservation : Salle Dulcie September

N° de demande : 2026.06.27/SDS/AssoN

1– Identité du réservataire :

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE ORGANISATRICE	
Cochez votre identité :	
☐Service municipal	☐Comité Social et Économique
☐Administration publique	☐Entreprise
☒Association Nangissienne	☐Microentreprise/autoentrepreneur
☐Association extérieure	☐Organisation syndicale
☐Établissement scolaire Nangissien	☐Parti politique
☐Établissement scolaire extérieur	☐Autre

Identité de la structure organisatrice	Orchestre d'Harmonie de Nangis
Représentant légal de la structure organisatrice	Monsieur Jean LAMBERT
Adresse de la structure organisatrice	28 rue Aristide Briand 77 370 NANGIS
Numéro de SIRET/SIREN	511 002 420 00012
Référent de l'événement	
Téléphone	06 81 83 21 51
Mail	Musique2nangis@orange.fr

2– Informations générales de réservation de salle :

Salle Dulcie September – cour Emile Zola
Capacité de la salle : 440 personnes

PROJET : Cérémonie d'hommage		
Date de réservation : Samedi 27 juin 2026		
Cadre de l'évènement IMPORTANT, dans le cadre d'un évènement, au sein de l'espace culturel le réservataire : - S'engage à recruter un agent de sécurité incendie et d'assistance à la personne (S.S.I.A.P 1) par l'intermédiaire d'une agence de sécurité. - Est tenu de déclarer et de s'acquitter des droits voisins (SACEM : Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique, SACD…)	☒Evènement privé ☐Evènement public	☒Evènement gratuit ☐Evènement payant
Horaires d'accueil du public	17h30	
Nombre de participants prévus	150	
Description du projet	hommage Michel Tronchet	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Formulaire de demande de réservation : Salle Dulcie September

5 – Tarification (si concerné) :

Tarifs votés par la délibération n°2025/SEPT/60

Salle Dulcie September / Bergerie						
	Type	Tarif horaire*	Forfait 4 heures	Forfait journée	Forfait week-end	Forfait hiver
Associations, agent de la commune, organisme syndical, parti politique	Domicilié à Nangis	43.00 €	172.00 €	344.00 €	650.00 €	30,00 € / heure ; 300,00 € / jour
	Domicilié Hors Nangis	172.00 €	688.00 €	1 376.00 €	2 700.00 €	
Entreprises, auto-entrepreneur, autres	Domicilié à Nangis	117.00 €	468.00 €	936.00 €	1 830.00 €	
	Domicilié Hors Nangis	468.00 €	1 872.00 €	3 744.00 €	7 320.00 €	

Galerie d'exposition, Mezzanine Dulcie September						
	Type	Tarif horaire*	Forfait 4 heures	Forfait journée	Forfait week-end	Forfait hiver
Associations, agent de la commune, organisme syndical, parti politique	Domicilié à Nangis	6.00 €	22.00 €	44.00 €	70.00 €	20,00 € / heure ; 200,00 € / jour
	Domicilié Hors Nangis	22.00 €	88.00 €	176.00 €	280.00 €	
Entreprises, auto-entrepreneur, autres	Domicilié à Nangis	16.00 €	64.00 €	128.00 €	235.00 €	
	Domicilié Hors Nangis	64.00 €	256.00 €	512.00 €	940.00 €	

*L'heure supplémentaire s'applique uniquement en cas de dépassement du forfait.
Le forfait hiver est applicable du 16 octobre au 14 avril

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Formulaire de demande de réservation : Salle Dulcie September

Details du matériel demandé		Réservé à l'administration	
		Validé	Refusé
Regie lumière (projecteurs, leds, ...) Il est demandé au réservataire de faire appel à un technicien compétent pour la conduite lumière de l'évènement à sa charge. La ville reste disponible pour vous accompagner dans la l'évaluation et la réalisation de la faisabilité du projet	☒ Oui, Préciser : ☐ Non :		
Regie son Il est demandé au réservataire de faire appel à un technicien compétent pour la conduite lumière de l'évènement à sa charge. La ville reste disponible pour vous accompagner dans la l'évaluation et la réalisation de la faisabilité du projet	☒ Oui, Préciser : micro HF ☐ Non :		
Ecran central sur scène	☐ Oui ☐ Non		
Ecran de projection sur pieds	☒ Oui ☐ Non		
Ecran de projection ciné plein air **6.50 m x 3.70 m**	☐ Oui ☐ Non		
Vidéoprojecteur **Si diffusion vidéo, venir avec un adaptateur VGA - HDMI + ordinateur** 	☒ Oui ☐ Non		
Pupitre avec micro	☐ Oui ☒ Non		
Micros **5 Micros filaires** **3 micros sans fil**	☒ Oui **Si oui, Description :** 1 HF ☐ Non		

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Formulaire de demande de réservation : Salle Dulcie September

Grilles caddies 180 x 120 cm (quantité : 14)	☐Oui Nombre souhaité : ☐Non		
Panneaux exposition tissu Flax noir 190 x 100 cm (quantité : 10)	☐Oui Nombre souhaité : ☐Non		
Tables pliantes 180 x 75cm (quantité : 20)	☐Oui Nombre souhaité : ☐Non		
Accès internet	☐Oui ☐Non		
Autres besoins	3 plateaux de verrres à vin		
Observations			

ESPACE DE CONVIVIALITÉ - détails	
Prévoyez-vous d'organiser une buvette payante ?	☐Oui **Si oui, merci de préciser :** ☐**Avec boissons alcoolisées** ☐**Sans boissons alcoolisées** ☒Non
Prévoyez-vous de vendre de la petite restauration ?	☐Oui **Si oui, veuillez détailler brièvement les produits proposés :** ☒Non

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Formulaire de demande de réservation : Salle Dulcie September

SIGNATURE DU RESERVATAIRE
☐ Je reconnais avoir pris connaissance des informations relatives au traitement de mes données personnelles. En signant, je confirme ma demande de réservation de salle et j'atteste avoir pris connaissance et accepté le règlement intérieur des salles (arrêté n°2026/NLB/DGS/DGS/20) A Le

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
Signature de l'administration : SERVICE CULTUREL VILLE DE NANGIS COUR EMILE ZOLA 77370 NANGIS 01.60.58.76.12	☐ Montant de la mise à disposition : (À régler entre 30 et 15 jours avant l'évènement) ☐ Accord ☐ Refus de la mise à disposition En cas d'annulation à moins d'un mois avant la date de l'événement, 25 % du solde restant sera dû. ☒ Gratuité accordée
Signature de l'administration :	Moyen de paiement : ☐ Carte bancaire ☐ Espèces ☐ Virement bancaire Code banque : 10071 Code guichet : 77000 n° de compte : 00002002478 Clé RIB 07 Domiciliation TPMELUN IBAN FR 76 1007 1770 0000 0020 0247 807 BIC TRPUFRP1 Date de réception du paiement :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées par la mairie de Nangis afin de traiter votre demande de réservation de salle municipale. La base légale du traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public.
Les données collectées sont destinées aux services municipaux chargés de la gestion des salles. Elles sont conservées pendant la durée nécessaire au traitement de la demande et à la gestion administrative associée.
Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement et d'opposition concernant vos données.
Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter la mairie de Nangis.
Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/14

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE STRUTURES MUNICIPALES – PÉRIODE 2026/2031 – ASSOCIATION MUSULMANE DE NANGIS

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'Association Musulmane de Nangis (AMN), sise 13 rue des tanneries à Nangis (77 370), enregistrée sous le numéro de SIRET 798 159 745 00024, représentée par Monsieur Habib IDIR, Président, spécialement habilité,
Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition les locaux municipaux suivants :

- La grande salle du foyer de l'amitié, situé Cour Émile Zola à Nangis (77 370), d'une superficie de 35 m² ;
- La salle « Bourse du travail », située 4 rue Aristide Briand à Nangis (77 370), d'une superficie de 80 m² ;

Au bénéfice de l'Association Musulmane de Nangis (AMN) afin de permettre l'exercice des activités statutaires de celle-ci.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition

La commune de Nangis met à disposition les locaux cités à l'article 1 au bénéfice de l'Association Musulmane de Nangis (AMN) de manière permanente, à compter du mardi 1er septembre 2026 et pour une durée de cinq ans, comme suit :

- Les samedis et dimanches, de 9 h 00 à 22 h 00 : Occupation de la grande salle du foyer de l'amitié ;
- Les mercredis, samedis et dimanches, de 9 h 00 à 22 h 00 : Occupation de la salle « Bourse du travail »

ARTICLE 3 – Conditions financières

La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse des espaces par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. Durant l'activité, les locaux municipaux sont placés sous l'autorité et la responsabilité du réservataire ;
3. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur chacun des sites ;
4. Le séjour dans établissements est limité au temps imparti à l'activité ;
5. Les parties conviennent que cette mise à disposition d'espaces est consentie exclusivement les pour l'exercice des missions et actions sociales menées par le réservataire ;
6. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite ;
7. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : associations@mairie-nangis.fr
8. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 € ;
11. La tranquillité publique sera respectée, notamment en matière de nuisances sonores et le voisinage, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à leurs abords ;
12. La salle « Bourse du travail » étant située dans une résidence privée, les espaces extérieurs et places de stationnement situés devant celle-ci ne seront ni accessibles ni privatisés pour les utilisateurs de la salle. Le stationnement devra être effectué à l'extérieur de la résidence, sur des emplacements publics autorisés ;
13. Aucun véhicule ne doit stationner dans la cour « Émile Zola ». Une autorisation est donnée uniquement pour le déchargement et le chargement du ou des véhicules, en

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

préservant la libre circulation des véhicules de secours et d'intérêts généraux sur les voies d'accès.

14. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours ;
15. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs ;
16. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune comme le forum des associations mais également aux évènements exceptionnels ;
17. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

ARTICLE 6 : Accès à la structure

Des clés et badge donnant accès aux structures mentionnées dans l'article 1 seront attribuées au réservataire de la salle, à savoir :

- 1 badge n°3TGP6B pour le foyer de l'amitié ;
- 2 clés pour la salle « Bourse au travail ».

Le réservataire est garant de l'utilisation desdits clés et badge et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié.
La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé au réservataire.

ARTICLE 7 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la structure citée à l'article 2.

ARTICLE 8 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 9 : Responsabilité

Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation des structures municipales. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 10 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 11 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 03/06/2026
(En 2 exemplaires originaux)

L'Association Musulmane de Nangis (AMN),

Habib IDIR

Conseillère Municipale Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/15

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU CENTRE MUNICIPAL D'ACTIVITÉS « LOUIS ARAGON » – DU VENDREDI 19 JUIN 2026 – DOMICILE SERVICES 77

Entre :

La mairie de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049.
Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association « Domicile Services 77 », sise 18 place St Ayoul à Provins (77 160), enregistrée sous le numéro de SIRET 378 060 453 00032, représentée par Madame Adline WALLE,
Ci-après dénommé « le réservataire ».

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet
La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » situé 28 rue Aristide Briand à Nangis (77 370) au bénéfice de l'association « Domicile Services 77 », afin d'y organiser une assemblée générale pour son agence située 24 Boulevard du Tivoli à Nangis (77 370).

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition
La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » au bénéfice de l'association « Domicile Services 77 » :

- Vendredi 19 juin 2026, de 9 h 00 à 20 h 00.

ARTICLE 3 – Conditions financières
La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;

2. Le réservataire devra respecter le règlement intérieur de la salle ;
3. Durant l'activité, les espaces du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » sont placés sous l'autorité et la responsabilité du réservataire ;
4. La cour ne sera pas privatisée pour cette occasion et restera accessible au public ;
5. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site de la cour ;
6. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
7. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **salles@mairie-nangis.fr ;**
8. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
9. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, leur permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
10. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage, avec un tarif horaire de 198.00 € ;
11. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien cour que dans le cadre de l'utilisation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » Une attention particulière sera apportée quant au respect du silence dans la cour attenante ;
12. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.
En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

Une sonorisation mobile ainsi qu'un microphone seront mis à disposition.

ARTICLE 6 : Accès à la structure

Un badge donnant accès à la salle sera attribué au réservataire le vendredi 19 juin 2026 à 9 h 00, lors de l'état des lieux entrant.
La restitution du badge et l'état des lieux sortant s'effectueront vendredi 19 juin 2026 à 20 h 00.

Le réservataire est garant de l'utilisation dudit badge et est tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du badge d'accès qui leur auront été confiés.
La dégradation ou le remplacement du badge sera facturé au réservataire pour un montant de 83,33€ HT (soit 100.00 € TTC).

ARTICLE 7 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » cité à l'article 2.

ARTICLE 8 : Droit personnel et exclusif

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 9 : Responsabilité

Le réservataire devra fournir une attestation d'assurance couvrant la garantie de responsabilité civile à la première réquisition de la collectivité pour l'occupation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon ». Il sera responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, le réservataire s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 10 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 11 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 18/06**/2026**
(En 2 exemplaires originaux)

L'intéressée,

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

DOMICILE SERVICES DE SEINE ET MARNE
18 place Saint-Ayoul 77160 Provins
01 60 67 07 12
Siret : 878 960 453 00032

Madame Adline WALLE

MAIRIE DE NANGIS (S.-ET-M.)

Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
Commune de NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA/016

OBJET : **CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS – PERIODE SCOLAIRE 2026/2027 – POUR L'ASSOCIATION DU TENNIS DE TABLE**

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clothilde LAGOUTTE, maire, spécialement habilitée,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association du TENNIS DE TABLE sise 28, rue de Thénisy 77520 SOIGNOLLES EN MONTOIS représentée par Olivier PETIT, Président

Ci-après dénommée « l'occupant »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition de l'association du **TENNIS DE TABLE** les équipements et les structures indiqués ci-dessous :

- SALLE TENNIS DE TABLE

Article 2 : Dates et horaires

Les équipements mentionnés à l'article 1er sont mis à disposition aux jours et horaires suivants :

- Les lundis de 17H00 à 23H00
- Les mardis de 17H00 à 21H00
- Les mercredis de 13H00 à 21H00

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Les jeudis de 17H00 à 21H00
- Les vendredis de 19H00 à O1H00
- Les samedis de 13H00 à 21H00
- Les dimanches de 09H00 à 14H00

Article 3 : Durée d'utilisation

L'utilisation de la structure est consentie durant la période scolaire 2026-2027, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2027 et, est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de quatre renouvellements successifs. En cas de modification des créneaux et/ou des équipements et/ou des structures mis à disposition, un avenant sera établi et soumis à l'accord préalable des parties.
En cas de force majeure, notamment liée aux restrictions imposées par l'Etat durant la période de crise sanitaire ou en cas de crise énergétique, les jours et horaires d'occupation pourront être modifiés unilatéralement par la commune de Nangis, par courrier postal ou par e-mail. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la ville de Nangis.
La commune se laisse le droit de récupérer la structure pour l'organisation d'un évènement coorganisé par la ville.
Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 4 : Demande d'occupation exceptionnelles

Toute demande exceptionnelle devra être envoyée au **minimum 3 semaines** avant la date souhaitée, à l'adresse mail suivante :

associations@mairie-nangis.fr

Ou par courrier postal.

Les structures ne sont pas disponibles durant les vacances scolaires sauf demande écrite de l'association.

Article 5 : Conditions financières

La mise à disposition de la structure est consentie à titre gracieux.

Article 6 : Conditions de mise à disposition

1. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé.
2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus.
3. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite.
6. L'occupant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr**.
7. L'occupant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
8. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'occupant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les adhérents lors de l'activité.
9. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, cette dernière se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage.

Article 7 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.
2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.
3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

Article 8 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.
Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.
L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

Article 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par l'occupant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

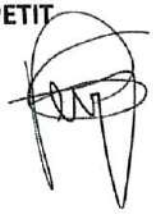
Article 11 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Fait à Nangis, le 24 juin 2026

Le Président
TENNIS DE TABLE

Olivier PETIT



La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
Commune de NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA/017

OBJET : **CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS – PERIODE SCOLAIRE 2026/2027 – POUR NANGIS NATATION**

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clothilde LAGOUTTE, maire, spécialement habilitée,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association Nangis Natation sise 22/24 rue des Ecoles, 77370 NANGIS, représentée par Monsieur Jean-Michel PEREZ

Ci-après dénommée « l'occupant »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition de l'association Nangis Natation les équipements et les structures indiqués ci-dessous :

- Centre Aquatique

Article 2 : Dates et horaires

Les équipements mentionnés à l'article 1er sont mis à disposition aux jours et horaires suivants :

- Lundis de 17h à 20h
- Mardis 17h à 21h
- Mercredis 9h à 13h et 18h à 21h

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Jeudis 18h à 21h
- Vendredis 18h30 à 20h30
- Samedis 8h30 à 12h

Article 3 : Durée d'utilisation

L'utilisation de la structure est consentie durant la période scolaire 2026-2027, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2027 et, est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de quatre renouvellements successifs. En cas de modification des créneaux et/ou des équipements et/ou des structures mis à disposition, un avenant sera établi et soumis à l'accord préalable des parties.
En cas de force majeure, notamment liée aux restrictions imposées par l'Etat durant la période de crise sanitaire ou en cas de crise énergétique, les jours et horaires d'occupation pourront être modifiés unilatéralement par la commune de Nangis, par courrier postal ou par e-mail. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la ville de Nangis.
La commune se laisse le droit de récupérer la structure pour l'organisation d'un évènement coorganisé par la ville.
Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 4 : Demande d'occupation exceptionnelles

Toute demande exceptionnelle devra être envoyée au **minimum 3 semaines** avant la date souhaitée, à l'adresse mail suivante :

associations@mairie-nangis.fr

Ou par courrier postal.

Les structures ne sont pas disponibles durant les vacances scolaires sauf demande écrite de l'association.

Article 5 : Conditions financières

La mise à disposition de la structure est consentie à titre gracieux.

Article 6 : Conditions de mise à disposition

1. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé.
2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus.
3. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite.
6. L'occupant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr**.
7. L'occupant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
8. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'occupant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les adhérents lors de l'activité.
9. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, cette dernière se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage.

Article 7 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.
2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.
3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

Article 8 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.
Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.
L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

Article 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par l'occupant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Article 11 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Fait à Nangis, le 24 / 06 / 2026

Le Président

M. Jean-Michel PEREZ

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
Commune de NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA 1018 .

OBJET : **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS POUR L'ASSOCIATION NANGIS BOXING – PERIODE 2026/2031**

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clothilde LAGOUTTE, maire, spécialement habilitée,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association NANGIS BOXING sise 6, rue Louise Michel représentée par Mohammed KHERBACH, Président

Ci-après dénommée « l'occupant »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition de l'association NANGIS BOXING les équipements et les structures indiqués ci-dessous :

- La salle de boxe

Article 2 : Dates et horaires

Les équipements mentionnés à l'article 1er sont mis à disposition aux jours et horaires suivants :

- Les lundis de 17H00 à 22H00
- Les mardis de 17H00 à 22H00
- Les mercredis de 17H00 à 22H00

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Les jeudis de 17H00 à 22H00
- Les vendredis de 17H00 à 22H00
- Les samedis de 10H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00

Article 3 : Durée d'utilisation

L'utilisation de la structure est consentie pour une durée de cinq (5) ans, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2031. La présente convention pourra être renouvelée à son terme par accord express des parties.

En cas de force majeure, notamment liée aux restrictions imposées par l'Etat durant la période de crise sanitaire ou en cas de crise énergétique, les jours et horaires d'occupation pourront être modifiés unilatéralement par la commune de Nangis, par courrier postal ou par e-mail. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la ville de Nangis.
La commune se laisse le droit de récupérer la structure pour l'organisation d'un évènement coorganisé par la ville.

Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 4 : Demande d'occupation exceptionnelles

Toute demande exceptionnelle devra être envoyée au **minimum 3 semaines** avant la date souhaitée, à l'adresse mail suivante :

associations@mairie-nangis.fr

Ou par courrier postal.

Les structures ne sont pas disponibles durant les vacances scolaires sauf demande écrite de l'association.

Article 5 : Conditions financières

La mise à disposition de la structure est consentie à titre gracieux.

Article 6 : Conditions de mise à disposition

1. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé.
2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus.
3. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite.
6. L'occupant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr**.
7. L'occupant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
8. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'occupant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les adhérents lors de l'activité.
9. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, cette dernière se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage.

Article 7 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.
2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.
3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

Article 8 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.
Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.
L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

Article 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par l'occupant.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Article 11 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Fait à Nangis, le 05/06/2026

Le Président
NANGIS BOXING

Mohammed KHERBACH

NANGIS BOXING
06.98.06.90.83
nangis.boxing@gmail.com
N° Siret : 443 807 318 00011

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Département de Seine-et-Marne
Canton de Nangis
Commune de NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA 109

OBJET : **CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS – PERIODE SCOLAIRE 2026/2027 – POUR L'ASSOCIATION COQUELICOT BLEU**

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77370) représentée par Madame Clothilde LAGOUTTE, maire, spécialement habilitée,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association COQUELICOT BLEU sise 3, avenue Voltaire 77370 Nangis, représentée par Madame Virginie RAIFFE, présidente,

Ci-après dénommée « l'occupant »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition de l'association **COQUELICOT BLEU** les équipements et les structures indiqués ci-dessous :

- La salle Verte

Article 2 : Dates et horaires

Les équipements mentionnés à l'article 1er sont mis à disposition aux jours et horaires suivants :

- les lundis, de 18 h 00 à 22 h 00 ;

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- les mercredis, de 14 h 00 à 17 h 30.

Article 3 : Durée d'utilisation

L'utilisation de la structure est consentie durant la période scolaire 2026-2027, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2027 et, est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de quatre renouvellements successifs. En cas de modification des créneaux et/ou des équipements et/ou des structures mis à disposition, un avenant sera établi et soumis à l'accord préalable des parties.
En cas de force majeure, notamment liée aux restrictions imposées par l'Etat durant la période de crise sanitaire ou en cas de crise énergétique, les jours et horaires d'occupation pourront être modifiés unilatéralement par la commune de Nangis, par courrier postal ou par e-mail. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la ville de Nangis.
La commune se laisse le droit de récupérer la structure pour l'organisation d'un évènement coorganisé par la ville.
Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 4 : Demande d'occupation exceptionnelles

Toute demande exceptionnelle devra être envoyée au **minimum 3 semaines** avant la date souhaitée, à l'adresse mail suivante :

associations@mairie-nangis.fr

Ou par courrier postal.

Les structures ne sont pas disponibles durant les vacances scolaires sauf demande écrite de l'association.

Article 5 : Conditions financières

La mise à disposition de la structure est consentie à titre gracieux.

Article 6 : Conditions de mise à disposition

1. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé.
2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus.
3. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social.
5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

6. L'occupant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : associations@mairie-nangis.fr;
7. L'occupant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
8. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'occupant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les adhérents lors de l'activité.
9. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, cette dernière se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage.

Article 7 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.
2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.
3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

Article 8 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.
Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.
L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

Article 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par l'occupant.

Article 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Article 11 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Fait à Nangis, le 6/07/2026

La Présidente
COQUELICOT BLEU

Virginie RAIFFE

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA /020 .

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SALLE « LUCIE MOUGEY » – MARDI 7 JUILLET 2026 – ASSOCIATION « RUGBY NANGIS ET PAYS BRIARD »

Entre :

La **Commune de NANGIS,** sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

L'association « Rugby Nangis et Pays Briard », sise Mairie de Nangis, rue du Maréchal De Lattre de Tassigny à Nangis (77 370), enregistrée sous le numéro de SIRET 991 553 355 00017, représentée par Monsieur Stephan LASCAUX, Président, dûment habilité,

Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition la salle « Lucie Mougey » située au stade municipal *Émile Chesnot*, rue des écoles à Nangis (77 370) au bénéfice de l'association « Rugby Nangis et Pays Briard » afin d'y organiser une réunion de concertation d'équipe.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition

La commune de Nangis met à disposition la salle « Lucie Mougey » au bénéfice de l'association « Rugby Nangis et Pays Briard » :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Mardi 7 juillet 2026, de 19 h 00 à 22 h 30.

ARTICLE 3 – Conditions financières

La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé ;
3. 2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus ;
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social ;
5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite ;
6. Le stade municipal *Émile Chesnot* ne sera pas privatisé pour cette occasion et restera accessible au public ;
7. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site ;
8. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
9. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr ;**
10. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
11. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, leur permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
12. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage ;
13. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien au stade *Émile Chesnot* que dans le cadre de l'utilisation de la salle ;
14. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.

En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 6 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.

2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.

3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

ARTICLE 7 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.

Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.

L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

ARTICLE 8 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la salle « Lucie Mougey » citée à l'article 2.

ARTICLE 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 11 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 12 : Compétence juridique

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 06 / 07 /2026
(En 2 exemplaires originaux)

Association
« Rugby Nangis et Pays Briard »,

Rugby Nangis & Pays Briard
Mairie de Nangis – Av du Mal de
Lattre de Tassigny – 77370 NANGIS
Association loi 1901 W773007087
Siret 991 553 355 00017
Affiliation FFR n° 8098K

Monsieur Stephan LASCAUX

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
Commune de NANGIS

CONVENTION

N°2026/DCEA/021

OBJET : **CONVENTION RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE STRUCTURE DE LA VILLE DE NANGIS – PERIODE SCOLAIRE 2026/2027 – POUR LE CENTRE SOCIAL ASSOCIATIF COLI'BRIE**

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370), représentée par Madame Clothilde LAGOUTTE, Maire, spécialement habilitée, par délibération n°2026/MARS/049.

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

Le Centre social Associatif Coli'Brie, sis 18 promenade Ernest Chauvet à Nangis (77 370), représenté par Monsieur Philippe MORIN, Président, spécialement habilité.

Ci-après dénommé « l'occupant »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune de NANGIS met à disposition du Centre Social Associatif Coli'Brie, les équipements et les structures indiqués ci-dessous :

- La salle « Saint-Exupéry », située 8 promenade Ernest Chauvet à Nangis (77 370).

Article 2 : Dates et horaires

Les équipements mentionnés à l'article 1er sont mis à disposition aux jours et horaires suivants :

- Les jeudis (hors vacances scolaires) de 16 h 30 à 19 h 30.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 3 : Durée d'utilisation

L'utilisation de la structure est consentie durant la période scolaire 2026-2027, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2027 et, est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de quatre renouvellements successifs. En cas de modification des créneaux et/ou des équipements et/ou des structures mis à disposition, un avenant sera établi et soumis à l'accord préalable des parties.
En cas de force majeure, notamment liée aux restrictions imposées par l'Etat durant la période de crise sanitaire ou en cas de crise énergétique, les jours et horaires d'occupation pourront être modifiés unilatéralement par la commune de Nangis, par courrier postal ou par e-mail. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la ville de Nangis.
La commune se laisse le droit de récupérer la structure pour l'organisation d'un évènement coorganisé par la ville.
Conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la présente occupation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 4 : Demande d'occupation exceptionnelles

Toute demande exceptionnelle devra être envoyée au **minimum 3 semaines** avant la date souhaitée, à l'adresse mail suivante :

associations@mairie-nangis.fr

Ou par courrier postal.

Les structures ne sont pas disponibles durant les vacances scolaires sauf demande écrite de l'association.

Article 5 : Conditions financières

La mise à disposition de la structure est consentie à titre gracieux.

Article 6 : Conditions de mise à disposition

1. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé.
2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus.
3. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité.
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social.
5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite.
6. L'occupant s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : associations@mairie-nangis.fr;

7. L'occupant s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement.
8. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition de l'occupant, dans un local dédié, lui permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les adhérents lors de l'activité.
9. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, cette dernière se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage.

Article 7 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.
2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.
3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

Article 8 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.
Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.
L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

Article 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par l'occupant.

Article 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

Article 11 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de force majeure ou de non-respect des obligations de chacune des parties.

Fait à Nangis, le 21 7 26

Le Président

POUR LE PRESIDENT :
J.MOGENIER - DIRECTEUR

449 406 115 00021
18 rom E. Chauvet
77370 Nangis

Philippe MORIN

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

MAIRIE DE NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nangis

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA/022

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU CENTRE MUNICIPAL D'ACTIVITÉS « LOUIS ARAGON » – VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2026 – FÉDÉRATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

La Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne, sise 37 rue Lara à Champagne-sur-Seine (77 430), représentée par Madame Valérie TURKI, Présidente Départementale, dûment habilitée,

Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » située 28 rue Aristide Briand à Nangis (77 370) au bénéfice de la Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne afin d'y organiser une réunion d'information syndicale.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La commune de Nangis met à disposition le Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » au bénéfice de la Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne à la date et aux horaires suivants :

- Vendredi 18 septembre 2026, de 10 h 00 à 12 h 00.

ARTICLE 3 – Conditions financières

La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé ;
3. 2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus ;
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social ;
5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite ;
6. La cour ne sera pas privatisée pour cette occasion et restera accessible au public ;
7. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site ;
8. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
9. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr ;**
10. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
11. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, leur permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
12. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage ;
13. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien cour que dans le cadre de l'utilisation du Centre Municipal d'Activités « Louis Aragon » Une attention particulière sera apportée quant au respect du silence dans la cour attenante ;
14. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.

En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 6 : Modalités de mise à disposition

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.

2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.

3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

ARTICLE 7 : Accès à la structure

L'ouverture et la fermeture de la structure mentionnée dans l'article 1 seront assurées par un agent de la collectivité.

ARTICLE 8 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la salle citée à l'article 2.

ARTICLE 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 11 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 12 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Fait à Nangis, le 23/07/**2026**
(En 2 exemplaires originaux)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La Fédération Autonome
de la Fonction Publique
Territoriale de Seine-et-Marne,

Fédération Autonome 77
37 rue Lara
77430 Champagne sur Seine
01.60.71.16.62 & 06.63.46.20.35
www.autonome77fpt.org

Valérie TURKI

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,

Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis
COMMUNE DE NANGIS

République Française

CONVENTION

N°2026/DCEA 1023

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SALLE « LUCIE MOUGEY » – VENDREDI 28 AOUT 2026 – FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGÉRIE, MAROC ET TUNISIE (F.N.A.C.A)

Entre :

La Commune de NANGIS, sise rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nangis (77 370) représentée par Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, dûment habilitée, par délibération n°2026/MARS/049,

Ci-après dénommée « la commune »,

Et

La Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A), sise 12 rue Noas Daumesnil à Nangis (77 370), enregistrée sous le numéro de SIRET 902 791 250 00027, représentée par Monsieur Jean-Claude CHESNEY, Président, dûment habilité,

Ci-après dénommée « le réservataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

****

ARTICLE 1 – Objet

La commune de Nangis met à disposition la salle « Lucie Mougey » située au stade municipal *Émile Chesnot*, rue des écoles à Nangis (77 370) au bénéfice de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A), afin d'y organiser un Comité départemental.

ARTICLE 2 - Locaux et horaires de mise à disposition

La commune de Nangis met à disposition la salle « Lucie Mougey » au bénéfice de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A) » :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-143-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Vendredi 28 août 2026, de 13 h 30 à 17 h 00.

ARTICLE 3 – Conditions financières

La mise à disposition de l'espace est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 – Conditions de mise à disposition

1. Dans le cadre de la mise à disposition gracieuse de l'espace par la commune, le réservataire doit mettre en avant le logo et le nom de la ville de Nangis, comme partenaire privilégié, dans les différents supports de communication internes et externes (affiches, invitations, communication numérique, dossier de presse, autres ...) ;
2. L'utilisateur devra respecter le règlement intérieur de la structure préalablement signé ;
3. 2. Durant l'activité, l'association est placée sous l'autorité et la responsabilité du représentant dénommé ci-dessus ;
4. Les parties conviennent que l'occupant ne pourra se servir du bien prêté que pour l'usage défini par des activités à caractère sportif, de loisirs ou social ;
5. Toute modification des locaux au niveau des sols, murs et extérieurs est formellement interdite ;
6. Le stade municipal *Émile Chesnot* ne sera pas privatisé pour cette occasion et restera accessible au public ;
7. Aucune boisson alcoolisée ne sera apportée ni consommée sur le site ;
8. Le séjour dans l'établissement est limité au temps imparti à l'activité ;
9. Le réservataire s'engage à vérifier l'état de propreté des lieux utilisés (sanitaires compris) avant le début de son activité ainsi qu'au moment de quitter les locaux. Il se doit d'avertir la ville de Nangis immédiatement de tous dégâts constatés par mail à l'adresse suivante : **associations@mairie-nangis.fr ;**
10. Le réservataire s'engage également à rendre les locaux utilisés dans un parfait état de propreté et de bon fonctionnement ;
11. Du matériel de nettoyage sera mis à la disposition du réservataire, dans un local dédié, leur permettant de procéder au nettoyage d'éventuelles salissures provoquées par les occupants lors de l'évènement ;
12. Dans le cas où il est constaté par la commune que les locaux ne seraient pas rendus dans un état propre, la commune de Nangis se réserve le droit de facturer les frais de ménage inhérents à ce nettoyage ;
13. La tranquillité publique sera respectée et notamment en ce qui concerne le bruit et le voisinage aussi bien au stade *Émile Chesnot* que dans le cadre de l'utilisation de la salle ;
14. Les voies de circulation devront rester accessibles pour les secours.

ARTICLE 5 : Le matériel

Les locaux et le matériel mis à disposition devront être maintenus en état de propreté après l'évènement.

En cas de non-respect, des frais de remplacement ou de réparation seront facturés.

ARTICLE 6 : Modalités de mise à disposition

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

1. La présente convention de mise à disposition fera l'objet d'une valorisation en termes de subvention en nature dans le cadre des conventions d'objectifs.

2. Les associations seront invitées à participer aux évènements traditionnellement organisés par la commune mais également aux événements exceptionnels.

3. L'association s'engage à signer le contrat d'engagement républicain ci-joint, en effet, la mise à disposition d'une structure municipale est considérée comme l'attribution d'une subvention en nature.

ARTICLE 7 : Accès à la structure

Le/Les badges donnants accès à la structure mentionnée dans l'article 1 seront remis au responsable de l'association.

Ce dernier est garant de l'utilisation des dits badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte du ou des badges d'accès qui lui auront été confiés.

L'association est garante de l'utilisation des clés et badges et sera tenu pour responsable de toute dégradation et/ou perte des clés/badge d'accès qui lui aura été confié. La dégradation ou le remplacement des clés/badge sera facturé à l'association selon le tarif applicable voté par délibération annuelle du Conseil municipal portant sur la location des salles municipales.

ARTICLE 8 : Sécurité

Le réservataire s'engage à assurer la sécurité des personnes et des biens durant la période de réservation de la salle « Lucie Mougey » citée à l'article 2.

ARTICLE 9 : Droit personnel et exclusif

Conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques le droit d'occupation est conféré au seul occupant visé dans la présente, à titre personnel. Celui-ci ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-occupation ou être cédé à un tiers par le réservataire.

ARTICLE 10 : Responsabilité

L'occupant devra fournir à la rentrée une attestation de responsabilité civile à la collectivité. Il est responsable du matériel mis à disposition pendant la séance. En cas de détérioration, l'occupant s'engage à remplacer le matériel altéré suite à son utilisation non conventionnelle et/ou à le rembourser à la collectivité dès la première injonction.

ARTICLE 11 : Annulation de la convention

La résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pourra intervenir à tout moment, sans indemnités, en respectant un préavis d'un jour.

ARTICLE 12 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Melun. Mais seulement après épuisement des voies amiables dans un délai de 30 jours calendaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Fait à Nangis, le 25/09/2026
(En 2 exemplaires originaux)

La Fédération Nationale
des Anciens Combattants
en Algérie, Maroc et Tunisie
(F.N.A.C.A)

J.Claude CHESNEY
Président

Jean-Claude CHESNEY

La Conseillère Municipale
Déléguée à la vie associative,



Frédérique HOUREUX

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260925-DEL-2026-142-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026